

## La Banque de France croît en la reprise

Un entretien avec Jean-Claude Trichet

DANS un entretien au Monde, le gouverneur de la Banque de France, Jean-Claude Trichet, exprime sa confiance dans la reprise de l'économie française qui dispose « de conditions de financement exceptionnellement favorables » et « d'une compétitivité réelle ». Il appelle les entreprises et les ménages français à investir, « le plus sûr moyen de lutter contre le chômage, c'est d'y aller de l'avant ».

M. Trichet juge toutefois qu'« il faut des réformes de structures pour enrichir la croissance en emplois ». En matière de lutte contre le chômage, il estime que, « s'il y a des leçons à tirer, c'est que les pays ont les mêmes valeurs que nous d'efficacité et de solidarité ».

Commentant les propositions de M. Giscard d'Estaing de décaler le franc du mark, M. Trichet souligne que la Banque de France « n'entre dans aucune polémique et reste à l'écart pour mieux mériter la confiance » des Français. Il affirme que « l'opinion publique soutient très majoritairement la politique

monétaire actuelle dite du franc stable, fort, crédible » et attribue ce soutien « à une réaction de bon sens ». Le devoir de la Banque de France, dit-il, est de « garder la monnaie ; insuffler confiance à l'intérieur et inspirer confiance à l'extérieur ».

A propos de la construction monétaire européenne, le gouverneur de la Banque de France estime que le conseil de Dublin, qui a vu, samedi 14 décembre, les chefs d'Etat et de gouvernement de l'Union se mettre d'accord sur le « pacte de stabilité », constitue un moment « décisif, plus important encore que le conseil européen de Madrid ». Selon lui, ce pacte permettra à l'euro d'être une monnaie au moins « aussi solide, aussi crédible et aussi forte que le franc d'aujourd'hui ».

Enfin, observant qu'« elle n'aurait rigoureusement aucun sens et serait contraire à la lettre et à l'esprit du traité de Maastricht », M. Trichet exclut une éventuelle guerre des parités de change entre pays européens avant le passage à la monnaie unique.

Lire page 17

## Les guérilleros Tupac Amaru libèrent 225 otages à Lima

Le commando présente ce geste comme une ultime concession



PANINO

LE COMMANDO guérillero Tupac Amaru, qui s'est emparé mardi dernier de la résidence de l'ambassadeur du Japon au Pérou, à Lima, a relâché, dans la nuit du dimanche 22 au lundi 23 décembre, 225 personnes. Le commando, qui réclame la libération de militants de Tupac Amaru emprisonnés au Pérou, retenait encore, lundi, quelque cent quarante otages qu'il dit être tous liés au régime péruvien. La prise d'otages semblait entrer dans une nouvelle phase. Le commando entendait engager une négociation serrée avec le pouvoir pour obtenir satisfaction de ses revendications en échange de la libération du dernier noyau dur d'otages. Parmi ceux-ci figuraient toujours le frère du président Alberto Fujimori, et trois ministres de son gouvernement, dont celui des relations extérieures.

Samedi soir, le président Fujimori avait prononcé une allocution brève et ambiguë, dans laquelle il envisageait une « sortie » pacifique pour les preneurs d'otages, dès lors que ceux-ci déposeraient les armes.

Lire page 4

## Les Français ne dissocient pas les images de M. Chirac et de M. Juppé

LA POPULARITÉ des deux têtes de l'exécutif, Jacques Chirac et Alain Juppé, se redresse selon les derniers sondages, qui confirment ainsi le parallélisme des « images » du président de la République et du premier ministre dans l'opinion. Aux yeux des Français, rien ne distingue le chef du gouvernement du chef de l'Etat, le premier restant en œuvre les orientations définies pas le second, à moins que les orientations présidentielles ne résultent des choix proposés par le premier ministre.

Cette identification limite les images de manœuvres de M. Chirac, qui a refusé à M. Juppé un remaniement de son gouvernement, mais ne l'a pas empêché de se prévaloir de l'assurance d'être en fonction jusqu'aux élections législatives de 1998. En matière de politique étrangère, l'initiative présidentielle est largement inspirée par l'équipe diplomatique du premier ministre.

Lire page 6

## Hongkong : les « élus » de Pékin

En désignant son propre Parlement, la Chine poursuit le démantèlement des institutions démocratiques dans le territoire. p. 2

## PCF, une vocation à gouverner

Le Parti communiste souhaite une gauche de gouvernement qui ne soit pas « timorée ». p. 10 et notre éditorial p. 16

## La révolte des maîtres auxiliaires

Après leurs collègues toulousains, quatre enseignants parisiens font la grève de la faim. p. 11

## Ados têtes de bois

Les adolescents sont des clients fantasques qui déroutent les professionnels du marketing. p. 15

## Israël danse son histoire

Le Festival Curtain Up 96 permet à une vingtaine de compagnies de danse de se pencher sur le passé et le présent de l'Etat juif. p. 23

## Alerte sur les plats cuisinés

La société Parzani-William Saurin décide le retrait de dix tonnes d'aliments susceptibles de contenir du boeuf britannique. p. 27

Allemagne, 3 DM ; Autriche-Guyane, 5 F ; Belgique, 25 ATS ; Belgique, 40 FR ; Canada, 2,25 \$ CAD ; Côte d'Ivoire, 200 F CFA ; Danemark, 14 DKK ; Espagne, 200 PTA ; Grande-Bretagne, 1 £ ; Grèce, 200 GR ; Irlande, 1,40 £ ; Italie, 200 L ; Luxembourg, 40 FF ; Malte, 10 MTL ; Norvège, 14 NOK ; Pays-Bas, 3 FL ; Portugal, 200 ESC ; République tchèque, 200 Kčs ; Suède, 10 SEK ; Suisse, 2,20 CHF ; Tunisie, 1,2 Din ; USA (NY), 2,3 \$ ; USA (autres), 2,40 \$.

M 0147 - 1224 - 7,00 F



## Marie de Sévigné ou l'éternité d'un crâne

LYON

de notre correspondant régional

Ce fut une bien étrange cérémonie, samedi 21 décembre vers 11 heures, à l'hôtel de ville de Grignan : un généreux donateur a offert au maire de cette commune de la Drôme un morceau de robe, un texte autographe et un crâne. Ces trois reliques proviennent, selon lui, de Marie de Rabutin-Chantal, plus connue sous le nom de Madame de Sévigné. Depuis qu'il a été élu maire de Grignan en 1995, Bruno Durieux, ancien député (CDS) du Nord, ancien ministre dans le gouvernement de Michel Rocard, et aujourd'hui chargé de mission auprès du ministre de la défense, est tombé sous le charme de Marie de Sévigné. Cet été, il a organisé, pour le tricentenaire de la mort de la célèbre épistolière, les Nuits de la correspondance (« Le Monde des livres » daté 12 juillet).

Leur écho a enchanté un autre fidèle de la marquise, Michel de Bry, qui se présente comme « archéologue et philologue biblique » :

les pièces qu'il détenait se devaient de rejoindre le gros bourg où fut enterrée la mère de la comtesse de Grignan. Ainsi, cette « large découpe » de la robe de brocart bleue qui fut l'habit du dernier voyage de la marquise. Deux autres fragments de ce « velours de Gênes dont le fond ventre de biche est broché d'arabesques roses rehaussées de bleu ponce » sont exposés au Musée Carnavalet, à Paris.

Michel de Bry tient ces reliques des frères du couvent des Dominicains de Nancy. C'est auprès d'eux qu'il a aussi acquis le chef de Marie de Sévigné. Dans son édition du 26 avril 1956, Le Monde racontait déjà les parous tumultueux de ce crâne. En 1793, les caveaux des aristocrates avaient été profanés par les révolutionnaires afin de récupérer le plomb des cercueils pour fabriquer des balles. Ainsi la sépulture de Madame de Sévigné fut ouverte. Mais le juge de paix officiant décida de scier la calotte du crâne de la marquise pour l'expédier à un pharmacologue allemand résidant à Paris. Il était admis, depuis, que la relique avait

été perdue. Jusqu'en 1956 où sa présence fut signalée dans le couvent des Dominicains de Nancy. C'est en juin de cette année-là que Michel de Bry acquit le chef. Il possède des documents écrits signés par le père supérieur. Aujourd'hui, les frères ne retrouvent pas trace de cette transaction, mais, dit l'un d'eux, « ce crâne est vraisemblable ».

Le crâne est-il authentique ? Jean-Marie Brusson, l'un des deux conservateurs du Musée Carnavalet, persuadé de la « bonne » origine du tissu et de la lettre autographe, reste « très prudent » sur le chef : « Il faudrait faire des analyses », explique-t-il. Bruno Durieux envisage de faire effectuer une « reconstruction » du visage. En attendant, le maire de Grignan ne se prive pas du plaisir de relire la lettre autographe en date du dimanche 20 août 1690. Madame de Sévigné y a couché de sa plume élégante un mot exquis : « Il faut profiter de tout pour l'éternité ».

Bruno Caussé

## Le deuxième siècle du pétrole

LE MARCHÉ pétrolier a modérément réagi à la reprise par Bagdad de ses exportations d'« or noir ». L' Irak s'étant finalement rangé aux exigences de l'ONU. A l'aube du XXI<sup>e</sup> siècle, l'horizon pétrolier laisse entrevoir de nouveaux enjeux géostratégiques. C'est le sujet du dossier du « Monde Economie ».

Avec une population mondiale toujours croissante et de nouveaux pays gros consommateurs d'énergie, les besoins vont continuer à progresser. Le Moyen-Orient, région toujours instable, continuera à satisfaire ces nouvelles demandes.

Lire notre supplément pages 1 à VIII

## L'Allemagne recherche une diplomatie « normale »

« L'INTÉGRATION européenne n'est plus un but en soi. L'objectif, aujourd'hui, c'est d'empêcher la formation d'une coalition antiallemande. » L'expression est sans doute exagérée, mais, venant d'un responsable d'une grande fondation politique liée à la Démocratie chrétienne, elle témoigne d'un certain désarroi de la classe dirigeante allemande. Et de sa crainte que, les bases traditionnelles de sa politique étrangère ayant disparu avec la réunification, elle cède à la tentation de s'appuyer uniquement sur sa puissance économique face à des partenaires de nouveau méfiants.

Une inquiétude similaire avait été exprimée par Helmut Schmidt dans la lettre ouverte expédiée à Hans Tietmeyer, président de la Bundesbank : « Avec votre engagement [sur les critères de Maastricht], vous vous rendez mal aimé à l'étranger - ce que vous pouvez sans doute supporter -, mais vous donnez de l'Allemagne une image détestable - ce que nous, nous ne pouvons supporter », écrivait l'ancien chancelier.

Le même thème vient d'être repris dans l'hebdomadaire Die Zeit, dont Helmut Schmidt est un des directeurs : « Un modèle, à la ri-

gueur, un donneur de leçons, jamais : telle est et doit être l'ultime ratio de notre politique. » Conviction partagée, semble-t-il, par le chancelier Kohl, qui - selon le même hebdomadaire - aurait tempéré l'intransigeance de certains de ses ministres au cours du conseil précédant le sommet de Dublin : « En Europe, on ne doit pas l'ouvrir aussi longtemps qu'on n'a pas mis de l'ordre dans sa propre maison. »

Jusqu'en 1990, les données de l'action diplomatique de la RFA étaient simples. Placés sur la fracture entre les deux blocs, les Allemands refusaient d'invoker leurs intérêts nationaux et considéraient avoir résolu la question en affirmant la coïncidence parfaite entre leurs intérêts nationaux et leurs intérêts européens. Ce n'était pas un simple artifice. Il est vrai que pendant quarante ans la RFA s'est faite une réputation et un rang dans le monde à travers une intégration européenne qui lui coûtait d'autant moins que, comme l'avait dit Willy Brandt, elle abandonnait ce qu'elle n'avait pas.

Daniel Vernet

Lire la suite page 16

## Le racisme dans le football



LILIAN THURAM

JOUEUR guadeloupéen de Parme, Lilian Thuram explique et minimise, dans un entretien au Monde, les injures racistes proférées sur les stades de football. Le Nigérian George Weah, du Milan AC, en avait été victime lors d'un match contre Porto, avant de donner un coup de tête à l'un de ses adversaires, ce qui lui a valu six matches de suspension en Coupe d'Europe.

Lire page 20

International	2	Aujourd'hui	21
France	1	Agenda	21
Société	11	Abonnements	21
Nigéria	1	Météorologie	21
Crénel	14	Mots croisés	21
Hollande	15	Culture	21
Ethiopie	17	Culte culturel	21
Biographie	17	Radiotélévision	21

كتاب من القرآن



**ASIE** A six mois de la rétrocession de la colonie britannique à la Chine, le 1<sup>er</sup> juillet prochain, Pékin poursuit son travail de démantèlement des institutions démocratiques de Hong-

kong. ● LA CHINE a ainsi confirmé, samedi 21 et dimanche 22 décembre, son intention de dissoudre l'assemblée législative élue de Hongkong, le Legco (Legislative Council), en faisant

désigner, en Chine continentale, une autre assemblée, le Conseil législatif provisoire (CLP), dans lequel ne figure plus aucun membre de la tendance démocrate. ● CETTE DÉCISION,

attendue, a soulevé quelques timides protestations à Londres et de la part du gouverneur Chris Patten, qui menaçait de porter l'affaire devant la Cour internationale de justice.

● LA MANIÈRE de Pékin à Hongkong témoigne des ambitions d'une diplomatie chinoise désormais menée sans complexe et sans souci des réactions internationales.

## La Chine opère un « putsch législatif » à Hongkong

A six mois du rétablissement de son autorité sur la colonie britannique, le 1<sup>er</sup> juillet 1997, Pékin vient de confirmer son intention de dissoudre l'assemblée élue du territoire en faisant désigner, samedi 21 décembre, un Conseil législatif provisoire qui lui est entièrement acquis

PÉKIN

de notre correspondant

Sous d'autres latitudes, l'exercice auquel s'est livré le gouvernement chinois durant le week-end des 21 et 22 décembre envers Hongkong serait comparé à un coup d'Etat pacifique. L'Assemblée constituante de quatre cents membres non élus que préside le chef de la diplomatie chinoise, le vice-premier ministre Qian Qichen, a « élu » en territoire chinois, à Shenzhen, un « Parlement provisoire », fort de soixante législateurs, parallèle à celui qui existe à Hongkong, le Conseil législatif (Legco), dont la composition, sortie des urnes, ne plaisait pas à Pékin.

A l'exception d'un seul, qui a été exclu du Parti démocratique pour sa participation à la manoeuvre de Pékin, aucun des membres de ce nouveau corps n'appartient à la mouvance libérale qui avait obtenu, dans la législature britannique formée en 1995, la plus forte représentation parmi les sièges soumis au scrutin populaire.

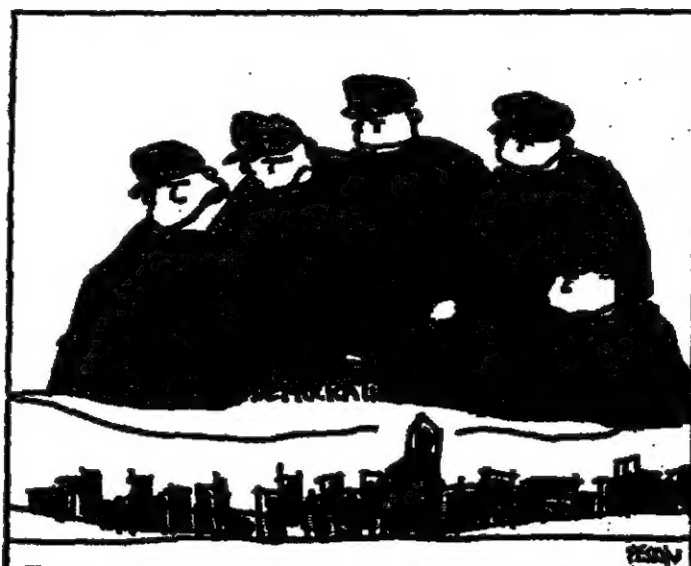
Trente-trois législateurs acquis à

Pékin au sein du Legco ont trouvé place dans le « Legco-bis », un temps surnommé « la deuxième cuisine » par la Chine. En outre, les nombreuses personnalités pro-chinoises qui avaient été valucées aux élections de 1995 ont été récompensées par un siège.

« FARCE BIZARRE »

La dénomination officielle de cette « Chambre introuvable » dépourvue de toute voix discordante explique sa fonction : le Conseil législatif provisoire (CLP) doit être remplacé en 1998 par un corps issu de nouvelles élections dont il n'est pas difficile de prévoir que Pékin se sent parfaitement en droit de redéfinir les règles en fonction de sa conception particulière de la « réelle démocratie ». « Le peuple de Hongkong peut à coup sûr s'attendre à ce que les membres du CLP s'unissent de tout cœur pour servir les intérêts des différents secteurs de cette société pluraliste », commentait, lundi, un journal pro-chinois de la colonie.

Le gouverneur Chris Patten, se faisant l'écho d'une déclaration



d'inquiétude de Londres, a ajouté que cet exercice, « farce bizarre », lui faisait l'effet d'un inexistant « billet de 9 dollars », et a réitéré l'idée de soumettre l'affaire à la Cour internationale de La Haye.

Proposition à laquelle M. Qian a rétorqué qu'elle dépassait « le sens commun ». Le commentaire le plus significatif de l'atmosphère générale émanait du South China Morning Post, fleuron autrefois plutôt

indépendant de la presse à la manière britannique, acheté voilà quelques années par le magnat chinois d'origine nigérienne Robert Kuok. « On ne peut échapper à cette réalité que Hongkong sortira le 1<sup>er</sup> juillet de l'ère coloniale britannique », a relevé l'éditorialiste du journal pour souligner le fait que Hongkong passait désormais sous le contrôle effectif d'un homme choisi par Pékin, Tung Chee-hwa.

« HEURE NOIRE »

Les réformes introduites par M. Patten pour démocratiser la vie politique sont désormais directement menacées même si la Chine veut, pour le moment, ménager l'opinion afin, en particulier, de ne pas provoquer une panique au sein de la fonction publique.

M. Tung, qui rencontrait Chris Patten lundi 23 décembre, pour la première fois depuis sa nomination au poste de prochain « chef de l'exécutif », s'est félicité de la parodie d'élection législative répétant le processus de sa propre sélection. Cet exercice avait été présenté par Pékin comme

« nécessaire à une transition en douceur » en raison des « subterfuges » qu'aurait perpétrés le dernier gouverneur britannique à l'encontre de la rétrocession.

Environ deux cents manifestants pro-démocratiques ont défilé, après l'annonce des résultats de Shenzhen, devant la représentation officielle du régime chinois à Hongkong, le siège de la branche locale de l'Agence Chine nouvelle. Ils ont déversé devant ses portes le contenu de poubelles portant le nom de membres de la nouvelle législature et déposé un cerceau se voulant un écho du propos du législateur Martin Lee, qui a qualifié le week-end d'« heure la plus noire pour la démocratie à Hongkong depuis le massacre du 4 juin 1989 » à Pékin.

Mais alors, les manifestants protestant contre le régime chinois se trouvaient, dans les rues de Hongkong, au nombre d'un million pour une ville de six millions et demi de sujets encore britanniques.

Francis Deron

## Chris Patten, dernier gouverneur britannique : de la bataille du rocher à celle de Downing Street ?

LONDRES

correspondance

Quel sera l'avenir politique de Chris Patten après avoir rendu, le 1<sup>er</sup> juillet 1997, les clés de la colonie britannique à Pékin ? Le dernier gouverneur de Hongkong, âgé de cinquante-deux ans, a toujours étudié la question, se bornant à déclarer qu'il comptait prendre six mois de vacances dans une propriété du Taro « pour

JARDINIER

et écrire un livre » après cinq dures années passées à batailler avec Pékin pour tenter de conserver un minimum de démocratie après son départ. Beaucoup à Londres voient pourtant ce diplômé d'Oxford, qui fut secrétaire d'Etat à la coopération et ministre de l'environnement, comme un futur premier ministre de Sa Majesté.

Son Excellence, à première vue, nage à

contre-courant. Eloigné de la vie politique, il est resté à l'écart de la guerre intestine à propos de la construction européenne qui déchire le Parti conservateur. N'empêche, ce modéré passe aux yeux des anti-Maastricht pour un pro-européen invétéré.

CALENDRIER DÉFAVORABLE

Ses adversaires au sein d'une formation où règne la foi anglicane et, en politique, une médiane viscérale à l'égard de l'Allemagne accusent de surcroît ce catholique fervent d'être un chantre de la Démocratie chrétienne (CDU) du chancelier Kohl. Aussi, les députés de base qui élisent le leader du Parti conservateur se situent-ils bien plus à droite que ce progressiste, sensible aux questions écologiques et au respect des droits de l'homme.

A priori, le calendrier ne lui est guère favorable. Son retour interviendra juste après le scrutin général qui devrait renvoyer la droite dans l'opposition, c'est-à-dire trop tôt

pour espérer récupérer un siège aux Communes à l'occasion d'une élection partielle et jouer un rôle de premier plan si le problème de la succession de John Major à la tête des conservateurs devait se poser rapidement.

M. Patten est aussi l'homme d'un échec spectaculaire. Presque président du parti, il n'était pas parvenu à se faire élire dans sa propre circonscription de Bath, un siège qu'il détenait pourtant depuis treize ans, lors de la consultation de 1992. L'hostilité d'une partie des milieux d'affaires britanniques ayant choisi de coopérer avec les futurs maîtres de la colonie (Jardine Matheson, Swire Pacific ou Hongkong and Shanghai Banking Corporation...) et la haine qui lui vult le magnat des médias Rupert Murdoch, qui contrôle 35 % du marché de la presse quotidienne, constituent deux obstacles de poids à ses ambitions.

Enfin, si en France les lois de la renommée politique exigent d'un chef qu'il renvoie

une image intellectuelle, ce n'est pas le cas en Grande-Bretagne où l'on se méfie des hommes à idées, à l'instar de cet historien de formation, ancien directeur du département de recherche du parti, qui s'était fait remarquer par M<sup>me</sup> Thatcher en raison de sa bonne plume.

UN RÊVEUR OPINIÂTRE

Chris Patten pense cependant disposer de sérieux atouts. D'abord, la connivence existant avec John Major : il ne se passe guère de semaines sans que l'hôte de Downing Street ne téléphone à son ancien bras droit pour solliciter son conseil avisé. En cas de défaite électorale, John Major pourrait retarder son départ de la direction du parti pour laisser le temps à son poulain de se préparer à la course au pouvoir.

Avec son visage avenant, un peu gras, son regard chaleureux, son style ouvert, ses cheveux blancs, « Chris » évoque au côté de sa femme Lavender, ses trois filles et ses deux

chiens terriers Whisky et Soda, un modèle plutôt « chrono » de la classe moyenne britannique d'aujourd'hui. Il faut également compter avec la légendaire opulente d'un politicien qui ne s'est pas contenté d'un exil doré à Hongkong, mais s'est lancé tête baissée dans cette entreprise délicate en faveur des garanties démocratiques. Une campagne raisonnée : en fait nul n'est plus logique que ce révérent double d'un redoutable calculateur. Enfin, dans son propre pays, l'image du régent de la Baie des parfums, qui n'a cessé de tirer le grand dragon chinois par la queue, est très favorable.

Lorsque se terminera le dernier chapitre de l'épopée impériale britannique en Extrême-Orient, Chris Patten va devoir jouer serré. De Butler à Whitelaw, de Moore à Parkinson... Histoire du Parti conservateur dans l'après-guerre est semée de dauphins égarés.

Marc Roche

## La diplomatie chinoise délivrée du complexe de Tiananmen

PÉKIN

de notre correspondant

Les divers succès que vient de remporter Pékin dans sa quête de reconnaissance internationale marquent un spectaculaire rétablissement par rapport à la période qui a suivi la crise de Tiananmen en 1989. Comment la Chine les vit réellement au plan intérieur, dans sa tentative de dérive nationaliste, est une affaire assez complexe qui entre dans la problématique de la succession de Deng Xiaoping ; mais le fait demeure qu'en dépit de ses difficultés internes le gouvernement chinois semble avoir surmonté un complexe d'échec qui dominait dans une très large mesure son comportement voici encore cinq ans.

L'attitude de Pékin pendant la guerre du Golfe trahissait ce repli sur des valeurs jugées sûres, mélangant la nécessité d'un compromis avec les puissances occidentales - l'abstention systématique, au Conseil de sécurité des Nations unies, dont Pékin savait qu'elle favorisait le clan d'Etats opposés à Saddam Hussein - à une sorte de tiers-mondisme inavoué, voulant montrer une certaine différence. A vrai dire, la Chine hésitait encore entre son jeu des années 70, principalement dicté par son ouverture au monde du capital international, et celui de sa réalité sociale, qui l'apparentait fortement aux pays tout juste engagés dans la voie du développement.

L'impression qui en découlait était celle d'un pays qui, pour des raisons liées à sa situation intérieure, s'était privé d'une authentique politique extérieure.

Cinq ans plus tard, on n'en est plus là, loin s'en faut. La Chine a obtenu, par pression inavouée, que Nelson Mandela transfère l'ambassade sud-africaine de Taipei à Pékin à l'horizon fin 1997. Par ailleurs, le flirt assez surréaliste de Pékin avec Fidel Castro jadis voué aux géométries par les Chinois, pour le seul plaisir d'agacer Washington, est un autre signe d'un changement de perspective. Dans la péninsule coréenne, Pékin manifeste des réticences à s'impliquer dans les marchandages qui devraient logiquement accompagner la disparition de son allié nord-

**Dans tout l'Extrême-Orient, les dernières actions de Pékin montrent une volonté d'accéder à un rang de gendarme régional**

diste. Dans ce conflit larvé, la Chine ne sait pas où aller, mais sa pesanteur suffit à singulièrement compliquer le jeu.

Dans tout l'Extrême-Orient, les dernières actions de Pékin montrent une volonté d'accéder à un rang de gendarme régional que les Etats-Unis laissent plus ou moins filer entre leurs doigts. Rien ne peut plus se faire sans l'aval de la Chine. La problématique de son intégration au système international domine la politique étrangère de tous les pays de la région.

La stratégie envers les Occidentaux à propos des relations avec des pays sensibles comme la Libye, la Syrie ou l'Iran, pour ne rien dire des ventes d'armes chinoises à d'autres proches amis comme le

Pakistan, vient renforcer le sentiment que, désormais, la Chine joue avant tout son propre jeu. L'époque est révolue où elle se faisait, par calcul, complice de l'effort déstabilisateur de Washington à l'encontre de l'Union soviétique en Afghanistan.

Mieux, alors que Jiang Zemin, le chef de l'Etat, du parti et de l'armée, vient de se rendre à New Delhi dans l'espoir de parvenir à un voisinage de bon aloi avec le seul pays limitrophe dont la taille soit comparable à celle de la Chine, on a du mal à ne pas voir avant tout, dans cette démarche, une volonté

de récupérer une certaine méfiance traditionnelle de l'Inde envers l'Occident. En particulier du fait que ce voyage venait immédiatement après le succès remporté par M. Jiang face à Bill Clinton à Manille, où Pékin a obtenu un échange de visites présidentielles entre les deux pays d'ici à 1998. Le plus clair signe, enfin, de ce que la diplomatie chinoise est passée à une vitesse supérieure vient des Nations unies, où Pékin paraît décidé à damner le pion aux Etats-Unis dans la réforme de l'organisation « multipolaire » de la planète.

Le métabolisme un peu lent du pouvoir chinois explique le délai qu'il aura fallu pour qu'il émerge, après la faille qu'a représentée Tiananmen, de sa léthargie suiviste. De ce point de vue, le rôle joué par Pékin dans la pacification du Cambodge - où la Chine avait une responsabilité majeure du fait de son soutien aux Khmers rouges dans les années 70 - apparaît comme un galop d'essai ambigu : les dirigeants chinois y ont appris le poids de l'engagement international, mais aussi la valeur de leur parole.

C'est grâce à une sorte d'accident historique que le régime de Pékin en vient à présent à occuper une place aussi importante sur la scène mondiale. Tout remonte au consensus international qui a accordé à la Chine de Tchang Kai-chek, au lendemain de la seconde guerre mondiale, un siège permanent au Conseil de sécurité, avec droit de veto à l'appui. Ayant récupéré les prérogatives du Kuomintang, le régime chinois est aujourd'hui dans la position singulière de seul membre fonctionnaire antidémocratique de ce Conseil après l'effondrement de l'Union soviétique.

Nouvelle puissance diplomatique, la Chine devra régler nombre de tourments intérieurs dont on voit la vivacité à des manifestations plutôt surannées de nationalisme, comme face à Taiwan, au Japon à propos des îles Diaoyu, ou dans le traitement de la rétrocession de Hongkong (lire ci-dessus). Faut-il de quoi ce pays, que les Occidentaux ont largement contribué à faire revivre à la fin des années 70 après son quart de siècle d'isolement maoïste, se révélerait une source majeure de discordance internationale.

F.D.

## Le régime de Pékin s'oppose à toute libéralisation de la culture

PÉKIN

de notre correspondant

Le congrès national des organismes très politiques qui encadrent le milieu des arts et des lettres en Chine est un rite auquel le régime sacrifie rarement. Sa tenue est généralement le signe d'une volonté d'encadrement dans une période de transition.

Ces organismes d'inspiration léniniste avaient été éliminés par Mao pendant la révolution culturelle et réactivés au début du règne de Deng Xiaoping. Leur dernier congrès national datait de 1984. C'est dire si celui qui vient de se tenir à Pékin, du 16 au 20 décembre, revêtait une signification symbolique, à l'heure où la Chine se dit tournée vers le XXI<sup>e</sup> siècle et où le régime affirme sa volonté de présider à une « renaissance » de la nation chinoise.

FOSSILISATION

Pourtant, les directions mises en place pour ce nouveau siècle que le régime voudrait « chinois » reflètent une nette fossilisation des instances officielles en raison du refus d'une libéralisation souhaitée par ces milieux.

Le célèbre Pa Kin, âgé de quatre-vingt-deux ans, hospitalisé à Shanghai, a été reconduit dans son poste de président de l'association des écrivains, à laquelle il ne peut évidemment guère apporter d'énergie. A la féderation des cercles littéraires et artistiques, qui cofinane le premier organisme, c'est un apparté de la culture, Zhou Welzhi, âgé de

soixante-neuf ans, ancien ministre, qui prend la relève du dramaturge Cao Yu, décédé deux jours avant l'ouverture du congrès, à l'âge de quatre-vingt-six ans.

« INFLUENCES CORROSIVES »

Enfin, Xie Binxin, romancière très estimée du milieu libéral, qui avait vaguement pris position contre la répression du mouvement pro-démocratique en 1989, est nommée présidente honoraire de l'association des écrivains. Le geste ne coûte pas grand-chose au régime : elle est âgée de quatre-vingt-seize ans.

Ce refus d'admettre tout « sang nouveau » à la tête de ces organismes était prévisible. Le congrès avait été ouvert par Jiang Zemin, chef de l'Etat, sur un ton qui ne laissait aucune marge de manœuvre aux créateurs.

M. Jiang avait même paru quelque peu menaçant en rappelant que si le régime n'exige plus formellement, aujourd'hui, que l'art se mette « au service de la politique », celle-ci ne saurait en aucun cas être absente de la création : l'art et la littérature « doivent soutenir le patriotisme, le collectivisme et le socialisme », en particulier à un moment où il s'agit de résister « aux influences culturelles corrosives du capitalisme et des classes exploitatrices », à « la pression des pays occidentaux en position dominante » et à « l'infiltration de leur idéologie ».

F.D.



## Les partis zairois sont divisés sur la formation d'un nouveau gouvernement

LA CLASSE politique zairoise est restée divisée, dimanche 22 décembre, sur la composition d'un « gouvernement de crise » demandé par le président Mobutu Sese Seko pour mettre un terme à la rébellion tutsie au Kivu. Le chef de l'Etat, peu après son retour à Kinshasa, avait fixé une première échéance à samedi. Devant la méconnaissance des différents chefs de parti, il a dû prolonger - à nouveau de quarante-huit heures - ce délai, jusqu'à lundi soir.

« Le président est ouvert à toutes les éventualités, mais il espérait que le pays repartirait son unité pour faire face à la guerre dans l'Est », a déclaré un des porte-parole de la présidence, avant d'ajouter cette critique : « Aujourd'hui, on se bat pour se disputer les portefeuilles ministériels au lieu de former un front uni contre la guerre au Kivu. » Selon l'entourage du maréchal Mobutu, ce dernier pourrait, en l'absence d'accord, nommer lui-même le chef du futur gouvernement.

Trois hommes sont notamment sur les rangs : le titulaire sortant, Léon Kengo wa Dondo, qui pré-

## Au Nigeria, de mystérieux attentats sont attribués à la pègre

En dépit des critiques internationales, le régime militaire maintient sa poigne sur le pays en espérant un redressement économique, tout en promettant de rendre le pouvoir aux civils en 1998

Malgré les pressions officielles de la communauté internationale, le régime militaire nigérien, présidé par le général Sani Abacha, conserve son cap, en attendant de redresser l'économie du « géant d'Afrique », tout en

gardant une poigne ferme sur le pays. Les sévères critiques des gouvernements occidentaux et africains, et quelques sanctions envisagées, notamment par le Commonwealth, n'ont pas modifié l'attitude du ré-

gime qui a repoussé l'instauration d'un réel processus de démocratisation et ne prévoit pas de remettre le pouvoir aux civils avant 1998. Des élections municipales, qui devaient être organisées fin décembre,

viennent d'être reportées sine die. Récemment, les pressions internationales se sont nettement atténuées. Cependant l'insécurité persiste dans ce pays et la répression ne diminue guère.

QUI VIENT DE TENTER, par deux fois, d'assassiner l'administrateur militaire de Lagos ? S'agit-il d'une vengeance du « milieu » de la capitale économique du Nigeria, auxquels le colonel Mohamed Marwa a déclaré une guerre sans merci ? Cible présumée des attentats à l'explosif des 16 et 18 décembre, le colonel a fait ensuite état d'une lettre anonyme, que lui aurait adressée la pègre pour tenter de négocier un relâchement policier permettant à celle-ci de se renflouer à l'approche des fêtes de Noël et du Ramadan. « Nous aussi, nous avons une famille », avaient plaidé les gangsters.

La fin de l'année, qui entraîne son lot de dépenses supplémentaires, coïncide traditionnellement au Nigeria avec une recrudescence de la criminalité et 1996 ne déroge pas à la règle. Mais, si pittoresque soit-elle, la fable des voleurs engeant de la police une « trêve des malfaiteurs » laisse incrédule. Tout comme l'hypothèse d'une action violente de l'opposition au régime militaire. Pour le moment, les autorités nigériennes se sont gardées de la suggérer. Elles n'avaient pourtant pas hésité à le faire, en février, en attribuant une série d'attentats à la bombe à l'Alliance nationale des forces démocratiques (Nadeco) ; après l'explosion en vol, le 7 novembre, d'un avion dans lequel ont péri plus de cent quarante personnes ; enfin, après la mort du responsable de la sécurité dans les aéroports nigériens, Shola Omoshola, dans l'explosion de sa voiture, le 14 novembre à Lagos.

M. Omoshola avait contracté les intérêts de nombreux trafiquants, petits ou gros, qui prospéraient dans les troubles alentours de l'aéroport de Lagos. Il avait aussi en un conflit d'autorité avec le tout-puissant chef de la brigade antidrogue, le général Musa Bamsi, dont les hommes l'avaient, il y a deux ans, battu en public. La police affirme avoir découvert chez lui des documents prouvant ses sympathies pour la Nadeco. Selon les enquêteurs, il coopérait avec des terroristes, mais la bombe qu'il transportait dans sa voiture a explosé par erreur.

Certains observateurs soulignent que, lors des attentats contre le colonel Marwa, les charges explosives n'étaient pas suffisantes pour tuer ou provoquer d'importants dégâts matériels. Dans les rangs de l'opposition, on va jusqu'à soupçonner les hommes de main du régime d'avoir organisé une mise en scène, à seule fin de métamorphoser le colonel en « héros » de la lutte anticorruption. Il est vrai qu'il a privé bien des fonctionnaires de leur gagne-pain le plus substantiel, en réduisant, par exemple, le nombre des postes de contrôle sur l'autoroute à gros trafic menant au Bénin.

Quels que soient les motifs réels des derniers attentats, ils s'inscrivent dans une spirale inquiétante : la banalisation du meurtre comme moyen de trancher les conflits d'ordre politique ou économique. On neutralisait jadis ses rivaux avec de l'argent et un art éprouvé du compromis ; on les supprimait désormais au TNT ou à la kalachnikov. Car l'argent « circule » bien moins facilement qu'autrefois. Signe de la brutalité des mœurs, trois femmes au moins - l'épouse de l'opposant Moshood Abiola, une politicienne d'Ibadan et une vieille dame de l'aristocratie yoroubaise - sont tombées cette année sous le coup des tueurs.

Cela n'empêche pas le chef de l'Etat, le général Sani Abacha, de suivre la voie qu'il s'est tracée : le redressement de l'économie nigérienne avec la poigne d'un régime autoritaire. A cet égard, l'année finit mieux qu'elle n'avait commencé. La hausse du prix du pétrole a doté le gouvernement de confortables réserves et le place en meilleure position pour négocier la dette. Le pouvoir a poursuivi sa politique d'assainissement du secteur bancaire et s'en tient à une stricte discipline fiscale qui a permis de ramener l'inflation à 40 % et de raffermir le naira. Libérées des car-

cans bureaucratiques, les multinationales investissent massivement dans les secteurs pétrolier et gazier. Elles attendent pour 1997 un « bon budget » offrant un nouveau bouquet de privatisations.

Cette embellie ne peut toutefois masquer les souffrances de la population et la ruine des infrastructures sanitaires et éducatives : l'analphabétisme est plus répandu qu'au début des années 80 ; la mortalité maternelle est supérieure à la moyenne de l'Afrique sud-saharienne. Avec son salaire mensuel, un professeur d'université peut se payer tout juste deux sacs de riz.

Malgré les promesses, la situation des droits de l'homme ne s'est guère améliorée. La presse indépendante reste sous haute surveillance et l'opposition sous pression. La plupart des politiciens expérimentés, notamment au Nord, ont été éliminés de la compétition électorale mais autorisés à faire de la « figuration intelligente » au sein d'un « Comité vision 2010 » - date jusqu'à laquelle les militaires auraient, selon les esprits chagrins, l'intention de s'accrocher au pou-

voir, bien qu'ils aient promis de rendre celui-ci aux civils après le scrutin présidentiel prévu en 1998. Envers les prisonniers politiques, le régime a adopté une stratégie « à la chinoise » : l'arrestation au

viques -, l'avocat Gani Fawehinmi doit subir d'urgence une opération des yeux. Christine Anyanwu, une des quatre journalistes condamnées en 1995 à quinze ans de prison, souffre d'hypertension et de pro-

## On neutralisait jadis ses rivaux avec de l'argent et un art éprouvé du compromis ; on les supprime désormais au TNT ou au kalachnikov

compte-gouttes au gré des contingences internationales. Ses proches viennent ainsi d'annoncer l'arrestation de Frederick Fashehin, ancien président de Campagne pour la démocratie. Plus d'une centaine d'opposants, parmi lesquels de nombreux islamistes, languissent en prison dans des conditions déplorablement. Tombé gravement malade avant d'être libéré le mois dernier, après son vingt-septième séjour en détention au cours d'une carrière vouée à la défense des droits ci-

nouveaux « dragon », version africaine.

Cependant, même les plus optimistes s'alarment du comportement « dominateur » du Nigeria dans la région, comme le montrent les tensions avec le Cameroun autour de la péninsule de Bakassi. Les troupes nigériennes ont poussé leur avantage au cours des derniers mois, plaçant dans une situation délicate les Français, liés par un accord militaire avec Yaoundé, mais de plus en plus écartelés entre la défense de leur allié francophone et leurs intérêts au Nigeria. Selon Jeune Afrique, neuf mille Nigériens seraient déployés entre la pointe de Bakassi et le lac Tchad, sur la frontière et parfois au-delà.

C'est sans doute, entre autres raisons, pour essayer de désamorcer cette dangereuse tension que Paris a invité le général Abacha, début décembre, au sommet franco-africain de Ouagadougou, mettant ainsi fin, de manière spectaculaire, à l'isolement du régime militaire d'Abuja.

Michèle Marignies

## Nouveau massacre dénoncé au Burundi

Des habitants de Bujumbura, dans l'est du Burundi, ont affirmé, dimanche 22 décembre, que deux cent cinquante civils avaient été tués par balles ou à la balonnette par l'armée burundaise, le 15 novembre, lors d'une offensive contre la rébellion hutue. Des voyageurs venant de cette région et arrivés durant le week-end à Bujumbura ont déclaré que ce massacre avait touché des milliers de personnes à leur et à franchir la frontière tanzanienne. A Bujumbura, les autorités assurent que « seules » dix-neuf personnes ont été tuées lors des opérations de l'armée dans le secteur. Le gouvernement de Bujumbura a par ailleurs démenti des informations d'Amnesty International selon lesquelles les forces de sécurité burundaises, dominées par les Tutsis, avaient massacré quelque cinq cents personnes, le 3 décembre, dans une église de Nyarugama, au sud-est de la capitale (Le Monde daté 22-23 décembre). « Nous réfutons totalement ces allégations », a déclaré un porte-parole du président Pierre Buyoya.

sente l'inconvénient d'avoir du sang tutsi et dont les étudiants, manifestant dans les rues de Kinshasa, ont réclamé le départ ; Etienne Tshisekedi, chef de file de l'opposition radicale, président de l'Union pour la démocratie et le progrès social (UDPS), qui vient de faire un pas en direction du chef de l'Etat ; Frédéric Kibassa Maliba, enfin, qui mène une dissidence de l'UDPS.

Aux termes de la Constitution de transition, le chef de l'Etat n'a pas, normalement, le pouvoir de nommer le gouvernement. Il appartient aux partis de l'opposition et de la mouvance présidentielle de proposer les candidats aux différents postes. Mais des proches du président Mobutu font valoir que celui-ci pourrait invoquer des pouvoirs spéciaux en temps de guerre et procéder lui-même à la formation du gouvernement.

Depuis son retour triomphal à Kinshasa, après quatre mois d'absence, le maréchal-président a rémané l'Etat-nation, discrédité par la déroute militaire au Kivu, en nommant le populaire général Mabele Likoko Bokungu à la tête des forces armées, avec pour mission la reconquête de l'est du pays. Dans le quartier populaire de Matonge, fief de M. Tshisekedi, les militants de l'UDPS menacent de créer des désordres de rues si leur héros ne retrouve pas son poste de premier ministre, qu'il a brièvement occupé dans le passé, après avoir été élu par la Conférence nationale. Des incidents se sont produits, samedi, entre militants des deux tendances rivales de l'UDPS. (AFP, Reuters.)

Une soirée d'automne typique à Stockholm.

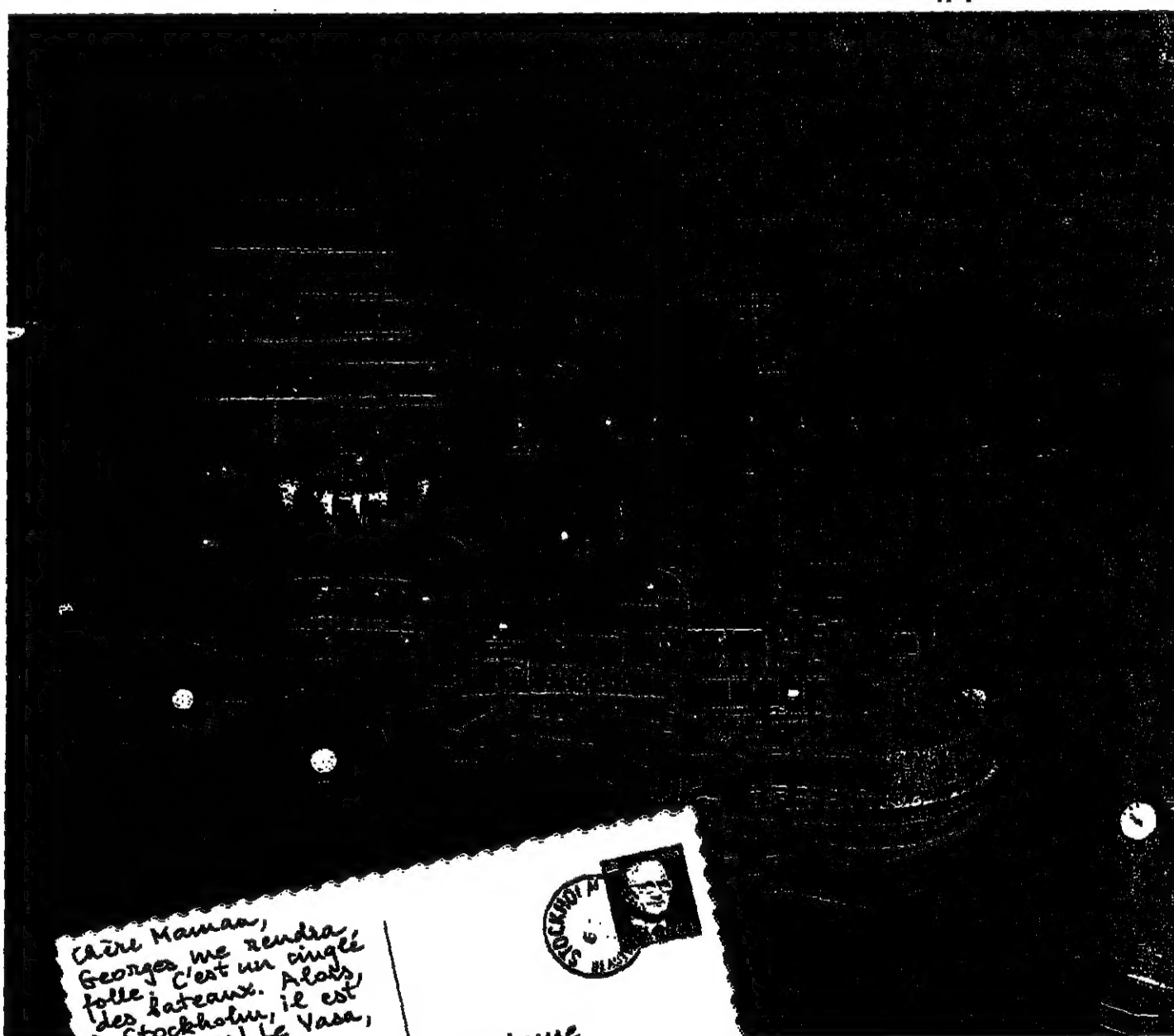


Photo: Richard Ryan. DWA MEDIA SWEDEN

Chère Maman,  
Georges me rendra  
folle, c'est un singe  
des bateaux. Allez,  
à Stockholm, il est  
aux anges ! Le Vasa,  
le musée de la  
marine, les vieux  
vapeurs... bref, tu  
vois, le tableau.  
Moi, j'ai pris les  
cartes de crédit et  
je fais des magasins.  
J'ai eu des vases en  
chêne magnifique et,  
du coup, j'ai chaque  
pour deux merveilles...  
Mathilde

Madame  
Louise Merois  
4, rue de la Victoire  
F-78000 VERSAILLES  
France

La durée du vol jusqu'à Stockholm est d'environ 2 heures sans escale. Choisissez parmi les nombreux forfaits la formule qui vous convient le mieux. Pour en savoir plus, contactez l'Office Suédois du Tourisme, tél. 01 42 72 58 77, fax 01 42 72 58 49, ou votre agent de voyages, ou informez-vous par Minitel 3615 ELY SAS (2.23 F/mn). Que diriez-vous d'envoyer quelques cartes postales de Stockholm ?





## Les preneurs d'otages ont libéré 225 personnes à Lima

Le président péruvien Alberto Fujimori affirme ne pas envisager le recours à la force, mais rejette toutes les demandes du commando du Mouvement révolutionnaire Tupac Amaru

Le commando du Mouvement révolutionnaire Tupac Amaru a libéré, dimanche 22 décembre dans la soirée, une large partie des otages qu'il détenait dans la résidence de l'ambassadeur du Japon à Lima. Cent qua-

rante personnes restent cependant détenues. Selon le premier ministre japonais Ryutaro Hashimoto, « les guérilleros ont réduit le nombre des otages à un groupe qu'ils peuvent contrôler, cela a augmenté la ten-

sion ». Cependant, dans la capitale péruvienne Lima, de nombreuses voix s'élèvent pour demander au président Alberto Fujimori de négocier avec les preneurs d'otages et certains observateurs estiment que l'on

s'oriente vers une solution pacifique. Selon des otages libérés, les membres du commando guérillero, qui a déclenché cette opération mardi soir 17 décembre, sont puissamment armés.

### LIMA

de nos envoyés spéciaux  
Le commando du Mouvement révolutionnaire Tupac Amaru (MRTA) a libéré, dimanche 22 décembre au soir, 225 otages parmi ceux qu'il détenait depuis mardi soir, à la résidence de l'ambassadeur du Japon à Lima. Environ 140 personnes restaient détenues après cette libération. En début de soirée, une agitation étrange avait rompu la monotonie des deux derniers jours. L'après-midi, le quartier de l'ambassade du Japon avait des airs inhabituels de camp retranché avec ses barreaux de fer, ses cohortes de camions de pompiers et ses ambulances garées en file. Familles et touristes croisaient des groupes de prières accompagnant une manifestation de deux mille personnes environ « pour la paix et contre le terrorisme ». Dans la soirée, tandis qu'un petit car blindé venait se poster dans l'une des rues d'accès de l'ambassade, le délégué du Comité international de la Croix-Rouge (CICR), Michel Minnig, visiblement crispé dans l'attente, était bientôt rejoint par le négociateur du gouvernement, Domingo Palermio.

Vers 21 h 30, Michel Minnig annonçait sans plus de précisions : « Ils

vont être libérés ». Puis un homme lisait un communiqué en neuf points du MRTA précisant « un nombre significatif d'otages va être relâchés ». Une demi-heure plus tard, sortant de la pénombre de la résidence de l'ambassadeur, privée d'électricité depuis mercredi, les otages affrontaient les flashes de la presse, masquée face à eux. Les traits tirés, la démarche hésitante, pour certains, ils ont gagné les autobus de l'armée qui les attendaient, sous les applaudissements de la foule.

Certains observateurs attendaient qu'après cette libération d'une partie des otages, le commando quitte

le lieu avec ses derniers prisonniers en direction de l'aéroport. Mais Michel Minnig a fait une déclaration qui a écarté ces spéculations. « Nous allons continuer de travailler pour que d'autres otages sortent », a-t-il dit. Il mettait ainsi un terme à l'espoir d'un règlement définitif de la crise des otages. Les événements de la soirée n'ont pas réglé le problème ; les membres du gouvernement péruvien et l'ambassadeur du Japon, pour ne citer qu'eux, restent prisonniers.

Après quatre jours de silence, le président Alberto Fujimori avait, dans la soirée de samedi, pris la pa-

### 15 kilogrammes d'explosifs par guérillero

Chaque membre du commando porte 15 kilogrammes d'explosifs, a déclaré l'ambassadeur d'Autriche à Lima, Artur Schuschnigg, libéré dimanche soir avec 224 autres personnes. « Chacun d'entre eux portait une ceinture avec 15 kilogrammes d'explosifs et un petit grand-neveu ; s'ils avaient déclenché le mécanisme, il ne serait pas resté grand-chose de la résidence », a dit M. Schuschnigg. Il a jugé « impressionnante » la « discipline » du commando qui comprend, selon lui, deux femmes « l'une âgée de quinze ans et l'autre de seize ans ». Il a estimé que le commando « traitait les otages, compte tenu des circonstances, d'une manière extrêmement humaine ». Les preneurs d'otages ont expliqué longuement à leurs captifs que « contrairement au Sentier Luminieux, ils ne tuent personne » et qu'ils s'étaient lancés dans cette action « pour être entendus ».

Après avoir tenté de rassurer ses concitoyens et la communauté internationale. Le rival malheureux d'Alberto Fujimori aux élections de 1995, et otage libéré vendredi, Alejandro Toledo s'est félicité de cette intervention (« Le point positif du discours, a-t-il dit, c'est qu'il a eu lieu »), et appelé le gouvernement à « comprendre qu'il y a des règles, mais aussi des réalités ».

### ÉCHANGES

Samedi matin, le ministre des Affaires étrangères péruvien, Francisco Tudela, détenu par le MRTA, avait, dans un entretien avec une chaîne de télévision, demandé que le gouvernement rétablisse les communications avec l'ambassade et ouvre un dialogue avec les membres du commando. « Nous tous qui sommes ici, nous recherchons une solution négociée et nous voulons naturellement que le gouvernement examine avec réflexion les points qui lui ont été soumis par le MRTA ».

Alberto Fujimori a totalement ignoré cette demande de son ministre. « Ma proposition est concrète : que les preneurs d'otages déposent les armes et se rendent à une commission de garants et qu'ils libèrent tous les otages sans exception. » Après avoir

affirmé qu'il n'envisageait pas de solution militaire au conflit, il a assuré « que la libération de ceux qui ont perpétré des assassinats et des attentats terroristes est inacceptable ». On ne peut pas parler de paix et en même temps utiliser « la terreur comme argument », a martelé le président Fujimori, assurant qu'il n'y aurait aucune discussion tant que les otages ne seraient pas libérés.

C'était la version officielle. La libération de dimanche soir prouve toutefois que des échanges ont lieu. Le changement de ton du président du Congrès, Victor Joy Way qui ne parle plus de « délinquants terroristes » ou de « narco-terroristes » mais de « messieurs les membres du MRTA », paraît confirmer que le gouvernement est prêt à négocier.

Selon Carlos Tapia, sociologue et spécialiste du MRTA, les positions maximalistes affichées par M. Fujimori, comme par les preneurs d'otages qui exigent la libération de tous leurs camarades emprisonnés, devaient évoluer au fil des jours. Ces positions, estime le sociologue « relèvent d'une logique militaire qui préjuge de la logique politique ».

Alain Abellard  
et Nicole Bornet

## Les socialistes espagnols sont accusés de financement occulte

### MADRID

de notre correspondant  
Déjà durement mis à l'épreuve la semaine dernière par de nouveaux rebondissements dans l'affaire des Groupes antiterroristes de libération (GAL), ces commandos parapolitiques responsables durant les années 80 de l'assassinat de séparatistes basques, le Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE) est à nouveau sous les projecteurs de l'actualité. Le Tribunal suprême, la plus haute instance judiciaire espagnole, vient de décider, vendredi 20 décembre, après plus de cinq ans d'instruction du dossier « Fiesla », de faire passer en jugement vingt-six personnalités du monde des affaires et de la politique – dont plusieurs anciens responsables des finances du PSOE.

Fiesla est le nom d'une société de Barcelone, liée à l'époque à un parlementaire socialiste, qui a effectué, entre autres, des audits et des études financières pour certaines banques et entreprises. Elle a surtout permis au PSOE de canaliser des fonds, au moyen d'opérations fantômes ou irrégulières, créant un véritable système de financement occulte pour les campagnes électorales de la fin des années 80. Plusieurs autres sociétés, comme Malesa ou Time Export, étaient également concernées par ce type de pratiques.

### UNE FAUTEUR COLLECTIVE

Le procès aura lieu dans les mois qui viennent. Parmi les principaux accusés, figurent des dirigeants d'entreprises ; l'ancien député du PSOE Carlos Navarro, qui, à lui seul, sera jugé pour une quinzaine de délits ; des experts de fraude, trafic d'influence, fausses factures et usage d'informations « réservées » ; et d'autres responsables des finances du parti, notamment Guillermo Galeote et Josep Maria Sala. En revanche, le Tribunal suprême a décidé de classer pour prescription le cas de plusieurs banquiers concernés. Ce qui revient à dire que le jugement de l'affaire Fiesla s'est transformé, de facto, comme le titrait la presse, en une gigantesque mise en accusation du PSOE.

Pour le leader du PSOE, l'ancien premier ministre Felipe Gonzalez, qui se trouvait alors en mission à Belgrade afin de tenter de désamorcer la crise politique serbe et éliminer d'éventuelles « fraudes électorales » locales, le coup est rude. Le Parti populaire (PP), au pouvoir, qui était partie prenante de l'accusation dans l'affaire, reste discret. A gauche, en revanche, le parti Izquierda Unida (IU), par la voix de son porte-parole au Parlement, Rosa Aguilar, a réclamé que Felipe Gonzalez tire les conséquences de cette décision de justice et « clarifie le présumé financement illégal de son parti, en assumant ses responsabilités politiques et judiciaires ». Le PSOE estime, lui, qu'il n'y a rien de scandaleux, « sa part d'une faillite collective », faisant allusion ainsi au financement des autres partis politiques.

## L'ex-« comandante Uno » de la guérilla colombienne aurait proposé sa médiation

### BOGOTÁ

de notre correspondant

La prise d'otages de Lima révèle des souvenirs chez les Colombiens. Il y a seize ans, dans des conditions similaires – une réception commémorant l'indépendance de Saint-Domingue –, six femmes et dix hommes du mouvement de guérilla d'extrême gauche, le M-19, avaient investi l'ambassade dominicaine à Bogota et retenu cinquante-six personnes, dont seize ambassadeurs du continent américain. La prise d'otages avait duré soixante et un

jours, du 27 février au 27 avril 1980. Les guérilleros colombiens exigeaient la libération de tous les prisonniers politiques détenus dans le pays et 50 millions de dollars. L'affaire s'était plutôt bien terminée, sans victime parmi les otages ; seul un membre de la guérilla avait été tué au moment de la prise de l'ambassade. C'est une femme, du M-19, la fameuse « Chiqui », morte bien plus tard au combat, qui avait négocié avec le gouvernement. Grâce aussi à l'intervention de Cuba, les quinze guérilleros – avec une somme im-

portante en dollars dont le montant n'a jamais été révélé – et leurs otages s'étaient envolés pour La Havane où l'histoire avait pris fin. Depuis, le M-19 a rendu les armes et est sorti de la clandestinité.

### ÉTROITES RELATIONS

Rosenberg Fabon, qui dirigeait alors la prise d'otages, est, depuis le début des événements de Lima, abondamment interviewé par les médias de Colombie, qui voient dans l'action du Mouvement révolutionnaire Tupac Amaru (MRTA) une copie de l'opération du M-19.

Selon le quotidien *El Espectador*, celui qu'on appelait à l'époque « comandante Uno », pouvant apporter « sa modeste expérience », se serait même proposé comme médiateur la semaine dernière. Rosenberg Fabon a aussi exhorté le gouvernement péruvien et les membres du MRTA à garder le sang-froid car « dans une situation comme celle-ci, le chaos peut arriver en une seconde ». Les deux mouvements de guérillas ont toujours eu d'étroites relations. D'après le quotidien *El Tiempo*, certains membres de Tupac Ama-

ru auraient même bénéficié en Colombie de « cours de guerre » avec le M-19 en 1985 et 1986.

La prise d'otages de Lima rappelle aussi aux Colombiens le pouvoir d'action que gardent encore les mouvements subversifs dans la région, que les gouvernements s'entendent à minimiser. Ainsi en Colombie les Forces armées révolutionnaires colombiennes (FARC), environ dix mille hommes répartis sur tout le territoire, sont elles aussi en train de jouer un énorme bras de fer avec le gouvernement d'Ernesto Samper. Depuis le 1<sup>er</sup> septembre, elles retiennent en effet en otage soixante soldats qui avaient été faits prisonniers lors de l'attaque de la base militaire Las Delicias, dans le sud du pays. Cela va bientôt faire trois mois et les négociations sont toujours au point mort. Les délégués du Comité international de la Croix-Rouge n'ont toujours pas pu à ce jour rencontrer les otages.

Dans leur dernier communiqué, les FARC affirment qu'elles ne donneront les preuves que les soldats sont vivants qu'à la fin du mois de janvier 1997. Le gouvernement avait démissionné de manière spectaculaire, du 6 au 16 décembre, une zone de 14 000 kilomètres carrés dans le département du Cauca, dans le sud du pays, dans l'espoir de permettre la libération des soldats. Mais les FARC n'ont jamais accepté cette proposition, arguant qu'à l'intérieur de cette zone deux villages stratégiques, El Remolino et Cartagena del Caguán, restaient aux mains de l'armée. Depuis une semaine les militaires ont repris possession de la zone.

## Une victoire de la presse argentine contre Carlos Menem

### BUENOS AIRES

de notre correspondant

En Argentine, où la démocratie n'a été rétablie qu'en 1983, après sept ans d'une dictature féroce, et où la justice dépend encore étroitement du pouvoir politique, la presse vient de remporter une victoire importante et inédite. Un journaliste du quotidien d'opposition *Página 12* a en effet gagné, la semaine dernière, le procès que lui avait intenté le président Carlos Menem pour « injures et calomnies ». Horacio Verbitsky, qui est l'un des éditorialistes les plus respectés du pays, a échappé à la condamnation à un an de prison que réclamait contre lui le chef de l'Etat qui, pour sa part, a été condamné à prendre en charge les frais du procès. La querelle remonte à octobre 1994 à la suite d'un article de M. Verbitsky indiquant que, contrairement à ce que M. Menem a toujours prétendu, il n'avait pas été torturé pendant la dictature.

Comme d'autres dirigeants péronistes, M. Menem avait été arrêté en 1976 au moment du coup d'Etat militaire et a passé deux ans et demi en prison. Le journaliste avait apporté cette précision parce qu'à l'époque le chef de l'Etat souhaitait faire approuver par le Sénat la promotion de deux officiers de ma-

rine, qui avaient été impliqués notamment dans la disparition de deux religieux français en 1977, et qui avaient avoué avoir utilisé la torture durant le régime militaire.

### LA GRÂCE PRÉSIDENTIELLE EN QUESTION

Dans un pays qui compte 30 000 disparus, selon les organisations de défense des droits de l'homme, le président affirmait avoir « l'autorité morale » pour « oublier le passé » puisqu'il avait été « personnellement torturé » pendant sa captivité. M. Menem avait déjà eu recours à cette justification personnelle pour gracier, par décrets, en 1990, les anciens dirigeants de la Junta militaire reconnus coupables de graves crimes et bien que la majorité de l'opinion publique soit opposée à ce pardon présidentiel. En 1994, le Sénat refusa pourtant les promotions des deux anciens tortionnaires, mais M. Menem n'oublia pas l'enquête de M. Verbitsky.

A l'issue d'une audience publique, le juge a choisi de défendre le devoir d'information des journalistes et celui de la société à être informée. L'an dernier déjà, un éditorial du *New York Times* défendant Horacio Verbitsky avait contraint le gouvernement de Buenos Aires à abandonner un projet de loi visant à res-

treindre la liberté des journalistes.

Le verdict, qui est largement fêté par l'ensemble des médias, constitue un dur revers pour le chef de l'Etat. M. Menem a toujours affirmé une mentalité de gagnant et reconnaît « avoir horreur de perdre, même aux billes ». Pragmatique, il s'est toutefois empressé d'accepter la sentence en déclarant qu'elle était « un exemple de l'efficacité de la justice argentine, qui est l'une des meilleures du monde ».

Une récupération qui tombe à pic au moment où l'ancien ministre de l'économie, Domingo Cavallo, redouble ses attaques contre la « corruption » des juges. L'impunité dont jouissent les hommes proches du pouvoir et qui sont impliqués dans des scandales est l'une des principales préoccupations des citoyens argentins. Si l'on considère après Montecassero que la justice est un des piliers de la démocratie, on ne peut en effet que s'inquiéter : d'après un récent sondage plus de 70 % de l'opinion publique ne croit pas en la justice. En revanche, la presse jouit d'une grande crédibilité qui lui a permis jusqu'à présent de résister aux attaques répétées du gouvernement.

Christine Legrand

Anne Proenza

Marie-Claude Decamps

## Sous la pression des Etats-Unis, la Colombie renforce ses lois anti-drogue

### BOGOTÁ

de notre correspondant

Le Parlement colombien a voté la semaine dernière plusieurs lois importantes en matière de lutte contre la drogue – notamment l'aggravation des peines de prison pour les trafiquants et la confiscation de leurs biens –, alors que de nombreux parlementaires sont impliqués dans des scandales de corruption. Le gouvernement a proposé et soutenu quelques mesures spectaculaires contre les cartels de la drogue, bien que ceux-ci soient soupçonnés d'avoir financé la campagne électorale du chef de l'Etat, Ernesto Samper, en 1994.

La session parlementaire qui s'est achevée le mercredi 18 décembre aura été une des plus agitées de ces dernières années. Le

Congrès, à majorité libérale mais fortement divisé et discrédité dans l'opinion publique, aura été, pendant ces six derniers mois, la vedette des informations télévisées et des médias. Rien n'a manqué : ni les menaces, ni les pressions, ni les négociations de dernière minute, ni la désertion de l'hémicycle au moment de voter les articles importants.

L'approbation des lois dites « antinarco » était cruciale pour le gouvernement d'Ernesto Samper, toujours déstabilisé par le scandale du financement de sa campagne électorale par l'argent des cartels et pressé par les Etats-Unis de prouver sa bonne volonté en matière de lutte contre la drogue. Washington menace toujours de prendre des sanctions économiques contre la Colombie si de

nouvelles structures juridiques contre les trafiquants de drogue ne sont pas mises en place. L'attribution du « certificat de bonne conduite » en matière de lutte contre la drogue, attribué tous les 1<sup>er</sup> mars et refusé l'année dernière à Bogota par les Etats-Unis, est à cette condition.

### LE PRIX DU VOTE

Selon le président de la Chambre des représentants, de nombreux fonctionnaires de l'ambassade américaine étaient présents pendant les débats au Parlement. On comprend la diligence des ministres – de mémoire de parlementaires, on n'en avait jamais vu autant dans l'hémicycle – pour faire voter la loi de confiscation des biens de la mafia. Le jour du vote, le président Samper a

même appelé personnellement chaque député et chaque sénateur, tandis qu'une campagne de dirigeants économiques (traumatisés à l'idée des sanctions américaines), reprise par les médias, faisait le reste. La loi est finalement passée et a été qualifiée d'« historique » par le gouvernement. Elle permet en effet de confisquer les biens acquis illégalement par un principe de rétroactivité totale. Selon le chef de l'Etat, les terres appartenant aux narco-trafiquants, aux mouvements subversifs ou aux groupes de défense privés représentent 5 millions d'hectares, soit un quart des terres cultivables colombiennes. Un projet de loi aggravant les peines encourues par les narco-trafiquants a aussi été adopté en première lecture par le Sénat et devrait être voté définitivement

pendant la prochaine session, qui commencera le 16 mars.

Tout au long du semestre, des menaces et des pressions ont été exercées par les différentes mafias. Une enquête préliminaire a été ouverte pour savoir comment les chefs du cartel de Cali ont pu téléphoner depuis la prison de La Picota, où ils sont détenus, à certains congressistes pour influencer leur vote, en échange de dollars. Tout le monde a d'ailleurs vu, ou pensé voir, des avocats des narco-trafiquants dans les couloirs de l'hémicycle. Et Miguel Rodriguez, chef du cartel de Cali, a même cru bon d'opposer, de sa prison, un démenti public à ces bruits.

Le projet de loi sur l'extradition des narco-trafiquants, réclamé avec insistance par les Etats-Unis, a toutefois été oublié après avoir été

peu soutenu par le gouvernement. Au moment de la discussion, les sénateurs qui le défendaient ont été menacés : une voiture piégée a été démolie de justesse devant l'entreprise appartenant au mari de Claudia Blum (sénateur libéral indépendant), coauteur du projet, qui a préféré quitter le pays pendant cinq jours.

Dans le même temps, une réforme constitutionnelle, qui renforce les pouvoirs des partis et de la classe politique traditionnelle, a aussi été approuvée. Une nouvelle loi sur la télévision, qui permet de réattribuer les espaces des journaux télévisés (et donc de supprimer ceux jugés trop critiques envers le gouvernement), a également été votée.

A.P.



الاصحاح

LE MONDE / MARDI 24 DÉCEMBRE 1996 / 5

(Publicité)

...nalistes  
...cous  
...cousés  
...ancement

*Méso*

LANCÔME  
PARIS



*D e s I n s t a n t s P r é c i e u x*

LANCÔME VOUS SOUHAITE DE JOYEUSES FÊTES  
ET UNE NOUVELLE ANNÉE TOUTE EN INSTANTS PRÉCIEUX.



## La Turquie accueille le président iranien, malgré les mises en garde de Washington

Les autorités turques sont divisées sur le degré souhaitable du rapprochement avec Téhéran

La Turquie et l'Iran ont profité de la visite officielle du président iranien Ali Akbar Hashemi Rafsanjani pour approfondir leur coopération

économique. Sévèrement jugée par Washington qui s'efforce de maintenir Téhéran dans l'isolement, cette visite a mis l'accent sur les ambitions

parfois divergentes de la diplomatie turque, tiraillée entre l'ouverture traditionnelle vers l'Occident et la tentation de se tourner vers l'Orient.

ANKARA

de notre correspondant

Quittant Ankara dimanche 22 décembre après un séjour de quatre jours en Turquie, Ali Akbar Hashemi Rafsanjani avait de bonnes raisons d'être satisfait. L'Iran demeure sur la liste noire de nombreux États, les occasions de sorties officielles, en grande pompe, sont en effet plutôt rares pour le président iranien qui s'était, cette fois-ci, déplacé avec son épouse, ses fils et ses filles ainsi qu'une délégation de quelque 250 personnes dans le but de développer les liens entre Ankara et Téhéran.

Malgré les tensions qui assombrissent régulièrement leurs relations - Ankara accuse notamment Téhéran de soutenir le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) en guerre contre la Turquie -, les deux pays ont de nombreux intérêts en commun. La Turquie s'était déjà attiré la colère de Washington cet été avec la signature d'un accord de plus de 20 milliards de dollars pour la fourniture de gaz iranien sur une période de vingt ans. L'administration américaine a, à l'occasion de cette visite du président iranien, sérieusement averti la Turquie de ne pas améliorer ses relations avec l'Iran. En retour, M. Rafsanjani a dénoncé « l'arrogance flagrante » de Washington.

Les avertissements américains

n'ont pas empêché les autorités turques de signer plusieurs protocoles visant à favoriser les échanges commerciaux qui, les deux pays l'espèrent, devraient plus que doubler pour atteindre 2 milliards de dollars par an, ainsi qu'à développer la coopération dans des domaines tels que l'environnement ou les transports maritimes. Ankara a renouvelé un accord pour l'importation de 4,5 millions de tonnes de

président Demirel lui-même s'était déplacé pour accueillir M. Rafsanjani à l'aéroport. Jusqu'à quel niveau de rapprochement ces liens doivent-ils se développer ? Cette question fait en revanche l'objet de débats. Le premier ministre Necmettin Erbakan, qui poursuit avec obstination son rêve d'union fraternelle des pays islamiques - même si les chûtes iraniennes et les sunnites turcs ont leurs propres conceptions

tique nord (OTAN), dont elle est membre. Ni l'armée ni le ministère des affaires étrangères ne semblent prêts à s'aventurer aussi loin. Le ministre de la défense, Turgut Tayhan, qui s'est clairement opposé à une telle perspective, a d'ailleurs empêché la délégation iranienne de visiter l'usine turque où sont assemblés les avions de combat F-16.

CONTRASTES

De son côté, la presse turque n'a pas manqué l'occasion de marquer des points pour la « laïcité » en soulignant le contraste entre les femmes de la délégation iranienne, vêtues de tchadors noirs, et leurs hôtes turques. Si la visite n'a pas suscité d'inquiétudes particulières dans les capitales européennes, elle a une fois de plus mis en lumière le risque de confusion dans la diplomatie turque. Celle-ci apparaît de plus en plus tiraillée entre les visées orientales et asiatiques du premier ministre, Necmettin Erbakan - qui profite de l'embarras causé à son partenaire, le Parti de la juste voie, par le récent scandale de Susurluk pour asseoir son pouvoir -, et la tendance traditionnelle d'ouverture vers l'Occident, en particulier vers l'Europe, que le ministre des affaires étrangères, Tansu Ciller, s'efforce de représenter.

Nicole Pope

### Evgueni Primakov s'en prend aux Occidentaux lors d'une visite en Iran

Le ministre russe des Affaires étrangères Evgueni Primakov a exprimé dimanche 23 décembre à Téhéran son « opposition à une présence militaire croissante des forces américaines et occidentales » dans le Golfe Persique. « Une présence militaire croissante des forces américaines et occidentales » dans les eaux du Golfe Persique « n'est pas dans l'intérêt de l'Iran et de la Russie », a souligné le ministre russe après un entretien avec son homologue iranien Ali Akbar Velayati. M. Primakov qui effectuait une visite de deux jours en Iran a ajouté que la présence des forces navales américaines et occidentales dans la région était « incompatible » avec « le maintien de la paix et la stabilité » dans le Golfe. - (AFP)

pétrole iranien et la construction éventuelle d'un oléoduc a été évoquée lors des entretiens bilatéraux. En Turquie, la poursuite de relations de bon voisinage avec l'Iran est perçue comme parfaitement légitime et dans l'intérêt du pays. Le

de la religion - pousse à la roue pour approfondir les relations, suggérant même une coopération dans le domaine de la défense qui risquerait de placer la Turquie dans une position délicate par rapport à l'Organisation du traité de l'Atlan-

## La démission surprise du premier ministre bulgare ouvre une crise politique

LA DÉMISSION surprise du jeune premier ministre bulgare, Jan Videnov (trente-sept ans), des postes de chef du gouvernement et de président du Parti socialiste (PSB, ex-communiste) accentue l'instabilité politique alors que le pays se débat avec une crise économique sans précédent.

Placé depuis des mois sous le feu des critiques de l'opposition et d'une partie grandissante de ses propres « camarades » du PSB, M. Videnov a donc jeté l'éponge, samedi 21 décembre, à l'occasion du congrès extraordinaire de son parti. Tout en défendant son bilan, M. Videnov a exprimé sa « ferme intention de ne pas briguer un autre poste dirigeant au sein du parti ou du gouvernement ». Cette décision a pris de court les observateurs politiques locaux, qui soulignaient ces dernières semaines le soin avec lequel le leader de l'ancien Parti communiste avait fait le ménage parmi les délégués devant participer au congrès de dimanche.

La pression était devenue trop forte. En deux années de gouvernement, ce « golden boy » réformateur porté au pouvoir après la très large victoire de son parti aux législatives de 1994, aura en effet réussi à faire l'unanimité contre lui. La population qui le rend responsable de l'effondrement de son niveau de vie ne lui accordait plus que 18 % d'opinions favorables, selon un sondage publié en novembre. Ce même mois, les Bulgares avaient désavoué leur chef de gouvernement en infligeant une sévère défaite à son candidat à l'élection présidentielle et en élisant le champion de l'opposition, le juriste Petar Stoyanov. Il y a quelques jours,

enfin, plus de 10 000 personnes avaient défilé dans les rues de Sofia à l'appel de syndicats proches de l'Union des forces démocratiques (UFD) qui depuis des mois demande son départ, l'organisation d'élections anticipées et la constitution d'un gouvernement de « salut national ».

COUP DE GRÂCE

Les attaques de l'UFD, minoritaire au Parlement, ainsi qu'une agitation sociale relativement limitée - les syndicats ont du mal à mobiliser des salariés découragés par la perspective du chômage - n'étaient toutefois pas suffisantes pour pousser le premier ministre à la démission alors que son parti tient les rênes politiques et économiques du pays. Le coup de grâce sera finalement venu de ses propres « amis » socialistes, principalement les réformateurs, dont les critiques ont redoublé d'intensité après l'annonce de sa démission. En écho à une commission parlementaire qui, jeudi 19 décembre, a demandé au procureur une enquête sur les liens de M. Videnov avec le puissant et opaque groupe d'intérêts privés « Orion », le très populaire ministre de l'Intérieur, Nikolai Dobrev, a dénoncé la corruption dans les banques, les grandes entreprises et l'administration qui, selon lui, « fait perdre des centaines de millions de dollars à l'État ». « Rétablissons la loi », a-t-il lancé. Autre prétextant sérieux à la succession de M. Videnov, l'ancien ministre des affaires étrangères Gueorgui Pirinski a stigmatisé les « hésitations » de M. Videnov dans l'application des réformes.

La bataille pour la succession de M. Videnov

semble donc engagée. Il reste au PSB à lui trouver un successeur. L'exercice s'annonce périlleux. « Les communistes purs et durs qui dominent encore le PSB auront du mal à s'entendre avec les réformateurs », prédit Simeon Mitropolski, journaliste au quotidien indépendant *Kontinent*. Le PSB n'a pas vraiment le choix. « Dans le cas d'élections législatives anticipées notre défaite sera pire qu'à la présidentielle », avertit Alexandre Lilov, membre influent de la vieille garde du PSB.

La charge du futur premier ministre sera ardue pour tenter de redresser l'économie d'un pays à la dérive. Les prévisions les plus pessimistes avancées ces derniers mois s'avèrent encore en deçà de la réalité. Selon les dernières estimations pour 1996, le PIB devrait chuter de 8 %, l'inflation atteindre 270 %, et le lev chuter de 600 % face au dollar. Pour la deuxième fois en cinq ans, le pays est au bord de la cessation de paiement. Les réserves de change ne dépassent guère les 500 millions de dollars, les investissements étrangers sont les plus bas de la région (720 millions de dollars) alors que la Bulgarie devra rembourser à ses principaux créanciers 1,7 milliard de dollars en 1997. Pour sauver ce qui peut encore l'être et éloigner le spectre de l'hyperinflation, une délégation du FMI se trouve à Sofia la semaine dernière pour régler les détails relatifs à l'instauration d'un directeur financier chargé de l'émission monétaire en lieu et place d'une Banque nationale discréditée par les scandales bancaires à répétition.

Christophe Chatelot

## L'Italie veut montrer sa capacité à maintenir le cap de la rigueur

ROME

de notre correspondant

Romano Prodi, président du conseil italien, était visiblement satisfait dimanche soir 22 décembre. Après quatre-vingt-trois jours d'une dure bagarre, de polémiques perpétuelles, la chambre des députés a finalement adopté le projet de loi de finances pour 1997. Les parlementaires de l'opposition, c'est-à-dire essentiellement de Forza Italia (FI) et de l'Alliance nationale (AN), n'étaient pas présents dans l'hémicycle, fidèles jusqu'au bout à la tactique de la chaise vide. Ils n'ont pas participé au scrutin, fait unique dans les annales du budget italien. Beau joueur, M. Prodi les a néanmoins remerciés.

Il s'agit d'un cap important pour le chef du gouvernement puisque cette loi de finances particulièrement rigoureuse est considérée comme l'outil indispensable pour que l'Italie fasse partie de l'Union économique et monétaire dès 1999. Un impératif pour l'Europe a été institué afin que Rome puisse gagner ce pari parce que, comme l'a dit et répété Romano Prodi, « la nouvelle Europe ne peut naître sans l'Italie ».

Tout le budget 1997 a été orienté vers la réalisation de cet objectif - qui passe nécessairement par un assainissement important des finances publiques et des coupes drastiques dans certains budgets.

Ce premier pas franchi est un incontestable succès pour M. Prodi, qui a dû affronter les attaques violentes de Silvio Berlusconi tout en essayant de satisfaire aux exigences de ses alliés communistes. Fausto Bertinotti, secrétaire général du Parti de la refondation communiste (PRC), a reconnu qu'il s'agissait « d'une importante opération économique », tandis que Romano Prodi a fait remarquer : « Nous avons démontré que nous avons une majorité solide ». Cependant, depuis quinze jours, le patronat a haussé le ton. Giorgio Fossà, président de la Confindustria, a dénoncé « la chappe de plomb qui tombe sur le pays », tandis que Cesare Romiti, président de la FIAT, a déploré « la perte de confiance des Italiens qui voient une classe politique dépourvue de personnalité ». Manifestement, la cure d'austérité imposée par le pouvoir commence à faire des mécontents. Actuellement, de difficiles

négociations ont lieu pour le renouvellement de la convention du secteur métallurgique. Les syndicats ont menacé de faire une grève générale si les discussions n'aboutissent pas avant Noël. Le gouvernement Prodi est donc intervenu proposant une médiation et une rallonge pour que patrons et syndicats puissent se rejoindre sur un compromis.

« LE TEMPS DES RÉALISATIONS »

Il s'agit du dernier contrat collectif important à renouveler et le pouvoir espère bien terminer l'année par une solution amiable afin de pouvoir se consacrer dès le début de l'an prochain à de nombreux projets de réformes - et notamment celui des institutions avec la mise en place, en janvier, de la commission bicamérale dont la fonction sera de repenser l'actuelle Constitution. « Nous espérons que le temps de parler des réformes est terminé et que celui des réalisations va commencer », a fait savoir, la semaine dernière, le président de la République, Oscar Luigi Scalfaro. Telle est également la volonté exprimée par Romano Prodi qui a fixé

ce premier objectif ainsi que la lutte contre le chômage comme étant au centre de ses priorités. « Il n'est pas possible, a-t-il précisé, que des gens aillent à la retraite à cinquante ans ». Le prochain semestre devrait donc être décisif. Le gouvernement devra savoir maintenir le cap choisi de l'assainissement et procéder aux changements promis lors de la campagne pour les élections d'avril dernier.

Jusqu'à présent, la loi de finances a occupé la plupart des efforts du nouveau régime, même si M. Prodi estime que « jamais un gouvernement n'a fait ce que nous avons réalisé ». Il n'a pas précisé dans un laps de temps de six mois. Mais cela allait sans dire. Désormais, il faut passer à la deuxième étape. Même si le président du conseil répète qu'il a cinq ans devant lui pour mener à bien sa tâche, il sait que les prochains mois seront cruciaux afin de faire mentir tous ceux, à commencer par Silvio Berlusconi, qui annoncent déjà la chute du gouvernement au printemps prochain.

Michel Bôle Richard

## Menace d'une reprise des affrontements en Ulster

BELFAST. Une voiture piégée a explosé, dimanche 22 décembre, dans le quartier catholique d'Ardayne (nord de Belfast), blessant à la jambe Eddie Copeland, un militant républicain. M. Copeland venait de s'asseoir dans son véhicule lorsque celui-ci a explosé devant son domicile. L'incident a relancé les craintes d'une reprise de la violence loyaliste en Ulster, alors que les groupes armés protestants observaient depuis 1994 un cessez-le-feu. L'attentat s'est produit deux jours après une attaque, revendiquée par l'Armée républicaine irlandaise (IRA), dans un hôpital pour enfants à Belfast. Deux hommes armés avaient alors légèrement blessé un policier par balle. Plus d'un millier de personnes ont défilé, dimanche dans Belfast, en faveur de la paix. - (AFP)

## « Machination légale » contre l'opposition serbe, selon M. Gonzalez

FELIPE GONZALEZ, qui dirigeait jusqu'au samedi 21 décembre la délégation de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) en Serbie, a constaté une « machination légale » contre l'opposition, a indiqué dimanche une source diplomatique. La mission de l'OSCE a établi que les résultats du scrutin du 17 novembre ont été modifiés au détriment de l'opposition dans 14 communes des plus grandes villes du pays, a précisé la même source. M. Gonzalez doit présenter son rapport au président en exercice de l'OSCE, le Suisse Flavio Cotti, le 27 ou le 28 décembre. Dimanche à Belgrade, la pluie et le froid n'ont pas entamé la détermination des manifestants qui, au trente-quatrième jour de leur mouvement, ont promené une nouvelle fois sur un véhicule un mannequin de M. Milosevic en habit rayé de bagnard. Cette manifestation a été suivie d'un défilé d'environ 30 000 étudiants, lors d'une marche éclairée par des milliers de bougies et de torches électriques. - (AFP)

## Cinq enfants tués dans une explosion en Tchétchénie

GROZNY. Cinq garçons âgés de dix à douze ans ont été tués, dimanche 22 décembre, à dix kilomètres de la capitale, Grozny, dans une explosion dont l'origine reste incertaine. L'incident s'est produit à proximité de la base militaire russe de Khamala. « La bombe était commandée à distance, il s'agit d'une explosion préméditée », a affirmé le premier vice-premier ministre tchétchène, Movladi Oudougov. Selon les autorités russes, les enfants jouaient avec des engins explosifs. L'agence Interfax affirmait de son côté que l'explosion était due à des mines.

Il s'agit de la dernière en date des tueries qui ont aggravé la tension en Tchétchénie, à l'approche des scrutins présidentiel et législatif prévus le 27 janvier. Six collaborateurs étrangers de la Croix-Rouge avaient été tués dans un hôpital, dans la nuit du 16 au 17 décembre, par un groupe d'hommes cagoulés. Huit civils russes ont par la suite été tués à Grozny, lors de deux attaques sans mobile apparent. Un responsable russe de la région de Volgograd a en outre été enlevé en Tchétchénie, a annoncé dimanche l'agence ITAR-TASS. - (AFP, Reuters, AR)

## Prolongation d'un mois de la trêve en Centrafrique

BANGUI. Le gouvernement centrafricain et les militaires en rébellion depuis le 15 novembre ont reconduit, dimanche 22 décembre, d'un mois la trêve qui venait à expiration lundi. Une première trêve de quinze jours avait été instituée par un premier accord conclu, le 8 décembre, sous l'égide de quatre chefs d'État africains et avec l'assentiment de la France, qui maintient une présence militaire à Bangui. La trêve est « prolongée pour une durée de trente jours, allant du 23 décembre 1996 à 12 heures du 23 janvier 1997 à 12 heures », indique une « déclaration commune » signée par le président Ange-Félix Patassé, le capitaine Anicet Saulel, pour les rebelles, l'ambassadeur de France, Jean-Marc Simon, et le général Amadou Toumani Touré, chef du Comité international de suivi, représentant les présidents du Mali, du Burkina-Faso, du Tchad et du Gabon. - (AFP, Reuters, AR)

## Le terrorisme est vaincu, affirme le premier ministre algérien

ALGER. Tandis que vingt et un islamistes ont été tués, samedi 21 décembre, par les forces de sécurité dans deux opérations près d'Alger, selon la presse privée, et que l'explosion d'une bombe devant une école a tué une fillette dans la province côtière de Tipaza, le premier ministre, Ahmed Ouyahia, a assuré, dimanche à Tunis, où il terminait une visite officielle, que son pays avait « vaincu le terrorisme ». « L'affaire du terrorisme est un vécu douloureux que nous avons combattu et que nous avons vaincu, grâce à Dieu », a-t-il indiqué. Les groupes islamiques en sont réduits, selon lui, « à assassiner de simples citoyens ou à perpétrer des incendies dans des villages de campagne ». Par ailleurs, un diplomate américain en poste à Alger a estimé dimanche, sous le couvert de l'anonymat, que le référendum du 28 novembre 1996 sur la nouvelle constitution avait marqué « un recul clair et net dans la poursuite de la démocratie et de l'ouverture politique ». Le responsable américain faisait référence à l'absence d'une commission de contrôle du scrutin et au refus du pouvoir de laisser accéder l'opposition aux médias officiels. - (AFP)

## Le gouvernement grec impose son budget de rigueur

ATHÈNES. Le Parlement grec a adopté, dimanche 22 décembre, par 160 voix contre 136, le budget du gouvernement socialiste de Costas Simitis pour 1997, marqué par la volonté de réduire les écarts entre la Grèce et ses partenaires de l'Union européenne. Ce budget de rigueur a provoqué plus de trois semaines d'agitation sociale. Les agriculteurs, qui ont levé dimanche leurs barrières, ont bloqué les principaux axes routiers et paralysé le pays pendant vingt-quatre jours. Le gouvernement, qui table sur une croissance de 3,3 % contre 2,6 % en 1996, prévoit une inflation ramenée à 4,5 % contre un peu moins de 8 % cette année, et un déficit de 6,2 % du PIB contre 9,3 %. Les recettes doivent s'élever à 9 532 milliards de drachmes (200 milliards de francs), en augmentation de 17,5 % ; les dépenses à 11 891 milliards de drachmes, en hausse de 9,4 %. - (AFP)

هكذا من الال



Jeune fille

LE MONDE / MARDI 24 DÉCEMBRE 1996 / 7

(Publicité)

Poème

*Les mots  
disent pas tout*



LANCÔME  
PARIS

LANCÔME VOUS SOUHAITE DE JOYEUSES FÊTES  
ET UNE NOUVELLE ANNÉE TOUTE EN POÉSIE.



## FRANCE

LE MONDE / MARDI 24 DÉCEMBRE 1996

**EXÉCUTIF** Les sondages publiés à la fin de la semaine du 16 décembre indiquent un redressement de la popularité de Jacques Chirac et d'Alain Juppé, dont le solde de bonnes et de

mauvaises opinions reste cependant négatif. Les études d'opinion montrent aussi que rien, aux yeux des Français, ne distingue le chef de l'Etat et le premier ministre, considé-

rés comme coresponsables de la politique suivie. **LA DIPLOMATIE**, qui fait partie du « domaine réservé » par la V<sup>e</sup> République au chef de l'Etat, est, en l'occurrence, inspirée conjointement, à l'Elysée et à Matignon, par

des hommes venus du Quai d'Orsay et appartenant à l'équipe de M. Juppé. **L'IDENTIFICATION** entre les deux têtes de l'exécutif entraîne un

partage des rôles inhabituel, dont témoigne l'insistance avec laquelle le premier ministre se montre assuré d'être en place jusqu'aux élections législatives de 1998.

## Jacques Chirac et Alain Juppé ont partie liée face aux Français

Les derniers sondages indiquent un redressement de la popularité du président de la République et du premier ministre et confirment qu'aux yeux de l'opinion leurs « images » se recoupent et se confondent

**RAREMENT**, aux yeux des Français, le président de la République et le premier ministre ont formé un couple aussi soudé, pour le meilleur et pour le pire. Depuis l'entrée de Jacques Chirac à l'Elysée et l'arrivée d'Alain Juppé à l'hôtel Matignon, l'évolution de la confiance de l'opinion publique à leur égard a suivi des courbes quasiment parallèles, épousant la même désillusion au lendemain de la campagne présidentielle de 1995, dégringolant vers des records d'impopularité au plus fort de la crise sociale de l'automne suivant, se stabilisant au printemps avant de replonger depuis septembre. Tels deux frères siamois, le chef de l'Etat et celui du gouvernement paraissent inséparables.

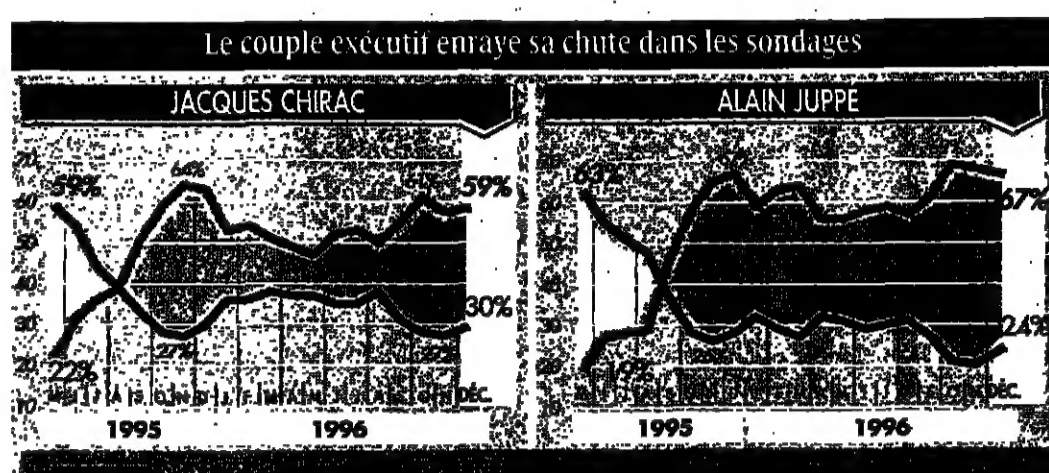
L'effet de l'intervention télévisée de M. Chirac en fin de semaine dernière a été éloquent. Le 12 décembre, le président de la République avait, certes, réaffirmé sa confiance en M. Juppé et nettement écarté toute hypothèse de remaniement ministériel ou de changement de gouvernement. Il s'était appliqué toutefois, deux heures durant, à faire entendre sa différence et il n'avait pas hésité à distribuer bons et mauvais points, exprimant ses doutes sur la façon dont avait été réglé le conflit des chauffeurs-routiers et n'hésitant pas à prendre

ses distances avec le gouvernement et les éventuelles négociations qui avaient pu être engagées avec les nationalistes corses.

### PARADOXES

Or, que constate-t-on ? La dernière enquête de l'IFOP réalisée entre les 13 et 20 décembre, au lendemain de cet entretien présidentiel, auprès d'un échantillon de 1 848 personnes et publié par *Le Journal du dimanche* du 22 décembre, témoigne d'un relatif regain de confiance à l'égard du chef de l'Etat. 30 % des personnes interrogées se disent satisfaites de M. Chirac, soit une hausse de 3 points en un mois, contre 59 % de mécontents ; mais, dans le même temps, M. Juppé ne souffre aucunement de la comparaison. Au contraire, le premier ministre - qui avait atteint, il est vrai, un niveau extrêmement faible au fil de l'automne - voit sa cote de confiance se redresser de 4 points, passant de 20 % à 24 % de satisfaits, contre 67 % de mécontents.

Les résultats du sondage de l'institut Ipsos, réalisés les 13 et 14 décembre auprès d'un échantillon de 965 personnes, publiés par *Le Point* (daté 21 décembre), sont encore plus paradoxaux. Au lendemain de son intervention, le président de la République regagne 2 points de sa-



tisfaction, 34 % des personnes interrogées portant un jugement favorable sur son action, contre 32 % le mois précédent. Là encore, c'est le premier ministre qui tire le plus grand bénéfice de l'exercice de communication et de pédagogie présidentielle : il enregistre la spirale dans laquelle il semblait entraîné depuis septembre et regagne 5 points en un mois, avec 27 % d'opinions favorables, contre 70 % de défavorables.

La similitude est également frappante dans le détail. Selon l'IFOP, c'est parmi les personnes âgées que

le chef de l'Etat regagne le plus de terrain en décembre (avec une hausse de 12 points de confiance) ; il en est de même pour M. Juppé, qui progresse de 15 points chez les plus de soixante-cinq ans. Le premier ministre, qui accusait un très lourd déficit de confiance parmi les sympathisants de l'UDF, en comble une partie significative en regagnant 11 points auprès d'eux. Quant aux sympathisants du RPR, chez qui le crédit de M. Juppé, pourtant président du RPR, s'écroulait dangereusement depuis trois mois, ils sont à nouveau une nette

majorité (60 % contre 49 % en novembre), selon Ipsos, à faire confiance au premier ministre. Ces sondages récents n'enregistrent pas, dans l'immédiat, une modification en profondeur du jugement porté par les Français sur MM. Chirac et Juppé. Celui-ci reste lourdement négatif, puisque environ les deux tiers des personnes interrogées se disent insatisfaites de l'action de l'exécutif. Ils confirment que, quoi qu'il fasse ou dise, le chef de l'Etat ne parvient pas à s'exonérer du discrédit dont souffre le gouvernement. A l'inverse, le pre-

mier ministre n'est pas tenu pour principal responsable des déceptions qui ont suivi l'élection présidentielle.

Pendant quelques mois, au début de l'année, M. Chirac avait bien tenté de trouver, dans l'opinion, quelques marges de manœuvre personnelles. Son intervention au moment de la mort de François Mitterrand, ses voyages en province qui renouaient avec le ton et la posture de sa campagne présidentielle, le lancement de la réforme des armées et du service national semblaient avoir provoqué un déclic. Entre janvier et juin, il avait regagné une dizaine de points de confiance dans l'opinion, alors que M. Juppé ne parvenait pas à trouver son second souffle.

Depuis la fin de l'été, cette embellie est terminée et le sort des deux hommes paraît, plus que jamais, lié. Tant il est évident, pour les Français, que la politique menée par le chef du gouvernement est étroitement définie en commun avec le président de la République. Or c'est bien cette politique que les Français condamnent : 78 % d'entre eux se disent mécontents de la façon dont la France est gouvernée, selon la dernière enquête de BVA.

Gerard Courtot

## L'UDF se voit prise en étau par le chef de l'Etat et celui du RPR

**DEPUIS VINGT MOIS**, le couple formé par Jacques Chirac et Alain Juppé a fonctionné, pour l'UDF, comme un étau et l'a entretenu dans sa sujétion. Face au tandem soudé de l'exécutif, la confédération n'a pas été en mesure de s'imposer, ainsi que ne cesse de le réclamer son président, François Léotard, comme « partenaire à part entière et pas seulement comme une alliée ». En guise de pis aller et dans l'attente d'une brèche qui leur offrirait une marge de manœuvre, ses dirigeants se contentent de naviguer au plus près.

Dépositaire de la fidélité balladurienne de l'UDF, M. Léotard se trouve pris entre deux feux. Ni dans la composition du gouvernement ni dans sa manière de procéder avec la majorité, l'exécutif n'a concédé aux anciens balladuriens de stricte obédience de l'UDF un geste qui aurait valu pardon des offenses. Pourtant, depuis le changement de cap économique décidé par M. Chirac en octobre 1995, la politique conduite par M. Juppé est conforme, dans ses grandes orientations, à celle que prône l'UDF. Cette situation réduit les balladuriens à n'exprimer des critiques qu'à la marge, comme lors de la discussion du budget.

### TRAILLEMENTS

Cette impasse avait poussé M. Léotard à s'afficher à plusieurs reprises avec Philippe Séguin. La faveur avec laquelle le président de l'Assemblée nationale a observé le coup d'éclat de Valéry Giscard d'Estaing sur la monnaie européenne a privé le maire d'Épinal, aux yeux de l'UDF, de son statut d'alternative possible à M. Juppé. M. Léotard, qui, le 27 octobre, avait conjuré M. Chirac de prendre une initiative institutionnelle, n'a pu que soutenir la détermination du couple exécutif à maintenir la parité franc-mark. Son déjeuner, le 23 novembre, avec le premier ministre était une manière de refermer le débat.

L'entrée de M. Léotard au gouvernement aurait comblé le vœu le plus cher de François Bayrou. Le président de Force démocrate s'applique à se forger une image d'efficacité ministérielle et d'allié fidèle du chef du gouvernement, qui demeure dans tous les cas président du RPR, en attendant que l'avenir lui permette de mener à bien son projet de grand centre. La présence

du président de l'UDF à la table du conseil des ministres lui assure le loisir d'y travailler plus librement. Les « chiraquiens » de l'UDF, en revanche, avaient, pour certains d'entre eux, tout à craindre d'un remaniement. Leur fidélité va au chef de l'Etat, à qui ils doivent leur position. L'entrée des balladuriens au gouvernement aurait très probablement coûté leur fauteuil de ministre à certains d'entre eux. La liberté de parole, de ce côté-là, est donc réservée à M. Giscard d'Estaing, à René Monory, président du Sénat, qui fait connaître ses désaccords sur les nominations au conseil politique de la Banque de France, sur le plafonnement de l'ISF ou sur le rythme de la baisse des impôts, et à Alain Madelin, qui paraît, aujourd'hui, bien isolé.

Cécile Chambrad

## L'identification entre les deux têtes de l'exécutif frise l'inversion des rôles

**LE PREMIER MINISTRE** a passé un « contrat » avec « sa » majorité : il restera « jusqu'en 1998 ». Cette conviction, ajoute-t-il tout de même, naît des « entretiens » qu'il a eus avec le président de la République. La précision est d'importance. Une grande part de l'équilibre de la Constitution de la V<sup>e</sup> République, dans l'esprit de ses concepteurs gaullistes, repose en effet sur le renforcement des pouvoirs du chef de l'Etat, au premier rang desquels on trouve celui de nommer le premier ministre et de s'en défaire.

A plusieurs reprises, ces derniers temps, Alain Juppé a semblé faire fi de cette prérogative présidentielle. Dans un portrait que lui avait consacré le quotidien *La Croix* du 4 décembre, il confiait déjà : « Je m'engage dans le combat des législatives de 1998 pour le gagner (...), puis je partirai. » Il a renouvelé cette déclaration, le 16 décembre, sur TF1, puis le lendemain, sur les ondes d'Europe 1, à l'occasion de la présentation de son livre-confession, *Entre nous*. Il est sans précédent dans l'histoire de la V<sup>e</sup> République qu'un premier ministre fixe ainsi lui-

même le terme de son « mandat ». De l'avis unanime de ceux qui participent à la vie gouvernementale, on a rarement vu une entente aussi parfaite à la tête de l'Etat. Jacques Chirac et Alain Juppé se connaissent de très longue date et ont, l'un pour l'autre, un sentiment de confiance et de respect sans faille. Cette entente a permis aux deux hommes de traverser plusieurs crises graves, dont le mouvement social de l'automne 1995. Elle a un prix, lourd, qui n'a pas échappé à certains conseillers de l'Elysée : elle attache le chef de l'Etat à son premier ministre, et la courbe parallèle des deux hommes dans les sondages d'opinion en témoigne.

L'émission de télévision organisée le 12 décembre sur TF1 répondait justement à ce souci de préserver le président de la République des aléas de la vie gouvernementale. M. Chirac a pris ses distances avec l'action du gouvernement - sur le conflit des routiers, sur le manque de « dialogue » avec les Français -, même s'il a exprimé son « admiration » pour M. Juppé. Quelle que soit la complexité, voire la filiation, qui unit les deux hommes, elle bute, en effet, sur une limite impérieuse : le pouvoir absolu - et, donc, la liberté - qu'a donné au chef de l'Etat la pratique de la Constitution de 1958 de changer,

lorsqu'il le juge nécessaire, le chef du gouvernement.

Pas plus que ses prédécesseurs, M. Chirac ne saurait abdiquer cette prérogative. La durée de son mandat - un septennat - le contraint, quel que soit par ailleurs son souhait de travailler le plus longtemps possible avec M. Juppé, à préserver sa liberté de manœuvre. A cet égard, les déclarations de M. Juppé constituent donc une rupture, un empêchement, qui fragilisent le président de la République. Comme si c'était ce dernier qui devenait dépendant du chef du gouvernement.

### FORCER LA MAIN

Une deuxième question concerne, cette fois, le premier ministre. Que cherche-t-il à justifier ? On ne peut sous-estimer le poids des épreuves vécues par le premier ministre dès les premières semaines de sa nomination, les demandes multiples et les rumeurs incessantes de son remplacement.

Il est donc compréhensible qu'il cherche à se donner, lui-même, l'oxygène que lui refuse dans ses déclarations, sinon dans ses votes, la majorité parlementaire, et que lui mesurent chichement bien des observateurs de la vie politique. Cependant, en agissant ainsi, M. Juppé donne aussi le sentiment de forcer la main du président de la République.

Plusieurs exemples en témoignent.

Ce n'est sans doute pas un hasard si les dernières rumeurs de remaniement ministériel étaient intervenues pendant que le chef de l'Etat se trouvait en voyage officiel au Japon. Ces rumeurs avaient été largement alimentées par Matignon, qui venait dans un remaniement un renouvellement de bail. Un gouvernement « Juppé 3 » signifierait, en effet, que le premier ministre est bien là jusqu'aux élections législatives, sans nouvelle crise grave. Or, M. Chirac a écarté l'hypothèse le 12 décembre. « Je n'ai pas l'intention de faire de remaniement ministériel. Je ne crois pas que ce soit le problème auquel nous sommes aujourd'hui confrontés », a-t-il dit sur TF1.

Le chef de l'Etat réfléchit pourtant à la question et a demandé à plusieurs de ses interlocuteurs de lui faire des suggestions et de trouver, notamment, des hommes « neufs ». Deux logiques s'affrontent : un remaniement « politique », qui se traduirait par l'entrée symbolique de Nicolas Sarkozy et François Léotard au gouvernement, conforterait le premier ministre, et lui seul, en qualité de chef d'une majorité reconstruite partant à la conquête des législatives.

Pour le chef de l'Etat, le gain se-

rait nul. Un remaniement plus large, qui verrait l'arrivée de personnalités inattendues, appartenant à la société civile par exemple, ayant fait leurs preuves dans le « dialogue social » cher à M. Chirac, renforcerait davantage le président de la République.

La concomitance des deux opérations médiatiques de MM. Chirac et Juppé appelle, aussi, quelques interrogations. Le 12 décembre, le président de la République fait un retour attendu à la télévision. Le 17 décembre, le premier ministre publie son livre. Cette initiative éditoriale, accompagnée d'une forte présence dans les médias, a permis à M. Juppé de défendre légitimement l'action du gouvernement qu'il conduit.

Et l'on a assisté, là encore, à une étrange inversion des rôles : alors que la prestation télévisée de M. Chirac donnait le sentiment d'une certaine impuissance politique, réduisant le chef de l'Etat au statut de la conjoncture, les affirmations de M. Juppé sur son bail à Matignon ramenaient vers lui le prestige de la stratégie et de l'action à long terme. Il y a là de quoi donner bien des sujets d'étude aux constitutionnalistes. Et quelques sujets d'inquiétude à tous les autres.

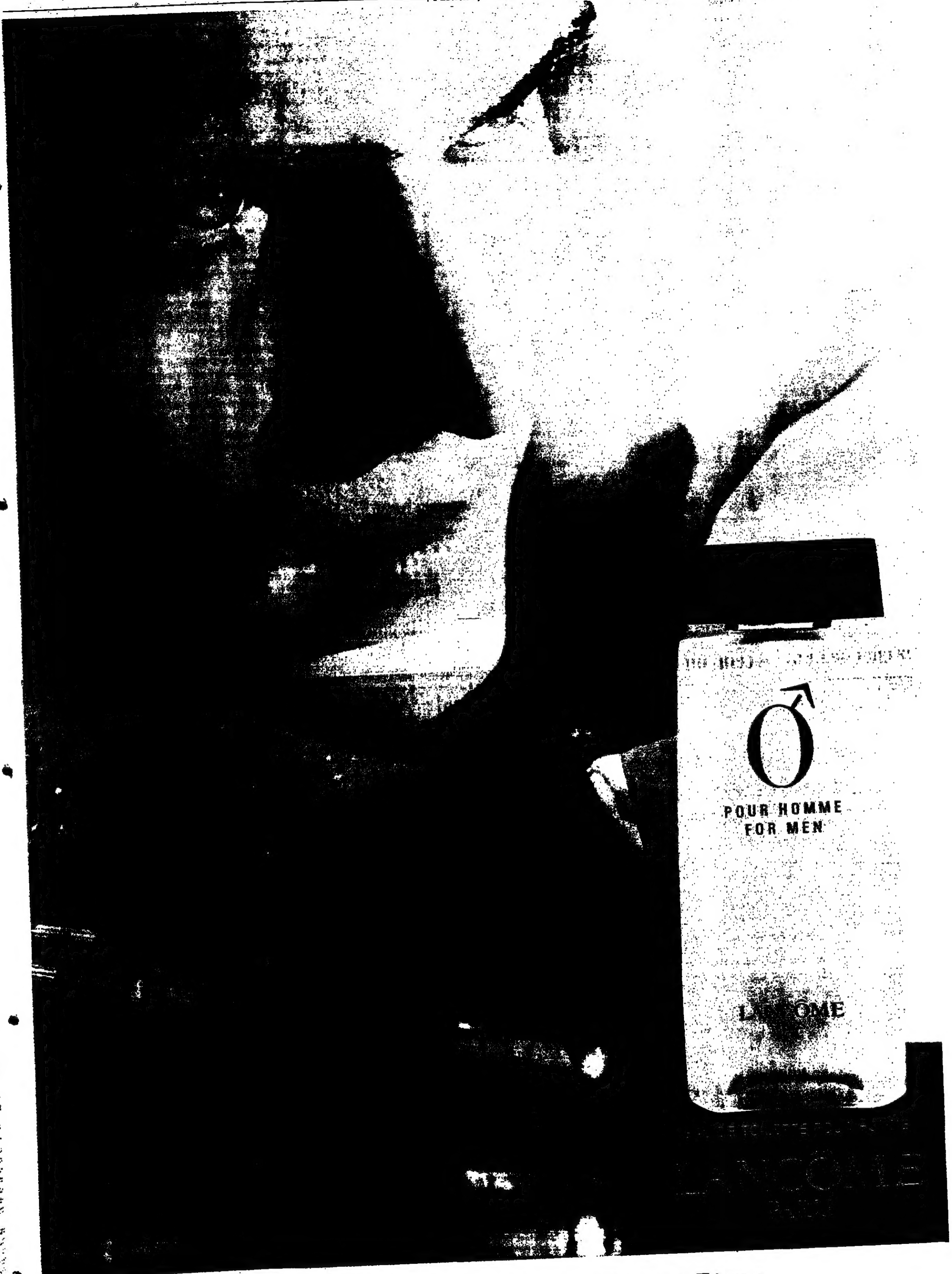
Pascal Robert-Diard



سلاوة العلي

( Publicité )

inçais  
international  
ion des rôles



LANCÔME VOUS SOUHAITE DE JOYEUSES FÊTES  
ET UNE NOUVELLE ANNÉE SOUS LE SIGNE DE L'Ô



## Le Conseil constitutionnel saisi de l'« amendement Malraux »

LE DÉPUTÉ Jean-Louis Beaumont (UDF-PPDF, Val-de-Marne) et soixante-deux de ses collègues de la majorité ont déposé, vendredi 20 décembre, un recours devant le Conseil constitutionnel contre l'amendement « Malraux », voté par le Parlement dans le collectif budgétaire, qui confère aux Français engagés dans les Brigades internationales la qualité d'anciens combattants. Lors de son introduction le 6 décembre à l'Assemblée nationale, cette disposition avait été très largement votée par les députés. Examinée la semaine dernière au Palais du Luxembourg, elle avait rencontré toutefois une vive opposition chez certains sénateurs (*Le Monde* du 20 décembre). Parmi les sénateurs figurent, entre autres, Jacques Baumel (RPR, Yvelines), Bruno Retailleau (NI, Vendée), suppléant de Philippe de Villiers, Hervé Novelli (UDF-PR, Indre-et-Loire), bras droit d'Alain Madelin, Christine Boutin (UDF, Yvelines), Gilbert Gauthier (UDF, Paris).

## Pierre Mazeaud critique l'idée d'un référendum sur la justice

LE PRÉSIDENT DE LA COMMISSION DES LOIS de l'Assemblée nationale, Pierre Mazeaud (RPR), a estimé, lundi 23 décembre sur RMC, que le ministre de la justice, Jacques Toubon, « brûlait les étapes », en envisageant un référendum sur la réforme de la justice (*Le Monde* daté 22-23 décembre). « Attendons le travail de la commission avant de parler d'un véritable référendum. Ne brûlons pas les étapes (...), cela gêne sans aucun doute le président de la République, lequel a demandé l'aide d'une commission », a affirmé le député de Haute-Savoie.

M. Mazeaud estime par ailleurs « assez grave pour la démocratie » le faible nombre de députés présents lors de l'examen du projet de loi sur l'immigration, dont il est le rapporteur. « Il faut absolument (...) interdire tout cumul des mandats », a-t-il déclaré. Faisant allusion à « un ou deux amendements qui [lui] paraissent beaucoup trop durs », M. Mazeaud a indiqué qu'il espérait « que le Sénat, en sa sagesse, rectifie ce qu'il n'a pu obtenir à l'Assemblée ».

### DÉPÊCHES

■ **ESSONNE** : le budget du département de l'Essonne (4 milliards de francs) a été adopté, samedi 21 décembre, par vingt-trois des trente élus de la majorité RPR-UDF et non présents ou ayant donné pouvoir, à l'issue d'une séance présidée par Xavier Dugoin (RPR). Laurent Bételle (RPR) et Lucien Sergent (UDF) n'ont pas pris part à ce vote, passant outre les consignes de leurs partis respectifs (*Le Monde* daté 22-23 décembre). Les cinq autres absents sont des non-inscrits. Les douze élus de gauche ont refusé de voter, le groupe socialiste réclamant de surcroît la dissolution du conseil général.

■ **RETRAITES** : les pensions des 11 millions de retraités du régime général, et celles qui sont allouées sur leur montant, devraient augmenter de 1,2 % au 1<sup>er</sup> janvier 1997, selon un projet d'arrêté soumis vendredi 20 décembre au conseil d'administration de la Caisse nationale d'assurance-vieillesse des travailleurs salariés. La CGT a voté contre ce texte, les autres membres du conseil se contentant de « prendre acte » de la revalorisation, qui concerne aussi les salariés agricoles, les commerçants et les artisans.

■ **FRONT NATIONAL** : Samuel Maréchal, président du Front national de la jeunesse a annoncé, vendredi 20 décembre, sa démission du conseil municipal de Saint-Ouen-l'Aumône (Val-d'Oise) et sa prochaine installation en Loire-Atlantique, où il sera candidat aux élections législatives dans la seconde circonscription, où avait été élu, en 1993, Elisabeth Hubert (RPR).

■ **ÈVREUX** : le Conseil d'État a validé, mercredi 18 décembre, l'élection municipale d'Èvreux (Eure), ville dont le maire est Roland Plaisance (PCF). Il annule ainsi un jugement du tribunal administratif de Rouen, qui avait annulé les opérations pour « vice de la procédure électorale ».

## M. Kessler (CNPF) juge inévitable un relèvement de l'âge de la retraite

INVITÉ, dimanche 22 décembre, du « Grand jury RTL-Le Monde », Denis Kessler, vice-président du CNPF, a estimé que « généraliser l'âge de la retraite à cinquante-cinq ans est tout à fait irresponsable » et qu'il fallait, au contraire, « se préparer à un relèvement de l'âge de la retraite en France ». M. Kessler, président de la Fédération française des sociétés d'assurances et de la commission économique de l'organisation patronale, a jugé que « l'idée de la retraite à soixante ans est périmée » et qu'il faut « créer dans les entreprises les conditions permettant de garder les salariés plus longtemps avec des conditions adaptées ». Il s'est félicité de l'adoption par le Parlement, en première lecture, de la proposition de loi sur l'épargne-retraite, et il s'est opposé à une « réduction massive du temps de travail », à une « hausse généralisée des salaires » et à une « manipulation du taux de change de manière unilatérale ».

Les uns en parlent.  
D'autres le font

## Le Conseil régional de Bourgogne diminuera sa fiscalité directe locale de -2,5% en 1997

Venez vivre et travailler en Bourgogne!  
Respecter le contribuable y est une habitude.

La fiscalité directe régionale n'a progressé en tout que de 8% sur les 5 dernières années cumulées.



## Robert Hue impose aux communistes l'idée d'une participation gouvernementale en 1998

Le PCF prévient le PS qu'il ne veut pas « d'une gauche engoncée dans le respect des puissants »

Robert Hue a été réélu, dimanche 22 décembre, au terme du vingt-neuvième Congrès, secrétaire national du PCF. Il a réussi à imposer un fort renouvellement de sa direction, qui compte néanmoins beaucoup de salariés du parti et peu d'intellectuels. Il a aussi imposé à ses troupes, a priori hos-

tilés à la monnaie unique et à une nouvelle union de la gauche, l'idée que son parti a « vocation » à gouverner (lire aussi notre éditorial, p. 16).

MÊME LES TAMBOURS qui ont accompagné chaque jour du vingt-neuvième Congrès jouent le refrain de décembre 1995. « Tous ensemble tous ensemble, ouais, ouais », chantent à l'unisson le millier de délégués réunis à la Grande Arche de la Défense, près de Paris, pour saluer l'élection de leur nouveau bureau national et la réélection de leur secrétaire national, Robert Hue, dimanche 22 décembre. Entonné à de nombreuses reprises depuis l'ouverture du Congrès, l'hymne, au final, a même détrôné *L'Internationale*, donnant spontanément le ton du discours du secrétaire national.

C'est un homme libéré qui parle. « Le Parti communiste a bien retrouvé le chemin de ce qui bat et de ce qui palpite dans l'opinion », juge Robert Hue. Il n'a pas perdu ce « sens intact de la révolte », et même de la « révolution », ajoute-t-il, en écho à l'appel lancé trois jours plus tôt devant les congressistes par l'écrivain Julia Kristeva, et qui demeure pour Robert Hue un « grand moment du Congrès ». « Au rendez-vous de la France qui veut crier son refus, sa révolte, quand on veut la plier à un modèle étranger, le Parti communiste répond : présent ! »

S'adressant implicitement au Parti socialiste, Robert Hue interroge : « A quoi bon une gauche qui joue les "petit bras" ? A quoi bon une gauche austère, timorée et craintive, une gauche morne, triste, et engoncée dans le respect des puissants ? (...) Nous voulons une gauche qui aille au devant de la vie pour écrire un chapitre neuf des grandes conquêtes populaires de notre histoire », lance le secrétaire national, qui avait déjà fait du Front populaire la référence de son texte inaugural, le 18 décembre. Et de rappeler – seule allusion du discours aux futures négociations avec le PS et les autres forces de gauche – son souhait que se dégage « d'ici à l'échéance électorale prochaine » de 1998, une « base d'engagements communs » à la gauche.

Robert Hue ne revient pas sur le texte – très largement approuvé, samedi soir, par 1 080 voix pour, 43 contre et 31 abstentions – et les batailles d'amendements. Ceux-ci, d'ailleurs, ont porté davantage sur des questions de doctrine et de symbole (*Le Monde*, daté 22 et 23 décembre) que sur les positions européennes et les conditions de participation à un gouvernement d'union de la gauche, comme dans lors des conférences fédérales.

Le document stipule ainsi que « le moment venu, les communistes seront consultés sur une participation éventuelle au gouvernement », mais continue d'affirmer que « le Parti communiste a vocation à participer, à tous les niveaux, à l'exercice du pouvoir ».

De même, le PCF affirme ainsi

plus clairement qu'il est décidé « à mettre en échec le projet central de Maastricht, la monnaie unique ». Engagement est pris aussi, dans le texte, de « rassembler le plus possible pour obtenir un référendum sur le passage ou non de la France à la monnaie unique ».

Mais le texte n'exige pas l'abrogation du traité, n'en fait pas explicitement un préalable à une participation gouvernementale et se prononce toujours « fermement pour une construction européenne ».

### « AVANCÉE IMPORTANTE »

Enfin, Robert Hue a également qualifié d'« avancée importante » le renouvellement d'environ un tiers de l'équipe dirigeante – bureau et comité national. Plus de femmes (quatre sur les sept entrants au bureau), plus de jeunes (dix-sept membres de moins de quarante ans, contre deux précédemment), plus de provinciaux : le bureau national accueille notamment des patrons de petites fédérations et de celle du Nord. Davantage de fon-

Quinze membres du bureau national sortant ont été réélus. En voici la liste (avec l'année de leur entrée au bureau) : Sylviane Aharidi (1994), Claude Billard (1985), Pierre Bloth (1985), Alain Bocquet (1990), Marie-George Buffet (1994), Jean-François Gau (1994), Jean-Claude Gaysot (1982), Maxime Gremetz (1976), Guy Hernier (1972), Jackie Hoffmann (1987), Robert Hue (1990), André Lajoinie (1976), Jean-Paul Magnon (1990), Francis Wurtz (1990), Pierre Zarka (1990).

Sept nouveaux membres ont été élus : Jean-Paul Bore (41 ans, secrétaire de la fédération du Var), Nicole Borvo (51 ans, sénateur, fédération de Paris), Dominique Grador (44 ans, secrétaire de la fédération de Corrèze), Annick Matigheffo (45 ans, secrétaire de la fédération du Nord), Paul Lespagnol (46 ans, secrétaire de la fédération d'Ille-et-Vilaine), Bernard Vasseur (51 ans, fédération de Seine-Saint-Denis), Marie-France Vieux (47 ans, secrétaire de la fédération du Rhône).

Paul Salon (Dordogne), Rosy Sama (Bouches-du-Rhône), Nathalie Simonnet (Seine-Saint-Denis), Michel Stéfani (Haute-Corse), Daniel Surieu (Nièvre), Bernard Thibault (Paris), Jacques Tibéri (Alpes-Maritimes), Marie-Pierre Vieu (Val-de-Marne), Marie-France Vieux (Rhône).

Ont été réélus : Sylviane Aharidi, Christian Audouin, François Auguste, Jean-Louis Barge, Marc Bellet, Richard Beninger, Joël Biard, Claude Billard, Bernard Birsinger, Noël Blouzeau, Alain Blanchard, Pierre Blotin, Paul Boccara, Alain Bocquet, Jean-Michel Bodin, Gilles Bontemps, Jean-Paul Bore, Nicole Borvo, Robert Bret, Daniel Brunel, Marie-George Buffet, Martine Bulard, Claude Cabanes, Guy Carassus, Antoine Casanova, Daniel Ciera, Liberté Civi, Jean-Claude Danglot, Michel Dauba, Yves Dimicoli, Michel Duffour, Martine Dur-lach, François Duteil, Denis Duvot, Mireille Elmalan, Roland Favaro, Thierry Foucaud, Jacqueline Frayse-Casals, Jean-François Gau, Elisabeth Gauthier, Jean-Claude Gaysot, André Gérin, Daniel Gilles, Claude Gindin, Richard Gispert, Jean-Claude Gomez, Dominique Grador, Maxime Gremetz, Serge Guichard, Alain Hayot, Guy Hernier, Jackie Hoffmann,

Robert Hue, Roland Jacquet, Janine Jambu, Sylvie Jan, Pierrette Joachim, Jean-Paul Jouary, Gérard Lahellec, André Lajoinie, Julien Lauprêtre, Michel Laurent, Françoise Lazard, Jacques Le Digabel, Jean-Claude Lefort, Patrick Le Hyaric, Jacqueline Léonard, Paul Lespagnol, Eric Macia, Jean-Paul Magnon, Jean-Claude Maïral, Henri Malberg, Georges Marchais, Nicolas Marchand, Lucien Marest, Catherine Margat, Roger Martelli, Jean-Marie Martin, Charles Marziani, Pierre Mathieu, Annick Matigheffo, Sylvie Mayer, Gisèle Moreau, Jean-Pierre Page, Rolande Perican, Jacques Perreux, Claude Pondemer, Jack Ralita, Danielle Sanchez, Raymond Schwenke, Gérard Streiff, Sylvie Vassallo, Bernard Vasseur, Louis Vianet, Josiane Voyant, Michel Warcholek, Jean Wlos, Francis Wurtz, Pierre Zarka, Alain Zoughebi.

Le comité national comprend, en outre, les cinq membres de la commission de contrôle financier, qui ont été réélus : Bernard Violan (président), Henri Garino, Sylvano Marian, Rémy Perrot, Piero Rattner.

Trente-cinq membres du comité national sortant n'ont pas été reconduits dans cette instance. Deux d'entre eux sont décédés en cours de mandat.

## Le comité national accueille quarante-cinq nouveaux membres

Le COMITÉ NATIONAL du PCF, élu par le congrès, comprend quarante-cinq nouveaux membres : Philippe Arcamone (Var), Philippe Barrière (Hautes-Pyrénées), Xavier Bordet (Val-d'Oise), Patrick Braouezec (Seine-Saint-Denis), Marc Brynholle (Loiret), Magali Burgaud (Vendée), Marie-Christine Burricand (Rhône), Bernard Calabau (Val-d'Oise), Denis Cohen (Hautes-de-Seine), Patrice Cohen-Séat (Paris), Jean-Marc Coppola (Bouches-du-Rhône), Joëlle Courtel (Seine-et-Marne), Richard De-thyre (Val-de-Marne), Brigitte Dionnet (Hautes-de-Seine), Eric Dubourgoux (Puy-de-Dôme), Simone Fayard (Charente), Paule Fonté (Meuse), Nadine Garcia (Hautes-de-Seine), Jean-Yves Gendron (Yvelines), Jean-Luc Gilleff (Seine-Saint-Denis), Manuela Gomez (Haute-Savoie), Joëlle Greder (Tarn-et-Garonne), Annie Guilhem (Gironde), Michèle Guzman (Seine-et-Marne), Patrick Hatzig (Meurthe-et-Moselle), Gérard Lalot (Aisne), Annick Legoff (Dordogne), Jean-Louis Le Moing (Loir-et-Cher), Alain Lhostis (Paris), Daniel Linossier (Loire), Patrick Malavieille (Gard), Brigitte Menier (Yonne), Jean-Charles Nègre (Seine-Saint-Denis), Alain Pieri (Corse-du-Sud), Vivian Point (Vaucluse), Marjolaine Rauze (Essonne), Jean-

Paul Salon (Dordogne), Rosy Sama (Bouches-du-Rhône), Nathalie Simonnet (Seine-Saint-Denis), Michel Stéfani (Haute-Corse), Daniel Surieu (Nièvre), Bernard Thibault (Paris), Jacques Tibéri (Alpes-Maritimes), Marie-Pierre Vieu (Val-de-Marne), Marie-France Vieux (Rhône).

Ont été réélus : Sylviane Aharidi, Christian Audouin, François Auguste, Jean-Louis Barge, Marc Bellet, Richard Beninger, Joël Biard, Claude Billard, Bernard Birsinger, Noël Blouzeau, Alain Blanchard, Pierre Blotin, Paul Boccara, Alain Bocquet, Jean-Michel Bodin, Gilles Bontemps, Jean-Paul Bore, Nicole Borvo, Robert Bret, Daniel Brunel, Marie-George Buffet, Martine Bulard, Claude Cabanes, Guy Carassus, Antoine Casanova, Daniel Ciera, Liberté Civi, Jean-Claude Danglot, Michel Dauba, Yves Dimicoli, Michel Duffour, Martine Dur-lach, François Duteil, Denis Duvot, Mireille Elmalan, Roland Favaro, Thierry Foucaud, Jacqueline Frayse-Casals, Jean-François Gau, Elisabeth Gauthier, Jean-Claude Gaysot, André Gérin, Daniel Gilles, Claude Gindin, Richard Gispert, Jean-Claude Gomez, Dominique Grador, Maxime Gremetz, Serge Guichard, Alain Hayot, Guy Hernier, Jackie Hoffmann,

Robert Hue, Roland Jacquet, Janine Jambu, Sylvie Jan, Pierrette Joachim, Jean-Paul Jouary, Gérard Lahellec, André Lajoinie, Julien Lauprêtre, Michel Laurent, Françoise Lazard, Jacques Le Digabel, Jean-Claude Lefort, Patrick Le Hyaric, Jacqueline Léonard, Paul Lespagnol, Eric Macia, Jean-Paul Magnon, Jean-Claude Maïral, Henri Malberg, Georges Marchais, Nicolas Marchand, Lucien Marest, Catherine Margat, Roger Martelli, Jean-Marie Martin, Charles Marziani, Pierre Mathieu, Annick Matigheffo, Sylvie Mayer, Gisèle Moreau, Jean-Pierre Page, Rolande Perican, Jacques Perreux, Claude Pondemer, Jack Ralita, Danielle Sanchez, Raymond Schwenke, Gérard Streiff, Sylvie Vassallo, Bernard Vasseur, Louis Vianet, Josiane Voyant, Michel Warcholek, Jean Wlos, Francis Wurtz, Pierre Zarka, Alain Zoughebi.

Le comité national comprend, en outre, les cinq membres de la commission de contrôle financier, qui ont été réélus : Bernard Violan (président), Henri Garino, Sylvano Marian, Rémy Perrot, Piero Rattner.

Trente-cinq membres du comité national sortant n'ont pas été reconduits dans cette instance. Deux d'entre eux sont décédés en cours de mandat.

## La bataille de l'impôt sur la fortune n'est pas terminée

LA GUERRE autour de l'impôt de solidarité sur la fortune (ISF), qui a fait tant de vagues au sein de la majorité depuis plus d'un mois, est-elle bel et bien finie ? Le refus du Parlement, mardi 17 décembre, de retirer l'amendement que le Sénat avait initialement voté, selon les vœux élyséens, et qui tendait à alléger ce prélèvement, sous la forme d'une restauration du système de plafonnement qui existait jusqu'en 1995, pouvait le laisser croire. En fait, la polémique n'est visiblement pas éteinte.

Par la bouche du président de son directeur, Robert Bacomnier, le cabinet de conseil fiscal Francis Lefebvre, qui est le plus important de France, a en effet décidé de l'entretenir. Lors d'une conférence de presse, vendredi 20 décembre, M. Bacomnier a ainsi regretté que la réforme n'ait pas abouti, observant que le déplafonnement de l'ISF peut obliger les contribuables à payer jusqu'à 1,7 % de leur patrimoine au titre de cet impôt, soit parfois plusieurs millions de francs pour les plus fortunés.

Selon cet expert, beaucoup ne veulent pas payer de telles sommes : plusieurs dizaines de contribuables, voire une centaine, au dire du bureau Francis Lefebvre, ont ainsi choisi de s'installer en Suisse, au Luxembourg, en Belgique (pour les familles du Nord) ou en Grande-Bretagne, afin de profiter d'une fiscalité plus avantageuse.

Il s'agit surtout d'héritiers de grandes fortunes ou de chefs d'entreprise en retraite : les fortunes concernées sont, en effet, très souvent composées d'actions de sociétés. Or, leurs détenteurs ne sont exonérés de l'ISF sur ces titres que s'il s'agit d'un outil de travail, un statut qui impose deux conditions : détenir au moins 25 % de la société et en être un dirigeant appointé.

Ce constat, mettant en évidence les risques de « délocalisation » fiscale, risque d'être remarqué. D'abord, il s'agit de la première estimation de l'ampleur de l'évasion fiscale, le ministère des finances n'ayant jamais avancé le moindre chiffre sur le sujet. Ensuite, cette

critique souligne que les actions de lobbying – qui depuis plusieurs mois ont joué un très grand rôle dans l'élaboration du projet d'allègement fiscal du gouvernement – ne sont sans doute pas finies.

### DÉLOCALISATION

Ensuite, la personnalité du nouvel intervenant dans ce débat risque de retenir l'attention. Directeur général des impôts au ministère des finances du 17 mai 1986 à août 1989, M. Bacomnier, qui a pris la direction du bureau Francis Lefebvre avant que la commission de déontologie sur le « pantouflage » ne soit créée, émet des avis qui sont souvent écoutés. Il a notamment été membre de la commission Duca-min et de la commission La Martinière, qui ont travaillé ces deux dernières années sur les projets de réforme fiscale.

Preuve d'ailleurs que le lobby n'a pas désarmé : une des difficultés à régler dans la fusion Aérospatiale-Dassault est précisément liée à l'ISF, Serge Dassault risquant de voir sa participation au sein du nouvel en-

semble passer sous la barre des 25 % et donc d'être soumis à cet impôt. Le patron du groupe aurait même rencontré Jacques Chirac, vendredi, pour évoquer le sujet.

Invité du « Grand jury RTL-Le Monde », dimanche 22 décembre, le vice-président du CNPF, Denis Kessler, est, lui aussi, revenu à la charge : « Ne croyez pas, alors que toutes les frontières ont été abolies, qu'il n'y ait plus la mobilité des capitaux », a-t-il mis en garde. Avant d'ajouter : « Si la France s'écarte de trop de ce qui se passe de l'autre côté de ses frontières (...), il y aura une délocalisation des fortunes, des entreprises, des emplois et des brevets (...). C'est la raison pour laquelle les petits dossiers [comme celui de l'ISF], qui concernent finalement peu de personnes et qui peuvent être peu populaires, sont très importants. »

Bref, les partisans d'une réforme de l'ISF n'ont apparemment pas rendu les armes. En prévision du débat fiscal de 1997, la guerre de tranchées commence.

Laurent Mauduit

هكذا من الأصل



Je suis là

es l'idée  
le en 1990

## SOCIÉTÉ

LE MONDE / MARDI 24 DÉCEMBRE 1996

**ÉDUCATION** Quatre enseignants des académies de Paris, Versailles et Créteil ont engagé, dimanche 22 décembre, une grève de la faim. Ils prennent ainsi le relais de

leurs collègues de Toulouse. Les grévistes demandent au ministre de l'Éducation nationale d'engager des négociations sur le « réemploi de tous les maîtres auxiliaires ». ● SE-

**LON LES SYNDICATS**, environ dix mille maîtres auxiliaires sont restés sans emploi cette année. Un protocole, signé en 1993, et la mise en place d'un concours interne spéci-

fique ont permis de titulariser un millier d'entre eux en 1995, puis en 1996. ● **LES MAÎTRES AUXILIAIRES** étrangers sont les premiers frappés par les restrictions budgétaires. La

moitié d'entre eux seraient au chômage, avec le risque de voir leur titre de séjour non renouvelé, en particulier pour ceux qui ne disposent que d'une carte d'étudiant étranger.

# M. Bayrou est de nouveau confronté au problème des maîtres auxiliaires

Après celle de Toulouse, une grève de la faim a été commencée à Paris, et les protestations syndicales s'amplifient. Plusieurs milliers d'enseignants n'ont pu, cette année, être réemployés. Le ministre a demandé à chaque académie un état des lieux

**LE MOUVEMENT** de grève de la faim mené pendant dix-neuf jours à Toulouse par quatre enseignants, membres de la coordination nationale et du collectif des non-titulaires de l'éducation nationale, s'est achevé samedi 21 décembre dans la soirée avec l'hospitalisation de deux d'entre elles (*Le Monde* des 22 et 23 décembre). La veille, une de leur collègue avait également été placée sous perfusion. De son côté, Amick Vespéni, porte-parole du groupe, a décidé d'arrêter cette action. Mais le relais a été pris par quatre enseignants des académies de Paris, Versailles et Créteil, qui ont débuté un jeûne au siège national de la Fédération syndicale unitaire (FSU).

Parmi eux, deux sont au chômage après avoir enseigné pendant sept ans et cinq ans. Tout autre est le cas d'une maîtresse auxiliaire en poste, d'origine étrangère sur qui pèse une menace quant à son maintien sur le territoire. Enfin, un professeur titulaire, intégré en 1983 après dix années de précarité, s'est joint au mouvement « par solidarité ». Tous paraissent résolus à poursuivre leur action durant la période de fin d'année. Ils attendent l'ouverture de « véritables négociations » avec François Bayrou, ministre de l'Éducation nationale, pour « le réemploi de tous les maîtres auxiliaires, français et étrangers, et leur titularisation sans préalable de concours ni de discrimination ».

Cette revendication de la coordination nationale est reprise, à quelques nuances près, par une intersyndicale d'enseignants (FSU, FEN, SGEN-CFDT et FERC-CGT) à laquelle se sont associés SUD-Éducation, la CNT et l'Association de chômeurs A.C.I. Depuis le début du mois de décembre, leurs responsables n'ont cessé d'attirer l'attention sur la situation de ces quelque 30 000 « travailleurs temporaires », dont plus de 10 000, selon une estimation syndicale, n'ont pas été réemployés.

Interpellé par Dominique Strauss-Kahn, lors d'un débat sur TF 1, le 16 décembre, François Bay-

rou s'était déclaré prêt à recevoir une délégation des syndicats et de la coordination nationale. Toutefois, selon son entourage, aucune rencontre n'est prévue dans les jours prochains. Dans l'immédiat, M. Bayrou s'en tient aux termes de la circulaire adressée le 12 décembre aux recteurs. Dans ce texte, il leur demandait de procéder à un recensement précis de la situation des maîtres auxiliaires non réemployés. Il leur recommandait également de recruter, en cas de vacance de poste, des enseignants au chômage.

Le ministre de l'Éducation nationale, pourtant, ne peut être prisé

court par une réalité qui ne cesse de s'aggraver. Au cours du débat budgétaire, M. Bayrou avait tenté de tempérer les choses en indiquant que « la situation était identique à celle de l'an dernier à pareille époque ». Quatre mois après la rentrée, les services de l'administration se révèlent dans l'incapacité d'en évaluer l'ampleur.

Ce n'est pas la première fois que le ministre est confronté à cette question. En juillet 1993, M. Bayrou avait signé un protocole d'intégration progressive des quelque 34 000 maîtres auxiliaires avec la quasi-totalité des syndicats, à l'exception du SGEN-CFDT. Ce der-

nier regrettait alors qu'aient été exclus du dispositif les enseignants des lycées professionnels, qui ont massivement recours à l'auxiliaire. Pour favoriser leur titularisation, un concours interne spécifique avait été créé pour une période de quatre ans. Depuis, en 1995 comme en 1996, un millier d'entre eux ont été admis.

### RESTRICTIONS BUDGÉTAIRES

Examinée à l'Assemblée nationale le 4 décembre, la loi Perben sur la résorption de la précarité dans la fonction publique introduit de nouvelles dispositions, et notamment un renforcement du concours réservé aux maîtres auxiliaires qui, en poste au 1<sup>er</sup> janvier 1996, doivent bénéficier de quatre années d'ancienneté et d'exercice. Cette restriction est jugée inacceptable par les syndicats, notamment par le SINES. Pour autant, ce dernier a refusé de se rallier à la proposition de la coordination nationale, favorable à une intégration directe sur liste d'aptitude sans concours.

Ces dispositions ont peu de chances de mettre fin à cette crise. En 1983, plusieurs dizaines de milliers de maîtres auxiliaires avaient été intégrés. À cette époque, il fallait faire face à une crise de recrutement d'enseignants. Crise qui s'est amplifiée jusqu'au début des années 90, au point de reproduire un nouveau corps comptant jusqu'à 40 000 MA. Depuis, la tendance est totalement inversée. Outre les maîtres auxiliaires, un

certain nombre de lauréats des concours de recrutement, nommés sur des postes de titulaires académiques, se retrouvent eux aussi sans affectation, dans des centres de documentation ou dans des disciplines éloignées de leur spécialité d'origine.

Les restrictions budgétaires de 1997 ne faciliteront pas la solution de cette délicate question. Dans l'immédiat, les syndicats demandent que les MA au chômage soient nommés prioritairement sur des postes libérés dès le 1<sup>er</sup> janvier pour cause de départ à la retraite. Ils revendiquent surtout l'ouverture d'une négociation sur la transformation en emplois d'une partie des 800 000 heures supplémentaires assurées par des titulaires.

Sur ce point, M. Bayrou n'a guère laissé percer d'espoir. « Ma conviction personnelle est bien qu'il faudra les transformer en emploi », avait-il pourtant reconnu, le 14 novembre à l'Assemblée nationale, en réponse à Jean Glavany, député (PS-Hautes-Pyrénées) qui avait proposé d'annuler de 200 millions de francs la dotation des heures supplémentaires pour créer des emplois. Ce mouvement avait timidement été amorcé en 1996 avec la transformation de 40 000 heures en 200 postes. Seule pourtant, cette réduction massive serait de nature à procurer un emploi à la « main-d'œuvre temporaire » de l'éducation nationale.

Philippe Bernard

Michel Delberghe

## Les étrangers, précaires parmi les précaires

**LES MAÎTRES AUXILIAIRES (MA)** étrangers, précaires parmi les précaires, sont, une fois encore, en première ligne. On en compte environ 4 000 dans le « vivier » de quelque 30 000 auxiliaires susceptibles d'être employés dans les classes. Depuis de nombreuses années, ils sont affectés à des disciplines (techniques et scientifiques notamment) et dans des établissements où les français ne se bousculent pas. Mais le succès des concours de recrutement de professeurs, réservés aux ressortissants de l'Union européenne, a compromis les débouchés : la moitié des 4 000 MA étrangers seraient actuellement sans emploi.

Aux affaires du chômage s'ajoutent, pour eux, l'incertitude liée au renouvellement de leur titre de séjour. Cette précarité concerne au premier chef ceux qui n'ont qu'une carte d'étudiant étranger. Pour ces derniers, la perte d'un emploi de MA peut signifier la reconduite à la frontière, perspective dramatique, en particulier, pour les Algériens, étant donné le sort fait aux intellectuels dans leur pays. C'est ainsi que Karima

A., maîtresse auxiliaire algérienne, employée depuis 1992 par l'éducation nationale, enseignante actuellement le génie thermique dans un lycée du Val-d'Oise figure parmi les quatre auxiliaires observant une grève de la faim dans les locaux de la FSU à Paris.

Les MA étrangers exigent le « réemploi de tous sans discrimination de nationalité » et la « titularisation sans concours », en arguant de leur ancienneté dans l'éducation nationale. Soutenus par les principaux syndicats, les MA étrangers font valoir le succès remporté, cet été devant le Conseil d'État, par leur recours contre une circulaire de M. Bayrou qui, en juillet 1994, entendait donner une priorité aux cadres inscrits à l'ANPE. La haute juridiction a invalidé cette disposition et estimé que le barème (ancienneté, notation) des maîtres étrangers devait être pris en compte pour leur réemploi. Mais cette jurisprudence reste ignorée dans plusieurs rectorats et préfectures.

## La FSU va devenir la première organisation en voix dans la fonction publique d'Etat

**LA FÉDÉRATION SYNDICALE UNITAIRE (FSU)** devrait devenir la première organisation représentative de la fonction publique d'État grâce aux voix qu'elle vient de gagner aux élections professionnelles enseignantes (*Le Monde* du 21 décembre). Alors qu'elle était en cinquième position, elle passera devant l'Union nationale des syndicats autonomes (UNSA), la CGT, FO et la CFDT.

Selon certaines estimations provisoires, la FSU pourrait en effet gagner près de 46 000 voix par rapport au scrutin de 1993. Elle totaliserait quelque 258 000 suffrages. L'UNSA, en revanche, devrait enregistrer une baisse d'environ 10 000 voix.

Fort de cette victoire, Michel Deschamps, secrétaire général de la FSU, a annoncé son intention d'écrire au premier ministre pour lui demander de revoir le décret qui réglemente la représentativité des organisations syndicales au conseil supérieur de la fonction publique d'État (*Le Monde* du 10 septembre). Ce texte prévoit qu'un siège est attribué de façon automatique aux organisations « dont la représentativité s'étend à un nombre important de ministères et de professions exercées par des fonctionnaires de l'État ».

Le gouvernement considère que la FSU ne répond pas à ces critères, dans la mesure où la quasi-totalité

de ses voix proviennent des enseignants de l'éducation nationale. De ce fait, il lui accorde un nombre de sièges plus limité que celui auquel elle pourrait prétendre, s'il ne prenait en compte que le poids de chaque organisation.

**Les autres syndicats rappellent qu'elle reste cinquième sur l'ensemble des trois fonctions publiques**

La FSU a déposé un recours au Conseil d'État pour lui demander de dire qu'elle a un caractère interministériel et interprofessionnel. Elle rappelle qu'elle dispose de quelques milliers de voix aux ministères de l'Agriculture, de la Culture, de la Justice ou de la Jeunesse et des sports, et qu'elle compte aussi des infirmières, des assistants sociaux, des éducateurs, des techniciens de laboratoire ou du personnel administratif. Le décret qu'elle conteste prévoit que la composition du

conseil supérieur ne pourra être modifiée avant le mois de mars 1998.

En outre, M. Deschamps a écrit à un certain nombre de parlementaires pour leur demander de déposer un recours au Conseil constitutionnel contre la loi sur l'emploi dans la fonction publique - qui modifie les règles de candidature aux élections professionnelles (*Le Monde* du 6 décembre). La FSU estime que ce texte restreint les libertés syndicales.

La loi, publiée au *Journal officiel* daté 16-17 décembre, prévoit que, pour être considérées comme représentatives de l'ensemble des fonctionnaires, les syndicats doivent être implantés dans les trois fonctions publiques : d'État, territoriale et hospitalière. Les conditions qu'elle impose (2 % dans chaque fonction publique ou un siège dans chaque conseil supérieur) permettent d'accorder la présomption de représentativité à la CFDT et à la CGC, alors qu'elles disposent d'un nombre de voix très limité.

La FSU, qui en compte beaucoup plus, ne bénéficie pas du même avantage, au motif que ses voix proviennent d'une seule fonction publique. Pour autant, la loi n'interdit pas à la FSU de se présenter où elle le souhaite : elle lui impose seulement de faire la preuve de son existence devant un juge.

Les autres organisations syndicales rappellent que, si la FSU progresse dans la fonction publique d'État, elle reste cinquième sur l'ensemble des trois fonctions publiques, derrière la CGT (environ 22 %), la CFDT (19 %), FO (18 %), et l'UNSA (12 %). Elles estiment que le poids des enseignants, plus d'un million de personnes, ne doit pas faire oublier le reste des fonctionnaires, soit quatre millions d'agents, présents aux ministères des finances ou de l'équipement (1,3 million dans la fonction publique d'État), dans les collectivités locales (1,4 million) ou les hôpitaux (843 000).

Rafaële Rivais

Le Monde EDITIONS

Le nouveau PLANTU

est arrivé...

...avec un cadeau exceptionnel : six cartes postales inédites pour l'achat de deux livres.

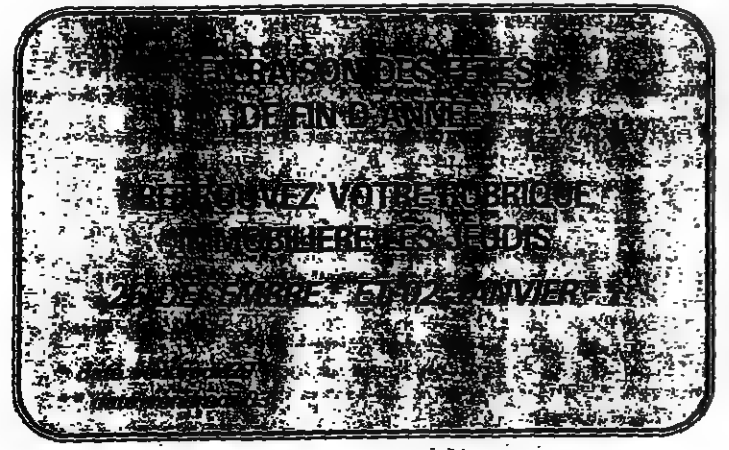
Demandez-les à votre libraire

**PLANTU**

**LES ANNÉES VACHES FOLLES**

TE LAISSE PAS ABATTRE !

Le Monde EDITIONS





## La brigade financière a perquisitionné chez le président de la Compagnie générale des eaux

Un rapport de police évoque des « faux », contestés par Jean-Marie Messier

Le président de la Compagnie générale des eaux (CGE), Jean-Marie Messier, a estimé, vendredi 20 décembre, que les perquisitions conduites à

son bureau et son domicile concernaient des opérations financières de 1992 « parfaitement transparentes ». L'enquête porte sur l'activité

d'un fonds d'investissement alors présidé par M. Messier, au titre de ses fonctions à la banque Lazard Frères.

LE PRÉSIDENT de la Compagnie générale des eaux, Jean-Marie Messier, n'a pas attendu plus de quelques heures, vendredi soir 20 décembre, pour réagir aux perquisitions effectuées le jour même, dans son bureau puis à son domicile, par la brigade financière de Paris. Dans un communiqué, M. Messier a qualifié de « parfaitement transparentes » les opérations visées par ces investigations, relatives aux activités d'un fonds de placement à risques qu'il présidait, de 1989 à 1994, au titre de ses anciennes fonctions d'associé-gérant à la banque Lazard Frères. Ces perquisitions auraient été « entièrement négatives », a précisé l'entourage de M. Messier.

Indirectement mis en cause par une plainte de la Fédération nationale de la Mutualité française (FNMF) contre son ancien directeur financier, soupçonné d'avoir abusivement engagé les fonds mutualistes dans plusieurs opérations (Le Monde du 13 juillet 1995), M. Messier s'était ému, ces derniers mois, auprès de plusieurs personnalités politiques, de l'orientation, voire de la « manipulation » des recherches policières. Une précédente perquisition, conduite le 10 avril à la banque Lazard, sur commission rogatoire du juge d'instruction Marie-Pierre Maligner-Peyron (Le Monde du 13 avril 1996), avait conduit M. Messier à solliciter l'avis d'un avocat d'affaires parisien réputé, M<sup>re</sup> Jean-François Prat.

Dans un courrier daté du 16 avril, ce dernier avait alors estimé que « rien de [pouvait] être retenu » à l'encontre du président de

la CGE, et suspecté « une tentative malveillante de [le] mettre en cause ». Le 5 novembre, après les interrogatoires discrets de certains de ses collaborateurs, M. Messier avait enfin fait rédiger un contre-argumentaire présentant sa version des faits, dont il a remis une copie au Monde.

### LETTERES D'ENGAGEMENT

En 1992, sous la présidence de M. Messier, le Fonds Partenaires-Gestion avait collecté des investissements auprès de divers établissements afin de racheter la société Néopost, filiale d'Alcatel spécialisée dans le traitement du courrier. La FNMF avait pris part à cet appel de fonds, via l'une de ses caisses, la Caard. Quelque 14 millions de francs furent engagés, sous la signature de François Briquet, ancien directeur financier de la FNMF, licencié le 31 mars 1992, et mis en examen depuis par le juge Maligner-Peyron. Les lettres d'engagement et les pouvoirs signés par M. Briquet sont datés d'avant son licenciement mais, selon la plainte de la FNMF, ils auraient en fait été rédigés au mois d'avril 1992, soit à une époque où il n'était plus habilité à le faire.

« Ces critiques ne peuvent avoir une quelconque portée, puisque les engagements financiers de la FNMF étaient juridiquement scellés depuis le mois de janvier 1992 », indique la note de M. Messier, expliquant que les pièces ultérieurement signées par M. Briquet ne constituaient que « des documents purement techniques » ou « des réitérations d'engagements qui liaient d'ores et déjà la FNMF » de-

puis l'adoption d'un protocole liant tous les investisseurs du Fonds Partenaires, le 24 janvier 1992. Selon la même note, la « coïncidence » entre le licenciement de M. Briquet - que M. Messier assure n'avoir appris que le 10 juillet 1992 - et la réalisation de l'opération Néopost serait donc « fortuite ».

Un rapport de synthèse de la brigade financière, daté du 13 mai 1996, relativise cette appréciation. Fondé, pour l'essentiel, sur l'exploitation des pièces saisies chez Lazard, ce rapport évoque bien l'existence de « faux » et d'« usages de faux », destinés, semble-t-il, à régulariser des comptes-rendus d'assemblées générales du Fonds Partenaires. « La rédaction des procès-verbaux d'assemblées générales supporte des allégations qui se sont avérées fausses, permettant d'entériner les décisions de ces AG engageant la FNMF et les autres actionnaires », assurent les policiers.

Plusieurs écritures datées de 1992 auraient été rectifiées après novembre 1994, soit après que la FNMF eut commencé à s'enquérir auprès du fonds d'investissement des actes de son ancien directeur financier. La découverte d'une note émanant d'une collaboratrice de M. Messier, datée du 23 avril 1992, paraît attester que ce dernier avait eu connaissance bien plus tôt du conflit interne à la FNMF. « En s'appuyant valablement de la signature de M. Briquet pour lui faire signer la lettre d'engagement (...), sa secrétaire n'a pas pu ne pas être plus habilitée à signer ces documents, écrivait la signataire de la note. Je tenais à

vous en informer car M. Briquet est le seul signataire de l'accord d'actionnaires (...) pour la Caard ».

Une autre note, rédigée par la même personne, accrédite les soupçons : « J'ai eu des réactions assez fortes de la part de Jean-Marie Messier, entraînant d'importantes modifications du document car il jugeait ma rédaction trop pessimiste ou réaliste, risquant d'offenser les actionnaires et les banques de Néopost », est-il écrit à l'attention des dirigeants du Fonds Partenaires.

### « TRANSPARENT »

Les enquêteurs ont par ailleurs découvert une note transmise par M. Messier à l'un des dirigeants du fonds qui pourrait évoquer le même « document » : M. Messier y indique « ne pas pouvoir diffuser brutalement les chiffres révisés de 1992 » compte tenu des « écarts dramatiques » avec les budgets prévus. « Les actionnaires [du Fonds Partenaires] pourraient s'offenser et nous reprocher de ne pas être diligents », précisait la note, suggérant de ne pas divulguer tous les éléments en sa possession.

Le contre-argumentaire remis au Monde par M. Messier conclut, quant à lui, que l'opération Néopost était « un investissement public, transparent » et qu'« elle se [révéla]it d'ailleurs avoir été un excellent investissement pour ses actionnaires, grâce à la qualité du travail de ses dirigeants ». Pour faire le départ entre ces deux versions, les enquêteurs devraient avoir besoin d'interroger M. Messier lui-même.

Hervé Gattegno

## Les mutins de Saint-Mihiel lourdement sanctionnés

Les quinze détenus qui ont comparu ont été condamnés à des peines de douze à trente mois d'emprisonnement

### BAR-LE-DUC

de notre envoyé spécial  
« Finalement, c'est une mutinerie pour rien. Pour quel prétexte, pour quoi, je ne sais pas. » Michel Benzaï, condamné à plusieurs reprises pour vol avec effraction, a reconnu, vendredi 20 décembre, devant le tribunal correctionnel de Bar-le-Duc, qu'il avait participé à la mutinerie qui a dévasté le centre de détention de Saint-Mihiel (Meuse) dans la nuit du vendredi 22 au samedi 23 novembre. Ses quatorze coprévenus, qui comparaissent pour « dégradations volontaires en réunion » ou « dégradations volontaires par incendie », ont pour leur part nié. Menottés, les pieds parfois entravés, ils ont fait face au tribunal dans une ambiance survoilée.

La mutinerie avait débuté dans l'après-midi du 22 novembre, après un mouvement de protestation de la quasi-totalité des surveillants contre leurs conditions de travail. Ouvert en 1990, le centre de détention de Saint-Mihiel fait partie de ces établissements neufs à gestion semi-privée construits dans le cadre du « programme 13 000 » de l'ancien garde des sceaux Albin Chalandon. Profitant du mouvement des surveillants, les détenus s'étaient enfermés dans leurs unités respectives, bouchant les serrures avec du papier et dressant des barricades devant les grilles d'accès. Les gradés réquisitionnés par la direction avaient rapidement été débordés et, dès 13 heures, les détenus, qui avaient pris soin de se masquer, avaient saccagé les parties communes, provoquant des incendies, détruisant les téléviseurs et les réfrigérateurs, arrachant tuyaux d'eau et câbles électriques. Les dégâts ont été estimés à plus de 5,5 millions de francs.

L'audience n'a pas permis d'en savoir plus. Le tribunal ne s'est penché ni sur les circonstances de la mutinerie, ni sur l'arrivée tardive des forces de l'ordre, ni sur la vie quotidienne de l'établissement, émaillée de nombreux mouvements de surveillants. Sur les 198 détenus évacués après la mu-

thérie, la justice, qui s'est contentée de l'enquête de police, n'en a fait comparaître que quinze. Le président du tribunal, Fabrice Adam, en est resté aux faits, provoquant, bien malgré lui, de multiples incidents d'audience. Plusieurs détenus se sont vivement élevés contre le « manque de preuves » et l'« absence de vrais meneurs », jusqu'à se faire évacuer. Découvrant que son voisin avait déposé contre lui, un détenu l'a frappé dans le box, faisant encore monter d'un cran une atmosphère déjà extrêmement tendue.

### « CARNAVAL »

L'agressivité des prévenus n'a fait que renforcer, s'il était besoin, la sévérité de la magistrature du ministère public. Comparant « les pauvres bougres qui ont froid dans la rue » et les mutins qui bénéficiaient d'un relatif confort en détention, Christine Lal s'est scandalisée de leur « morgue non encore éteinte ». « Le jour de la mutinerie, messieurs, c'était carnaval pour vous, a-t-elle lancé. Vous avez complètement dévasté les communes, mais vos cellules - vos chers "sweet home" - sont restées nickel. Je ne vois que l'expression de la haine dans vos actes. » Requant des peines d'un à trois ans d'emprisonnement, M<sup>me</sup> Lal a conclu en faisant valoir que « la réinsertion de ces hommes n'était pas acquise et pour certains encore lointaine ».

Les deux avocats de la défense, requêtes d'office, ont eu fort à faire pour plaider la relaxe des leurs clients. « Il est vrai que nous n'avons pas affaire à des enfants de chœur, mais il fallait s'y attendre, a souligné M<sup>re</sup> Michèle Pierson. Cette prison était propre, certes, mais cela ne fait pas tout. La télévision, le confort en détention, ce sont aussi des clichés de l'extérieur. Malgré tout, l'incarcération reste l'incarcération. » L'argumentaire n'a, semble-t-il, guère ému le tribunal. Les quinze prévenus ont été condamnés à des peines de douze à trente mois d'emprisonnement.

Cécile Prieur

## Le pasteur Jean Tartier est élu président de la Fédération protestante

Pour la première fois, une personnalité de l'Eglise luthérienne accède à ce poste

LE « CONCLAVE » de la Fédération protestante de France a débouché sur une surprise. A l'issue d'une délibération de son conseil de vingt-deux membres, vendredi 20 et samedi 21 décembre, le pasteur Jean Tartier, cinquante-quatre ans, de l'Eglise évangélique luthérienne de France (EELF), a été élu président de la Fédération protestante de France. Il succède, le 1<sup>er</sup> juillet 1997, au pasteur Jacques Stewart, qui a accompli dix ans de mandat.

La surprise est triple. D'abord, contrairement à la tradition qui veut qu'un seul nom soit proposé au vote du conseil, la commission des nominations avait laissé ou-

vert le choix entre trois personnalités : Jean-Armand de Clermont, pasteur de l'Eglise réformée de France ; Jean Tartier, pasteur de l'Eglise luthérienne, et Jean Alexandre, également luthérien, secrétaire général du service missionnaire (Defap). Pour une fois, il aura donc fallu trois tours pour dégager une majorité sur le nom d'un nouveau président.

### EMANCIPATION

Deuxième surprise : le choix d'un luthérien comme huitième président de la Fédération protestante de France. Tous ses prédécesseurs - à l'exclusion du premier, qui était « libriste » - étaient

réformés, comme Marc Boegner, Charles Westphal, Jean Courvoisier, Jacques Maury, Jacques Stewart... Cette suprématie est l'effet de la supériorité numérique de l'Eglise réformée de France (400 000 fidèles). Cette « fatalité » historique avait conduit tous les pronostiqueurs à faire de Jean-Armand de Clermont le favori de ce scrutin à trois. Les électeurs ont-ils craint de faire le jeu de ceux qui reprochent aux réformés de faire de la Fédération protestante de France leur « chasse gardée » ? A cet égard, Jean Tartier, le nouveau président, risque d'être plus libre vis-à-vis de la puissante Eglise réformée.

La troisième surprise vient de la dimension œcuménique de ce choix. Homme de consensus, issu de la région luthérienne de Montbéliard (Doubs), Jean Tartier est, depuis 1992, chargé des questions œcuméniques à la Fédération protestante de France. Les bonnes relations qu'il entretient avec les Eglises catholique et orthodoxe ont sans aucun doute joué en sa faveur. Pasteur de terrain, connaissant bien la fédération, œcuménisme convaincu, Jean Tartier était le meilleur candidat possible de l'ouverture de la présidence aux non-réformés.

H. T.

## Un homme-charnière du pays de Montbéliard

FILS d'un pasteur ardéchois converti, Jean Tartier est né le 22 février 1942 près du presbytère de Saint-Laurent-du-Pape (Ardèche). De ce père il hérite sa passion œcuménique. A la table familiale passent des étrangers, des Français de toute confession et ses parents recevront la médaille des Justes pour avoir caché des Juifs au presbytère. Son père sera interné à Fresnes, échappant à la déportation grâce au pasteur Boegner, alors président de la Fédération protestante, qui sauva aussi nombre de Juifs.



Portrait

Très jeune arrivé au pays de Montbéliard, où son père finit sa carrière, c'est dans ce lieu protestant, à nul autre pareil en France, que Jean Tartier a ses racines. Le nouveau président de la FPF n'appartient pas, en effet, à la haute société protestante parisienne, ni même, comme ses prédécesseurs, à cette lignée huguenote nourrie des souvenirs de la persécution catholique et du refuge du « désert » cévenol. Il vient tout droit de cet ancien comté de Montbéliard autrefois allemand, acquis à la Réforme de Luther, détaché du duché de Wurtemberg à la Révolution et devenu français en 1793. Epargnée par les guerres de religion, cette région fut, au contraire, terre d'accueil de persécutés.

Jean Tartier fait ses études au lycée Cuvier de Montbéliard et à la faculté de théologie protestante de Strasbourg. Quand mai 68 approche, tout en exerçant déjà son métier de pasteur, il fait, avec d'autres, la « grève de l'ordination », par réflexe anticlérical. Ce n'est qu'en 1977 qu'il consent à être ordonné et, la même année, il est nommé « inspecteur ecclésiastique », ce qui, chez les luthériens, correspond au rang d'évêque. « Inspecteur » de Belfort-Montbéliard, il est en charge de trente paroisses, d'autant de pasteurs et de vingt-cinq mille âmes.

A l'image de cette région frontalière, voisine des terres réformées de Suisse et des fiefs catholiques de Besançon et de Bâle, c'est un homme-charnière qui vient d'être élu à la tête de la FPF. Son luthéranisme franc-comtois est tempéré, plus populaire, moins « haute Eglise » et traditionnel que celui de la région parisienne, ou même alsacienne. En 1992, il devient responsable du département œcuménique à la Fédération protestante. A ce titre, Jean Tartier est très connu des évêques français et il entend travailler au plus près avec le nouveau président de l'épiscopat, M<sup>gr</sup> Louis-Marie Billé.

### CONTINUITÉ

Les lenteurs du rapprochement œcuménique ne le découragent pas. Les accords, les documents existent : « Il faut les faire vivre par un compagnonnage quotidien », estime-t-il. Il encourage toutefois le Conseil des Eglises chrétiennes de France (Cecif) à accomplir, d'ici à l'an 2000, quelques gestes marquants de « réconciliation », dans la foulée du rassemblement des Eglises européennes de Graz (Autriche) en juin 1997. L'œcuménisme est, pour lui, plus que du « volontarisme », et il se dit sincèrement heurté par une expression comme celle de « foi protestante ». « Il n'y a qu'une foi chrétienne », explique-t-il, avec des convictions protestantes.

Le protestantisme n'est pourtant pas à l'abri des révéls identitaires. A propos de l'établissement de la Fédération protestante aux nouvelles sensibilités pentecôtistes, Jean Tartier se situe dans la continuité de Jacques Stewart : ne pas brûler les étapes, travailler d'abord à « un vrai consensus ». Continuité, aussi, dans les engagements sociaux et politiques, même si les luthériens sont réputés moins à gauche, moins « libéraux » que les réformés. Le nouveau président n'entend en rien relâcher les actuels combats protestants pour l'accueil des immigrés, le refus des exclusions et pour la justice sociale.

Si ses lectures actuelles vont du Messie de Marek Halter à la mode romanesque égyptienne, Jean Tartier n'entend pas renoncer à ce qu'il appelle la « parabole de la vie », c'est-à-dire à son amour des jardins, des arbres et des champignons. Il vit à la campagne, à Roches-lès-Blamont (600 habitants), près de Montbéliard, où sa femme, alsacienne, Erica Roehrich, est également pasteur : « Au contact de la terre, explique-t-il, c'est là qu'on retrouve les hommes ».

Henri Tincq

Depuis 1894  
DE LA RETOUCHE  
AU BEAU VÊTEMENT  
**LEGRAND**  
Tailleur sur mesure  
Hommes et Dames  
Luxeuses draperies  
prix agréables  
27, rue du 4-Septembre, PARIS 2<sup>e</sup>  
Tél : 01.47.42.70.61

هتکدامن الاصل



**CHARTRE** Le Conseil national de protection de la nature (CNPN) devrait renouveler en janvier 1997 le classement de la Camargue en parc naturel régional. Corinne Lepage, ministre de l'environnement, a donné son feu vert à la nouvelle charte du parc adoptée par le conseil régional Provence-Alpes-Côte d'Azur. En janvier 1996, M<sup>me</sup> Lepage avait menacé de retirer le label au parc

devant les menaces qui pesaient sur les terres humides. ● **IRRIGATION.** Ces vingt dernières années, la Camargue a perdu 3 300 hectares de milieu naturel du fait d'une agriculture intensive, notamment la riziculture. ● **PONT.** Une polémique agite depuis plusieurs mois la région sur le maintien du bac de Barcarin, seul passage du Grand Rhône et Salin-de-Giraud afin de remplacer le

recteur de cabinet du président (PS) du conseil général. La charte n'a pas à intégrer une position aussi farouche sur les modalités de franchissement du Rhône. Le conseil général entend donc rejeter le texte, sauf à ce que la copie soit revue. A l'inverse, le groupe socialiste du conseil régional a voté en faveur de la charte et la municipalité d'Arles, dirigée par le socialiste Michel Vauzelle, vice-président du conseil général, l'a adoptée le 28 juin 1996. Selon le maire d'Arles, ce document est « un compromis intelligent qui va de l'avant ». Le dialogue ne semble pas rompu et Gérard Jouve, conseil régional (RPR) et président du conseil d'administration du parc, pense que ce dernier blocage sur la voie du renouvellement du classement sautera rapidement.

ment reprochait également aux gestionnaires du parc l'absence de parc touristique cohérent sur un territoire fréquenté chaque année par un million de personnes principalement attirées par les soixante kilomètres de rivages vierges de la Camargue. La charte consacre une maîtrise du tourisme dans le but d'éviter une pénétration humaine massive dans le cœur protégé et dans la « zone interface ». Le schéma de développement touristique retenu vise au développement d'un tourisme « léger » - pédestre, équestre, cycliste et fluvial -, à la multiplication des hébergements à domicile du type gîtes ruraux et à la mise en place d'équipements voués à la découverte santé et aux observateurs de la faune et de la flore.

Le ministre de l'environnement reprochait également aux gestionnaires du parc l'absence de parc touristique cohérent sur un territoire fréquenté chaque année par un million de personnes principalement attirées par les soixante kilomètres de rivages vierges de la Camargue. La charte consacre une maîtrise du tourisme dans le but d'éviter une pénétration humaine massive dans le cœur protégé et dans la « zone interface ». Le schéma de développement touristique retenu vise au développement d'un tourisme « léger » - pédestre, équestre, cycliste et fluvial -, à la multiplication des hébergements à domicile du type gîtes ruraux et à la mise en place d'équipements voués à la découverte santé et aux observateurs de la faune et de la flore.

## Le parc naturel régional de Camargue a réussi à sauver son statut

Le compromis intervenu sur la charte permettra de maintenir le classement de la zone humide malgré les difficultés que provoque l'impact de la riziculture, du tourisme et des inondations et en dépit du désaccord du conseil général des Bouches-du-Rhône

**MARSEILLE**  
de notre correspondant  
Le Conseil national de protection de la nature (CNPN) devrait renouveler courant janvier 1997 le classement de la Camargue en parc naturel régional. Le ministre de l'environnement, Corinne Lepage, semble en effet se satisfaire de la révision de la charte du parc que le conseil régional Provence-Alpes-Côte d'Azur a adoptée à l'unanimité jeudi 19 décembre. Mais l'alerte a été chaude. Au début de l'année, le ministre avait frappé du poing sur la table, réclamant que ce document d'objectifs pour dix ans soit enfin mis sur le métier. Devant le laxisme dans la rédaction de ce texte et une absence de concertation entre les usagers de la Camargue, la menace d'un retrait de l'homologation a même été brandie.

Le ministère de l'environnement marquait à l'époque ses inquiétudes sur la « zone interface », véritable tampon entre le cœur à protéger de la Camargue - constitué de la réserve naturelle nationale de Vaccarès et de la réserve départementale des Impériaux - et la zone de culture intensive, notamment de riz. Ici, depuis un demi-siècle, l'agriculture n'a cessé de gagner sur les espaces naturels dont la protection doit donc être accrue. En plus d'une cartographie et d'un zonage très précis, la charte prévoit des mesures compensatoires pour les exploitants qui s'engageraient à ne plus cultiver certaines de leurs parcelles dans cette « zone interface » de 20 000 hectares. La négociation avec les propriétaires exploitants est délicate car la riziculture permet d'entretenir les lourdes installations d'irrigation nécessaires à l'apport d'eau en Camargue, un territoire sans cesse soumis à l'évaporation et à la remontée d'eau salin.

L'hydraulique est bien sûr la clé de voûte de la gestion de la Camargue. Les communes d'Arles et de Saintes-Maries-de-la-Mer sur lesquelles s'étendent les 36 300 hectares du parc se sont engagées à lancer un schéma d'aménagement et de gestion de l'eau (SAGE) devant mener d'ici deux ans à la signature d'une charte de l'eau, l'un des problèmes essentiels étant l'évacuation des surplus hydrauliques. L'administration du parc effectuera la coordination entre une myriade d'acteurs aux intérêts divergents, voire opposés : associations syndicales de bassins, pêcheurs, agriculteurs, protecteurs, scientifiques... avec un souci permanent : le niveau et la salinité de l'étang de Vaccarès. Son adoucissement actuel, consécutif aux importantes crues du Rhône, provoque la disparition d'espèces d'Arles touchent la lisière du parc. Dans ce texte, le conseil d'administration indique également sans ambiguïté son refus du projet de construction d'un pont enjambant le Grand Rhône entre Port-Saint-Louis-du-Rhône et Salin-de-Giraud afin de remplacer le

Le schéma de développement retenu entend favoriser un tourisme « léger » : pédestre, équestre, cycliste et fluvial

végétales et la prolifération de silures, poissons d'eau douce prédateurs d'autres espèces. La charte émet une très vive opposition à toute infrastructure lourde sur le territoire de la Camargue. Trois des neuf tracés du futur contournement autoroutier de la Camargue (voir ci-dessous). Favorable au pont, le conseil général des Bouches-du-Rhône, par ailleurs propriétaire de grandes superficies en Camargue, a refusé de donner son feu vert à la charte. « Le parc outrepasserait ses compétences », déclare Pierre Reboud, directeur de cabinet du président (PS) du conseil général. La charte n'a pas à intégrer une position aussi farouche sur les modalités de franchissement du Rhône. Le conseil général entend donc rejeter le texte, sauf à ce que la copie soit revue. A l'inverse, le groupe socialiste du conseil régional a voté en faveur de la charte et la municipalité d'Arles, dirigée par le socialiste Michel Vauzelle, vice-président du conseil général, l'a adoptée le 28 juin 1996. Selon le maire d'Arles, ce document est « un compromis intelligent qui va de l'avant ». Le dialogue ne semble pas rompu et Gérard Jouve, conseil régional (RPR) et président du conseil d'administration du parc, pense que ce dernier blocage sur la voie du renouvellement du classement sautera rapidement.

Le ministre de l'environnement reprochait également aux gestionnaires du parc l'absence de parc touristique cohérent sur un territoire fréquenté chaque année par un million de personnes principalement attirées par les soixante kilomètres de rivages vierges de la Camargue. La charte consacre une maîtrise du tourisme dans le but d'éviter une pénétration humaine massive dans le cœur protégé et dans la « zone interface ». Le schéma de développement touristique retenu vise au développement d'un tourisme « léger » - pédestre, équestre, cycliste et fluvial -, à la multiplication des hébergements à domicile du type gîtes ruraux et à la mise en place d'équipements voués à la découverte santé et aux observateurs de la faune et de la flore.

### Une zone d'intérêt international

■ **Parc naturel :** le parc naturel régional de Camargue, premier du genre dans la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, fut créé en 1970 pour maintenir et protéger cette « île » enserrée entre les deux bras du Rhône, qui constitue une des zones humides naturelles d'intérêt international de l'Europe. D'une surface de 36 300 hectares, avec seulement deux communes, Arles et Les Saintes-Maries-de-la-Mer, il assure la conservation et la mise en valeur du milieu naturel. Contrairement aux autres parcs, sa structure de gestion a pris la forme d'une fondation.

■ **Milieu naturel :** depuis 1942, la Camargue a perdu chaque année 1 000 hectares de milieux naturels. Ces vingt dernières années, c'est-à-dire sous le label de parc naturel, elle en a perdu 3 300. Ces pertes se sont faites essentiellement au profit de la riziculture et des salins du midi. Les pratiques d'irrigation en continu ont contribué à modifier les équilibres naturels. Le tourisme de masse et la chasse ont fait le reste.

### Menacé par un pont, le bac de Barcarin fait de la résistance

**MARSEILLE**  
de notre correspondant régional  
Pour passer de la Camargue au sud des Bouches-du-Rhône sans avoir à remonter sur Arles, un seul point de passage possible : le bac de Barcarin sur le Rhône. Ses marins se sont d'ailleurs récemment mis en grève, avec succès, pour l'augmentation de leurs salaires. L'avenir du bac, lui, est incertain : la controverse sur la construction d'un pont sur le Rhône, en aval d'Arles, n'en finit plus de rebondir, un peu plus d'un an après qu'un collectif regroupant des dizaines d'associations ait réuni, le 10 octobre 1995, l'une des plus grandes manifestations qu'Arles ait jamais connues.

En faveur du pont, les arguments ne manquent pas. En premier lieu, l'isolement de l'agglomération de Salin-de-Giraud, village-quartier d'Arles à 37 kilomètres du centre-ville, où vivent 2 500 personnes. Beaucoup de Saliniens se plaignent du temps qu'il leur faut pour se rendre sur la rive gauche, vers Fos et Marseille, et de leur isolement nocturne. Un accès au bac destiné aux riverains leur est réservé mais il est souvent utilisé par les gens de passage. Leur colère s'exaspère avec les embouteillages d'été. Autre argument : le coût. L'usine Solway, qui emploie près de 130 salariés, conteste le prix de la traversée pour ses produits chimiques. Mais, surtout, le conseil général est lassé du déficit chronique du bac : 7,86 millions de francs l'an dernier, pour 441 190 passages. Le conseil général assure que les économies réalisées à long terme par la construction d'un pont, amorti en quinze ans, pourraient être investies dans des mesures de protection de la Camargue. En outre, toujours selon le conseil général, le péage suffirait à éviter les colines touristiques.

**UN ARGUMENTAIRE TRÈS AU POINT**  
Les partisans du bac ont, eux aussi, un argumentaire très au point. Ils affirment que les richesses produites par un plus grand flux de circulation ne profiteraient guère aux autochtones. Et ils conseillent aux Saliniens favorables au pont d'y réfléchir à deux fois : le calme de leur bout de ville pourrait être troublé. Mais ce qu'ils soulignent avec le plus de force, ce sont les dangers du déferlement automobile qui, selon eux, s'ensuivrait sur l'écosystème de la Camargue. Leur crainte est que ce franchissement rapide conduise inéluctablement à une jonction avec les autoroutes des plages de l'Ouest camarguais et du littoral méditerranéen. C'en serait alors fini du caractère insulaire de cet espace unique, mi-eau mi-terre.

L'argument le plus fort en faveur du maintien de l'automoteur emmené par un capitaine, un mécanicien et deux matelots, qui pousse avec peine sa cargaison en roulant sur des fûts tumultueux et ventés, n'est-il pas simplement sa beauté ? Et l'émotion, n'est-ce pas, que cette traversée longue de 425 mètres provoque toujours ?

Michel Samson

**NOUVEAU**

## Hygiène et sécurité : les obligations de l'entreprise ne se limitent pas à l'évidence !



Pour mieux comprendre ce que vous devez ou pouvez faire en tant que chef d'établissement, délégataire de pouvoir, membre du C.H.S.C.T., agent de sécurité, inspecteur du travail, vous disposez aujourd'hui avec le tout nouveau LAMY HYGIENE ET SECURITE d'un outil complet, pédagogique et constamment remis à jour :

- Maîtriser la réglementation générale qui s'applique à tous, entreprises privées et collectivités publiques, quels que soient le secteur et l'effectif.
- Comprendre et respecter les mesures spécifiques liées aux secteurs d'activité ou aux produits utilisés.
- Savoir qui fait quoi et connaître le rôle du C.H.S.C.T., du délégué du personnel, les pouvoirs de l'inspection du travail...
- Connaître les conditions de mise en œuvre de la responsabilité civile et pénale : quelles sont les sanctions encourues, quelles actions peuvent intervenir les victimes contre l'employeur...

Près de 400 000 infractions constatées tous les ans par l'inspection du travail, une réglementation complexe qui évolue sans cesse, des obligations et des enjeux considérables en terme de risques... avec le LAMY HYGIENE ET SECURITE, vous pouvez désormais disposer d'un outil concret et sûr.

Pour en savoir plus sur les formules d'abonnement au LAMY HYGIENE ET SECURITE, version classeur ou CD ROM, téléphonez dès aujourd'hui au **01 44 72 12 12**.



**Lamy**  
le droit à tous les médias



## DISPARITIONS

## Youli Khariton

Un des pères de la bombe atomique soviétique

LE PHYSICIEN russe Youli Khariton, qui a travaillé à la réalisation de la première bombe atomique soviétique, est mort à l'âge de quatre-vingt-deux ans, au centre de recherches militaires d'Arzamas-16, situé sur la Volga, près de Nijni Novgorod.

Né le 27 février 1904, Youli Khariton est diplômé de l'Institut polytechnique de Leningrad. De 1926 à 1928, il se rend en Grande-Bretagne, pour travailler dans le laboratoire de recherches Cavendish de l'université de Cambridge, dirigé par Ernest Rutherford, un des

pionniers de la physique atomique. Il retourne ensuite en Union soviétique, où il rejoint, en 1931, l'Institut de physique de l'Académie des sciences soviétique. En 1939, en compagnie du physicien Yakov Zeldovich, il effectue les premiers calculs concernant la réaction en chaîne dans la fission de l'uranium.

En 1943, il fait partie de l'équipe de scientifiques dirigée par Igor Kourchatov, chargée par Staline de développer des armes nucléaires. Ils commenceront d'abord leurs travaux au Labora-

toire n° 2, un centre de recherches situé près de Moscou, et ensuite à Arzamas-16, le premier centre de recherches soviétiques sur l'atome militaire, dont Youli Khariton deviendra directeur scientifique. La première bombe atomique soviétique explosa le 29 août 1949, en avance de deux à trois ans sur le programme prévu, grâce aux informations apportées par le physicien espion allemand Klaus Fuchs, ainsi que l'expliquera lui-même Youli Khariton.

Christiane Galus

## NOMINATIONS

## Défense

Le conseil des ministres du mercredi 18 décembre a approuvé les promotions et nominations suivantes dans les armées :

● **Terre.** Sont élevés au rang et à l'appellation de général de corps d'armée, les généraux de division Georges Pommerehne, André Bourachot et Robert Rideau.

Sont promus : général de division, le général de brigade Marcel Colatella ; général de brigade, les colonels Pierre Brousse, Jean Meaudre-Desgouttes et Laurent Hallopeau.

Sont nommés : chef de la mission militaire française auprès du commandant suprême des forces alliées en Europe, le général de brigade Renaud d'Amont ; adjoint au chef de la représentation militaire française auprès du comité militaire de l'OTAN, le général de brigade Jean-Pierre Morane.

Est mis à la disposition du cabinet du ministre de la défense, le général de division Eric Pougin de la Maisonneuve.

● **Air.** Est promu général de brigade aérienne, le colonel Pierre Lorenzi.

Sont promus général de brigade aérienne, au titre du congé du personnel navigant, les colonels Gilbert Hahn, Michel Forestier et Michel Busville.

● **Marine.** Sont promus contre-amiral, les capitaines de vaisseau François Souleau et Jacques Gherbrandt.

● **Gendarmerie.** Est élevé au rang et à l'appellation de général de corps d'armée, le général de division Jean-Pol Follini.

Sont promus : général de division, le général de brigade Gérard Marille ; général de brigade, le colonel Michel Alaux, nommé commandant la conscription de gendarmerie de Dijon.

Est nommé commandant la région de gendarmerie nord-est et la conscription de gendarmerie de Metz, le général de brigade Pierre Lapeyronie.

● **Armement.** Sont promus : ingénieur général de première classe, les ingénieurs généraux de deuxième classe Michel Bizot, Jean-Yves Normand, Henri Des-

pax et Pierre Sintes ; ingénieur général de deuxième classe, les ingénieurs en chef Gérard Mattem, Pierre Bascary, Michel de Glinasty, Daniel Guével et Jean-Claude Depelgne.

Est nommé directeur de l'établissement d'études et de projet DCN/Ingénierie, l'ingénieur général de deuxième classe Jean Le Tallec.

● **Service de santé.** Est promu pharmacien chimiste général inspecteur, le pharmacien chimiste général René Darraçq.

## ACADÉMIE DES SCIENCES

Jacques-Louis Lions, mathématicien, a été élu, lundi 16 décembre, président de l'Académie des sciences, en remplacement de Marianne Grunberg-Manago. Au cours du même vote, Guy Oudin, chimiste, a été élu vice-président.

[Né le 2 mai 1928 à Grasse (Alpes-Maritimes), Jacques-Louis Lions, ancien élève de l'école normale supérieure, est agrégé de mathématiques (1950) et docteur en sciences. Il a consacré ses travaux scientifiques, qui ont eu des applications en physique, en mécanique, en gestion et en environnement, à l'analyse mathématique. Professeur à l'école polytechnique (1966-1986) et au Collège de France (depuis 1973), il a présidé l'Institut national de recherches en informatique et en automatique (Inria, 1980-1984), puis le Centre national d'études spatiales (CNES, 1984-1992). Membre de nombreuses académies des sciences, commandeur de la Légion d'honneur et de l'Ordre national du Mérite, il est, depuis 1992, conseiller auprès du directeur général d'EDF et président du conseil scientifique de la Méteo France.]

[Né le 26 mars 1926 à Boulogne-Billancourt (Seine-Saint-Denis), Guy Oudin, ancien élève de l'école normale supérieure, est agrégé de physique (1950), Ph.D. (Harvard 1952) et docteur en sciences. Il a débuté sa carrière universitaire à Strasbourg, où il sera président fondateur de l'université Louis-Pasteur (1971-1975). Directeur des enseignements supérieurs et de la recherche au ministère de l'éducation nationale (1981-1982), il dirige l'Institut de chimie des substances naturelles de Gif-sur-Yvette (1985-1989) avant de redevenir professeur à l'université Louis-Pasteur. Guy Oudin s'est consacré à la chimie organique appliquée aux problèmes biologiques, en démontrant notamment l'origine bactérienne d'une grande partie des constituants des combustibles fossiles et du rôle d'hormones du cholestérol chez quelques bactéries.]

## DIPLOMATIE

Joëlle Timsit a été nommée conseillère diplomatique du gouvernement, lors du conseil des ministres du mercredi 18 décembre.

[Née le 1<sup>er</sup> mai 1938 à Rennes (Ille-et-Vilaine), Joëlle Timsit est diplômée de l'Institut d'études politiques de Paris et ancien élève de l'ENA (1961-1963). Elle a été notamment en poste à Bonn (1964-1968) et à l'administration centrale, avant de devenir ambassadrice en RDA (1968-1970). Directeur des affaires politiques au Quai d'Orsay de février 1991 à mai 1991, puis conseillère diplomatique d'Edith Cresson à Matignon (1991-1992), Joëlle Timsit a été ensuite ambassadrice au Soudan de décembre 1992 à avril 1996.]

## POSTE

Claude Bourmaud a été nommé en conseil des ministres président de La Poste. Il succède à André Darrigand, nommé président d'honneur au cours du conseil d'administration de La Poste. Claude Viet devient directeur général de La Poste (*Le Monde* du 17 décembre).

[Né le 3 mars 1947 à Nantes (Loire-Atlantique), Claude Bourmaud est titulaire d'une licence en sciences physiques et diplômé de l'école nationale supérieure des PTT. Il entre à la direction des services postaux de La Poste en 1971. En 1973, il est responsable du bureau de la réglementation générale à la direction du personnel et des affaires sociales du ministère des PTT. En 1980, il dirige le bureau des rémunérations et du budget du personnel. En mars 1986, il devient conseiller technique chargé des questions sociales au cabinet du ministre des PTT, Gérard Longuet, puis directeur adjoint du cabinet en 1987. En mai 1988, il est nommé adjoint au directeur financier de La Poste. Il devient directeur financier en octobre 1989. En avril 1993, il devient conseiller social de Gérard Longuet, ministre de l'Industrie, des postes et télécommunications, puis directeur général de La Poste en décembre 1993.]

[Âgé de quarante-trois ans, diplômé de l'école nationale supérieure des PTT, Claude Viet a été chef du service régional des postes de Champagne-Ardenne en 1979. Chef du bureau de l'organisation à la direction générale des postes en 1980, il devient directeur de cabinet du directeur général des postes en 1982, puis directeur départemental dans l'Oise en 1984, et adjoint au directeur du personnel en 1986. Responsable des Hauts-de-Seine en 1988, il sera conseiller technique chargé des questions postales auprès du ministre de l'Industrie, des postes et télécommunications en avril 1993, avant d'être nommé directeur général adjoint, directeur des ressources humaines de La Poste en février 1994 puis directeur du courrier en février 1996, fonction qu'il cumule désormais avec celle de directeur général.]

## ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Maurice Vincent, professeur en sciences économiques, a été élu vendredi 20 décembre président de l'université Jean-Monnet de Saint-Étienne. Il succède à Bernard Ellicher. Maurice Vincent n'entend pas démissionner pour l'instant de son mandat de conseiller municipal (PS) de Saint-Étienne.

[Né le 20 septembre 1930 à Saint-Étienne (Loire), Maurice Vincent a fait toute sa carrière à l'université Jean-Monnet de Saint-Étienne. Il a été tour à tour membre du conseil d'administration de l'université, de 1977 à 1978 puis de 1990 à 1994, membre du conseil de l'UER de droit et sciences économiques, de l'UFR Management des entreprises, directeur du département de sciences économiques et de gestion. Il était depuis 1992 chargé de mission aux affaires financières auprès du président de l'université de Saint-Étienne. Membre du directeur du centre de recherches économiques de l'université de Saint-Étienne, de 1986 à 1994, Maurice Vincent a publié plusieurs études sur l'économie stéphanoise. Depuis juin 1995, il est conseiller municipal (PS) de Saint-Étienne.]

## Conférences

Conférences au temple de l'Étoile. « Dieu et l'homme. » Avec A. Houriez, S. Oberkampf et L. Pernot, pasteurs. Six mercredis à 20 h 30 :

Le 8 janvier 1997 : la création du monde.  
Le 15 janvier : les miracles de Jésus.  
Le 22 janvier : les paraboles de Jésus.  
Le 29 janvier : la mort, la résurrection et la vie éternelle.  
Le 19 février : la foi, l'espérance et l'amour.  
A l'Étoile, 54, avenue de la Grande-Armée, Paris-17.  
Le 26 février : qu'est-ce que le protestantisme ?  
A l'Oratoire, 145, rue Saint-Honoré, Paris-1<sup>er</sup>.

Libre participation aux frais.

## Soutenances de thèse

— **Françoise Gargues-Nicolas** a soutenu sa thèse de doctorat en lettres le 14 décembre 1996, à l'université Paul-Valéry de Montpellier-III : « L'œuvre de Jorge Semprun : la réécriture, forme signifiante d'une quête identitaire traversée aux spirales de l'histoire ».

Mention : très honorable avec félicitations à l'unanimité du jury, composé de Jean-Marie Clau, directrice de thèse, Guy Mercadier, Daniel-Henri Pageaux et Jean Tena. En présence de Jorge Semprun.

Nos abonnés et nos actionnaires, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de bien vouloir nous communiquer leur numéro de référence.

## DISTINCTIONS

## PRIX DE L'UNESCO

Chiara Lubich, présidente des Focolaris, a reçu, mardi 17 décembre, à Paris, des mains de Federico Mayor, le prix Unesco 1996 de l'éducation à la paix. Elle succède à des personnalités comme Rigoberta Menchu (1990) ou Mère Teresa (1992).

[Née à Trieste (Italie) en 1920, Chiara Lubich a fondé en pleine guerre, en 1943, le mouvement des Focolaris (foyers), aujourd'hui présent dans cent quatre-vingt pays, comptant cent mille membres, divisés en petites communautés de collaboratrices ou de personnes mariées. Écrivain, conférencière, Chiara Lubich est souvent reçue par les autorités religieuses et elle est proche du pape Jean Paul II. Les Focolaris sont engagés dans le domaine social, la solidarité internationale, le dialogue entre chrétiens de différentes confessions et croyants de diverses religions.]

## AU CARNET DU « MONDE »

## Naissances

Séverine MIDKE et Pascal PEYRONIN sont heureux d'annoncer la naissance de Miléna, le 20 décembre 1996, à Pontoise.

## Anniversaires de naissance

— Joyeux anniversaire, Anne-Marie. Yves et ses enfants, Lucille et Frédéric.

## Mariages

Stéphane BORELLO et Sébastien M. R. BOCKLIFF sont heureux d'annoncer leur mariage, qui a été célébré le samedi 21 décembre 1996, en l'American Cathedral of the Holy Trinity, 23, avenue George-V, Paris-8<sup>e</sup>.

## CARNET DU MONDE

Réinscriptions : 01-42-17-29-94  
Télécopieur : 01-42-17-21-36

Tarif : la ligne H.T.  
Toutes rubriques : 105 F  
Abonnés et actionnaires : 35 F  
Communicat. diverses : 110 F  
Thèses étudiants : 65 F

Les lignes en capitales grasses sont facturées sur la base de deux lignes. Les lignes en blanc sont obligatoires et facturées. Minimum 10 lignes.

## Décès

— M<sup>me</sup> Andrée Benoit, son épouse, M. et M<sup>me</sup> Pierre Benoit, M. et M<sup>me</sup> Francis Benoit, Céline, Julie, Carole, Anna, Amanda et Marc, ses enfants et petits-enfants, M<sup>me</sup> Jean Cohen, M. et M<sup>me</sup> Gérard Benoit et leurs enfants, M<sup>me</sup> Brigitte Benoit et ses enfants, ses belles-sœurs, neveux et nièces, Les familles Lamy, ont la douleur de faire part du décès de

Lucien BENOIT, survenu le mercredi 18 décembre 1996, à l'âge de quatre-vingt-deux ans.

L'inhumation a eu lieu dans l'inhumation, au cimetière de Montparnasse.

Jacques de LATTRE

nous a quittés vendredi 20 décembre, dans sa maison au milieu des siens.

De la part de Sylvie, sa femme, Marie et Thomas, ses enfants, De tous ses amis, De sa famille, Michel Bagros, son beau-père, Philippe et Hélène Bagros, Marie-Claire et Philippe Jean, Jean-Daniel et Mireille Bagros, Yves et Sylvie Bagros, Dominique Martin, Annie Ginet, Bernadette Bonneval, ses beaux-frères et belles-sœurs, ainsi que tous leurs enfants, De la famille Potanski.

Nous voulons associer à sa disparition

## JOURNAL OFFICIEL

Au Journal officiel du vendredi 20 décembre sont publiés :

● **Armées** : une loi relative aux mesures en faveur du personnel militaire dans le cadre de la professionnalisation des armées (*Le Monde* du 22 novembre).

● **Médecins** : un décret relatif au reversement exigible des médecins conventionnés en cas de non-respect de l'objectif prévisionnel d'évolution des dépenses médicales, et modifiant le code de la Sécurité sociale. Un rapport du ministre du travail et des affaires sociales au premier ministre, sur ce décret (*Le Monde* du 20 décembre).

le souvenir de ceux qu'il aimait : ses parents.

Joseph et Frida,

déportés à Auschwitz en février 1942 et qui n'ont pas eu de tombe, ses seconds parents,

Pierre et Madeleine,

morts en avril 1981 et septembre 1985,

Odile,

sa belle-mère, partie en mai 1991 et dont le souvenir nous accompagne.

Une cérémonie religieuse sera célébrée le vendredi 27 décembre, à 10 heures, en l'église Saint-Jacques du Haut-Pas, Paris-5<sup>e</sup>.

La mise en terre aura lieu à Port-Bleu (Côtes-d'Armor) le samedi 28 décembre, à 11 heures.

Merci au professeur Andrieu, au docteur Le Meignan et à toute leur équipe pour s'être battus avec lui.

1, rue du Val-de-Gize, 75005 Paris.

— Frédéric et Claude Bourgeois, Danielle et Violette Goussier, leurs enfants et petits-enfants, ont la tristesse de faire part du décès de

M<sup>me</sup> Charles GERMAIN, née Marcelle BREVIER, survenue le 17 décembre 1996.

11, rue Jean-Ferrand, 75006 Paris.

## CARNET DU MONDE

Télécopieur : 01-42-17-21-36

— Valence, Charville.

M. Denis Ketchedian,

son épouse,

Et sa fille Vanessa,

Ainsi que toute sa famille,

ont la douleur de faire part du décès de

M<sup>me</sup> Viviane KETCHEDJIAN,

née SEMERDJIAN,

professeur agrégé d'anglais

à la faculté Jean-Monnet

(Paris-Sud),

survenue à l'âge de cinquante-quatre ans.

Les obsèques ont été célébrées ce lundi

23 décembre, à Valence (Drôme).

81, avenue Raymond-Poincaré,

75116 Paris.

— Claude Pardo,

Jenny et Alain Ciel,

Claudine et Benjamin Pardo

et leurs enfants,

ont la tristesse de faire part du décès de

Jacques PARDO,

survenu le 20 décembre 1996.

Les obsèques auront lieu au cimetière

parisien de Bagneux, mardi 24 décembre,

dans l'intimité familiale.

Ni fleurs ni couronnes.

— Selon les vœux de

Léopold VITORGE,

décédé dans sa maison entouré de sa

famille, le 19 décembre 1996,

réunissons-nous de la fin de ses

souffrances.

L'inhumation a eu lieu dans l'intimité

familiale.

Anniversaires de décès

— Il y a deux ans, le 24 décembre 1994,

Albert KOLNETCHANSKI

nous quittait.

« L'absence est le plus grand des maux. »

Jean de La Fontaine.

— Pour

Pierre de LESTAPIS,

le 24 décembre.

« La vie à l'improviste est revenue  
Comme elle avait soudain cessé »

Ingrigue

C'est de nouveau la même vieille rue  
Le même jour et la même heure  
La même joie et les mêmes soucis  
Et le couchant n'a pas changé »

[Les flammes.]

Boris Pasternak

« Le Docteur Jivago. »

— Il y a six ans,

Pierre FERRON,

ancien combattant d'Indochine,

capitaine volontaire de la Résistance,

citation à l'ordre de la Division,

croix de guerre 1939-1945

a quitté les siens.

Une pensée toute particulière est  
adressée à tous ceux qui l'ont aimé et  
entend.

— En ce sixième anniversaire du décès

de

Bob WESTHOFF,

une affectueuse pensée est adressée à

tous ceux qui l'ont connu et aimé, en

union avec les masses qui seront dites à

son intention.

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—



# Les ados, clients à la tête de bois

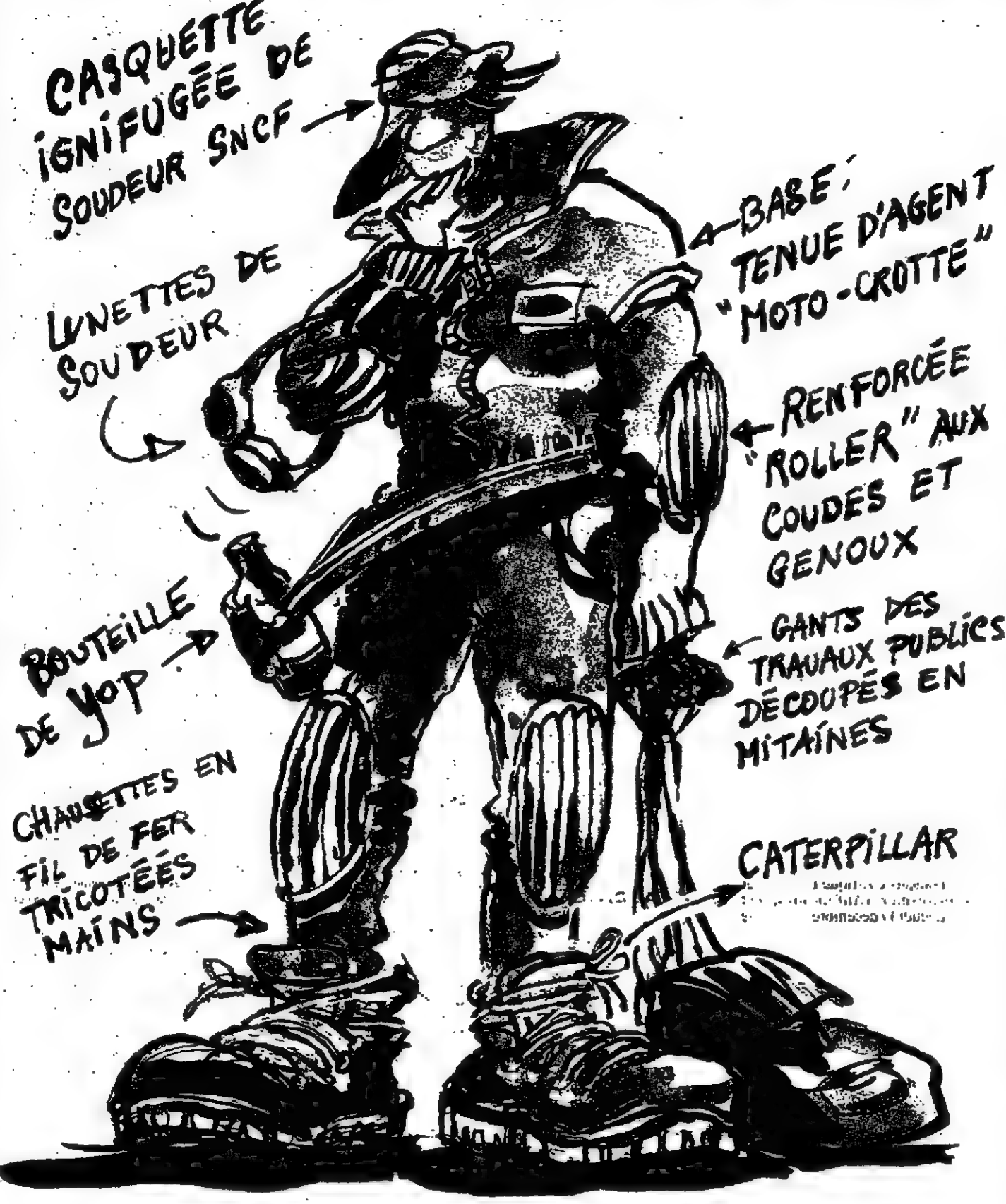
**L**es directeurs du marketing transpirent, les responsables commerciaux pâlissent, les publicitaires s'arrachent les cheveux. Dans l'univers des affaires, les 13-18 ans sont une casse-tête - certains disent même une calamité - qu'il est devenu impossible d'ignorer. Enjeu commercial aussi stratégique que périlleux, les adolescents ne se contentent pas de faire la pluie et le beau dans les secteurs de l'habillement, des articles de sport ou des boissons gazeuses, auxquels ils consacrent le plus clair de leur argent de poche (1 000 francs par mois en moyenne, mais avec d'énormes différences des uns aux autres). « Zappeurs » dans l'âme, leurs coups de cœur sont, pour ainsi dire, autant de pieds de nez à la logique et aux mécanismes bien huilés du business.

« La migration, ce sont surtout les 15-18 ans qui nous la donnent. Les lycéens sont moins spontanés, plus méfians que les collégiens. Confrontés à de difficiles choix d'orientation, ils sont plus introvertis. « Vous ne pouvez pas comprendre », disent-ils. Ils ont le poids du monde sur leurs épaules », constate Sandrine Brunel. Chef de groupe chez Orangina, la jeune femme se souvient avec effroi du tournage d'un petit film réalisé à la sortie d'un collège-lycée et destiné à être projeté aux responsables commerciaux de la société. « Les collégiens étaient ravis qu'on leur offre des échantillons gratuits et livraient volontiers leurs impressions. Les lycéens, mâchoires serrées, haussaient les épaules et refusaient les échantillons qui leur étaient proposés. » Si Orangina persiste à faire des 13-18 ans son « cœur de cible », d'autres sociétés comme BIC, Swatch ou Crelas, par exemple, ont renoncé à toute communication directe avec ces enfants terribles. Les blousons Chevinon, stars des journeaux à la charnière des années 80-90, n'ont-ils pas été jetés, du jour au lendemain, aux orties ? Bien que très fréquentée par les teen-agers, la chaîne de magasins de sport Décathlon préfère, lorsqu'il s'agit de vanter les qualités des équipements portant sa griffe (vélos tout-terrain, cerf-volants, rollers, etc.), ne pas s'adresser spécifiquement à cette catégorie d'âge. « Notre philosophie - le sport pour tous - ne convient pas aux ados : ils veulent des sports bien à eux, expliquent les dirigeants. Les valeurs universalistes ne leur disent rien. Au contraire. »

Ces insaisissables 13-18 ans ont provoqué naufrages commerciaux et divines surprises. Le succès des Doc Marten's en est un des meilleurs exemples. L'an passé, dix millions de paires de ces énormes godillots ont trouvé preneur ; 600 000 ont été vendues en France et, dans 70 % des cas, à des filles. En cette fin d'année 1996, les must de la planète ado font résolument dans le « look chandler » : on se chausse en Caterpillar, comme les ouvriers des travaux publics américains, on enfle les doudounes Carhartt, veste de travail portée par les rappeurs d'outre-Atlantique, les vêtements marins Helly Hansen ou les jeans Diesel.

Fait assez réjouissant, ces produits dont s'enrichissent soudain les adolescents ont rarement nécessité une longue et patiente étude de marché. « Les 13-18 ans savent exactement ce qu'ils veulent. Ils choisissent un produit et le montent en épingle sans que l'on puisse vraiment le prévoir, analyse Alix Baillot, du cabinet de consultant en marketing Martine Le Herpuez. Ce sont eux qui provoquent l'émotion. Une marque peut accompagner le mouvement, mais, dès qu'elle maîtrise son succès, elle risque d'être rejetée. Difficulté supplémentaire : ils sont capables de réaliser des arbitrages très serrés entre différentes dépenses pour se concentrer sur un achat dont ils auront vraiment envie. Il y a dix ans, personne ne pensait pouvoir vendre à un adolescent une paire de chaussures de sport à plus de 800 francs. »

Cet art du contrepiéd soufre tout de même de notables exceptions. Coca-Cola, Nike, Hollywood, Levi's ou McDonald's remplissent depuis des années un univers symbolique très américain. Mais celui-ci n'est pas aussi figé qu'il y paraît. Bien sûr, le goût du Coca-Cola, des hamburgers McDo ou des chewing-gums Hollywood n'évolue pas davantage que la forme des Levi's ou des coussins d'air de Nike. Pourtant, ces marques stars ne



**Comme les jeunes font et défont leurs modes, apparemment sans raison, les professionnels du marketing, déconcertés par ces clients primesautiers, préfèrent recibler leurs produits sur des acheteurs moins fantasques**

cessent d'adapter les messages volontaristes - et dont le contenu (l'émotion, l'aventure, l'indépendance...) n'engage d'ailleurs pas à grand-chose - qu'elles adressent à la jeunesse. Du registre très mondialisé de Coca-Cola à l'image plus rebelle de Nike, ce discours passe de plus en plus par le sponsoring de sportifs ou de musiciens, sélectionnés autant pour leur personnalité que pour leurs talents.

**S**PECIALISTE de la consommation juvénile, Joël-Yves Le Bigot, président de l'Institut de l'enfant, juge parfaitement logique cette appétence pour le rêve américain, les sports d'équipe, l'émotion musicale et l'irrévérence. « La société, les parents et les enseignants s'acharnent à imposer l'inverse : le nationalisme culturel français, la primauté des mathématiques sur la musique et le sport, le conformisme intégrateur et les filières établies par rapport aux parcours buissonniers », analyse-t-il.

Eric Chambat, responsable marketing de la filiale française du constructeur italien de scooters Piaggio, consacre une grande partie de son temps à tenter de décoder le monde adolescent. « Le teenager oscille entre la "rassurance" et le mythe liés aux grandes marques et

sa volonté de se rebeller tout en s'identifiant à son groupe. Dans les deux cas, il cherche de l'authenticité », insiste-t-il. Cette quête, qui se déroule dans un environnement où les parents ne constituent plus la seule référence, renforce les phénomènes de tribu qui se cristallisent autour des genres musicaux ou des codes vestimentaires. « Dès lors, poursuit Eric Chambat, notre objectif consiste à convaincre les leaders de ces tribus. Dans une ville, il

**« Il y a dix ans, personne ne pensait pouvoir vendre à un adolescent une paire de chaussures de sport à plus de 800 francs »**

suffit que trois ou quatre d'entre eux choisissent un nouveau produit pour que le succès se démultiplie. Mais ces tribus sont de plus en plus diverses et la fascination pour les marques brouille les repères sociaux traditionnels. » Le leader n'est pas forcément le premier ni le dernier de la classe mais celui qui, par sa personnalité, sait jouer avec les signes transgressifs sans trop s'aliéner le monde des adultes. Après avoir appris à ses dépens

que le marché du sport est de moins en moins celui des sportifs, Adidas est passée maître dans l'art de naviguer à vue en pays adolescent. Aujourd'hui, la firme allemande est formelle : la fin du « look basket-ball » est imminente. « Depuis trois ou quatre mois, assure Isabelle Madec, spécialiste de l'habillement au sein de la marque, on sent que la mode vestimentaire bascule au profit de tout ce qui tourne autour du roller », ces patins

dont les roulettes sont généralement placées en ligne. « Nous allons donc proposer de nouvelles lignes de vêtements, avec genouillères, renforts et couleurs plus criardes », souligne-t-elle, s'avouant toutefois incapable de se prononcer sur la durée de ce nouveau courant. Devant tant d'incertitude sur l'avenir, la meilleure parade reste encore la fuite en avant. Depuis 1994, le nombre de collections présentées chaque année par

les fabricants de sportswear est passé de deux à quatre.

Les adolescents affirment leur identité en détournant les mots mais aussi les objets. Ces jeunes gens, qui adoptent les vêtements professionnels, s'habillent aussi en combinant plusieurs marques, ou « déstructurent » la décoration de leurs scooters - dont les coloris ont pourtant fait l'objet d'une multitude de tests, y compris auprès de panels de lycéens-cobayes.

Cette capacité à se moquer de tout inspire parfois des tentatives audacieuses. Le groupe Nina Ricci vient ainsi de lancer « Les Belles », un parfum destiné aux adolescentes, dont la publicité fait apparaître d'espiègles jeunes filles, les dents couvertes de rouge à lèvres. « Ils adorent la dérision et les codes visuels les plus heurtés mais ont horreur qu'on les singe ou que l'on communique avec eux sur un ton trop didactique », prévient Sylvie Prieur, de l'agence de publicité J. Walter Thompson. Pour être bien reçu, un message sur la drogue ou le sida ne doit pas venir des adultes, mais apparaître comme une parole initiée par le groupe lui-même. »

Cette hypersensibilité exige de ne pas badiner avec certains codes de communication. Tout dérapage est immédiatement sanctionné. En

1994, les produits laitiers Yop sont tombés en disgrâce auprès des teen-agers après la diffusion d'une publicité télévisée illustrant un conflit de voisinage entre des adultes et un groupe de jeunes musiciens. « Ce message a été perçu par les intéressés comme le regard qui est porté sur les ados et non comme la réalité telle qu'ils la vivent. Nos ventes en ont souffert », admet-on chez Yoplait. Depuis, Yop a retrouvé le chemin des 13-18 ans grâce à un film publicitaire, réalisé par Bertrand Tavernier, mettant en scène un anti-héros échappant à une tentative à peine voilée de rachat.

**O**BNUBLIÉS par la nécessité de tisser un lien affectif et « authentique », les marques cultivent la proximité avec leurs jeunes clients en multipliant les opérations d'animation locales ou en leur proposant, comme Hollywood cet été, de les transporter gratuitement par car à travers la France. « Leur vendre du rêve ne suffit plus. Il leur faut du rêve au quotidien », résume le fabricant de barres chocolatées Lion (groupe Nestlé), qui organise des sélections en vue d'un grand « raid urbain » à New York.

Lassées de voir le consommateur adolescent passer à travers les mailles de leurs filets, certaines sociétés préfèrent abandonner le terrain. Plébiscitée puis boudée par les 13-18 ans, la marque de chaussures et de textile Crelas (groupe André) a changé toute son équipe. Elle s'intéresse dorénavant aux 20-30 ans ; « auprès desquels elle compte mettre à profit l'expérience qu'elle affirme avoir durablement engrangée en fréquentant « le monde complexe et décalé des teen-agers ».

Cette démarche épouse une réalité tangible : aujourd'hui, les adolescents sont devenus la génération de référence du discours publicitaire, celle à laquelle on s'identifie volontiers. Agent de propagation de tous les courants de consommation - les tenues vestimentaires amples, la fameuse casquette, la mode « techno » aux couleurs vives, la façon de parler popularisée par les Guignols de l'Info, par exemple -, les teen-agers fascinent leurs aînés. On ne compte plus les publicités faisant appel à des 13-18 ans chargés de mettre en valeur des produits ou des services exclusivement destinés aux adultes (Vogitec, EDF, Fiat, Vedette).

« Il n'y a pas si longtemps, les 13-18 ans s'identifiaient aux adultes. Progressivement, la relation s'est inversée, note la publicitaire Sylvie Prieur. La génération du baby-boom, qui a élevé ses enfants de façon très permissive - et avec des fortunes diverses - veut demeurer proche de sa progéniture. Elle veut rester aux commandes sans vieillir. » A cet effet d'image, s'ajoute un effet de « prescription » plus direct encore. Selon la Sécodip (Société d'étude de la consommation, de la distribution et de la publicité), un adolescent de seize ans sur trois réclame de ses parents qu'ils achètent une marque particulière d'eau de toilette et trois sur quatre revendiquent un shampoing bien précis. Plus important encore, 70 % des mères de famille accèdent à ces demandes.

Les règles du jeu imposées par les 13-18 ans sont tellement imprévues que les stratégies commerciales se lamentent de ne jamais savoir vraiment pourquoi ils ont échoué ni même comment ils ont pu réussir à leur faire aimer tel ou tel produit. Avec les adolescents, il faut s'attendre à tout. Demain, assurent les experts en consommation juvénile, il n'est pas impossible qu'ils plébiscitent Damart, Cœur Croisé de Playtex, les lunettes à double foyer, les antiques Mobyette bleues ou les disques de Nana Mouskouri...

Jean-Michel Normand  
Dessin : Hélène Perdereau



## Le Monde

ÉDITORIAL

## La survie du PCF

**L**e communisme a occupé une trop grande place dans l'histoire de la France au XX<sup>e</sup> siècle pour que l'on ne prenne pas le temps d'évaluer sa situation à l'approche de l'an 2000. Il se serait certes facile de se borner à rappeler que ce parti, qui avait réuni près de 30 % des suffrages au lendemain de la seconde guerre mondiale, n'en obtint plus qu'à peine 9 % cinquante ans plus tard. Contemplant dans des « bastions » eux-mêmes attaqués ou, parfois, minés de l'intérieur par l'évolution personnelle des maîtres, le communisme à la française vivrait non pas une « mutation », selon le mot-fétiche du secrétaire national du parti, mais une dégénérescence, qui l'amènerait peu à peu, comme le Parti radical, à n'être plus qu'une amicale d'élus profitant de micro-cultures locales pour préserver leur héritage.

Ce serait aller vite en besogne que de déclarer éteinte la flamme d'un communisme français qui, pour avoir été réconcilié et corseté à la fois par le modèle soviétique et par ses intraitables agents, n'en plonge pas moins ses racines dans une tradition nationale dont les premiers germes étaient apparus à la fin de la Révolution de 1789. Les relations conflictuelles entre le courant

socialiste et le courant communiste, en France, ont été dominées pendant soixante-dix ans par la question soviétique, mais le mouvement ouvrier d'avant 1917, dont l'unité organique n'avait été réalisée par Jean Jaurès qu'en 1905, était lui-même traversé de débats qui opposaient déjà « parlementaires » et « syndicalistes », « électoralistes » et « activistes », « républicains » et « ouvriéristes ».

Sans que les relations actuelles du PCF avec le PS puissent être réduites à ces querelles antiques, les dernières années ont montré, en tout cas, que l'effondrement du système communiste international n'a pas ramené purement et simplement sa branche française dans le giron de la social-démocratie. L'espace communiste s'est réduit, mais il n'a pas disparu. En témoignent,

au-delà des résultats électoraux, la controverse proprement française sur la signification et la valeur de l'engagement communiste au temps de la lutte contre le fascisme et le nazisme : tout partisan communiste était-il conscient et comptable des méfaits du « communisme réel » tel que le pratiquait Staline ou bien faut-il, encore et toujours, exonérer l'idéal de sa perversion ?

Le communisme français d'aujourd'hui tente, sous la conduite de Robert Hue, de trouver sa voie, comme ses lointains ancêtres, entre l'aspiration au pouvoir, qui ne pourrait être satisfaite qu'au titre d'allié minoritaire des socialistes, et l'expression d'une aspiration sociale à un ordre nouveau. Il est encore trop tributaire de son propre passé pour proposer une synthèse convaincante entre l'une et l'autre. Le système de pouvoir propre au PCF reste ce qu'il est, et son nouveau secrétaire national en use comme son prédécesseur : les voix discordantes restent étroitement contrôlées, le débat plus apparent que réel. A ce prix, le communisme français survit, ce qui n'était pas acquis il y a quelques années. Il n'est pas sûr que ce soit suffisant pour le faire revivre.

## Un curieux navire par Marcel Rosette

**M**AIS si, tu le connais, ce curieux navire. Ecoute bien ! Construit en 1920, il était à l'origine un navire-école destiné à former des « hommes véritables » capables d'affronter les pécuniaires de la mer.

C'est un bateau à voile au foc rouge et à la grand-voile tricolore. Certains apprécient sa puissance, d'autres la craignent, mais tous respectent la pureté de sa ligne. Avec une boussole modèle 1917, le voilier a longtemps recherché la poussée des vents d'est, venus qui devaient lui garantir le beau temps.

Les matelots, eux, médisent notre reconnaissance pour avoir participé, lors de multiples tempêtes, au sauvetage de naufragés en péril. Mais, outre leur dévouement sans bornes, il faut dire que le but suprême de leur voyage était d'atteindre la Terre promise.

Or, sur cet itinéraire, voilà que l'embarcation passe un port inconnu. C'est la nuit. Les matelots de quart, guidés par les étoiles, donnent l'alerte et disent : « Il faut changer de cap pour éviter une zone de récifs ».

Le capitaine, qui a du métier, entend bien mais n'écoute pas. Avec le temps, il est vrai, il a pris goût au pouvoir et, avec l'âge, l'opinion des flatteurs se fait de plus en plus pesante. Alors, se fiant à sa propre vi-

sion, seul au gouvernail, il décide de garder le cap.

Refusant le choix du capitaine, les matelots, en nombre grandissant, mettent les chaloupes à la mer et gagnent le port voisin. Ils ne désertent pas ; ils veulent rester fidèles à leurs rêves. Finalement, la moitié de l'effectif quitte le bateau. Soudain, voici qu'arrive de l'est un violent ouragan. Le foc se déchire, la coque du voilier s'abîme sur les récifs et des voiles d'eau apparaissent, à babord, comme à tribord.

Le capitaine, qui a longtemps prétendu que la boussole indiquait globalement la bonne direction, doit faire face à la colère des matelots. Il décide alors de nommer un successeur.

Le nouveau capitaine, homme que l'on dit gentil et plein de bonne volonté, juge qu'il faut gouverner autrement. Le foc se déchire, le foc et colmatent les voiles d'eau. Mais où aller ? A l'écoute de diverses opinions, il hésite. Pour ne pas faire trop de vagues, il décide de naviguer à vue. Il a une idée fixe : préparer la compétition navale prévue à brève échéance dans le port.

Alors, fait nouveau sur le navire, des matelots osent donner tout haut un autre point de vue que celui du capitaine. Un grand débat s'instaure sans tarder sur la ques-

tion décisive : « Que faire ? » Certains affirment que la boussole est bonne, mais qu'il faut savoir s'en servir. Ils préconisent de garder le même cap, quels que soient les écueils. Peu nombreux, ces jusqu'au-boutistes possèdent cependant quelques positions fortes sur le bateau.

Beaucoup de matelots se rallient au nouveau capitaine et répètent sur tous les tons : « Oui ! changeons de route ! », mais les actes ne suivent pas les paroles et le voilier fait du surplace.

Enfin, il y a les marins qui voudraient accoster, conduire le bateau au radoub, connaître l'avis des loups de mer au port, modifier le cap et accueillir les matelots qui étaient partis. Dans le même temps, au port, avec des jumelles, on regarde l'embarcation immobilisée au milieu des récifs. Les discussions vont bon train.

Les habitants d'abord, ont remarqué le changement de capitaine. Ils éprouvèrent pour le nouveau, avec sa barbe et son air bonhomme, une franche sympathie. Ils lui souhaitent bon vent.

Parmi les matelots qui avaient quitté le bateau, il y a ceux qui ont perdu confiance. La plupart ne se sont pas embarqués sur d'autres navires. Ils sont tristes, avec ou sans regrets. Ils regardent la mer en y cherchant une lueur d'espoir. Il y

a aussi, à terre, ceux qui sont prêts à repartir mais s'interrogent. Le capitaine pourra-t-il bien diriger le voilier si, outre sa fonction d'officier de marine, il se laisse aller, comme les autres, à cumuler les mandats à terre ?

Et puis, sur le port, les vieux loups de mer, à la retraite, ne se privent pas de commentaires. Parmi eux, assis sur un banc, se tiennent les trois sages. Le premier dit : « Le capitaine ferait bien de faire radoub son navire totalement, de la proue à la poupe. Le second ajoute : « Il ne suffit pas d'appeler les matelots « citoyens », encore faut-il qu'ils puissent vraiment choisir leurs chefs et en changer si besoin est. »

Le troisième, lui, conclut : « Il n'y a pas de cap qui mène directement au bonheur. C'est en bousillant au long du chemin, c'est en agissant de conserve avec les terribles, que les matelots participent réellement au devenir de tous. »

Surprise ! Derrière eux se tenait un moussillon qui avait tout vu et tout entendu. Il dit alors aux loups de mer : « Oh ! Vous, les anciens, ne seriez-vous pas en train de me conter les heures et malheurs du PCF ? »

Marcel Rosette, adhérent au PCF depuis 1942, est ancien maire de Vitry-sur-Seine.

## DANS LA PRESSE

## EUROPE 1

Alain Duhamel

■ Le découplage apparent entre le PC et la CGT n'est pas forcément de bon augure pour le gouvernement ni même pour le Parti socialiste. Après une phase de déclin, la CGT retrouve en ce moment de la vigueur, des adhérents, des couleurs. Elle le fait sur une base de pugnacité très accrue. Or, au même moment, la FSU obtient des résultats spectaculaires aux élections professionnelles chez les enseignants, et SUD remporte quelques succès spécifiques ici et là. Cela signifie qu'un pôle de radicalité est en train de se constituer au sein du mouvement syndical. Il ne facilitera certainement pas la tâche du gouvernement au début de l'année prochaine, notamment pour ce qui concerne la réforme de l'industrie de l'armement et celle de la SNCF.

## THE FINANCIAL TIMES

William Dawkins

■ L'affaire des otages au Pérou est un test de la capacité du Japon à résoudre une crise internationale, au moment où ce pays intensifie sa campagne pour être admis parmi les membres permanents du Conseil de sécurité des Nations unies. Il est trop tôt pour juger de la manière dont Tokyo exerce sa part de responsabilité dans la riposte aux preneurs d'otages. Le gouvernement japonais a donné son accord au président péruvien pour que ce dernier adopte une ligne dure face aux demandes des rebelles. Il s'agit là d'une apparente rupture avec la tendance traditionnelle du Japon à céder aux menaces terroristes. Si les autorités péruviennes se décident à utiliser la force sur ce qui est techniquement un territoire japonais, l'accord de Tokyo devrait être requis. Ce serait la plus difficile des décisions diplomatiques auxquelles le gouvernement de M. Hashimoto ait été confronté jusqu'à présent.

## L'Allemagne recherche une diplomatie « normale »

Suite de la première page

Mieux encore, c'est en renonçant à des morceaux de souveraineté qu'elle entamait la tutelle des puissances victorieuses, jusqu'à recouvrer une pleine souveraineté.

Pour quoi faire ? C'est la question que se posent aujourd'hui les Allemands. Le chancelier Kohl continue d'apporter la réponse traditionnelle. Fort de l'expérience d'une génération qui a encore connu la guerre, il estime que l'unification de l'Europe doit être l'objectif prioritaire de sa politique et il va répétant qu'il quittera le pouvoir seulement après avoir assuré le succès de la monnaie unique. Pour atteindre ce but, les Allemands doivent se garder d'utiliser le pouvoir que leur donne leur statut de première puissance en Europe et de se montrer cassants avec leurs partenaires, s'ils ne veulent pas courir le risque de faire revivre les soupçons ancestraux, prompts à ressurgir à la moindre occasion. C'est cette règle de conduite que Theo Waigel a eu parfois tendance à oublier dans les discussions sur le « pacte de stabilité » avec ses collègues ministres des finances, mais il n'est pas le seul membre du gouvernement allemand dans ce cas.

Helmut Kohl, en revanche, ne perd pas une occasion de manifester son engagement européen. L'exemple le plus récent en est sans doute le soutien personnel qu'il apporte à la France dans sa querelle avec les États-Unis à propos de la réforme de l'OTAN. Le chancelier s'est placé personnellement aux côtés de Jacques Chirac pour revendiquer le commandement Sud de l'organisation atlantique au profit d'un officier européen. Cette attitude est d'autant plus remarquable qu'il est rare que, confrontés à un choix entre Paris et Washington, les dirigeants allemands penchent pour leurs partenaires français aux dépens de leurs alliés américains. Helmut Kohl n'a pas cédé - jusqu'à présent - aux pressions « amicales » qui n'ont pourtant pas manqué de la part des États-Unis pour l'amener à changer d'avis.

Le chancelier mène une politique très habile vis-à-vis de l'Allemagne un pays qui, sans oublier sa responsabilité dans les crimes du passé, évite à la fois les pièges de la conscience malheureuse et ceux de l'arrogance, bref un pays « normal », capable de tenir sa place. La manière dont il a réussi, avec l'aide de son ministre de la défense Volker Rübe, à créer petit à petit un consensus dans l'opinion publique et les grands partis politiques allemands sur la participation de la Bundeswehr à des missions de maintien de la paix est significative à cet égard. Pour la première fois

depuis la fin de la guerre, des soldats allemands pourraient être engagés dans des opérations armées, lusteront dans l'ex-Yougoslavie où la Wehrmacht a laissé de sinistres souvenirs, sans déclencher de protestations internationales.

Les Allemands ne peuvent plus se contenter de pratiquer « la diplomatie du chèque », c'est-à-dire avancer des fonds quand leurs partenaires prennent des risques physiques, comme ils l'ont fait pendant des décennies et encore au moment de la guerre du Golfe, ne serait-ce que parce que, en Allemagne aussi, les caisses sont vides. Cette situation aura également des conséquences sur la politique européenne de Bonn. Depuis l'origine du Marché commun, la RFA a été le plus gros contributeur net, certains disaient même « le trésorier », de l'Europe. Les Allemands l'acceptaient parce que les bénéfices économiques et commerciaux induits n'étaient pas négligeables, mais aussi, et peut-être surtout, parce qu'ils savaient que c'était le prix à payer pour leur réintégration dans la communauté internationale.

Il ne sont plus demandeurs, et ce changement de position devrait être perceptible lorsque, dans les prochains mois, commenceront les discussions sur le nouveau budget européen. Dans un cénacle de politologues et d'économistes allemands, une voix qui s'élève pour que le gouvernement de Bonn se serve ouvertement de sa situation de « trésorier » européen comme d'un levier politique continue de faire scandale. Le « politiquement correct » allemand interdit encore d'afficher un tel cynisme. Mais certains osent braver le tabou. Et ce n'est qu'un exemple parmi d'autres.

L'Allemagne est partagée entre la volonté de défendre ses propres intérêts, qu'elle ose à peine qualifier d'« intérêts nationaux », et le confort relatif d'une politique extérieure et de sécurité commune à l'Union européenne (PESC), qui lui éviterait de se poser trop de questions. Si la PESC reste à l'état embryonnaire après la conférence intergouvernementale sur la réforme du traité de Maastricht - ce qui ne peut être exclu -, l'Allemagne sera renvoyée à elle-même. Or, comme le remarque un ancien ambassadeur et fin observateur de la diplomatie allemande, Hans Arnold, elle ne peut guère s'orienter en fonction de ses traditions diplomatiques, contrairement à ses partenaires. « Quelques années de la République de Weimar mises à part, il n'y a pas eu depuis un siècle, pour être précis depuis le renvoi de Bismarck en 1890, de politique étrangère allemande indépendante, qui soit à la fois praticable par l'Allemagne, acceptable par les autres États et par-dessus le marché un tant soit peu raisonnable. »

Le « retour » de l'Allemagne au centre de l'Europe depuis la réunification, sa prééminence économique comme les ratés de la construction européenne placent ses dirigeants devant un défi que depuis six ans ils peinent à relever.

Daniel Vernet

## RECTIFICATIFS

## CGT PAS-DE-CALAIS

Sylviane Beauchet, réélue en juin, secrétaire de l'union départementale CGT du Pas-de-Calais, n'est plus membre du PCF depuis deux ans, contrairement à ce qui était écrit dans l'article consacré au départ de la CGT du bureau national du PCF (Le Monde du 19 décembre).

## LA POLITIQUE DE LA CGM

La direction de la Compagnie générale maritime (CGM) indique qu'elle n'a pas l'intention de faire passer sous pavillon des Bahamas les trois navires Korrigan, Houston-Express, et Remor actuellement frétés à

des armements tiers, contrairement à ce que nous avons écrit, de source syndicale, dans Le Monde du 19 décembre. La CGM ajoute toutefois : « Ces navires resteront, jusqu'à leur vente ou leur prochaine affectation, sous pavillon français et armés au registre TAAF », c'est-à-dire le « pavillon bis » français qui permet d'employer des équipages étrangers.

## GASTON MIRON

Le principal recueil poétique de Gaston Miron, *L'Homme rapaillé* (c'est-à-dire « reconstruit », « rassemblée » et non « remplacé » comme il était écrit dans nos éditions de décembre), a été réédité en France chez Maspéro en 1981, et non en 1988.

## Un appel pour Alain Mesili, prisonnier politique en Bolivie par Régis Debray

**A** la veille des feux de cheminée, papiers dorés et repas de famille, un simple rappel : à la prison de haute sécurité de Chonchoco, en Bolivie, à 4 000 mètres d'altitude, un Français passera Noël au froid, et en solitude : Alain Mesili, quarante-six ans, toujours sans jugement. C'est le seul Français prisonnier politique en Amérique latine. Il faut nous en souvenir, collectivement. Incarcéré là depuis février 1995, notre compatriote n'a comparu pour la première fois devant un juge qu'un an plus tard. Dans son dossier, aucun commencement de preuve. Mais quatre chefs d'accusation : soulèvement armé, association de malfaiteurs, terrorisme aggravé, assassinat.

Les mots et les choses. Des mots à faire frémir, dont le signataire a senti le poids, jadis - autres circonstances, même contexte. En ce qui le concerne, ils correspondent à bien peu de choses : un défilé d'amitiés, des expressions de sympathie. Mesili est accusé d'avoir conduit une voiture transportant des membres d'un groupe armé d'extrême gauche. Ce groupe, en 1990, a commis un attentat contre la résidence de marines américains à La Paz, durant lequel un policier bolivien a été tué. Mesili, ce jour-là, était hospitalisé, les preuves sont formelles. Qu'importe ! On lui reproche aussi d'avoir loué, sous son nom, l'appartement dans lequel a été séquestré un industriel bolivien, tueur d'étrangers condamnés au cours d'un assaut donné à La Paz par la police en décembre 1990. Il nie cette location, et de

toute façon, il se trouvait à Cuzco (Pérou), lors des faits. De conviction indigéniste, cet homme généreux, sans rien d'un idéologue, avait pour amis des jeunes qui, pour la cause, ont fait des folies, qualifiables de crimes, et qu'ils ont chèrement payées (la plupart sont morts). De sa part, on peut appeler cela de la légèreté, non de la naïveté. Mesili, guide de haute montagne, familier de la glace et du ciel, n'est ni un assassin ni un terroriste. Le sang n'est pas son bouillon de culture.

Comment un poète a-t-il pu atterrir dans ce terrible imbroglio ? En faisant escale à Miami, où il fut arrêté, lors d'un retour en France. Il a servi de pion sur un échiquier où il ne peut mais, dans le jeu d'échecs compliqué qui se déroule entre les États-Unis et les pays du Sud, producteurs de drogue. Les premiers ont échangé la livraison d'un cologne, trafiquant notoire, par les autorités boliviennes contre la remise à ces dernières d'un Européen soupçonné de collusion avec une opposition armée. Et le gouvernement américain fait aujourd'hui pression sur La Paz, de tout son poids, immense, pour que sa monnaie d'échange reste en prison. Donnant-donnant. C'aurait pu être un autre, c'est tombé sur lui.

Alain Mesili n'a pas eu de chance. Il accumule les torts, il est vrai. Le premier, vis-à-vis de son pays d'adoption, c'est d'être français. Les nationalistes, les gouvernements en général, et les latino-américains en particulier, ont de tout temps une affection particulière pour l'étranger, bouc émissaire idéal, révélu à disposition,

preuve incarnée que tous les maux viennent du dehors : haro sur le boudet. Le second, vis-à-vis de son pays natal, c'est de ne pas avoir de « nom ». Il aurait dû y avoir une « affaire Mesili », mobilisant opinion et ministères. Hélas ! ce n'est pas un « intellectuel ». Il ne sort pas d'une grande école ni d'un bon milieu. Peu d'amis bien placés chez nous, une presse insouciance, pas de mouvement militant en sa faveur, du moins pour le moment. Pupille de la nation, installé depuis vingt ans en Bolivie, marié à une Bolivienne, ce pionnier du tourisme d'aventure sur les glaciers andins n'a à son actif que des escalades entre ciel et terre. Sa bien méritée modestie n'a pas empêché Danielle Mitterrand, le sénateur Pierre Bismans, représentant nos autorités, de saisir à maintes reprises leurs homologues boliviens de ce cas d'injustice singulier, mais sans résultat jusqu'à aujourd'hui. Les États-Unis veillent. La Bolivie aujourd'hui n'est plus celle des dictatures que j'ai connue. Son gouvernement démocratique, qui cherche à bon droit son indépendance, s'honorait grandement en faisant bénéficier Alain Mesili, quel que soit le verdict final, d'une mesure d'élargissement - amnistie, grâce ou expulsion. Tous les Français, soyons-en sûrs, du président de la République jusqu'aux simples citoyens de ce pays, lui en seraient profondément reconnaissants.

Régis Debray est philosophe et écrivain.

هكذا من الامم



Le Monde

# ENTREPRISES

LE MONDE / MARDI 24 DÉCEMBRE 1996

17

## POLITIQUE MONÉTAIRE

Dans un entretien au Monde, le gouverneur de la Banque de France, Jean-Claude Trichet, exprime son optimisme à propos de la croissance en

France pour 1997. Mettant en avant la bonne compétitivité de l'économie française, il appelle les entreprises et les ménages à investir. **DANS LA LUTTE CONTRE LE CHÔMAGE**, M. Trichet estime que, c'est des Pays-Bas et du Danemark, qui ont mené à bien des réformes pragmatiques et consensuelles, que la France a le plus d'enseignements à tirer.

**LE GOUVERNEUR DE L'INSTITUT D'ÉMISSION** souhaite que l'euro soit « aussi solide, aussi crédible et aussi fort que le franc d'aujourd'hui ». Commentant les propos récemment

tenus par Valéry Giscard d'Estaing, tout en refusant d'entrer dans une polémique, il affirme que « l'opinion publique soutient très majoritairement la politique monétaire actuelle ».

## M. Trichet affirme que l'opinion publique soutient la politique du franc fort

Dans un entretien au « Monde », le gouverneur de la Banque de France déclare que les Français comprennent qu'il n'est pas dans leur intérêt de déprécier la monnaie. Il exprime sa confiance dans la reprise



JEAN-CLAUDE TRICHET

« L'an dernier, vous aviez exprimé votre confiance dans la reprise. Pourtant l'économie française termine avec une moyenne annuelle de 1,3 %. Comment obtenez-vous en 1997 les 2,5 % annoncés par l'Insee ? »

« Vous venez de citer la croissance en moyenne de 1996 par rapport à 1995, qui sera, selon l'Insee, de 1,3 %. La croissance du début à la fin de l'année 1996 - ce qu'on appelle le « glissement » - sera, selon l'Insee, de 2 %, ce qui est mieux. Avons-nous tort à ce point d'exprimer notre confiance dans la reprise ? Nous croyons que nous avons la capacité de faire mieux à moyen terme : 2,5 % à 3 % en moyenne, par an, en comptant le rattrapage possible de croissance. »

« Que dit le Conseil de la politique monétaire aujourd'hui ? Les conditions de financement sont exceptionnellement favorables, le niveau de l'autofinancement est élevé, la compétitivité est attestée par nos excédents externes et par 200 milliards de francs d'investissements directs étrangers en France en 1995 et 1996. La perspective de croissance à moyen terme est significative. Les ménages, les entreprises ont des projets. L'investissement des entreprises a commencé à redémarrer au troisième trimestre. »

« Si nous voulons lutter aujourd'hui contre le chômage de manière concrète, pratique, efficace, réalisons nos projets, c'est le moment d'investir. C'est le plus sûr moyen de contribuer à une croissance non inflationniste et créatrice d'emplois. D'abord parce que c'est une contribution immédiate à la croissance d'aujourd'hui, donc à la lutte contre le chômage aujourd'hui. Ensuite parce que c'est la préparation de l'avenir, c'est-à-dire de la croissance supplémentaire de demain, donc la résorption du chômage demain. »

« Au-delà, il faut des réformes de structures pour enrichir notre croissance en emplois, créer plus d'emplois pour notre niveau de richesse, qui est considérable. Certains pays font mieux que nous en matière de chômage et il y a des leçons à prendre aux États-Unis et en Europe. Mais mon sentiment personnel, c'est que, finalement, c'est en Europe continentale, aux Pays-Bas et au Danemark, que nous avons le plus d'enseignements à tirer : parce que ces pays ont les mêmes valeurs que nous d'égalité et de fraternité, parce qu'ils ont la même stratégie économique et monétaire que nous »

et parce qu'ils ont mené à bien des réformes pragmatiques, consensuelles, sur le marché du travail notamment, qui leur donnent de bien meilleurs résultats en matière de chômage. »

« Vous expliquez que l'opinion publique est favorable à la politique du franc fort. Mais, en même temps, le discours de M. Giscard d'Estaing à l'Assemblée nationale, prônant la dépréciation du franc face au mark, a reçu une ovation. Comment expliquez-vous ce paradoxe ? »

« Vous le savez, j'ai toutes les raisons professionnelles et personnelles d'avoir estimé et respect pour Valéry Giscard d'Estaing. Il a donné à l'Europe un élan qui s'est révélé décisif. Par ailleurs, la Banque de France, au service de tous les Français, n'entre dans aucune polémique et reste à l'écart des débats pour mieux mériter leur confiance. »

« La stabilité externe du franc, vis-à-vis des monnaies les plus crédibles du SME, fait partie intégrante de notre politique monétaire. Cette stabilité giscardienne dans le cadre de la stratégie européenne du président de la République. »

« Quant à l'opinion, je constate, en effet, que, chaque fois que les Français sont interrogés, notamment mais pas exclusivement par les sondages que font les journaux, ils répondent qu'ils refusent la dépréciation de la monnaie. L'opinion publique soutient très majoritairement la politique monétaire actuelle dite du franc stable, fort, crédible. Je pense qu'il y a là essentiellement une réaction de bon sens. Pourquoi déprécierait-on volontairement - en appauvrissant tous les Français, tout particulièrement les plus démunis - une monnaie avec laquelle nous aurons probablement cette année le troisième plus important excédent de la balance des paiements courants dans le monde et qui nous donne les plus bas taux d'intérêt de marché à moyen et long terme de l'Union eu-

ropéenne et les troisièmes plus bas taux du monde ? »

« Notre culture, notre démocratie veulent que le débat soit en permanence vivant. C'est bien et il est normal que chaque idée puisse être démontrée. La Banque de France, institution apolitique et transparente, voulue par notre démocratie politique et par toutes les grandes sensibilités politiques de notre pays, se tient naturellement à l'écart des débats. Notre politique monétaire, appuyée par l'opinion et par les principales sensibilités de notre pays, a un bon dossier et elle se défend d'elle-même. »

« S'il me fallait résumer d'une phrase l'action du Conseil de la politique monétaire, je dirais simplement : notre devoir c'est de « garder la monnaie ; insuffler confiance à l'intérieur et inspirer confiance à l'extérieur. »

« Quel avantage l'euro va-t-il représenter pour la France ? Ne craignez-vous pas que cette union monétaire n'entame la compétitivité de l'économie française ? »

« À mes yeux, l'euro est un atout majeur pour l'économie française, pour sa croissance et pour chacun d'entre nous. Pour quatre raisons essentielles. »

« D'abord, parce que nous aurons un grand marché unique européen, enfin achevé, à l'instar du marché des États-Unis, sans aucun « frottement » ni risque monétaire, sans aucun coût de transaction. Toute la stratégie économique de l'Europe, depuis le traité de Rome, depuis 1956, a été fondée sur l'idée du marché commun. C'est notamment grâce à notre marché commun européen que le niveau de vie des pays européens a rattrapé progressivement le niveau de vie américain. Imaginons ce que serait le marché américain si la monnaie du Texas n'était pas la même que la monnaie du Massachusetts ! Nous aurons davantage de croissance, davantage d'emplois et nous lutterons mieux contre le chômage grâce à la monnaie unique. »

« Ensuite, parce que les citoyens français se sentiront partout chez eux en Europe, en pouvant utiliser une seule monnaie partout où ils iront. L'ambition de l'Union européenne, c'est de faciliter la vie de nos concitoyens, la vie des gens. C'est particulièrement vrai pour les jeunes, pour lesquels il n'y a plus de frontières. »

« En troisième lieu, parce que l'euro contribuera progressivement à nous immuniser contre les fluctuations monétaires de change : au sein même de l'Europe par la vertu de la monnaie unique ; à l'extérieur par l'utilisation progressive de l'euro comme monnaie de compte pour les importations et les exportations européennes. »

« Enfin, parce qu'en créant un très grand marché financier profond et liquide en Europe on offre aux opérateurs du monde entier l'occasion d'investissements très attractifs et donc à l'économie européenne des conditions de financement meilleures. »

**La France n'a aucun intérêt à se faire passer pour un mauvais élève, comme certains peuvent l'y inciter**

« Pensez-vous que la voie vers la monnaie unique est désormais dégage après l'accord de Dublin sur le pacte de stabilité ? »

« Je crois le Conseil de Dublin décisif, plus encore que le Conseil européen de Madrid. Le statut juridique de la monnaie unique, l'euro, a été adopté. Le mécanisme de change liant l'euro et les monnaies des autres pays de l'Union européenne a été approuvé. Le pacte de

stabilité et de croissance, surtout, a été défini. »

« Cet accord sur le pacte de stabilité et de croissance est très important. Il est naturellement important pour demain, après 1999. La France est historiquement un pays bien géré en matière de finances publiques : notre encours de dette publique en fonction du PIB est le deuxième plus bas en Europe, derrière le Luxembourg et ex æquo avec l'Angleterre. La France a donc, en tant que pays bien placé, le plus grand intérêt à éviter que d'autres pays moins bien gérés ne constituent un handicap pour la monnaie unique, pour sa crédibilité, et ne contribuent à hausser les taux d'intérêt de marché au sein de l'Union monétaire. La France n'a aucun intérêt à se faire passer pour un mauvais élève, comme certains peuvent l'y inciter : ce n'est pas le cas et ce ne sera pas le cas. »

« Mais ce qu'il faut bien voir, c'est que cet accord est aussi très important dès maintenant. Car tous nos taux d'intérêt de marché du franc à 3 ans, 5 ans, 10 ans et 30 ans incorporeront déjà un an, trois ans, huit ans et vingt-huit ans d'euro ! Et donc les taux de marché à moyen et à long terme sur le franc aujourd'hui dépendent économiquement de la solidité et de la crédibilité de l'euro. »

« C'est pourquoi il est bon que, grâce au pacte de stabilité et de croissance, l'euro puisse être au moins aussi solide, aussi crédible, aussi fort que le franc d'aujourd'hui, que le florin d'au-

jourd'hui, que le mark d'aujourd'hui, pour citer trois devises qui ont les plus bas taux de marché de l'union européenne. Sinon, nous perdrons au change ! »

« La détermination du cours pivot de rentrée de la lire dans le SME a donné lieu à des négociations très difficiles. Craignez-vous une guerre des parités entre devises européennes lors du passage à la monnaie unique ? »

« Sur l'Italie, la Banque de France se réjouit de la bonne solution qui a été trouvée pour le cours pivot de la lire lors de sa rentrée dans le mécanisme de change du SME. C'est un bon cours qui a été ratifié par les marchés. »

« Pour l'avenir, je ne crois pas le mot du monde à une guerre des parités. Elle n'aurait rigoureusement aucun sens et serait contraire à la lettre et à l'esprit du traité. Pour entrer dans la monnaie unique, il faut avoir démontré que l'on a une monnaie stable dans le mécanisme de change européen. La stabilité se mesure par rapport aux cours centraux dans ce mécanisme. Tous les gouvernements et toutes les banques centrales considèrent que ces courbes sont conformes aux données fondamentales des économies concernées. Dans ces conditions, la fixation des parités se fera, à mon avis, de manière parfaitement naturelle et non conflictuelle. »

Propos recueillis par Pierre-Antoine Delhomme, Eric Le Boucher et Eric Leser

## Le Crédit agricole devient l'unique propriétaire d'Indosuez

Un tournant historique pour la Compagnie de Suez

LE CRÉDIT AGRICOLE aime être maître chez lui. Il a décidé, en accord avec Suez, d'accélérer le rachat de 100 % du capital de la banque Indosuez. L'opération sera ainsi totalement bouclée en 1996. Lorsque le Crédit agricole aura annoncé son intention de prendre le contrôle d'Indosuez le 9 mai, il était prévu que la banque verte reprenne dans un premier temps 51 % du capital de la filiale de Suez, puis qu'elle rachète le solde en deux étapes, d'ici à l'an 2000. Ce qui lui donnait le temps de scruter les comptes de la banque, pour écarter tout risque de mauvaise surprise. »

Finalement, au vu du rapport d'audit remis par le cabinet Arthur Andersen il y a une dizaine de jours, Lucien Douvrou, directeur général de la Caisse nationale du Crédit agricole, a proposé à Suez d'accélérer le mouvement. « Cela facilitera la mise en œuvre du rapprochement et de la nouvelle organisation », dont les grandes lignes ont été présentées le 21 novembre, explique le Crédit agricole. « Depuis le début, nous travaillons dans la logique d'un contrôle à 100 %. » Dans la réorganisation de ses activités pour intégrer Indosuez, le

Crédit agricole fait ainsi la part belle à l'ex-filiale de Suez. Celle-ci, dont le directeur est présidé par Christian Maurin, doit conserver son identité et développer le pôle « international et grandes clientèles » du groupe. Elle intégrera les activités d'Unicredit, la banque du Crédit agricole spécialisée dans le crédit aux grandes entreprises, et regroupera toutes les activités de marchés de capitaux. »

### TOURNER LA PAGE

Ce schéma de réorganisation a été bouclé rapidement, sous la houlette de M. Douvrou, qui s'est appuyé sur les conclusions du cabinet de conseil en stratégie McKinsey, en accord avec M. Maurin. Les deux hommes ont l'habitude de travailler ensemble pour avoir déjà monté le partenariat entre la banque verte et Sofinco, la filiale de Suez spécialisée dans le crédit à la consommation. La réorganisation a en outre été facilitée par le bon accueil réservé au Crédit agricole par les équipes d'Indosuez, satisfaites de ce nouvel actionnaire, qui leur apporte une large surface financière et de fortes perspectives à long terme. Pour Suez - dont le Crédit Agri-

cole est actionnaire à hauteur de 7,5 % - ce désengagement, plus rapide que prévu, va aussi dans le bon sens, explique Gérard Mestrallet, président du groupe. Il permet de tourner une page de l'histoire de la Compagnie, qui accélère ainsi sa mutation vers les activités de services, tout en dégageant dès 1996 une plus-value de 300 millions de francs. Le prix convenu en mai a été revu à la marge : de 11,850 milliards de francs, il est revenu à 11,790 milliards. Mais Suez devait au total pousser 11,9 milliards de francs le 23 décembre, compte tenu des intérêts. »

Suez, « qui n'avait déjà plus de dette avant cette décision », précise M. Mestrallet, retrouve une situation de trésorerie largement positive. Au moment même où sa filiale à 63 %, la Société générale de Belgique, s'est endettée pour se renforcer dans l'électricité belge Tractebel. Restera essentiellement pour Suez à traiter les 8 milliards de francs d'actifs immobiliers. M. Mestrallet pourra alors espérer voir le cours de l'action Suez reprendre du poil de la bête.

Sophie Fay

## « L'invention d'une démocratie » Moscou - Saint-Petersbourg

du samedi 1<sup>er</sup> au jeudi 6 mars 1997

Pour mieux comprendre les aspects politiques, économiques et culturels de la Russie,



Le Monde affrète un avion : « l'avion du Monde ».

Itinéraire proposé :

- Jour 1 : Paris - Moscou  
Dîner débat « La perspective historique en Russie ».
- Jour 2 : Moscou  
visites insolites - soirée au Bolchoï.
- Jour 3 : Moscou  
lieux politiques  
Débat : « Dirigeants et opposition ».
- Jour 4 : Moscou  
visites d'un monastère, d'une usine.  
Débat : « Perspectives économiques ».
- Départ en train pour Saint-Petersbourg
- Jour 5 : Visite de Saint-Petersbourg  
Musée de l'Ermitage.
- Jour 6 : Saint-Petersbourg - Paris.

Prix de base : 10 800 F TTC par personne.

Pour tous renseignements, tel. 01 44 44 44 44  
L'Avion du Monde  
au 01 44 44 44 44

Le voyage aux 100 jours  
Le voyage aux 100 jours avec Jean-Marie Goussard et les meilleurs spécialistes et correspondants du journal en Russie.  
Dans les 100 jours, les visites insolites, les rencontres avec des personnalités politiques, économiques et culturelles de haut niveau vous seront proposées.

Avec - 01 44 44 44 44



## Schneider mène son recentrage sous la pression de ses actionnaires

Le groupe d'électricité abandonne toute activité dans le BTP

L'ultimatum lancé par les actionnaires de Schneider a été entendu. Après des années d'atermoiements, le groupe s'est finalement décidé à

vendre Spie-Batignolles. La filiale BTP du groupe sera reprise par ses salariés, en association avec le constructeur britannique Amec, pour 1 mil-

liard de francs. Schneider cherche maintenant à nouer des partenariats dans la haute tension. Des négociations sont entamées avec Siemens.

L'ULTIMATUM des actionnaires de Schneider a été entendu. Un an après avoir affronté la foudre de ses grands partenaires (AXA, Paribas, Société générale, AGF), impatientés par des résultats médiocres et une chute du cours de l'action de 500 francs à 170 francs, Didier Pineau-Valencienne, PDG du groupe, a mené la restructuration tambour battant. Schneider s'est enfin décidé à céder Spie-Batignolles pour se recentrer sur les seuls métiers de l'électricité.

Spécialisée dans le bâtiment et les travaux publics (BTP) ainsi que les travaux électriques, Spie-Batignolles n'a jamais trouvé sa place au sein du groupe d'électromécanique et n'a reçu que peu de soutien pour se développer. Schneider, pourtant, avait plusieurs fois refusé de vendre cette filiale, ne trouvant aucune offre satisfaisante. Avenant été successivement éconduits Bouygues en 1986, l'américain Fluor au début des années 90, puis les groupes français Eiffage et GTM-Entrepose, il y a dix-huit mois. Il a fallu la pression des actionnaires pour que Schneider recommence à étudier une vente de la société.

Ne trouvant pas le candidat idéal, le groupe a retenu finalement la solution d'un RES (rachat d'entreprise par les salariés) combiné à une association avec le britannique Amec. Cette opération, qui ne sera prise en compte que dans les résultats de

1997, permet à Schneider de valoriser Spie-Batignolles 1 milliard de francs et de n'enregistrer aucune moins-value.

En avril, Schneider avait aussi eu recours à un schéma un peu compliqué pour se séparer de son activité « onduleurs » (appareils permettant d'assurer une qualité constante du courant). Le groupe, qui avait repoussé la candidature de l'américain Exide Electric quelques mois auparavant, a finalement choisi de parer une solution de reprise de l'entreprise par ses dirigeants, alliés à une société de capital-risque, LBO France. Ce désengagement, ajouté à un meilleur autofinancement, devrait se traduire par une réduction de 2 milliards de francs de l'endettement de Schneider dès cette année.

Débarassé de ces activités périphériques, Schneider peut désormais se consacrer à son activité principale : les équipements électriques. Numéro un mondial dans la basse tension (disjoncteurs), il souffre, en revanche, de sa trop petite taille face à des géants mondiaux dans la moyenne et très haute tension. Pour se renforcer dans ces deux branches, Didier Pineau-Valencienne souhaite nouer des partenariats.

Des négociations paraissent avoir été entamées avec Siemens et le japonais Mitsubishi. Le groupe allemand confirme l'existence de dis-

cussions. « Depuis l'éclatement d'AEG (filiale électrique de Daimler-Benz vendue par appartements en 1994-1995), nous discutons avec tout le monde », nuance-t-il toutefois. « Rien n'est sûr pour l'instant », assure, de son côté, Jean-Claude Perrin, directeur financier de Schneider.

### RÉDUCTION D'EFFETIFS

Parallèlement, Schneider continue à réduire ses effectifs. Près de 630 postes, surtout dans les directions centrales de Grenoble et de Paris, devraient être supprimés dans les prochains mois, selon les syndicats. Pour alléger les conséquences sociales, Schneider compte recourir à des préretraites progressives à partir de 55 ans : 1 500 personnes pourraient être intéressées par cette formule. Mais, dans certains cas, il envisage aussi des licenciements.

Cette politique devrait contribuer à améliorer les bénéfices du groupe (817 millions en 1995). Schneider en a besoin pour attirer de nouveaux actionnaires. Malgré ses efforts, M. Pineau-Valencienne a vu partir quelques-uns de ses anciens partenaires, en début d'année. La société Euris, contrôlée par Jean-Charles Naouri, a vendu la totalité de sa participation (2,8 % du capital) ; Valloirance, société commune entre Elf et Comipar, est passée de 2,04 % à 1,5 % des actions ; AGF est des-

cendu de 4,65 % à 3 %. Si AXA (7,1 %), la Société générale (3,4 %) et Paribas (3,3 %) respectent encore le pacte d'actionnaire qui les lie dans Schneider, ils ont fait savoir à Didier Pineau-Valencienne que cette situation ne saurait être éternelle. Pour prendre le relais, le groupe a mené une active campagne auprès de financiers internationaux au printemps. « 30 % de notre capital est désormais aux mains de fonds de pension et d'investisseurs étrangers », assure M. Perrin.

Se déclarant partisan d'un « capitalisme ouvert », M. Pineau-Valencienne se dit pleinement satisfait de cette arrivée des fonds étrangers. Il n'en est pas moins un des chefs d'entreprise les plus actifs pour réclamer un renforcement du dispositif législatif contre les OPA hostiles. A l'intérieur du groupe, il souhaite voir augmenter la participation des salariés (3,4 % actuellement) pour la porter à 5 %.

Mais cette montée en puissance de l'actionariat salarié ne devrait s'accompagner d'aucune recommandation. Le groupe n'a pas étudié la possibilité de leur donner un siège d'administrateur. Les syndicats ont même toutes les difficultés pour pouvoir désigner un représentant dans le fonds commun de placement chargé de gérer l'épargne salariale.

Martine Orange

## Spie-Batignolles lance son opération de rachat par les salariés

L'AVENTURE de Schneider dans le BTP est achevée. Vendredi 20 décembre, la direction de Spie-Batignolles confirmait la reprise de la filiale de Schneider dans le cadre d'un RES (rachat d'entreprise par ses salariés), en association avec le britannique Amec (*Le Monde* du 27 novembre). L'opération, qui devrait être lancée vers le 15 janvier, devrait rapporter 1 milliard de francs à Schneider.

L'association entre Spie-Batignolles et le constructeur Amec, classé au 12<sup>e</sup> rang européen, était attendue. Selon les deux groupes, les complémentarités sont évidentes : Amec, très présent sur le marché britannique, manque d'assise en Europe continentale ; Spie-Batignolles, à l'inverse, est bien implantée en France, possède des filiales au Portugal, en Belgique, travaille en Allemagne mais peu en Grande-Bretagne. Leur alliance devrait renforcer aussi leurs positions sur les grands chantiers internationaux.

Bien qu'il assure avoir un intérêt fort pour Spie-Batignolles, Amec n'a pas voulu l'acquérir immédiatement en totalité. Le groupe britannique compte investir environ 200 millions de francs pour prendre entre 40 et 49 % des actions de la société, le reste étant souscrit par les

salariés. Dans six ans, il pourra racheter le solde pour 120 % de la mise initiale aux salariés ou y renoncer. « Le bâtiment reste très nationaliste. Toutes les acquisitions transfrontalières dans notre secteur se sont traduites, jusqu'à présent, par des échecs. Amec ne voulait pas connaître ce problème. Il a demandé que le management soit associé à ce rachat, afin de se faire accepter progressivement sur le marché français », explique Jean Monville, directeur général de Spie-Batignolles.

### AUGMENTATION DE CAPITAL

Si cette solution préserve les intérêts d'Amec, elle implique un fort engagement des salariés de Spie-Batignolles. Soucieux de conserver l'intégrité de la société, le personnel, dans un sondage grandeur nature lancé ces dernières semaines, s'est déclaré prêt à apporter 290 millions de francs pour participer au rachat de l'entreprise. « Un résultat qui a dépassé nos attentes », dit M. Monville.

Spie-Batignolles sera rachetée 350 millions de francs et bénéficiera d'une augmentation de capital de 150 millions. Selon le montage final, les salariés devraient rassembler 300 millions de francs, par le biais notamment de l'épargne

salariale accumulée ces dernières années. Cette somme sera regroupée au sein d'une société financière en commandite et déclinée entre 51 et 60 % du capital de Spie-Batignolles, aux côtés d'Amec.

Un sort à part sera réservé à Spie-Triindel (installations électriques), détenu en direct par Schneider à hauteur de 50 %. Spie-Batignolles, au travers d'une autre société financière, va emprunter 400 millions de francs sur six ans pour racheter 31 % du capital. Schneider conservera les 19 % restants, qui lui seront rachetés par le groupe pour 250 millions de francs dans un délai de trois ans.

Les bénéfices de Spie-Triindel seront, par ce montage, utilisés essentiellement pour rembourser les emprunts. « Ce schéma financier est prudent », assure la direction. Cependant, toutes les autres filiales du groupe sont en difficulté. Alors qu'il affronte une conjoncture très déprimée, qui devrait l'amener à supprimer à nouveau plusieurs dizaines d'emplois dans les prochains mois, Spie-Batignolles, en perte ces dernières années, pourrait avoir du mal à trouver son équilibre.

M. O.

## Le chantage des minoritaires dans les sociétés sous-cotées

« LORSQUE les eaux sont claires, les jolis poissons délicats peuvent survivre. Dans les eaux sales, il n'y a de la place que pour quelques sardines et les prédateurs », Georges Bertioz, avocat spécialisé dans la défense des actionnaires minoritaires, décrit ainsi l'intrusion de spéculateurs au capital d'obscures sociétés de la cote française. Lorsque l'entreprise en question n'a pas de métier précis, qu'elle recèle une trésorerie inemployée, qu'elle a un actionnaire majoritaire écrasant et que le flottant en bourse est très faible, les investisseurs « père de famille » fuient : le cours de Bourse s'effondre. Dans cet univers peu transparent, des fonds d'investissement spécialisés rappliquent, espérant réaliser des « coups de Bourse ».

Ainsi, le fonds d'arbitrage américain de Guy Wyser-Pratte, qui gère 400 millions de dollars, dont une partie appartient à des orphelins, s'est spécialisé dans les prises de participations hostiles. Il a pris, avec son associé français Verneuil Finance, des participations de 5 à 10 % dans Strafor Facom (outillage et matériel de bureau) et Siparex (société lyonnaise de capital-risque). M. Wyser-Pratte a aussi investi dans Cerus, holding française de l'homme d'affaires italien Carlo De Benedetti, et La France, compagnie d'assurance de la galaxie Lazard.

Une fois dans la place, M. Wyser-Pratte se fait, au nom des principes

de « gouvernement d'entreprise », le chantre de la défense des actionnaires minoritaires. Il espère ensuite que les dirigeants et le marché boursier réagiront, provoquant ainsi une remontée des cours.

M. Wyser-Pratte a connu le succès avec Siparex. L'entreprise était pénalisée en Bourse par la multitude de ses participations peu liquides, son statut de société en commandite par action et surtout sa trésorerie pléthorique de 280 millions de francs. Siparex a réagi et a décidé de racheter ses propres actions pour 80 millions de francs. Il est vrai que Dominique Nouvellet, patron de Siparex et imprégné de culture anglo-saxonne, étudiait depuis plusieurs années des moyens de réduire sa dette boursière.

### DEUX SOCIÉTÉS

Les réactions face à M. Wyser-Pratte sont parfois plus hostiles, à l'image de celle du patron de Strafor Facom, Henri Lachmann, qui se distingue plus par ses prises de position pour le renforcement de la législation anti-OPA en France que par la tenue de son cours de Bourse. Celui-ci, qui a « touché » 250 francs en 1995, vaut aujourd'hui 365 francs, contre 680 francs au début de la décennie. M. Wyser-Pratte suggère que Strafor Facom se scinde en deux sociétés distinctes, l'une spécialisée dans l'outillage, la seconde dans le matériel de bureau, les deux activités ne dégageant pas

de synergies industrielles. M. Lachmann a signifié à ses nouveaux actionnaires une fin de non-recevoir. Le conflit risque de déteindre sur le terrain judiciaire.

Un autre litige s'annonce avec le groupe Lazard. M. Wyser-Pratte juge le prix de l'offre publique d'achat lancée par Eurafin, une des holdings du groupe, sur la compagnie d'assurance La France insuffisant. « Lorsqu'il s'agit de vendre ses participations, comme la Sovac, Lazard sait très bien faire », explique M. Wyser-Pratte. « Lorsqu'il s'agit de la cuisine interne, le miel c'est pour Lazard et les grumeaux pour les actionnaires minoritaires ».

Ancien conflit, en revanche, avec la société Cerus, qui souffre d'une décade en Bourse et vient de céder sa participation de 28 % dans l'équipementier automobile Valeo. Cerus devance les souhaits de ses actionnaires : elle va leur verser un superdividende d'au moins 100 francs par action.

La stratégie de M. Wyser-Pratte est payante : depuis trente ans, il affirme avoir effectué une performance annuelle moyenne de 30 %. « Nous avons gagné 19 % l'an dernier et nous devrions faire 25 % en 1996 », explique-t-il.

D'autres investisseurs ont la même stratégie. En 1995, le fonds américain Elliott Associates s'était invité au capital de la Compagnie d'investissement de Paris (CIP), fi-

liale de la BNE La banque présidée par Michel Pébereau avait fini par accepter de lancer une offre publique sur sa filiale.

En France, la société Richelieu Finance, dirigée par Gérard Augustin-Normand, s'est depuis longtemps spécialisée dans ces manœuvres boursières. Il rentre dans des sociétés sous-cotées et attend patiemment que la majoritaire veuille racheter 100 % de sa filiale. Richelieu Finance s'insurge alors – souvent à juste titre – trouvant que le cours de Bourse ne reflète pas la valeur réelle de l'entreprise, et obtient une OPA à un prix très supérieur. M. Augustin-Normand a obtenu à l'automne que Bernard Arnault, patron de LVMH, lance une offre publique de retrait sur Bon Marché. Il a pu doubler sa mise et enregistrer une plus-value de l'ordre de 15 millions de francs.

Aujourd'hui, Richelieu Finance jorigne sur la Compagnie de navigation mixte et sur la Banque Paribas, filiales cotées de la Compagnie financière de Paribas, ou sur la BNPI, filiale internationale de la BNE. Les motifs de ces opérations sont clairs : dégrader des plus-values en profitant des faiblesses de la Bourse de Paris. Les plus-values sont d'autant plus certaines que ces investisseurs ont rarement tort. Le majoritaire finit généralement par céder, mais il faut savoir être patient.

Arnaud Leparmentier

## Matra conteste la logique d'un rapprochement entre le pôle aérien et Thomson

Il estime avoir déjà été choisi par le gouvernement

NOËL FORGEARD, président-directeur général de Matra Défense-Espace, a vivement réagi au projet de candidature d'Aerospatiale et de Dassault au rachat de Thomson-CSF, révélé par *Le Monde* des 22 et 23 décembre. « Il y a deux débats séparés : l'aéronautique et l'électronique. (...) L'enjeu de l'électronique est majeur. C'est pourquoi la création d'un pôle électronique (autour de Thomson-Matra) a été décidée par le gouvernement il y a dix mois. Certains feignent aujourd'hui de penser qu'il s'agissait d'une simple étape et que, vu l'urgence, on pourrait brûler cette étape. Eh bien non, ça n'est pas une étape : c'est un objectif en soi, comme le montre l'exemple américain », a-t-il déclaré dans un entretien au *Journal du dimanche* du 22 décembre.

A l'inverse, les deux aviateurs soulignent que les choix récents faits aux États-Unis pour la restructuration des industries de défense tendent à rassembler les concepteurs de cellule d'avion et les électroniciens et équipementiers – sur le modèle de l'ensemble Lockheed-Martin-Loral ou du récent rachat de Rockwell par Boeing –, afin de constituer des ensembles capables de concevoir intégralement un avion de combat. Cet argument avait d'ailleurs été utilisé par Matra à l'occasion de sa candidature au rachat de Thomson qui lui permettrait de maîtriser l'ensemble des domaines d'expertise des satellites et des missiles. Aux États-Unis, aucun grand groupe d'électronique de défense n'a été constitué et deux des principaux acteurs, l'électronicien Hughes et la filiale d'électronique de Texas Instrument, sont actuellement à vendre (*Le Monde* du 11 décembre).

M. Forgeard a également estimé qu'une fusion entre Aerospatiale, Dassault et Thomson-CSF « provoquerait, par contrepoint, le rapprochement de British Aerospace et de GEC-Marconi en Grande-Bretagne et, probablement, un mouve-

ment entre Dasa et Siemens en Allemagne. Les enchères monteraient d'un cran sans que le rapport des forces soit positivement modifié pour nous Français ». A l'inverse, les deux aviateurs français estiment que Thomson-Matra jouerait la carte de l'alliance britannique avec British Aerospace (dans les missiles) et GEC (dans l'espace), fragilisant l'axe franco-allemand privilégié par Aerospace.

### PROCÉDURE DE GRÉ À GRÉ

M. Forgeard a en outre qualifié ce projet de candidature de « surprise », car « une compétition a eu lieu, elle a été objectivement arbitrée. Nous avons été sélectionnés sur des critères de logique industrielle ». Le gouvernement, qui avait exprimé le 16 octobre sa préférence pour la candidature de Matra et du coréen Daewoo au détriment de celle d'Alcatel Alsthom, a suspendu, le 4 décembre, la procédure de privatisation, après l'avis défavorable rendu par la commission de privatisation le 28 novembre.

Enfin, M. Forgeard plaide pour une nouvelle procédure de gré à gré car « l'offre publique de vente est incompatible avec la mise en œuvre complète et rapide des rapprochements nécessaires ». Il explique que son rival Alcatel Alsthom, qui pourrait déposer une nouvelle offre en association avec Dassault et Aerospace, n'est pas en mesure de mener à bien la restructuration de l'électronique de défense car « Alcatel n'est pas un acteur important de ce jeu ».

Au ministère de la Défense, on oppose à cet argument celui de la capacité de recherche : Matra-Défense y consacre 3 milliards de francs par an (dont 1 milliard sur ses fonds propres), contre 8 milliards pour Thomson-CSF (dont 2 milliards de fonds propres) et 16 milliards pour Alcatel (dont 15 milliards de fonds propres).

Christophe Jakubyszyn

## Lockheed et McDonnell Douglas choisis pour la fusée du futur

L'ARMÉE DE L'AIR AMÉRICAINE a sélectionné, le 20 décembre, les aviateurs Lockheed Martin et McDonnell Douglas pour le développement de deux prototypes du lanceur du futur, pour plus de 300 millions de francs pièce. Les besoins de l'armée américaine s'élèveront entre 10 et 15 milliards de dollars d'ici à 2020. Boeing, Hopkin et Alliant Techsystems ont été évincés du programme, mais l'aviateur de Seattle, qui a annoncé sa fusion avec McDonnell Douglas le 15 décembre, va développer et construire les moteurs principaux de la fusée, dérivée du lanceur Delta de McDonnell Douglas. Les moteurs du projet de Lockheed-Martin seront pour leur part dérivés de moteurs russes.

### DÉPÊCHES

■ **RENAULT** : Louis Schweitzer, le PDG du premier constructeur automobile français, a annoncé le 23 décembre, dans une interview à *La Tribune*, une « accentuation » des pertes prévues pour l'exercice 1996, dont il n'a pas dévoilé le montant. M. Schweitzer prévoit par ailleurs pour 1997 un environnement « beaucoup plus difficile qu'en 1996 », compte tenu de la guerre des prix et de la chute des marchés européen et français.

■ **METALEURO** : le deuxième producteur de plomb du monde, filiale à 36 % du groupe sidérurgique allemand Preussag et à 15 % de Glencore International, a annoncé, vendredi 20 décembre, son intention d'augmenter son capital d'environ 600 millions de francs, après une réduction préalable de moitié de la valeur de ses actions pour apurer ses pertes passées. Metaleuro avait perdu 122 millions de francs durant l'exercice 1994-95, puis renoué avec les bénéfices en 1995-96, à 42 millions de francs de résultat net.

■ **TEXTILE** : DMC cède sa filiale Descamps, spécialisée dans le linge de maison, au groupe italien Zucchi Bassetti, leader européen du secteur. Descamps, qui représente 150 boutiques, a enregistré une perte de 25 millions l'an dernier pour un chiffre d'affaires de 245 millions.

■ **SUCRE** : les espagnols Ebro et Azucarera vont fusionner pour former le quatrième groupe sucrier européen derrière le franco-italien Eridania-Béghin Say, l'allemand Sudzucker et le britannique British Sugar. Le français Saint Louis sera actionnaire à 6,5 % du nouvel ensemble.

■ **DISTRIBUTION** : la SPAD a été mise en redressement judiciaire le 19 décembre. Cette société de négoce de boissons, contrôlée par Pierre Aim, l'ex-président de Saga, laisserait, selon le quotidien *Les Echos*, un passif de 570 millions de francs.

■ **FORTIS** : le groupe bancaire financier néerlandais vient d'acquiescer pour 2,5 milliards de florins (7,5 milliards de francs) une filiale de sa compatriote ABN-Amro, la banque d'affaires Mees Pierson.

■ **CRÉDIT SUISSE** : la banque suisse a annoncé une perte d'environ 2,1 milliards de francs suisses (8,2 milliards de francs français) pour l'exercice 1996.

■ **ÉLECTRICITÉ** : le groupe américain CalEnergy estime avoir acquis le soutien de « la majorité des actionnaires » de Northern Electric, la compagnie régionale d'électricité britannique sur laquelle elle a lancé une OPA. La clôture de cette offre a été repoussée au mardi 24 décembre par le Takeover Panel, l'organisme britannique de contrôle des OPA.



Service 1500

FINANCES ET MARCHÉS

RÈGLEMENT MENSUEL

LUNDI 23 DÉCEMBRE  
Liquidation : 23 décembre  
Taux de report : 3,50  
Cours relevés à 12h30

CAC 40  
PARIS  
-0,17%  
CAC 40 : 2274,64

Table with 4 columns: Valeurs Françaises, Cours, Derniers cours, Variation. Lists various French companies and their stock prices.

Table with 4 columns: Valeurs Françaises, Cours, Derniers cours, Variation. Continuation of French stock market data.

Table with 4 columns: Valeurs Françaises, Cours, Derniers cours, Variation. Continuation of French stock market data.

Table with 4 columns: Valeurs Françaises, Cours, Derniers cours, Variation. Continuation of French stock market data.

Table with 4 columns: Valeurs Françaises, Cours, Derniers cours, Variation. Continuation of French stock market data.

VALEURS ÉTRANGÈRES

Table with 4 columns: Valeurs Étrangères, Cours, Derniers cours, Variation. Lists international stock market data.

ABRÉVIATIONS

Table with 2 columns: Abbréviations, Explication. Provides abbreviations for various companies and markets.

COMPTANT

Une sélection Cours relevés à 12h30

LUNDI 23 DÉCEMBRE

Table with 4 columns: Obligations, Cours, Derniers cours, Variation. Lists bond market data.

Table with 4 columns: Actions Françaises, Cours, Derniers cours, Variation. Lists French stock market data.

Table with 4 columns: Actions Françaises, Cours, Derniers cours, Variation. Continuation of French stock market data.

Table with 4 columns: Actions Étrangères, Cours, Derniers cours, Variation. Lists international stock market data.

Table with 4 columns: Actions Étrangères, Cours, Derniers cours, Variation. Continuation of international stock market data.

SECOND MARCHÉ

Une sélection Cours relevés à 12h30

LUNDI 23 DÉCEMBRE

Table with 4 columns: Valeurs, Cours, Derniers cours, Variation. Lists second market data.

Table with 4 columns: Valeurs, Cours, Derniers cours, Variation. Continuation of second market data.

Table with 4 columns: Valeurs, Cours, Derniers cours, Variation. Continuation of second market data.

Table with 4 columns: Valeurs, Cours, Derniers cours, Variation. Continuation of second market data.

Table with 4 columns: Valeurs, Cours, Derniers cours, Variation. Continuation of second market data.

SICAV et FCP

Une sélection Cours de clôture le 20 décembre

Cours de clôture le 20 décembre

Table with 4 columns: Valeurs, Cours, Derniers cours, Variation. Lists SICAV and FCP data.

Table with 4 columns: Valeurs, Cours, Derniers cours, Variation. Continuation of SICAV and FCP data.

Table with 4 columns: Valeurs, Cours, Derniers cours, Variation. Continuation of SICAV and FCP data.

Table with 4 columns: Valeurs, Cours, Derniers cours, Variation. Continuation of SICAV and FCP data.

Table with 4 columns: Valeurs, Cours, Derniers cours, Variation. Continuation of SICAV and FCP data.

NOUVEAU MARCHÉ

Cours relevés à 12h30

LUNDI 23 DÉCEMBRE

Table with 4 columns: Valeurs, Cours, Derniers cours, Variation. Lists Nouveau Marché data.

HORS-COTE

Une sélection Cours relevés à 12h30

LUNDI 23 DÉCEMBRE

Table with 4 columns: Valeurs, Cours, Derniers cours, Variation. Lists Hors-Cote data.

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE

Une sélection Cours relevés à 12h30

LUNDI 23 DÉCEMBRE

Table with 4 columns: Valeurs, Cours, Derniers cours, Variation. Lists Société Générale data.

TOUTE LA BOURSE EN DIRECT

3615 LEMONDE

Publicité financière Le Monde : 01 44 43 76 26







## Les deux prestigieuses épreuves franciliennes sont désormais en concurrence

neaux (Hauts-de-Seine), la 20<sup>e</sup> Corrida, longue de 9 km, a vu la victoire du Français Abdellah Behar, devant un peloton de compatriotes.

Cette année, la Corrida d'Issy a été... Mais les organisateurs du... du « Figaro » jugent leur... de As suffisamment répu... pour survivre à cet affront. L'an... chain, les Français leur revien... stamment. « Il nous suffira... tresser assez audacieux pour position... nous événement à la même date... les championnats d'Europe de... ss », dit M. Le Gall. Paradoxalement, la concurrence des ces cham... minats d'Europe prévus en dé... 1997 en Suède devrait être... facile à contrer que celle de la... Corrida d'Issy. Elle ne privera en... le « Figaro » que des six cross... sélectionnés en équipe de... once, au lieu de la trentaine ré... ée par Issy-les-Moulineaux... de fois.

■ **Pau-Ortiz est assigné en justice par son ancien entraîneur, Michel Gomez, qui lui réclame un dédommagement.** L'affaire devrait être jugée, le 23 janvier 1997, par le tribunal des prud'hommes. Michel Gomez, actuellement au PAOK Salonique, en Grèce, a entraîné l'Élan Béarnais pendant six ans, inamovible au titre de champion de France 1996.

● **Le Figaro** : 25 048 concurrents en 1992, 27 475 en 1993, 22 990 en 1994, 17 146 en 1995 et 18 023 inscrits en 1996, une semaine avant le départ de la course

● **l'Asy** : 2 000 participants en 1992, 2 200 en 1993, 2 400 en 1994, 2 500 en 1995 et 2 700 annoncés

vendredi 20 décembre à 19 heures.  
On attendait 500 inscriptions supplémentaires sur place.

Plus jeune, raconte Patrick Bergeaud à dix ou douze cross dans la assurance qu'elle ne court pas 10 ou plus le week-end. J'ai galéré pour r un entraînement structuré. » est désarmé. Lui impose-t-il une ération ? Elle fonce à la piscine en nageant 3-4 kilomètres à affaibles, les maîtres-nageurs s'imposer des exercices variés. « Pour plaisir », dit-elle en agitant une blonde emperlée dans un by. Patrick Bergeaud préfère cé- ses sont sollicités moins brutale-

la moyenne des salaires de la région Bretagne. Le journal tient à rester bénéficiaire, car il voit, dans ses résultats positifs, la garantie d'échapper à la précarité de tant de journaliers frappés par la crise de la presse. Enfin, laisser entendre que le poids

9

[illegible]



## Refroidissement au nord

UNE DÉPRESSION située sur le golfe de Gascogne va se décaler mercredi vers le sud de l'Italie. Elle amène de l'air doux sur la moitié sud du pays. Des hautes pressions vont rester stationnaires sur la mer du Nord jusqu'à jeudi. Elles dirigent sur le nord du pays un flux de nord-est qui va provoquer un refroidissement sensible. Des précipitations se produisent à la jonction de ces deux masses d'air, sous forme

de neige ou parfois de pluie verglaçante.

Mardi matin, le ciel sera couvert sur l'ensemble du pays. Sur le littoral méditerranéen, le ciel sera plus lumineux avec des passages de nuages élevés. Dans le Nord-Picardie, les Ardennes et la Normandie, il ne devrait pas y avoir de précipitations. De la Bretagne au Centre, à l'Île-de-France, à la Champagne, à la Bourgogne, à la Lorraine, à l'Alsace et à la Franche-Comté, les précipitations se feront sous forme de neiges parfois modérées. Un peu plus au sud, des pays de Loire au Limousin, à la région lyonnaise, il y aura un peu de neige ou de pluie verglaçante, et de la pluie en Aquitaine et dans la région Midi-Pyrénées. En Corse, le temps sera couvert et pluvieux. L'après-midi, il y aura peu de changement. Les hauteurs de neige ne devraient pas dépasser 2 à 5 centimètres du nord-est au centre. Le vent de nord-est soufflera à 40-50 km/h dans la moitié nord et renforcera notablement l'impression de froid.

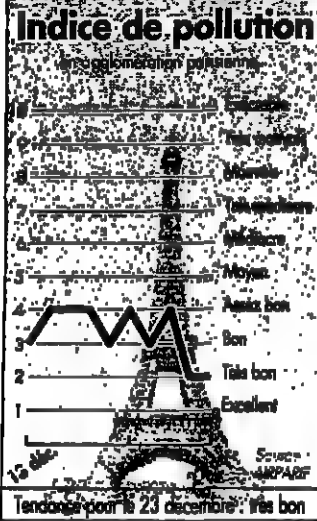
Les températures matinales seront négatives dans la moitié nord, comprises entre 0 et -5 degrés. Dans la moitié sud, elles seront plus douces, 1 à 5 en général, localement 7 à 12 près de la Méditerranée. L'après-midi, elles resteront négatives dans la moitié nord, entre 0 et -4 degrés près des frontières belges. Dans la moitié sud, elles seront plus douces mais ne monteront pas beaucoup en cours de journée. Elles atteindront 12 à 13 degrés sur le littoral méditerranéen.

(Document établi avec le support technique spécial de Météo-France.)

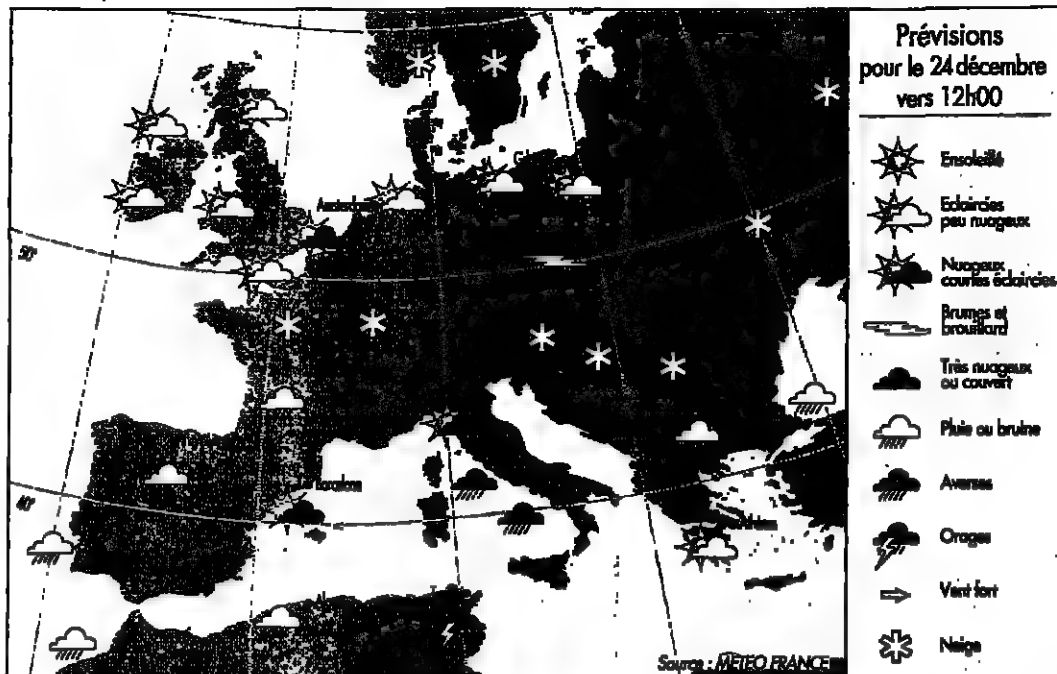


Prévisions pour le 24 décembre vers 12h00

La qualité de l'air



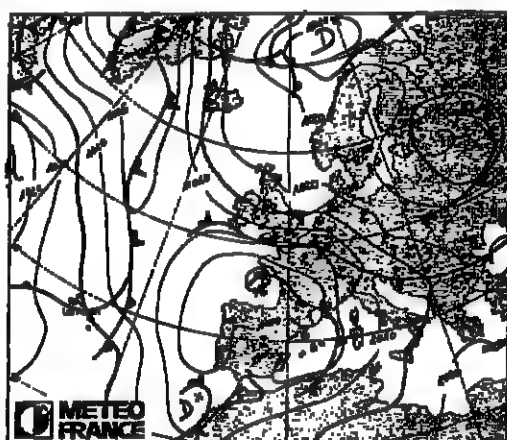
Tendances pour le 24 décembre: très bon



Prévisions pour le 24 décembre vers 12h00

Ensoleillé  
Éclaircies peu nuageuses  
Nuageux, courtes éclaircies  
Brouillard  
Très nuageux ou couvert  
Pluie ou bruine  
Averses  
Orages  
Vent fort  
Neige

TEMPÉRATURES	GRENOBLE	8/6	TOURS	7/4	CHICAGO	4/-1	LISSONNE	13/2	PRETORIA	26/15
du 22 décembre	LILLE	1/-2	ALGER	24/10	DARAR	2/-6	LONDRES	6/2	RABAT	18/12
max/min	LIMOGES	1/-2	AMSTERDAM	24/10	DIARBA	25/20	LOS ANGELES	17/5	RO DE JAN.	30/22
FRANCE	LYON	3/6	ATHÈNES	27/11	DUBAÏ	26/17	LUXEMBOURG	0/-3	ROME	19/12
	MARSEILLE	19/14	BANGKOK	32/19	DUBLIN	9/4	MADRID	13/7	SAN FRANC.	13/9
	NANTES	20	BARCELONE	14/10	FRANCFORT	0/-4	MARRAKESH	19/10	SANTIAGO	5/13
	NICE	17/11	BEIRUTH	10	GENÈVE	3/4	MEXICO	20/7	SEVILLE	16/12
	PARIS	1/0	BELGRADE	10	HANOÏ	23/14	MILAN	8/7	ST-PETERS	-13/-16
	PERPIGNAN	16/7	BOMBAY	35/19	HELSINKI	-10/-19	MONTECARLO	-2/-5	STOCKHOLM	-14/-16
	POitiers	10/5	BRASILIA	26/19	HONGKONG	23/15	MOSCOW	-12/-14	SYDNEY	27/21
	RENNES	9/6	BRUXELLES	10/3	ISTANBUL	10/9	MUNICH	-3/-4	TENERIFE	19/16
	STRASBOURG	20/23	BUDAPEST	-1/-7	JERUSALEM	23/24	NAIROBI	20/6	TOKYO	13/5
	TOULOUSE	16/10	CAEN	24/19	KINSHASA	32/24	NEW DELHI	24/6	TUNIS	27/13
			CARACAS	24/19	LE CAIRE	23/12	NEW YORK	2/-2	VARSOVIE	-4/-6
					LIMA	23/18	PALMA DE M.	19/8	VENISE	10/7
							PRAGUE	-12/-18	VIENNE	-3/-3



Situation le 23 décembre, à 0 heure, temps universel



Prévisions pour le 25 décembre, à 0 heure, temps universel

## IL Y A 50 ANS DANS LE MONDE

### L'état de siège en Indochine

IL EST ASSEZ DIFFICILE à l'heure actuelle de se faire une idée sur l'ensemble des opérations en Indochine du Nord après quatre jours de combats. Maîtres de la situation à Hanoï et dans les grands centres grâce aux blindés, les Français se tiennent sur la défensive dans les ports ou localités isolées.

A Hanoï, les troupes françaises sont installées dans ce qui fut la résidence du président du gouvernement vietnamien. Mais les tireurs ennemis contrôlent toujours le boulevard Francis-Garnier et tiennent les bâtiments de la mairie. Ils occupent la partie sud-est de la ville et surveillent la route de Hoï. Ils tiennent également les quartiers proprement vietnamiens. Des opérations sont actuellement en cours contre les tireurs retranchés dans ce quartier. Les opérations sont rendues plus difficiles par suite d'un grand nombre de barrages et de tranchées construits par les Vietnamiens. Elles sont également ralenties par la nécessité d'épargner une population chinoise importante.

Cinquante soldats tués et environ 150 blessés, tels seraient actuellement les chiffres des pertes des troupes françaises à Hanoï. Les services du commissariat de la République annonçaient dans la soirée de samedi que les pertes de la population civile française connues à ce moment s'élevaient à 29 tués, dont 11 femmes, et 8 blessés. La plupart avaient subi des violences et des tortures.

Les attaques vietnamiennes se sont étendues à toute l'Indochine du Nord. L'état de siège a été proclamé hier pour l'ensemble du territoire relevant du commissaire de la République au Tonkin et au Nord-Annam. En conséquence, les autorités militaires exercent tous les pouvoirs dévolus par la loi de 1849.

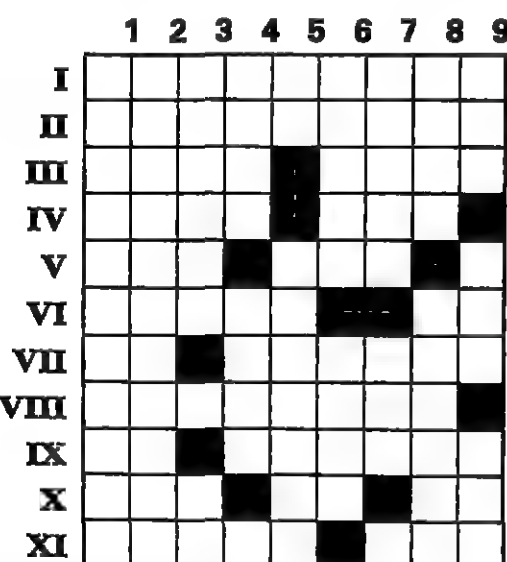
(24 décembre 1946.)

## MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 6979

SOS Jeux de mots :

3615 LEMONDE, tapez SOS (2,23 Fmin)



**HORIZONTALEMENT**  
1. Peut être une travailleuse en grève. - II. Qui a donc suivi. - III. Possessif. Monts, en Auvergne. - IV. Celui de Corse était tal des royalistes. Donne une bonne formation. - V. On en a un au pied. Dans les légumineuses. - VI. Les Anglais y courent. Bas de gamme. - VII. Lettres pour réparer un oubli. Pas bien emballés.

**VERTICALEMENT**  
1. Qui se moque des patriarches. - 2. Où les acheteurs ne se bousculent pas. - 3. Partie de dames. Zeus en fut amoureux. - 4. Une riche nécropole en Suisse. Massif, près de Troyes. - 5. Un métal dur. Met en petits morceaux. - 6. Est bien protégé contre le froid. Une menace pour les reins. - 7. Eclaircit des vitrines. Eclaircit par des couleurs. - 8. Se disait inspiré par une nymphe. Pas libre. - 9. Un point de départ. Tourné quand tout est cassé. Selon Boileau, il trouve toujours un admirateur.

**SOLUTION DU N° 6978**  
**HORIZONTALEMENT**  
1. Bolivar. Lamento. - II. Erysipèle. Océan. - III. Colt. Agira. - IV. Réal. Ure. Gras. - V. Cœur. Ete. - VI. Eon. Ne. Sellerie. - VII. Lino. Maisons. - VIII. Pédicure. Goa. - IX. Are. Is. Onde. - X. Valet. Enta. Osé. - XI. Ote. Eous. Maître. - XII. Iota. Hé. - XIII. Sienne. Iasi. Inn. - XIV. Erreurs. Eteté. - XV. Réa. Lux. Aise. Se.

**VERTICALEMENT**  
1. Beurre. Pavlova. - 2. Or. Opérateur. - 3. Lycéen. Délégué. - 4. Isolé. Li. Are. - 5. Vil. Unicité. Nul. - 6. Apt. Venus. Chère. - 7. Ré. Ur. Or. Eue. Su. - 8. Lare. Ions. - 9. Légèrement. Rata. - 10. La. Damas. - 11. Morgeline. Amies. - 12. Ecarté. Oie. Té. - 13. Ne. Aérogastrie. - 14. Tass. Inopérants. - 15. Ont. Resal. Néa.

Guy Brody

## ABONNEMENTS 3615 LE MONDE CODE ABO

Bulletin à renvoyer accompagné de votre règlement à : Le Monde Service abonnements, 24, avenue du G<sup>e</sup> Leclerc - 60646 Chantilly Cedex - Tél. : 01-42-17-32-90.

Je choisis la durée suivante	France	Belgique, Luxembourg, Pays-Bas	Autres pays de l'Union européenne
1 an	1 890 F	2 086 F	2 960 F
3 mois	1 038 F	1 123 F	1 560 F
6 mois	536 F	572 F	790 F

LE MONDE (ISSN 0046-1082) is published daily for \$ 892 per year + 13 MONDE + 23 Mo, rue Claude Bernard 75014 Paris Cedex 05. France, worldwide postage paid at Champlain, N.Y. 12919-0001. POSTMASTER: Send address changes to LE MONDE, Champlain, N.Y. 12919-0001. Pour les abonnements en France : LE MONDE, 24, avenue du G<sup>e</sup> Leclerc, 60646 Chantilly Cedex 04. Virginia Beach VA 23461-2901 USA Tel. : (800) 426-3640

Nom : ..... Prénom : .....

Adresse : .....

Code postal : ..... Ville : .....

Pays : ..... 601 MO 001

Cl-joint mon règlement de : ..... FF par chèque bancaire ou postal ; par Carte bancaire : .....

Signature et date obligatoires

Changement d'adresse : .....

• par téléphone 4 jours. (Merci d'indiquer votre numéro d'abonné.)

Renseignements : Portage à domicile • Suspension vacances.

• Tarif autres pays étrangers • Paiement par prélèvements automatiques mensuels.

331 42-17-32-90 de 8 h 30 à 17 heures du lundi au vendredi.

• Par Minitel 3615 code LE MONDE, accès ABO.

## LES SERVICES DU Monde

Le Monde 01-42-17-20-00

Télématique 3615 CODE LE MONDE

CompuServe : GO LEMONDE

Adresse Internet : http://www.lemonde.fr

Documentation sur minitel ou 08-36-29-04-56

LE MONDE sur CD-ROM 01-44-08-79-30

Index et microfilms : 01-42-17-29-33

Films à Paris et en province : 08-36-68-09-78 ou 3615 LE MONDE (2,23 Fmin)

Le Monde est édité par la SA Le Monde, société anonyme avec directeur à conseil de surveillance.

La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration.

Commission paritaire des journaux et publications n° 57 437.

ISSN : (0395-2037)

Imprimerie du Monde : 12, rue M. Gumbourg, 94852 Ivry-Cedex.

PRINTED IN FRANCE.

Président-directeur général : Dominique Aidun

Directeur général : Gérard Monex

133, avenue des Champs-Élysées

75009 Paris Cedex 08

Tél. : 01-44-43-76-00 ; fax : 01-44-43-77-30

## OFFICES DE NOËL À PARIS

Nous publions ci-dessous les horaires des offices de la nuit et du jour de Noël dans quelques grands lieux de culte de Paris. L'ensemble des informations sur ces offices sont disponibles au 3615 GABRIEL, ainsi qu'au Centre d'information et de documentation religieuse (CIDR), 6, place du Parvis-Notre-Dame, à Paris ; tél. : 01-46-33-01-01.

### CULTE CATHOLIQUE

■ Notre-Dame de Paris (4<sup>e</sup>) : mardi 24 décembre : 21 h 30, veillée. 24 heures, messe de minuit, célébrée par le cardinal Lustiger. Mercredi 25 décembre : messes à 8 heures, 8 h 45, 10 heures, 11 h 30, 18 h 30.

■ Sacré-Cœur de Montmartre (18<sup>e</sup>) : mardi 24 : 21 h 30, veillée (noëls anciens et modernes), suivie de la messe. 23 heures, messe de la nuit dans la crypte. Mercredi 25 : messes à 9 h 30, 11 heures, 18 heures, 22 heures.

■ Saint-Eustache (1<sup>re</sup>) : mardi 24 : 22 h 30, veillée, suivie de la messe. Mercredi 25 : messes à 9 h 30, 11 heures, 18 heures.

■ Saint-Gervais (1<sup>re</sup>) : mardi 24 : veillée à 22 heures, suivie de la messe à 23 heures. Mercredi 25 : messe à 11 heures.

■ Saint-Louis-en-l'Île (4<sup>e</sup>) : mardi 24 : veillée à 23 heures, suivie de la messe. Mercredi 25 : messes à 9 h 30, 11 heures.

■ Saint-Merri (4<sup>e</sup>) : mardi 24 : veillée à 22 heures, suivie de la messe. Mercredi 25 : messes à 10 heures, 11 h 15.

■ Saint-Séverin (4<sup>e</sup>) : mardi 24 : 21 h 30, veillée, suivie de la messe à 24 heures (grégorien). Mercredi 25 : messes à 10 heures, 12 heures, 18 heures, 19 h 30.

■ Saint-Jacques du Haut-Pas (5<sup>e</sup>) : mardi 24 : messe à 23 heures. Mercredi 25 : messes à 10 heures, 11 h 15.

■ Saint-Germain-des-Prés (6<sup>e</sup>) : mardi 24 : messe à 23 heures. Mercredi 25 : messes à 9 heures, 10 heures, 11 heures, 17 heures, 19 heures.

■ Saint-Sulpice (6<sup>e</sup>) : mardi 24 : veillée à 23 heures, suivie de la messe de minuit. Mercredi 25 : messes à 7 heures, 9 heures, 10 h 30, 12 h 05, 18 h 45.

■ Saint-François-Xavier (7<sup>e</sup>) : mardi 24 : 20 h 30, veillée des enfants ; veillée à 23 heures, suivie de la messe de minuit. Mercredi 25 : messes à 9 heures (grégorien), 10 h 15, 11 h 30, 18 h 30.

■ Saint-Louis des Invalides (7<sup>e</sup>) : mardi 24 : veillée musicale, suivie de la messe à 21 h 45. Mercredi 25 : messe à 11 heures.

■ La Madeleine (8<sup>e</sup>) : mardi 24 : veillée à 22 h 30, suivie de la messe de minuit. Mercredi 25 : messes à 9 heures, 10 heures, 11 heures.

■ Saint-Augustin (8<sup>e</sup>) : mardi 24 : veillée à 23 h 30, suivie de la messe. Mercredi 25 : messes à 11 h 15, 18 heures.

■ Sainte-Clotilde (8<sup>e</sup>) : mardi 24 : veillée à 23 h 30, suivie de la messe. Mercredi 25 : messes à 11 heures, 19 heures.

■ Sainte-Trinité (9<sup>e</sup>) : mardi 24 : ve-

lée et messe de Noël pour les enfants et les familles à 19 h 30. 23 heures, veillée, suivie de la messe. Mercredi 25 : messes à 9 h 30, 11 h 30, 19 heures.

■ Saint-Pierre de Chaillot (16<sup>e</sup>) : mardi 24 : 19 heures, messe pour les familles. A 22 h 30, veillée et messe. Mercredi 25 : messes à 8 heures, 10 h 30, 11 h 30, 19 heures.

**CULTE RÉFORMÉ**

■ Église du Luxembourg (6<sup>e</sup>) : mardi 24 : à 19 heures, culte de la veillée de Noël avec Sainte Cène. Mercredi 25 : à 10 h 30, culte de Noël avec Sainte Cène.

■ Église du Saint-Esprit (8<sup>e</sup>) : mardi 24 : à 18 heures, récil d'orgue, à 18 h 30, service liturgique, célébration de la Sainte Cène, chants et noëls traditionnels. Mercredi 25 : culte de Noël.

■ Église d'Auteuil (16<sup>e</sup>) : mardi 24 : veillée à 20 h 45. Mercredi 25 : culte de Noël à 10 h 30.

■ Église de l'Annonciation (16<sup>e</sup>) : mardi 24 : à 19 heures, culte avec Sainte Cène. Mercredi 25 : à 10 h 30, culte avec Sainte Cène.

**CULTE LUTHÉRIEN**

■ Les Églises (4<sup>e</sup>) : mardi 24 : office à 20 heures. Mercredi 25 : office à 10 h 30.

■ Église de la Rédemption (9<sup>e</sup>) : mardi 24 : office à 19 heures. Mercredi 25 : à 10 h 30.

■ Église de Bon-Secours (12<sup>e</sup>) : mardi 24 : office à 19 heures.

**CULTE ANGLICAN**

■ Saint-Georges (16<sup>e</sup>) : mardi 24 : à 22 h 30, messe de minuit et chants traditionnels. Mercredi 25 : messe solennelle à 10 h 30.

**LE CARNET DU VOYAGEUR**

■ SAVOIE. Le premier tronçon de l'autoroute de Maurienne, qui reliera Chambéry à l'Italie via le tunnel du Fréjus, entrera en service le 14 janvier. Long de 30 kilomètres, il va d'Alton à Saint-Marie-de-Corinnes.

■ PARIS. Selon Aéroports de Paris, Orly et Roissy-Charles-de-Gaulle ont enregistré une hausse du trafic passagers comprise entre 6,5 % et 7 % en 1996.

كتابنا الآن







## L'Ensemble InterContemporain joue les « mauvais garçons »

La formation fondée par Pierre Boulez préconise un renouveau du concert.

Réputés spécialistes des œuvres de l'avant-garde contemporaine et des classiques du XX<sup>e</sup> siècle, les musiciens de la formation à gé-

métrie variable fondée par Pierre Boulez s'avaient jusqu'ici, à la veille du vingtième anniversaire de l'Ensemble, sur le terrain des

iconoclastes préconisant un renouveau du concert par l'introduction d'éléments empruntés au jazz ou aux musiques populaires.

Igor Stravinski : *Ragtime, Suites n° 1 et 2 pour petit orchestre*. George Antheil : *A Jazz Symphony, Ballet mécanique* (avec le film de Fernand Léger et Dudley Murphy présenté dans le cadre de CinéMémoire). Michael Daugherty : *Dead Elvis, Benedict Mason : Double Concerto*. Paul Riveaux (basson), Jens McManama (cor), Jérôme Naulais (trombone), Hideki Nogano (piano), Ensemble InterContemporain, Jonathan Nott (direction). Cité de la Musique, le 22 décembre.

A la veille de son vingtième anniversaire, l'Ensemble InterContemporain a fourni une nouvelle preuve de son émancipation, aspirant à ne plus envisager le XX<sup>e</sup> siècle selon l'axe fédérateur de la pure modernité. L'hommage aux « Roaring Twenties » a ainsi sonné comme un hymne composite au non-conformisme. Imaginait-on, pour l'entourer, chanteur plus autorisé qu'Igor Stravinski, enfant terrible du siècle lançant les

modèles et les détournant à sa guise ? Son bref *Ragtime* de 1918 se démarque des principes de l'art brut à l'origine, cinquans plus tôt, du titanique *Sacre du printemps*, mais exhale, avec sa référence au jazz, une odeur de séduction. Généralement servi avec des timbres acidulés qui annoncent la couleur de la Nouvelle Objectivité, cette page au rythme savamment déhanché fut modelée par Jonathan Nott dans une manière extrêmement moelleuse et sous un éclairage tamisé évoquant l'atmosphère des cabarets. D'ailleurs, à considérer les mouvements très chaloupés du jeune chef anglais, l'on s'attendait à le voir boucher la pièce par un numéro de claquettes : impression vraisemblablement partagée par l'auditeur enthousiaste qui se fendit d'un « ouh » très french cancan à l'issue du *Galop* à la Offenbach achevant les deux *Suites* néoclassiques dirigées d'une main légère par Jonathan Nott.

Avec la *Jazz Symphony*, composée en 1925 par George Antheil, le chahut fut permanent dans la

partition. Les principales valeurs de l'écriture symphonique y sont en effet constamment minées. Par exemple, sur le plan de la continuité du discours, par un pianiste qui interrompt l'orchestre pour s'adonner à de frénétiques explorations tachistes de son clavier. Le travail de désarticulation opéré par Antheil apparaît néanmoins dans l'interprétation très plastique de l'Ensemble InterContemporain comme un savoureux montage de références dévoyées, du jazz à la musique mexicaine.

### SIÈGES « DÉCALÉS »

Seule la volonté de contraindre un tel assemblage hybride à l'un des patchworks postmodernes, dont notre époque raffole, aurait justifié la programmation de *Dead Elvis* de Michael Daugherty. Cet Américain de quarante-deux ans a tout pour excuser le rôle de *bad boy* abandonné par Antheil. Il a roulé sa balle sur tous les terrains musicaux, des variétés à l'harmonique de l'écrit, et tire son inspiration de sujets « décalés », des poupées Barbie à Jackie Ken-

nedy, de Superman à Elvis Presley. Le bassoniste solo de *Dead Elvis* entre donc en scène pour une imitation du « King » en costume à paillettes, banane et santiags. Hélas, la musique ne suit pas et s'efface dans une tenue variation, vaguement répétitive, du *Dies irae* grégorien, relancée d'une pointe de *O sole mio* !

Né en 1954 comme Daugherty, l'Anglais Benedict Mason se pose aussi en original puisqu'il a conçu un opéra à partir d'un match de football. Son *Double Concerto* pour cor et trombone ne contient en revanche rien de palpitant. Il revient donc une fois encore à Antheil de montrer ce que pouvait être un opéra à partir d'un match de football. Son *Double Concerto* pour cor et trombone ne contient en revanche rien de palpitant. Il revient donc une fois encore à Antheil de montrer ce que pouvait être un opéra à partir d'un match de football.

Pierre Gervasoni

## La soirée de Wall of Sound à l'Aéronef de Lille

La maison de disques, label vedette de l'underground techno, a réuni dans la salle de concert futuriste plusieurs de ses artistes

### LILLE

de notre envoyé spécial

Tout juste sortis de scène, les Dirty Beats, habituellement tapis dans l'ombre de leur studio d'enregistrement ou de leur cabine de DJ, savourent la réussite de leur première prestation scénique. « Le public et la salle étaient parfaits. En rajoutant une guitare, une basse, une batterie, nous avons essayé de donner une autre ampleur à nos travaux sur ordinateur. Nous voulions transporter ailleurs la danse music ». Une ambition partagée par leur maison de disques, Wall of Sound, label vedette de l'underground techno, animateur de cette époque charnière où l'on voit les musiques de danse électroniques chercher de nouveaux horizons. Samedi 21 décembre, la salle Nioise de l'Aéronef avait réuni, lors d'une nuit *Total Electronic Party*, quelques-uns des artistes WOS les plus désireux de tenter des expériences inédites.

A presque égale distance de la Belgique et de l'Angleterre, Lille s'est imposée en France comme la ville la plus immergée dans l'effervescence des courants techno, jungle, trip hop - hérités de l'explosion de la house music au milieu des années 80. Transfuge des Transmusicales de Rennes, dont il fut le cofondateur, Hervé Bordin a pris cet automne la direction d'une salle de concert futuriste, l'Aéronef, construite dans l'immense complexe architectural d'Eximil. Avec Manu Barron, son compère en programmation, il a décidé de faire de cet ensemble de béton, d'acier et de verre un des laboratoires des musiques et des cultures d'aujourd'hui. Autant que le rock ou le rap, la techno y avait évidemment sa place. A cette occasion, l'aménagement de ce lieu polyvalent demandait une attention particulière.

Samedi, plus de mille trois cents personnes - du côté des banlieues à l'étudiant cyberspace - ont pu culer sur deux niveaux. Des DJ locaux animaient le hall et le bar du rez-de-chaussée, une autre petite salle accueillait les représentants d'un label illinois, Total, spécialisé dans la jungle. De la promenade du premier étage, on pouvait admirer l'espace concert principal, décoré par les plasticiens d'Art Point M.

### FRANCHIR LE PAS

On ne reproduit pas ici les erreurs des lieux, accueillant les performances techno comme s'il s'agissait de concerts de rock. Les lumières et la sono surpuissante envoient vers les spectateurs autant de stimuli qu'en direction des artistes. A sa guise, on peut observer le spectacle ou y participer. Après les Dirty Beats, c'est au tour des Propellerheads de démontrer le potentiel scénique de ces alchimies sonores. Mark Jones, le patron de Wall of Sound, décrit ce duo britannique comme le croisement de Motörhead et de Booker T & The MGs. Leur premier single, *Dive*, choisi par Adidas pour illustrer une publicité, a été un succès. Leur énergie intense doit plus au hip hop qu'à la house music.

Chacun face à deux platines, ils propulsent scratches et breaks

Stéphane Davet

débarrassés des scansions du rap. Will White, le benjamin du groupe, se transforme même en *human beatbox* - imitant de sa bouche les sons d'une boîte à rythmes. Alex Gifford, son aîné, aime se rappeler son passé de jazzman et de fan de soul, derrière le clavier d'un orgue qui donne à certains titres l'allure balayante de vieux génériques de feuilletons policiers. On se dit qu'avec le charisme d'un chanteur, le duo pourrait concurrencer les stars du genre, Prodigy ou les Chemical Brothers.

Pas facile de franchir le pas de la représentation quand on a cultivé le goût de l'anonymat. Jacques

### Le « mur du son » de Mark Jones

Employé de British Telecom, peintre psychédélique puis musicien pop, Mark Jones, comme beaucoup d'Anglais, est finalement tombé dans la marmite house music à la fin des années 80. Tricouleur d'abord dans la distribution, ce Londonien de trente-deux ans a fini par monter en 1994 son propre label, Wall of Sound, cité d'ail au « mur du son » de Phil Spector. Cette petite entreprise de l'underground techno tente aujourd'hui bien des mutations. Moins obsédé par une couleur musicale que la plupart de ses confrères, Mark Jones a pris sous contrat des gens aussi différents que les Wiseguys, les Rhythms Digitales, Mekon ou les Propellerheads.

« Dans la techno, explique-t-il, les DJ ont pris une place démesurée. J'aime travailler avec de vrais musiciens. Je préfère de fortes personnalités à des figures anonymes. Contrairement à beaucoup, nous préférons l'album au format single. Malgré leurs différences, mes groupes partagent la volonté de jouer live et d'abattre les barrières de la danse music. »

Lu Cont, démontre et seul membre des Rhythms Digitales, l'unique signature française de Wall of Sound, a décidé de mettre en scène son incommunicabilité. Cet étrange personnage, à l'âge indéterminé (selon sa maison de disques, il aurait dix-neuf, vingt-quatre ou trente ans...), aurait passé autant d'années en hôpital psychiatrique que devant son sampler. Sur la pochette de son album, *Libération*, figurent seringue et médicaments. A l'Aéronef, il a choisi de se placer en fond de scène, entouré de ses ordinateurs. Il porte une cape, ses cheveux noient son visage. A deux pas de lui, un homme se tient en habit d'indien.

Humour malsain ou véritable pathologie ? Jacques restera invisible, mais ses rythmiques euphoriques, ses interventions bizarrement enfantines, entremêlées d'échantillons de gravité, auront fasciné un public qui, cette nuit-là, s'est aventuré au-delà (ou en deçà ?) des concerts et des raves.

## Marcello Mastroianni a été enterré à Rome

APRÈS QUE des milliers de Romains eurent défilé devant son cercueil, exposé au Capitole, samedi 21 décembre, Marcello Mastroianni a été enterré dimanche 22 décembre au cimetière Verano de Rome. Seule sa « famille italienne » comme il l'appelait, son épouse Flora Carabella, dont il n'a jamais divorcé, et leur fille Barbara, s'est occupée de cette dernière cérémonie. La « famille française » de Marcello Mastroianni, la cinéaste italienne Anna Maria Tatò avec laquelle il vivait à Paris depuis vingt ans, sa précédente compagne, Catherine Deneuve, et leur fille Chiara, ne sont pas venues à Rome. Elles avaient organisé une cérémonie religieuse à Paris, à l'église Saint-Sulpice, vendredi 20 décembre.

■ ÉDITION PHONOGRAPHIQUE : le Syndicat national de l'édition phonographique (SNEP) organise la cinquième Fête du disque du 8 au 23 février 1997. A la différence des années précédentes où tout acheteur d'un minimum de 250 francs de disques se voyait offrir un disque de compilation réalisé pour la circonstance, les amateurs recevront cette année, pour une somme d'achats équivalente, un disque compact de leur choix.

- C'est pour vous.

240 F offerts

et jusqu'à 9 h de communications en cadeau

A tous ceux qui rêvent d'un abonnement Itineris et pour téléphoner librement partout en France\*, Itineris offre 240 F (déduits de l'une des premières factures) et, selon la formule d'abonnement choisie et les modulations horaires, de 3 h à 9 h de communications offertes soit : 217 F répartis sur 6 mois pour tout abonnement à Declic, 759 F pour Référence et 814 F pour Affaire. Offre valable pour tout nouvel abonné Itineris du 18-11 au 31-12-96.

Itineris

On va beaucoup plus loin avec Itineris.

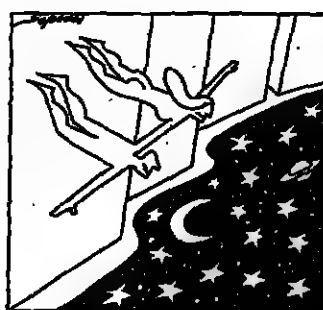
N° Vert 8 000 830 800

France Telecom Mobiles



# Hommage au photographe Robert Frank

Les épreuves originales au Centre culturel suisse



A DÉFAUT de la superbe rétrospective Robert Frank imaginée par la National Gallery de Washington, qui a parcouru le monde, en orbitant Paris, les amateurs du photographe américain se rendront au Centre culturel suisse. On peut y découvrir un joli échantillon d'une œuvre qui a révolutionné le regard dans l'immédiat après-guerre. Le lieu n'est pas approprié, le parcours est mal défini, la période la plus récente est à peine évoquée : bref, l'accrochage manque de sens. Mais les occasions sont rares, en France, de voir autant d'épreuves originales, dont la majorité ont été tirées dans la continuité de la prise de vues. Le Centre culturel n'est pas

un musée. C'est tout le problème de cette exposition, montée à partir de la collection de la Fondation suisse pour la photographie, qui se veut un hommage à un compatriote - Frank est né à Zurich. Reste à déguster ses photos comme un clip. Elles courent de 1941 à 1994, de la Suisse à sa retraite canadienne, en passant par deux séries historiques : « Les Américains » et « Black, White and Things ».

★ Centre culturel suisse, 38, rue des Francs-Bourgeois, Paris 3<sup>e</sup>. M<sup>o</sup> Saint-Paul. Du mercredi au dimanche, de 14 heures à 19 heures. Tél. : 01-42-71-44-50.

## UNE SOIRÉE À PARIS

Monsieur Chouffeur, le Mariage aux lanternes d'Offenbach, avec la troupe de l'Opéra-Comique-Jeune Théâtre lyrique de France. Alain Ménard (ténor), Philippe Costantini (clarinette), Jean-Charles Capon (violoncelle), Ariane Jacob, Graham Lilly, Sylvia Kutz (mise en scène). Les élèves de l'école de chant de l'Opéra-Comique présentent leur premier spectacle. Une aubaine. Opéra-Comique, Salle Favart, 3, rue Favart, Paris 2<sup>e</sup>. 19 h 30, les 23, 24, 26, 27 et 28 ; 16 heures, le 29 ; 16 heures et 21 heures, le 31. Tél. : 01-42-44-46-46. De 35 F à 250 F.

Opéra de Minkha Trois grands classiques du répertoire (La Princesse Cendrillon et, en alternance, La Forêt en feu ou Le Roi des singes) présentés par la troupe de la Ville de Dailian, port et centre industriel de la Chine. Une référence en la matière. Les Abesses (Théâtre de la Ville), 31, rue des Abesses, Paris 18<sup>e</sup>.

20 h 30, les 26, 27 et 28 ; 15 heures, le 29. Tél. : 01-42-74-22-77. De 95 F à 140 F.

Le Cabaret du P'tit Matin Comédie, musique, chant, danse, acrobatie... Tout ce qui fait la saveur et les plaisirs du cabaret, par la Compagnie du P'tit Matin, dirigée par Michèle Guigon. Les Étoiles, 61, rue du Château-d'Eau, Paris 10<sup>e</sup>. 20 h 30, les 24 et 25. Tél. : 01-47-70-50-56. 80 F.

Rachel Gould Trio Une chanteuse de jazz bien éloignée des poncifs sur les belles évanouies des nuits enfumées des clubs. Rachel Gould est chanteuse de jazz et c'est tout, donc déjà étonnément. Avec elle, le pianiste Michel Grallier et le contrebassiste Riccardo del Pra. On peut se souvenir de leur présence auprès de Chet Baker. Au Duc des Lombards, 42, rue des Lombards, Paris 1<sup>er</sup>. 22 heures, les 24, 26 et 27. Tél. : 01-42-33-22-38. De 70 F à 100 F.

## MUSIQUE

Une sélection de concerts classiques, jazz, chanson et musiques du monde à Paris et en Ile-de-France

### CLASSIQUE

Porgy and Bess de Germaine Terry Cook, Alvy Powell (Porgy), Marquita Lizar, Isabelle Kaba-tu (Bess), Jeffrey LaVat, Lester Lynch (Crown), Angela Simpson (Serena), Chœur du Houston Grand Opera, Orchestre lyrique de Paris, John DeMain (direction), Tazewell Thompson (mise en scène), Stephen Terrell (chorégraphie). Opéra-Bastille, place de la Bastille, Paris 1<sup>er</sup>. M<sup>o</sup> Bastille. 19 h 30, les 23, 24, 26, 27, 30 et 31 décembre et le 2 janvier ; 14 heures et 20 heures, le 28 décembre et le 4 janvier ; 15 heures, le 29 décembre et le 5 janvier. Tél. : 01-42-73-13-00. De 55 F à 450 F.

Ensemble Les Deserts indociles Œuvres de Bach, Muffat, Corelli et Leclair. Église Saint-Ephrem-le-Syriaque, 17, rue des Carmes, Paris 5<sup>e</sup>. M<sup>o</sup> Maubert-Mutualité. 17 heures, le 28. Tél. : 01-34-51-36-46. 100 F.

Mira Glodan (Violon), Frederick Haas (clavier). Œuvres de Fracabelli, Castello, Silber et Bull. Église Saint-Ephrem-le-Syriaque, 17, rue des Carmes, Paris 5<sup>e</sup>. M<sup>o</sup> Maubert-Mutualité. 17 heures, le 28. Tél. : 01-34-51-36-46. 100 F.

### JAZZ

Fabrice Eddy Caveau de la Huchette, 5, rue de la Huchette, Paris 3<sup>e</sup>. M<sup>o</sup> Saint-Michel. 21 h 30, les 23, 24 et 25. Tél. : 01-42-26-15-05. De 60 F à 70 F.

Slow Club, 130, rue de Rivoli, Paris 1<sup>er</sup>. M<sup>o</sup> Châtelet. Pont-Neuf. 22 heures, les 26, 27 et 28. Tél. : 01-42-33-84-30. De 60 F à 75 F.

Jimmy Smith Trio Au Duc des Lombards, 42, rue des Lombards, Paris 1<sup>er</sup>. M<sup>o</sup> Châtelet. 22 heures, le 23. Tél. : 01-42-33-22-38. De 70 F à 100 F.

Philippe Duchemin Trio Le Bûche, 13, rue Saint-Benoît, Paris 5<sup>e</sup>. M<sup>o</sup> Saint-Germain-des-Prés. 22 h 30, les 23, 24, 26, 27 et 28. Tél. : 01-45-48-81-84. 120 F.

Jeffrey Smith Quartet La Villa, 29, rue Jacob, Paris 6<sup>e</sup>. M<sup>o</sup> Saint-Germain-des-Prés. 22 h 30, les 23. Tél. : 01-42-33-22-38. De 120 F à 150 F.

Art Sound Orchestra Balzar, 58, rue des Lombards, Paris 1<sup>er</sup>. M<sup>o</sup> Châtelet. 22 heures, le 23. Tél. : 01-42-33-22-38. De 35 F à 80 F.

Paco Sery Electric Six Sunset, 60, rue des Lombards, Paris 1<sup>er</sup>. M<sup>o</sup> Châtelet. 22 heures, les 26, 27, 28 et 29. Tél. : 01-40-26-46-60. De 80 F à 100 F.

M<sup>o</sup> Châtelet. 22 heures, les 26, 27, 28 et 29. Tél. : 01-40-26-46-60. De 80 F à 100 F.

Deborah Davis Quartet La Villa, 29, rue Jacob, Paris 6<sup>e</sup>. M<sup>o</sup> Saint-Germain-des-Prés. 22 h 30, les 26, 27, 28, 30 et 31 décembre et les 1<sup>er</sup>, 2, 3 et 4 janvier. Tél. : 01-42-33-22-38. De 70 F à 100 F.

Rosa King & Upside Down Au Duc des Lombards, 42, rue des Lombards, Paris 1<sup>er</sup>. M<sup>o</sup> Châtelet. 22 heures, les 28, 29, 30 et 31. Tél. : 01-42-33-22-38. De 70 F à 100 F.

### CHANSON

Le Quinze de Paris Le Divan du monde, 75, rue des Marais, Paris 11<sup>e</sup>. M<sup>o</sup> Châtelet. 20 h 30, les 23, 24, 25, 26, 27 et 28. Tél. : 01-44-92-77-66. De 130 F à 150 F.

Alain Auranché Ailleurs, 13, rue Beauséjour, Paris 4<sup>e</sup>. M<sup>o</sup> Bastille. 20 h 30, les 23 et 30. Tél. : 01-44-59-82-82. De 30 F à 80 F.

Black and Blue Châtelet, 1, place du Châtelet, Paris 1<sup>er</sup>. M<sup>o</sup> Châtelet. 20 h 30, les 23, 26, 27 et 31 décembre et les 2 et 3 janvier ; 14 h 30 et 18 h 30, les 25 et 29 décembre et les 1<sup>er</sup> et 5 janvier ; 16 heures et 20 h 30, le 28 décembre et le 4 janvier. Tél. : 01-40-28-28-40. De 50 F à 250 F.

Yves Lazeur Bobino, 20, rue de la Gaîté, Paris 14<sup>e</sup>. M<sup>o</sup> Châtelet. 20 h 30, les 24, 25, 26, 27, 28 et 31 décembre et les 1<sup>er</sup>, 2, 3 et 4 janvier ; 15 heures, le 29 décembre et le 5 janvier. Tél. : 01-42-77-75-75. Location Franc, Virgin, 130 F.

87-82-48. De 70 F à 90 F.

Gérard Blanchard Ailleurs, 13, rue Beauséjour, Paris 4<sup>e</sup>. M<sup>o</sup> Bastille. 20 h 30, les 26, 27 et 28. Tél. : 01-44-59-82-82. De 30 F à 80 F.

### MUSIQUES DU MONDE

Frères Guisès, Ombu Guinguette Pirate, quai de la Gare, Paris 13<sup>e</sup>. M<sup>o</sup> Quai-de-la-Gare. 19 h 30, le 24. Tél. : 01-47-97-22-22. 150 F.

Le Grand Klezmer Guinguette Pirate, quai de la Gare, Paris 13<sup>e</sup>. M<sup>o</sup> Quai-de-la-Gare. 21 heures, le 25. Tél. : 01-47-97-22-22. 30 F.

L'Orlent Express Moving Schnoers Théâtre international de langue française, 221, avenue Jean-Jaurès, Paris 19<sup>e</sup>. M<sup>o</sup> Porte-de-Pantin. 20 h 30, les 26, 27, 28, 30 et 31 ; 16 heures, le 29. Tél. : 01-42-03-93-85.

Mawall Guinguette Pirate, quai de la Gare, Paris 13<sup>e</sup>. M<sup>o</sup> Quai-de-la-Gare. 21 heures, le 26. Tél. : 01-47-97-22-22. 30 F.

Percey, Sékou Kouyate, Nahawa Doumbia Saint-Denis (93). Théâtre Gérard-Philips, 59, boulevard Jules Guesde. M<sup>o</sup> Saint-Denis-Bastille. 20 h 30, le 24. Tél. : 01-43-18-70-00. 110 F.

## DANSE

Une sélection à Paris et en Ile-de-France Étoiles, solistes et ballet de l'Opéra de Paris George Balanchine : Apollon, Agon, Capriccio, Violin Concerto. Opéra de Paris, Palais Garnier, place de l'Opéra, Paris 3<sup>e</sup>. M<sup>o</sup> Opéra. 19 h 30, les 23 et 25. Tél. : 01-44-73-13-00. De 30 F à 380 F.

Casse-noisette Elisabeth Maurin, Véronique Doléneau, Ghislaine Fallou, Clara, Yann Brédard, Kader Belarbi, Manuel Legris : Drosselmeyer, Laure Muret, Claire-Marie Ota, Mikiel Kudo : Louisa. Ballet de l'Opéra de Paris, Maîtres des Hautes-de-Seine. Orchestre de l'Opéra de Paris, Victor Fédorov : direction, Rudolf Noureov : chorégraphie. Opéra de Paris, Palais Garnier, place de l'Opéra, Paris 3<sup>e</sup>. M<sup>o</sup> Opéra. 14 h 30 et 20 heures, le 24 ; 19 h 30, les 26, 27, 28 et 31. Tél. : 01-44-73-13-00. De 30 F à 380 F.

Compagnie Angéline Preljocaj Roméo et Juliette. Théâtre de la Ville, 2, place du Châtelet, Paris 4<sup>e</sup>. M<sup>o</sup> Châtelet. 20 h 30, les 26, 27 et 28 ; 15 heures, le 29. Tél. : 01-42-74-22-77. 180 F.

Ballet Antonio Canales (Mamenco) Théâtre des Champs-Élysées, 15, avenue Montaigne, Paris 8<sup>e</sup>. M<sup>o</sup> Alma-Marceau, Torralba, À cordes y tacles : 20 h 30, les 24, 26 et 27. Gitano : 20 h 30, les 28, 29 et 30. Soirée spéciale Fiesta Flamenca : le 31 à 20 h 30. Tél. : 01-49-52-50-50. De 60 F à 290 F.

## RÉGIONS

### MUSIQUE CLASSIQUE

FRÉJUS Orchestre régional de Cannes Haydn : Symphonie n° 86. Saint-Saëns : Oratorio de Noël. Philippe Bender (direction). Cathédrale Sainte-Léonce, 83 Fréjus. 20 h 30, le 27. Tél. : 04-92-98-62-77. De 110 F à 140 F.

LYON Les Noces de Fauré de Mozart. Giovanni Furlanetto, Christophe Lacasse (Fauré), Chœur et orchestre de l'Opéra de Lyon, Paolo Olmi (direction), Jean-Pierre Vincent (mise en scène). Opéra Nouvel, 1, place de la Comédie, 69 Lyon. 20 heures, le 27. Tél. : 04-72-00-45-45. De 85 F à 370 F.

Une petite flûte enchantée d'après Mozart. Atelier lyrique, maîtrise et orchestre de l'Opéra de Lyon, Claire Gibault (direction), Louis Erlo (mise en scène). Opéra Nouvel, 1, place de la Comédie, 69 Lyon. 20 h 30, les 27, 28 et 30 ; 17 heures, le 29 ; 19 h 30, le 31. Tél. : 04-72-00-45-45. De 155 F à 370 F.

### TOULOUSE

La Belle Hélène d'Offenbach, Martine Olmeda (Hélène), Kenn Chester (Paris), Michel Tremont (Calchas), Charles Burles (Ménélas), Jean Brun (Agamemnon), Yves Bisson (Ajax II), Daniel Capelle (Ajax III), Jean-Marie Joye (Achille), Françoise Goffier (Oreste), Ballet, chœur et orchestre national du Capitole de Toulouse, Claude Cugulière (direction), Jérôme Savary (mise en scène), Jacqueline Canal (chorégraphie). Théâtre du Capitole, place du Capitole, 31 Toulouse. 20 h 30, les 24, 26, 27 et 31 ; 14 h 30, les 25, 28 et 29. Tél. : 05-61-22-66-32. De 80 F à 250 F.

### DANSE

LYON La Sylphide. Ballet du Rhin, Peter Schaufuss : chorégraphie. Maison de la danse, 8, avenue Jean-Mermoz, 69 Lyon. 20 h 30, le 27. Tél. : 04-78-75-86-58. De 140 F à 190 F.

Compagnie Ballet de l'Opéra de Lyon. Maygy Marin : chorégraphie. Opéra Nouvel, 1, place de la Comédie, 69 Lyon. 20 h 30, les 27, 28 et 31 ; 17 heures, le 29 ; 19 h 30, le 26. Tél. : 04-72-00-45-45. De 90 F à 190 F.

MONTE-CARLO Ballet de Monte-Carlo. Jean-Christophe Mallot : Roméo et Juliette. Opéra, place du Casino, 97 Monte-Carlo. 20 h 30, les 23, 27, 28 et 30 décembre et les 2 et 3 janvier ; 16 heures, les 25 et 29 décembre et le 1<sup>er</sup> janvier. Tél. : 00-377-92-16-24-17. De 150 F à 380 F.

## CINÉMA

### NOUVEAUX FILMS

ANNA, ANNA Film suisse de Gerti Klay, Jürgen Brauer, avec Les Hirtmann, Wanda Hirtmann, Rona Schütz (1 h 18). VF : L'intérop, 14 (01-45-43-41-65).

LES BOULIERS Dessin animé français de Jean Hurtado (1 h 10). Reflet Médias II, 9 (01-43-54-42-34).

DANS LA MÈLE Film italien de Gianni Zanasi, avec Lorenzo Visconti, Andrea Proietti, Emiliano Cipolletti, Marco Adamo, Valentina Sora (1 h 28). VO : Latina, 4 (01-42-78-47-88).

DAYLIGHT Film américain de Rob Cohen, avec Sylvester Stallone, Amy Brenneman, Viggo Mortensen, Dan Hedaya, Jay D. Sanders, Karen Young (1 h 54).

VO : UGC Ciné-Cité les Halles, dolby, 1<sup>er</sup> ; UGC Odéon, dolby, 6<sup>e</sup> ; Gaumont Marignan, dolby, 8<sup>e</sup> (réservation : 40-30-20-10) ; UGC Normandie, dolby, 13<sup>e</sup> (01-47-07-55-88 ; réservation : 40-30-20-10).

MRS WINTERBOURNE Film américain de Richard Benjamin, avec Shirley MacLaine, Ricki Lake, Brendan Fraser, Miguel Sandoval, Cheryn De Prume, Peter Gerety (1 h 44).

VO : UGC Forum-Orient Express, dolby, 1<sup>er</sup> ; Elysées Lincoln, 8 (01-43-59-36-14).

POUR UN FILM DE FEMME Film britannique de Jane Campion, avec Nicole Kidman, John Malkovich, Barbara Hershey, Mary-Louise Parker, Martin Donovan, Shelley Duvall (2 h 22).

VO : UGC Ciné-Cité les Halles, dolby, 1<sup>er</sup> ; 14-Juillet Beaubourg, dolby, 3<sup>e</sup> (01-42-77-14-55) ; UGC Danton, 6<sup>e</sup> ; UGC Rotonde, dolby, 6<sup>e</sup> ; UGC Danton, dolby, 6<sup>e</sup> ; Gaumont Ambassade, dolby, 8<sup>e</sup> (01-43-59-19-08 ; réservation : 40-30-20-10) ; George-V, dolby, 8<sup>e</sup> ; Gaumont Opéra Français, dolby, 9<sup>e</sup> (01-47-70-33-88 ; réservation : 40-30-20-10) ; 14-Juillet Bastille, dolby, 11<sup>e</sup> (01-43-57-90-81 ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Champs-Élysées, dolby, 9<sup>e</sup> (01-43-59-04-67 ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Opéra Français, dolby, 9<sup>e</sup> (01-47-70-33-88 ; réservation : 40-30-20-10) ; 14-Juillet Bastille, dolby, 11<sup>e</sup> (01-43-57-90-81 ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Champs-Élysées, dolby, 9<sup>e</sup> (01-43-59-04-67 ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Opéra Français, dolby, 9<sup>e</sup> (01-47-70-33-88 ; réservation : 40-30-20-10) ; 14-Juillet Bastille, dolby, 11<sup>e</sup> (01-43-57-90-81 ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Champs-Élysées, dolby, 9<sup>e</sup> (01-43-59-04-67 ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Opéra Français, dolby, 9<sup>e</sup> (01-47-70-33-88 ; réservation : 40-30-20-10) ; 14-Juillet Bastille, dolby, 11<sup>e</sup> (01-43-57-90-81 ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Champs-Élysées, dolby, 9<sup>e</sup> (01-43-59-04-67 ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Opéra Français, dolby, 9<sup>e</sup> (01-47-70-33-88 ; réservation : 40-30-20-10) ; 14-Juillet Bastille, dolby, 11<sup>e</sup> (01-43-57-90-81 ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Champs-Élysées, dolby, 9<sup>e</sup> (01-43-59-04-67 ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Opéra Français, dolby, 9<sup>e</sup> (01-47-70-33-88 ; réservation : 40-30-20-10) ; 14-Juillet Bastille, dolby, 11<sup>e</sup> (01-43-57-90-81 ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Champs-Élysées, dolby, 9<sup>e</sup> (01-43-59-04-67 ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Opéra Français, dolby, 9<sup>e</sup> (01-47-70-33-88 ; réservation : 40-30-20-10) ; 14-Juillet Bastille, dolby, 11<sup>e</sup> (01-43-57-90-81 ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Champs-Élysées, dolby, 9<sup>e</sup> (01-43-59-04-67 ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Opéra Français, dolby, 9<sup>e</sup> (01-47-70-33-88 ; réservation : 40-30-20-10) ; 14-Juillet Bastille, dolby, 11<sup>e</sup> (01-43-57-90-81 ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Champs-Élysées, dolby, 9<sup>e</sup> (01-43-59-04-67 ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Opéra Français, dolby, 9<sup>e</sup> (01-47-70-33-88 ; réservation : 40-30-20-10) ; 14-Juillet Bastille, dolby, 11<sup>e</sup> (01-43-57-90-81 ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Champs-Élysées, dolby, 9<sup>e</sup> (01-43-59-04-67 ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Opéra Français, dolby, 9<sup>e</sup> (01-47-70-33-88 ; réservation : 40-30-20-10) ; 14-Juillet Bastille, dolby, 11<sup>e</sup> (01-43-57-90-81 ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Champs-Élysées, dolby, 9<sup>e</sup> (01-43-59-04-67 ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Opéra Français, dolby, 9<sup>e</sup> (01-47-70-33-88 ; réservation : 40-30-20-10) ; 14-Juillet Bastille, dolby, 11<sup>e</sup> (01-43-57-90-81 ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Champs-Élysées, dolby, 9<sup>e</sup> (01-43-59-04-67 ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Opéra Français, dolby, 9<sup>e</sup> (01-47-70-33-88 ; réservation : 40-30-20-10) ; 14-Juillet Bastille, dolby, 11<sup>e</sup> (01-43-57-90-81 ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Champs-Élysées, dolby, 9<sup>e</sup> (01-43-59-04-67 ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Opéra Français, dolby, 9<sup>e</sup> (01-47-70-33-88 ; réservation : 40-30-20-10) ; 14-Juillet Bastille, dolby, 11<sup>e</sup> (01-43-57-90-81 ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Champs-Élysées, dolby, 9<sup>e</sup> (01-43-59-04-67 ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Opéra Français, dolby, 9<sup>e</sup> (01-47-70-33-88 ; réservation : 40-30-20-10) ; 14-Juillet Bastille, dolby, 11<sup>e</sup> (01-43-57-90-81 ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Champs-Élysées, dolby, 9<sup>e</sup> (01-43-59-04-67 ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Opéra Français, dolby, 9<sup>e</sup> (01-47-70-33-88 ; réservation : 40-30-20-10) ; 14-Juillet Bastille, dolby, 11<sup>e</sup> (01-43-57-90-81 ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Champs-Élysées, dolby, 9<sup>e</sup> (01-43-59-04-67 ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Opéra Français, dolby, 9<sup>e</sup> (01-47-70-33-88 ; réservation : 40-30-20-10) ; 14-Juillet Bastille, dolby, 11<sup>e</sup> (01-43-57-90-81 ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Champs-Élysées, dolby, 9<sup>e</sup> (01-43-59-04-67 ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Opéra Français, dolby, 9<sup>e</sup> (01-47-70-33-88 ; réservation : 40-30-20-10) ; 14-Juillet Bastille, dolby, 11<sup>e</sup> (01-43-57-90-81 ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Champs-Élysées, dolby, 9<sup>e</sup> (01-43-59-04-67 ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Opéra Français, dolby, 9<sup>e</sup> (01-47-70-33-88 ; réservation : 40-30-20-10) ; 14-Juillet Bastille, dolby, 11<sup>e</sup> (01-43-57-90-81 ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Champs-Élysées, dolby, 9<sup>e</sup> (01-43-59-04-67 ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Opéra Français, dolby, 9<sup>e</sup> (01-47-70-33-88 ; réservation : 40-30-20-10) ; 14-Juillet Bastille, dolby, 11<sup>e</sup> (01-43-57-90-81 ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Champs-Élysées, dolby, 9<sup>e</sup> (01-43-59-04-67 ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Opéra Français, dolby, 9<sup>e</sup> (01-47-70-33-88 ; réservation : 40-30-20-10) ; 14-Juillet Bastille, dolby, 11<sup>e</sup> (01-43-57-90-81 ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Champs-Élysées, dolby, 9<sup>e</sup> (01-43-59-04-67 ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Opéra Français, dolby, 9<sup>e</sup> (01-47-70-33-88 ; réservation : 40-30-20-10) ; 14-Juillet Bastille, dolby, 11<sup>e</sup> (01-43-57-90-81 ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Champs-Élysées, dolby, 9<sup>e</sup> (01-43-59-04-67 ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Opéra Français, dolby, 9<sup>e</sup> (01-47-70-33-88 ; réservation : 40-30-20-10) ; 14-Juillet Bastille, dolby, 11<sup>e</sup> (01-43-57-90-81 ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Champs-Élysées, dolby, 9<sup>e</sup> (01-43-59-04-67 ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Opéra Français, dolby, 9<sup>e</sup> (01-47-70-33-88 ; réservation : 40-30-20-10) ; 14-Juillet Bastille, dolby, 11<sup>e</sup> (01-43-57-90-81 ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Champs-Élysées, dolby, 9<sup>e</sup> (01-43-59-04-67 ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Opéra Français, dolby, 9<sup>e</sup> (01-47-70-33-88 ; réservation : 40-30-20-10) ; 14-Juillet Bastille, dolby, 11<sup>e</sup> (01-43-57-90-81 ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Champs-Élysées, dolby, 9<sup>e</sup> (01-43-59-04-67 ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Opéra Français, dolby, 9<sup>e</sup> (01-47-70-33-88 ; réservation : 40-30-20-10) ; 14-Juillet Bastille, dolby, 11<sup>e</sup> (01-43-57-90-81 ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Champs-Élysées, dolby, 9<sup>e</sup> (01-43-59-04-67 ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Opéra Français, dolby, 9<sup>e</sup> (01-47-70-33-88 ; réservation : 40-30-20-10) ; 14-Juillet Bastille, dolby, 11<sup>e</sup> (01-43-57-90-81 ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Champs-Élysées, dolby, 9<sup>e</sup> (01-43-59-04-67 ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Opéra Français, dolby, 9<sup>e</sup> (01-47-70-33-88 ; réservation : 40-30-20-10) ; 14-Juillet Bastille, dolby, 11<sup>e</sup> (01-43-57-90-81 ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Champs-Élysées, dolby, 9<sup>e</sup> (01-43-59-04-67 ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Opéra Français, dolby, 9<sup>e</sup> (01-47-70-33-88 ; réservation : 40-30-20-10) ; 14-Juillet Bastille, dolby, 11<sup>e</sup> (01-43-57-90-81 ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Champs-Élysées, dolby, 9<sup>e</sup> (01-43-59-04-67 ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Opéra Français, dolby, 9<sup>e</sup> (01-47-70-33-88 ; réservation : 40-30-20-10) ; 14-Juillet Bastille, dolby, 11<sup>e</sup> (01-43-57-90-81 ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Champs-Élysées, dolby, 9<sup>e</sup> (01-43-59-04-67 ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Opéra Français, dolby, 9<sup>e</sup> (01-47-70-33-88 ; réservation : 40-30-20-10) ; 14-Juillet Bastille, dolby, 11<sup>e</sup> (01-43-57-90-81 ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Champs-Élysées, dolby, 9<sup>e</sup> (01-43-59-04-67 ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Opéra Français, dolby, 9<sup>e</sup> (01-47-70-33-88 ; réservation : 40-30-20-10) ; 14-Juillet Bastille, dolby, 11<sup>e</sup> (01-43-57-90-81 ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Champs-Élysées, dolby, 9<sup>e</sup> (01-43-59-04-67 ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Opéra Français, dolby, 9<sup>e</sup> (01-47-70-33-88 ; réservation : 40-30-20-10) ; 14-Juillet Bastille, dolby, 11<sup>e</sup> (01-43-57-90-81 ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Champs-Élysées, dolby, 9<sup>e</sup> (01-43-59-04-67 ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Opéra Français, dolby, 9<sup>e</sup> (01-47-70-33-88 ; réservation : 40-30-20-10) ; 14-Juillet Bastille, dolby, 11<sup>e</sup> (01-43-57-90-81 ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Champs-Élysées, dolby, 9<sup>e</sup> (01-43-59-04-67 ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Opéra Français, dolby, 9<sup>e</sup> (01-47-70-33-88 ; réservation : 40-30-20-10) ; 14-Juillet Bastille, dolby, 11<sup>e</sup> (01-43-57-90-81 ; réservation : 4



## Radio

**France-C**

**20.30** *Le Grand Dodo.*  
La justice et le pouvoir.

**21.30** *Mourir de rire*  
*au Grand-Guignol.*  
Un révéillon au Père-Lachaise,  
de Pierre Weber et Henry de  
Gorse.

**22.40** *Toit ouvrant.*  
Le magazine qui décoiffe.

**0.05** *De jour au lendemain.* Maurice  
Saurat (Fibre dedans et dehors).

**France-Musique**  
20.00 Concert.  
En direct de la cathédrale de Berlin, par le Chœur d'enfants de la Mission de Berlin et le Chœur et l'Orchestre symphonique de la Radio de Berlin, dir. Robert Conert.  
Avec Philip Salmons, directeur.  
Œuvres de Vaughan-Williams :  
Psaume 100 pour chœur et orchestre ; *Inveter* ;  
"Oration, *Requiem* ; *the Naughtie*, *Today the Virgin* ;  
*Fino* ; *Il terra più* (Scène de Noël pour soprano, baryton, chœur et orchestre), Carola Höhn, soprano, Siegfried Lorenz, baryton ; *Britten* :  
"Noctes (cantate pour sœur, deux pianos orgue, percussions, chœur et

## Les films sur les chaînes européennes

20.40 Les Solistes  
de Radio-Classique.  
Liszt et la virtuosité. Grand  
programme chronométré. Concerto di  
bravura de Liszt; Symphonie  
fantastique op. 14; sonne  
d'une nuit de samedi de  
Berlioz; par l'Orchestre Phil.  
de Vienne; Le Songe de  
Paganini, avec 5. Cello,  
violon. L'Orchestre Phil. de  
Londres; Étude d'après  
Schumann; Étude d'après  
Paganini n° 6 de Liszt; La  
Sous-poulx extraits,  
de Bellini; Fantaisie sur  
Le Somnambule; Concerto n° 1  
de Liszt; Étude de  
Schubert; Mazurka, étude  
symphonique de Liszt;  
Mazurka, polone  
symphonique de Liszt.

## Radio

**France-Culture**

**20.00 Le Rythme et la Raison.**  
Médéric Savary. Auteur de  
Fœneux de Duile Ellington 20.

**20.30 Au pays des solitudes.**  
De prière des Roches Douvres.

**22.40 Nuits magiciennes.**  
Cécile, Salomon, Moïse et  
les autres.

**0.00 Mente de minuit.** Un direct de la  
radio de la ville de Rome, à Rome.  
Prédicateur: Mgr Gérard Defois,  
archevêque de Reims. Avec le chœur  
de la maîtrise de Reims. 1.15 Contre  
la chronophage et la  
pendule. Tasse de minuit. 2.00 Les Nuits  
de France Culture. (redif) Nuit  
de France Culture. 2.00  
Journal de ma vie: 2.21 Une femme  
née 100 ans trop tôt; 3.34 La musique  
et les hommes. George Sand et la  
musique: le roman de George; 5.50  
De la nuit: qu'est-ce que la nuit  
derrière la bonne dame? 6.50 Piété!

**France-Musique**  
**20.00 Noël aux chandelles.**  
 Poèmes de Supervielle,  
 Claudel, Brland, Jammes,  
 Daudet, Hérédia, Cocteau,  
 Verlaine, Villon, Colette...  
**22.00 Concert enregistré à**  
**Wells en Grande-Bretagne,**  
 par le Wells Cathedral Choir,  
 dir. Malcolm Archer. Rupert  
 Cough, orgue. Œuvres de  
 Sweelinck, De Vries.

Poulenc, Bêbi, Willcocks, un  
chant traditionnel anglais.

0.00 Les Nuits de France-Musique.

**Radio-Classique.**

**20.40 Les Soirées**  
de Radio-Classique.  
Sergio Celibidache et Daniel  
Barenboim. Concerto pour  
piano n° 1, op. 62 de Brahms,  
Daniel Barenboim, piano. Par  
l'Orchestre Phil. de Munich.  
Dir. Sergio Celibidache ;  
Symphonie n° 9, de Moussorgski  
Monde op. 95 de Dvorak, par  
l'Orchestre Phil. de Munich,  
dir. Sergio Celibidache.

**22.30 Les Soirées...** (Soirée). 0.00 Les  
Nuits de Radio-Classique.

### Les films sur les chaînes européennes

Les programmes complets de radio, de télévision et une sélection du câble sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi.

**Signification des symboles :**

- Signalé dans « Le Monde »
- Télévision-Radio-Multimédia
- On peut voir
- Ne pas manquer.
- ■ Chef-d'œuvre ou classique.
- Sous-titrage spécial pour les sourds et les...



## D'intenses négociations se poursuivent sur l'évacuation de la ville d'Hébron

D'importantes divergences persistent entre Israéliens et Palestiniens

LE COORDONNATEUR américain pour le Proche-Orient, Dennis Ross, a fait état, lundi 23 décembre, de divergences persistantes entre Israéliens et Palestiniens à propos de l'évacuation partielle de la ville d'Hébron par l'Autorité palestinienne, alors que les deux négociations poursuivent leurs négociations intensives. « Nous avons passé une bonne nuit de travail, mais il demeure des divergences », a affirmé M. Ross aux journalistes, dans le bureau du président de l'Autorité palestinienne, Yasser Arafat, à Gaza. Un peu plus tôt, un négociateur palestinien s'était montré beaucoup plus optimiste en déclarant pas la conclusion rapide d'un accord.

« Les négociations ont été intenses et positives, elles continuent sans arrêt », a déclaré pour sa part le président palestinien, qui a en-

du la conclusion d'un accord dans l'immédiat, mais laissé entendre que son entretien avec l'ambassadeur du président américain Bill Clinton avait contribué à réduire la tension entre les États-Unis et l'Autorité palestinienne. « Jusqu'à présent, nous ne pouvons pas dire qu'il y a des résultats définitifs. Nous avons réglé quelques points en suspens entre nous [les Palestiniens et les Américains], et nous avons examiné les moyens pour faire avancer le processus de paix », a-t-il ajouté. Un message du président américain, dont la teneur n'a pas été révélée, avait été remis vendredi au président de l'Autorité palestinienne par le consul général américain à Jérusalem.

Avant l'arrivée de M. Ross au Proche-Orient, samedi, M. Arafat s'était vu accusé par les États-Unis de faire traîner la conclusion d'un accord sur Hébron. Le secrétaire

d'État américain, Warren Christopher, avait ainsi indiqué que les Israéliens avaient fait « quelques pas » et qu'il était « temps » pour les Palestiniens, « d'y répondre ». Agacé, M. Arafat avait alors répliqué en demandant à l'ambassadeur américain de se conduire en « honnête médiateur » et en lui recommandant de ne pas prendre « le parti d'Israël ».

Symbolique du blocage du processus de paix depuis l'élection de Benjamin Netanyahu au poste de premier ministre d'Israël, le 29 mai, l'évacuation partielle de la ville d'Hébron aurait dû intervenir en mars en vertu des accords conclus en 1995 sur l'extension de l'autonomie palestinienne. Gelée à la suite d'une vague meurtrière d'attentats anti-Israéliens, l'évacuation fait l'objet de laborieuses négociations depuis le mois d'octobre, à la suite de la flambée de

violence sanglante qui a embrasé les territoires palestiniens autonomes et occupés après l'ouverture par Israël d'un tunnel archéologique dans la vieille ville de Jérusalem.

Le gouvernement de M. Netanyahu s'efforce en effet de revenir sur le texte des accords de 1995 et sur les modalités de mise en œuvre du redéploiement. Les Israéliens veulent obtenir de plus grandes garanties de sécurité pour la petite minorité israélienne installée au cœur de la vieille ville palestinienne. Depuis une quinzaine d'années, 450 colons juifs extrémistes vivent à Hébron parmi 120 000 Palestiniens. En 1994, un colon juif, Baruch Goldstein, avait assassiné vingt-neuf Palestiniens en prières dans le caveau des Patriarches, lieu saint revendiqué à la fois par les juifs et par les musulmans. - (AFP)

## Internet soumis à la propriété artistique et intellectuelle

Deux traités sont signés par cent soixante pays

SAN FRANCISCO

L'accord global qui étend la protection de la propriété artistique et intellectuelle au cyberspace devrait rendre Internet plus sûr et contribuer donc à son développement. Les nouvelles dispositions sont réunies dans deux traités distincts adoptés dans la soirée du vendredi 20 décembre par les représentants de cent soixante pays réunis à Genève dans le cadre de l'Organisation mondiale de la propriété artistique et littéraire. Ils étendent la protection assurée aux œuvres publiées par les moyens traditionnels à diffusion numérique, notamment sur le réseau des réseaux électroniques, aussi appelé la « Toile ».

De nouveaux accords étaient nécessaires pour résoudre les problèmes spécifiques posés par le fait qu'on peut, à partir de n'importe quel ordinateur dans le monde, télécharger des copies de qualité égale à l'original à partir du moment où il est accessible sur le réseau. Après la ratification de ces accords par les Parlements des pays signataires (ce qui risque de prendre un certain temps), les auteurs d'œuvres musicales, artistiques, littéraires et de programmes informatiques pourront diffuser leur production sur la Toile sans renoncer à être payés, ce qui devrait contribuer à son développement.

Un troisième traité qui visait à inclure des banques de données (y compris les adresses téléphoniques) dans le même cadre de protection a été très vite abandonné. Il aurait eu pour effet d'appliquer les textes de protection de la propriété intellectuelle et artistique à de simples données, ce qui est contraire à l'usage.

LOBBYING AMÉRICAIN

Les entreprises américaines, et notamment les maisons de disques, sont particulièrement satisfaites dans la mesure où, principaux producteurs mondiaux, elles ont tout à gagner de la généralisation et de l'extension au cyberspace des lois de protection de la propriété intellectuelle et artistique.

L'objectif final tel qu'il a été plusieurs fois exprimé par certains groupes américains intéressés à la négociation était de clarifier et de renforcer les lois des États-Unis sur la propriété intellectuelle mais surtout de les étendre à d'autres pays dans lesquels elles sont moins précises. Au dernier moment, les négociateurs ont renoncé à une mesure qui prévoyait que même les copies temporaires créées sur un ordinateur pour visualiser ou entendre les informations disponibles sur Internet pourraient constituer des violations de l'accord.

Francis Pisan

## « Vache folle » : des plats Panzani-William Saurin retirés de la vente

LA SOCIÉTÉ Panzani-William Saurin (groupe Danone) a annoncé, lundi 23 décembre, sa décision de retirer du marché, « à titre de précaution », des plats cuisinés susceptibles de contenir de la viande bovine britannique. Cette mesure fait suite à des enquêtes conduites par la Direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes. Ces plats avaient été fabriqués avant l'embargo frappant la viande bovine britannique décidé au printemps après l'annonce de la possible transmission à l'homme de la maladie de la « vache folle ».

Il s'agit de barquettes individuelles et familiales de camelloni et spaghetti sauce bolognese (de marque Panzani) ainsi que, dans la gamme William Saurin, de diverses présentations (barquettes et boîtes) de bœuf, ce dernier pouvant être lentilles, mâchons, boulangeron ou encore à l'estragon. Les dates limites de consommation sont comprises entre avril 1998 et avril 2000. On estime chez Panzani-William

Saurin qu'une dizaine de tonnes de ces produits devraient être retirées de la vente sans préciser combien de barquettes ont d'ores et déjà été consommées en France.

CASCADE D'INTERMÉDIAIRES

Comment comprendre que l'on ait pu laisser à la vente, durant neuf mois, des produits contenant une viande tenue pour être potentiellement dangereuse ? A la suite de l'embargo décrété à la fin du mois de mars, tous les produits alimentaires à priori infectieux, c'est-à-dire susceptibles de contenir de la viande bovine britannique ou des produits dérivés, avaient été « consignés, détruits et indemnisés ». « Il s'agissait de viande fraîche, de steaks hachés congelés ou de produits élaborés pour lesquels on avait pu déterminer l'origine britannique des éléments carnés, précise-t-on auprès du ministère de l'Agriculture. Les services compétents ont enquêté et nous avons lancé un appel aux firmes pour qu'elles collaborent à ces mesures préven-

tives. Au total plusieurs milliers de tonnes ont été détruites et les indemnités fixées sur la base de la valeur d'achat se sont élevées à plusieurs millions de francs ».

C'est, explique-t-on, la complexité des circuits commerciaux et la multiplicité des intermédiaires dans la chaîne des plats cuisinés qui explique qu'il a fallu si longtemps pour identifier l'origine britannique des viandes de Panzani-William Saurin. Soucieuse de transparence, cette firme annonce aujourd'hui la mise en place d'une « charte de qualité » qui permettra de garantir aux consommateurs l'origine française des produits bovins. « Nous serons les premiers, confie-t-on, à pouvoir utiliser sur les boîtes de nos produits le sigle « Viande bovine française », et nous entendons à l'avenir maîtriser la traçabilité des viandes contenues dans les plats cuisinés, depuis la naissance de l'animal jusqu'à sa transformation en produit fini ».

Jean-Yves Nau

## Les salariés du « Monde » créent une nouvelle société d'actionnaires

LES JOURNALISTES, les cadres et les employés du Monde viennent d'approuver massivement un projet visant à renforcer leur responsabilité d'actionnaires de la société éditrice du Monde. L'ambition de leurs trois sociétés de salariés est de se doter, progressivement, des moyens financiers leur permettant de participer à d'éventuelles augmentations de capital. Il s'agit, à la fois, de renforcer la stabilité du capital du Monde SA, profondément restructuré depuis 1995, et de consolider la place d'actionnaire principal de la Société des rédacteurs du Monde, garante essentielle, depuis 1951, de l'indépendance du Monde.

Lors de son assemblée générale du 9 décembre, la Société des cadres du Monde (actuellement détentrice de 3,36 % du capital) a approuvé ce projet par 234 parts, contre 3 blancs ou nuls et 3 contre, soit 97,2 % des votants et 99 % des exprimés. Lors de son assemblée générale du 10 décembre, la Société des rédacteurs du Monde (actuellement détentrice de 34,3 % du capital) a fait de même, par 634 parts, contre 70 blancs ou nuls et 52 contre, soit 83,8 % des votants et 92,4 % des exprimés. Enfin,

la Société des employés du Monde (actuellement détentrice de 2,72 % du capital) a approuvé ce projet à l'unanimité des 132 parts présentes ou représentées, lors de son assemblée générale du 16 décembre.

Le projet élaboré conjointement par les journalistes, les cadres et les employés repose sur trois initiatives complémentaires, de nature à donner aux salariés les moyens de participer, à l'avenir, à des augmentations de capital : la création d'une nouvelle Société des personnels du Monde, destinée à incarner cette démarche volontaire des actionnaires salariés ; la mise en place d'un fonds commun de placements permettant de mobiliser de l'épargne salariale ; la négociation d'un plan d'épargne d'entreprise et d'un accord d'intéressement visant à favoriser cette épargne salariale.

Gérard Courtois, président de la Société des rédacteurs Isabelle Naudin, présidente de la Société des employés Bernadette Santiano, présidente de la Société des cadres

## Sécurité renforcée à Marseille après une tentative d'attentat

MARSEILLE

La découverte d'un engin explosif, samedi matin 21 décembre, devant un bureau de poste marseillais (Le Monde date 22-23 décembre) a provoqué un nouveau renforcement des mesures de sécurité dans la cité phocéenne, précise, selon les autorités, sous la double menace des terrorismes corse et islamiste. Trouvée par un passant à l'heure de l'ouverture de ce bureau situé boulevard de Strasbourg (7<sup>e</sup> arrondissement), la bombe, placée dans un sac plastique de couleur jaune, était composée de 3,6 kilos de dynamite de type NC2.

Cet explosif est habituellement utilisé dans l'agriculture et l'exploitation des carrières. L'engin aurait dû sauter vers 4 heures du matin mais l'humidité aurait éteint la mèche, que les enquêteurs ont découverte consumée aux trois quarts. Les spécialistes du laboratoire de police scientifique tentent maintenant de comparer l'explosif avec celui de la forte charge qui, le 4 novembre, avait ravagé la poste principale d'Aix-en-Provence, quel-

ques heures avant l'ouverture, à Marseille, d'un sommet franco-espagnol réunissant Jacques Chirac et José María Aznar. Cet attentat avait été attribué aux mouvements nationalistes corses tout comme celui qui a endommagé les locaux de la Société nationale Corse-Méditerranéenne, le 28 novembre, sur les quais de Marseille.

Daniel Herbet, directeur départemental de la sécurité publique des Bouches-du-Rhône, a tenu à féliciter le passant qui, samedi, après avoir repéré ce paquet suspect, a alerté les responsables de la Poste. Il a renouvelé les consignes de prudence et lancé un nouvel appel au civisme. Les forces de sécurité ont été déployées autour de tous les édifices sensibles marseillais, la menace s'alourdissant chaque année à l'approche de la date anniversaire du détournement de l'Airbus d'Al-France par un commando d'islamistes algériens, il y a deux ans. Le 26 décembre 1994, les pilotes de l'air avaient été tués lors d'un assaut sur l'aéroport Marseille-Provence.

Luc Leroux

## Modeste repli à la Bourse de Paris

LES VALEURS FRANÇAISES ont été cotées à la baisse, lundi 23 décembre, à la Bourse de Paris, dernier jour du terme boursier de décembre. En repli de 0,28 % au début des échanges, l'indice CAC 40 perdait 0,13 % à 2 275,65 points au cours de 12 h 15. Sur le front des taux d'intérêt, le contrat européen du Matif, qui sert à mesurer la performance des emprunts à l'étranger, a ouvert en hausse. L'échéance mars du contrat gagnait 4 centimes à 128,80 points. Du côté des changes, le dollar restait ferme à 5,2420 francs et 1,5627 de francs contre respectivement 5,2405 francs et 1,5590 de francs.

mark dans les échanges interbancaires de vendredi soir. Le franc s'appreciait face au deutschemark, la devise allemande s'échangeant à 3,3760 francs contre 3,3780 francs à la veille du week-end.

VALEURS LES PLUS ACTIVES

SÉANCES 1996	Échanges	Cotation en %
Amis 1996	2 785	22,85
Amis 1997	2 785	22,85
Amis 1998	2 785	22,85
Amis 1999	2 785	22,85
Amis 2000	2 785	22,85
Amis 2001	2 785	22,85
Amis 2002	2 785	22,85
Amis 2003	2 785	22,85
Amis 2004	2 785	22,85
Amis 2005	2 785	22,85

MARCHÉ DES CHANGES À PARIS

DEVISES	cours BDF 2012	% 1912	Actif	Vente
Allemagne (100 DM)	337,420	+0,02	326	359
Autriche	6,500	+0,02	—	—
Belgique (100 F)	5,750	+0,02	4,950	5,950
Canada (100 C\$)	16,370	+0,02	15,800	16,800
Corée (100 W\$)	900,800	+0,02	—	—
Danemark (100 kr)	80,260	+0,02	82,200	82,200
Espagne (100 P\$)	16,860	+0,02	8,200	8,200
Grèce (100 dr)	8,745	+0,02	8,200	8,200
Irlande (100 Ir)	2,120	+0,02	1,850	2,800
Italie (100 L)	95,800	+0,02	71	11
Japon (100 ¥)	365,320	+0,02	380	400
Maroc (100 M\$)	81,200	+0,02	74,500	78,500
Népal (100 N\$)	48,000	+0,02	45,000	48,000
Portugal (100 Esc)	4,000	+0,02	3,700	4,200
Espagne (100 P\$)	16,860	+0,02	8,200	8,200
France (100 F)	3,350	+0,02	2,950	3,450
Canada (100 C\$)	16,370	+0,02	15,800	16,800
Corée (100 W\$)	900,800	+0,02	—	—

PARIS: LE DOLLAR

FRANCOFRONT USD/DM	1,515
FRANCOFRONT USD/DM	1,515
FRANCOFRONT USD/DM	1,515
FRANCOFRONT USD/DM	1,515
FRANCOFRONT USD/DM	1,515
FRANCOFRONT USD/DM	1,515
FRANCOFRONT USD/DM	1,515
FRANCOFRONT USD/DM	1,515
FRANCOFRONT USD/DM	1,515
FRANCOFRONT USD/DM	1,515

Tirage du Monde daté dimanche 22-lundi 23 décembre 1996 : 555 867 exemplaires. 1 3

## Explosion d'une bombe au siège de l'Insee

UN ENGIN EXPLOSIF a dévasté, lundi 23 décembre peu après 4 heures du matin, une entrée du siège parisien de l'Institut national de statistique et des études économiques (Insee), situé en bordure de la capitale et sur la commune de Malakoff. Confectionnée à partir d'un extincteur, la bombe n'a pas fait de victime. Elle a soulevé un hall d'entrée dans lequel quatre sapeurs-pompiers effectuant leur ronde de surveillance étaient passés quarante-cinq minutes avant l'explosion et deux véhicules garés devant le bâtiment. Aucune revendication n'étant parvenue, lundi en milieu de matinée, les enquêteurs de la brigade criminelle n'excluent aucune piste. Évoqué par la direction de l'Insee, un conflit social récemment intervenu en Corse a cependant retenu leur attention. Réclamant l'ouverture sur l'île de Beauté d'un centre d'examen pour les concours d'entrée à l'Institut, des agents locaux de l'Insee s'étaient mis en grève à la mi-décembre et avaient occupé leurs locaux plusieurs jours durant.

## Le traité de coopération franco-espagnol ratifié côté français

APRÈS SON APPROBATION par les députés, le traité de Bayonne a été ratifié par le Sénat. Signé entre la France et l'Espagne le 10 mars 1995, ce traité organise la collaboration transfrontalière entre les collectivités territoriales des deux pays. Il reste au Parlement espagnol à ratifier à son tour ce texte qui permettra aux régions, départements et communes français et espagnols de travailler ensemble. Désormais, par délégation des États, ils pourront constituer des groupements d'intérêt public, des sociétés d'économie mixte ou des consorcios de droit espagnol pour agir de concert dans des domaines comme les transports, l'urbanisme, l'environnement ou la culture. - (corresp.)

DÉPÊCHES

■ VINGRAU : le Conseil d'État a confirmé la légalité des arrêtés préfectoraux du 10 mai 1991 relatifs au dossier d'ouverture de la carrière de Vingrau (Pyrénées-Orientales) déposée par la société OMYA. Ils avaient été contestés par la mairie qui avait déposé un recours en décembre 1993. OMYA a donc l'autorisation de poursuivre l'extraction de la veine de marbre blanc dont les opposants occupent toujours le site. - (corresp.)

■ AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE : Alain Juppé devrait présider à la mi-février 1997 un comité interministériel pour approuver l'avant-projet de schéma national d'aménagement du territoire, a annoncé le ministre de l'aménagement du territoire, de la ville et de l'intégration. Jean-Claude Gaudin a précisé qu'il avait demandé à ses collègues du gouvernement de lui faire parvenir pour le 15 janvier leurs propositions sur ce sujet. Le document devrait être soumis au Parlement à l'automne 1997.

■ PHYSIQUE : le plus grand accélérateur de particule du monde, le LHC (Large hadron collider), qui sera situé à la frontière franco-suisse, sera construit en une seule étape afin d'être mis en service en 2005, et non en 2008, comme il avait été initialement prévu.

■ CORSE : les bâtonniers des Alpes, du Sud-Est et de la Corse, réunis samedi 21 décembre à Nice, ont estimé que « l'inadmissible a été atteint » lors de l'attentat perpétré vendredi soir dans un cabinet d'avocats d'Ajaccio, qui abrite notamment les bureaux du bâtonnier de l'ordre des avocats de la ville, M<sup>r</sup> Jean Comiti.

■ TÉLÉVISION : les avances de trésorerie consenties par France 2 à ses animateurs-producteurs « ne sont pas des cadeaux » et n'ont « rien d'illégal », a affirmé Jean-Pierre Elkabbach dans un entretien au Journal du Dimanche du 22 décembre. L'ancien PDG estime que le pré-rapport de la Cour des Comptes analysant la gestion de France Télévision « correspond à la procédure normale et porte sur les années 1990 à 1995. Je n'ai aucune raison de le redouter. Pendant les trois années où nous avons été responsables de leur gestion, les chaînes publiques ont fait des bénéfices ».





ON TROUVE  
GLEN GRANT  
AUX QUATRE COINS  
DU MONDE.



GLEN GRANT. PURE MALT SCOTCH WHISKY.

L'ABUS D'ALCOOL EST DANGEREUX POUR LA SANTÉ  
À CONSOMMER AVEC MODÉRATION.

2  
1  
E  
C  
O  
P  
e  
10  
U  
p  
la  
p  
r  
a.  
2  
L  
P  
T  
M  
M  
U  
U  
p  
h  
e  
n  
r  
e  
j  
d  
e  
a.

1.18  
2.38  
TSL  
Mu

—  
L  
S  
T  
19.  
20.  
21.  
21.  
22.  
22.  
0.  
0.  
P  
20.

—  
T  
12.  
13.  
13.  
13.  
14.  
16.  
16.

18.  
18.  
19.  
19.  
20.

20  
LE  
film  
Cin  
100  
Un  
dan  
am  
d'a  
rejo  
Rok

22  
LE  
M  
186  
H  
79  
23.4  
23.4

1.4

3.10  
Doc  
Canc

L  
S  
TV  
20.0

21.1  
21.5  
22.0  
22.3  
23.4  
0.5  
P  
20.3  
21.2  
22.1  
23.1  
0.0

ole, ga  
ouvea  
stratég

L'ombre

L

هنگامی الاصل



FORMATION

Le métier de patron aussi s'apprend tous les jours page III

CONJONCTURE

Marché unique des services : encore un effort vers la libéralisation page IV

# Le Monde

## ECONOMIE

ENJEUX ET STRATÉGIES

MARDI 24 DÉCEMBRE 1996

IDÉES

Le pessimisme est-il raisonnable ? page V

INITIATIVES



ANNONCES

CLASSÉES

pages VI, VII et VIII

# Pétrole, gaz les nouveaux enjeux géostratégiques

DOSSIER

**A**u nord, l'oléoduc Kirkuk-Yumurtalik qui traverse la Turquie pour rallier la Méditerranée ; au sud, le terminal de Mina al-Bakr sur le golfe Persique. Depuis quinze jours, l'actualité pétrolière se focalise sur ces deux installations qui permettent au brut irakien de s'écouler après six ans d'embargo. Aux premiers jours de décembre, l'ONU a assoupli le blocus imposé à ce pays depuis l'invasion du Koweït par son armée le 2 août 1990. Bagdad est autorisée à vendre pour 2 milliards de dollars de pétrole chaque semaine, en échange de vivres dans le cadre de la résolution 986 des Nations unies, plus connue sous l'appellation « pétrole contre nourriture ».

Après s'être inquiétés du redémarrage difficile des stations de pompage, mardi 10 décembre, les investisseurs ont suivi avec intérêt le chargement des premiers tankers. La destination des cargaisons et surtout l'identité de leurs propriétaires ont suscité de vives curiosités, dévoilant au fil des jours tous les noms des grandes compagnies pétrolières internationales.

Sur les marchés, la réouverture des oléoducs irakiens a entraîné un recul des prix du brut, les investisseurs redoutant un déséquilibre de l'offre. Mais l'ingénierie a été de courte durée : à l'approche de l'hiver, les premiers froids dopent la consommation d'essence et de fuel et absorbent les quantités supplémentaires de pétrole commercialisées.

Comme tout bien, le pétrole évolue au rythme de l'offre et de la demande. A long terme, l'enjeu est de taille. Selon l'ONU, la population mondiale, actuellement de 5,7 milliards de personnes, devrait atteindre au moins 10 milliards d'individus en 2050. Le nombre de mégapoles de plus de 10 millions d'habitants doublera d'ici à 2015 (de 14 à 27 villes). Or un citadin consomme deux fois plus d'énergie qu'un rural. Simultanément, le parc automobile, aujourd'hui de 400 millions de voitures, passera à 1 milliard. Cette croissance focalisée sur l'Asie, l'Amérique latine et l'Afrique, annule une recomposition géographique des besoins. « La consommation d'énergie en dehors de la zone de l'OCDE, de l'Europe orientale et des pays de l'ex-Union soviétique, pourrait plus que doubler d'ici à 2010 », estime l'Agence internationale de l'énergie (AIE) dans son édition 1996 des perspectives énergétiques mondiales. En conséquence, les besoins de l'OCDE pourraient représenter moins de la moitié de la consommation mondiale.

Le Conseil mondial de l'énergie, organisation non politique regroupant des représentants d'entreprises et d'organisations professionnelles de cent pays, estime que la consommation mondiale passera de 8,5 milliards de tonnes équivalent pétrole (TEP) en 1990 à 13,4 milliards de TEP en 2020. Les combustibles fossiles, charbon, gaz et pétrole resteront dominants, pesant de 80 % à 75 % du total, le reste étant réparti entre l'hydroélectricité, le nucléaire et les énergies renouvelables. Parmi les éner-

**▼ Irak**  
Le prix du baril dépasse les 25 dollars, même si, après six ans d'embargo, Bagdad peut à nouveau écouler son brut

gies primaires, le pétrole gardera sa prééminence : la production pétrolière mondiale, qui est de 70,3 millions de barils/jour actuellement, doublera d'ici à 2020 pour atteindre 140 millions de barils/jour. La part du gaz continuera de croître et les hydrocarbures assureront toujours environ 60 % de l'approvisionnement mondial en énergie.

Cependant, si l'accroissement des besoins est certain, l'offre apparaît plus problématique. Dans la revue *Pétrole et Gaz arabes* du 16 novembre, Nicolas Sarkis évoque trois grandes incertitudes : les réserves, le financement des investissements mondiaux, et la concentration géographique. Le directeur de cette publication rappelle que, « en 1995, et pour la dixième année consécutive, les réserves restantes de pétrole dans le monde ont diminué pour s'établir à 939 milliards de barils, selon les estimations de pétroconsultants ». Revenant sur le problème des besoins financiers, estimés à 30 000 milliards de dollars d'ici à 2020 par le Conseil mondial de l'énergie, il avoue que « personne ne se hasarde à dire si, comment et quand ces investissements pourraient être réali-

sés », d'autant que de nombreuses infrastructures sont prévues dans des pays en voie de développement n'ayant pas les fonds nécessaires. La dernière incertitude est « de nature politique, à savoir que, dans toutes les hypothèses envisageables, c'est la région très instable du Moyen-Orient qui devrait fournir la majeure partie de la demande additionnelle de pétrole attendue dans le monde ».

Conscient de ce déséquilibre futur, les experts se montrent plus réservés à moyen terme. Au cours des cinq prochaines années, les approvisionnements mondiaux seront suffisants pour répondre aux besoins. La demande s'annonce plus forte du côté de l'Asie. Comme le remarque Pascal Lorot, directeur des études économiques de Total, « la moitié de l'accroissement de la demande vient de cette zone. Dans les pays non OCDE, sur une demande en progression de 3,7 % en 1997, la croissance sera supérieure à 8 % en Asie et de près de 9 % en Chine ».

L'offre, elle, évolue au gré des avancées technologiques et des gains de productivité permettant le développement de nouveaux champs dans le monde. Les pétroliers veulent à tout prix se dégager de l'influence des pays de l'OCPEP (Organisation des pays exportateurs de pétrole) qui, pendant plus de vingt ans, a pesé sur les prix, imposant des hausses comme en 1973, lors de la guerre du Kippour, ou baissant ses tarifs pour reconquérir des parts de marché comme en 1986.

D. G.

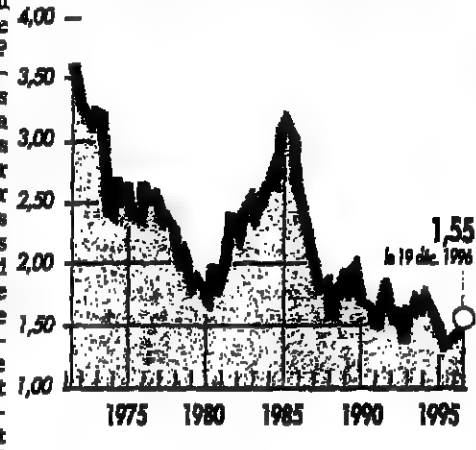
Lire la suite page II

CHRONIQUE

par Eric Le Boucher

**V**aut-il mieux une monnaie forte avec des taux d'intérêt bas ou bien une monnaie faible avec des taux plus élevés ? Depuis les grandes déréglementations financières des années 80, c'est ainsi que la question se pose. Les hommes politiques qui, par fonction, veulent obtenir des résultats rapides (les élections ne sont jamais loin) préfèrent le second choix : un taux de change faible accroît le commerce extérieur du pays et lui permet d'exporter un peu de son chômage. Mais l'argent devenu plus cher compromet les investissements, et donc le caractère durable de la croissance et de l'emploi.

## Dollar friable



Le cours du dollar en mark

Les gouvernements de banque centrale qui, nommés pour une longue durée, raisonnent, par fonction, comme des missionnaires (la vertu d'aujourd'hui conduira au paradis demain), préfèrent la première voie. Les économistes qui pourraient nous sortir de ce dilemme sont, comme toujours hélas, partagés.

Dans le débat sur « l'euro faible ou l'euro fort », les positions des uns et des autres se sont placées suivant ce schéma. L'Allemagne, pays où la Bundesbank est jugée plus fiable que le gouvernement, opte pour un euro « aussi fort que le mark ». En France, la politique du franc fort est la ligne officielle, mais on préfère curieusement un euro faible, preuve supplémentaire de l'instabilité idéologique du gouvernement.

Combien l'euro vaudra-t-il en dollar ? En théorie, la monnaie unique appuyée sur l'économie européenne devrait pouvoir contester le monopole du dollar comme monnaie de réserve mondiale. C'est d'ailleurs l'objectif de sa création. L'Europe se dote d'un moyen de contester cette suprématie monétaire qui permet aux Etats-Unis de faire financer par les étrangers leur gros déficit commercial, c'est-à-dire de vivre durablement au-dessus de leurs moyens. Tout autre pays est forcé de réduire sa croissance, l'Amérique seule est dispensée de cette contrainte extérieure. Après le 1<sup>er</sup> janvier 1999, les investisseurs internationaux pourront remplacer une partie de leurs achats de dollars par des achats d'euros, si cette monnaie leur donne confiance. Le dollar en sera affaibli, mais l'économie européenne y gagnera des taux d'intérêt plus bas.

Concrètement, de quelle confiance bénéficiera l'euro ? L'ambiguïté du compromis de Dublin sur « le pacte de stabilité et de croissance » ne permet pas de trancher. La conception allemande ne l'a pas emporté : les sanctions contre un pays peu vertueux ne seront pas automatiques, mais dépendront d'un arbitrage politique, forcément plus accommodant. Mais

que se passera-t-il vraiment dans les premières années de vie de l'euro ? Nul ne peut le prévoir.

De son côté, le dollar repose sur un sol très friable. La monnaie américaine est structurellement en recul depuis la fin du régime de changes fixes, il y a vingt-cinq ans, tant vis-à-vis du mark que vis-à-vis du yen. Sa remontée observée cette année, souhaitée par les membres du G7, ne semble pas en mesure de donner la tendance pour le futur, au contraire. Les causes du rebond sont fragiles.

Depuis quelques années, les autorités monétaires des pays en développement rapide d'Asie du Sud-Est tentent d'ancrer leur monnaie sur celle des Etats-Unis, et achètent de grosses quantités de dollars. Du coup, son rôle comme monnaie de réserve s'est encore accru. Les banques centrales étrangères disposaient de 1 700 milliards de dollars de réserves dans leurs caisses (*Financial Times* du 30 octobre), soit 56 % des dites réserves, contre 50 % en 1990. Mais cette politique favorable au dollar a peut-être atteint ses limites parce que cet ancrage un peu forcé a creusé des déficits commerciaux dans ces pays, grossissant le risque d'un décrochage brutal de la monnaie, comme le Mexique en a connu en 1994.

La baisse des taux de la Bundesbank qui a rendu le mark moins attractif en 1996 a également contribué à une réévaluation du dollar. Mais cette détente est achevée et la devise allemande devrait en conséquence se renforcer en 1997 vis-à-vis de l'américaine. Envers le yen, il en sera peut-être autrement. Le gouvernement de Tokyo a fait tourner la planche à billets à grande vitesse pour relancer l'économie, mais une partie des capitaux créés a quitté l'archipel, attirés par les rendements américains (plus de 6 % contre 2,4 % au Japon), ce qui a contribué à renforcer le dollar. Le yen ne pourra remonter qu'au fur et à mesure de la remise en bonne forme du système financier nippon aujourd'hui délabré.

L'avenir des relations entre les monnaies des trois grands pôles du monde - Amérique, Europe, Asie - n'est donc pas écrit. Le Japon peut encore peiner à sortir de la crise profonde que traverse son système. L'Europe va vivre de grandes turbulences d'ici au 1<sup>er</sup> janvier 1999 et il sera naïf de prétendre qu'elle sera tirée d'affaire le 2 janvier 1999. Le sommet de Dublin n'a pas tranché entre l'euro faible et l'euro fort. Seule certitude : les déficits commerciaux américains ne donnent aucune bonne raison au dollar pour remonter à moyen terme.

## L'ombre chinoise sur les marchés de l'énergie

PÉKIN et DAYA BAY de nos envoyés spéciaux

**L**a prochaine crise énergétique sera-t-elle provoquée par la Chine ? Les besoins du géant asiatique, dont le « *économie socialiste de marché* » tourne à pleins feux, peuvent-ils bouleverser, au début du siècle prochain, le paysage mondial et mettre en péril la sécurité d'approvisionnement de l'Europe ? Préoccupée par cette perspective, une délégation européenne emmenée par Christos Papatou, commissaire en charge de l'énergie, s'est rendue à Pékin et à Shanghai, en octobre, pour proposer une coopération entre les deux puissances économiques. Les Européens souhaitent aider la Chine à exploiter ses ressources, en l'incitant à promouvoir un modèle de développement plus économe en énergie et plus soucieux de l'environnement.

Les experts estiment que la consommation de charbon doublera en dix ou douze ans, avec le risque que la Chine, pourtant premier producteur mondial, devienne déficitaire. Les importations de pétrole doubleront d'ici à l'an 2000. Celles de gaz devraient suivre, sans oublier l'uranium nécessaire pour alimenter le très ambitieux programme nucléaire. « Ils pourraient complètement assé-

**▼ Les besoins du géant asiatique en pleine croissance pèseront lourd d'ici à la fin du siècle. Un client potentiel énorme pour les industriels**

cher le marché pétrolier », s'alarme un haut fonctionnaire français. Plus modérée et plus pragmatique, l'équipe du commissaire Papatou juge les ressources suffisantes tant en charbon qu'en gaz ou en pétrole. Ces réserves sont estimées à 88 milliards de tonnes !

Pour les industriels, le marché potentiel est énorme. Celui de l'électricité en est l'une des meilleures illustrations. Ainsi, 5 % des Chinois n'ont pas de courant. Apparemment faible, ce pourcentage ne concerne pas moins de 60 millions d'habitants sur 1,2 milliard, soit l'équivalent de la population française. Pour rattraper son retard et accompagner la croissance économique, Pékin a décidé de se

doter dans le cadre du IX<sup>e</sup> Plan, entre 1996 et l'an 2000, de 18 000 mégawatts supplémentaires chaque année, soit au total l'équivalent de la puissance installée dans l'Hexagone !

Dans cette perspective, les demandes d'investissement abondent dans les provinces. « Nous avons un problème de tri des projets, nous devons nous focaliser sur ceux qui sont importants », raconte Pierre Romestain, représentant d'EDF à Pékin. Une fois le dossier constitué, pour retenir l'attention des autorités il faut trouver les financements nécessaires aux investissements et, souvent, garantir un transfert de technologies. Mais être sélectionné pour un contrat ne garantit pas de l'être pour son extension : les Chinois préfèrent diversifier leurs fournisseurs.

Non loin de Canton, des excavatrices creusent des tunnels dans la montagne pour installer de nouvelles turbines destinées à doubler la production d'électricité de la centrale hydraulique de Conghua. Si le premier groupe de turbines-alternateurs a été fourni par GEC-Alsthom en 1989, les secondes, en cours d'installation, sont fabriquées par Siemens. Aucun grief n'est fait au groupe franco-britannique. Au contraire, les installations donnent entière sa-

tisfaction. Mais la mise en concurrence et le choix du groupe allemand ont permis de baisser le coût des fournitures.

Dans le nucléaire, les Chinois, soucieux de maîtriser leur filière, ont retenu pour l'instant des procédés russes, canadiens et français. En 1986, ils ont confié à Framatome et à EDF la construction des deux premières tranches de 950 mégawatts de la centrale de Daya Bay qui alimente en électricité Hongkong et sa région. L'an dernier, après de longues discussions, ils ont retenu le même consortium pour doubler la capacité du site, avec pour condition un transfert des compétences.

Aujourd'hui, en bordure d'une côte vallonnée, dans un cadre somptueux mais infesté de serpents, des dizaines de camions et de grues s'activent bruyamment. Les travaux de génie civil s'achèvent pour la future centrale de Ling Ao, qui sera la réplique de sa voisine Daya Bay, entrée en service depuis deux ans. Mais si la construction de la première centrale avait été confiée à des entreprises françaises, la nouvelle unité est réalisée par les Chinois. « Avant, nous étions acteurs, nous avions toute la responsabilité du chantier. Aujourd'hui, nous aidons à la décision. Nous avons une responsabilité morale du projet », ra-

conte Philippe Convert, ingénieur EDF chargé de la construction. Ce transfert de compétence n'est pas toujours simple à vivre pour les expatriés qui, après avoir participé au premier chantier, sont revenus, cinq fois moins nombreux, pour le second. Deux cents Chinois se sont initiés à la technologie nucléaire française, afin d'assurer le fonctionnement des sites. Mais, de retour au pays, certains s'en vont retrouver leurs familles à Shenzhen, à une soixantaine de kilomètres de là, et prennent un autre travail : l'une des tâches des responsables de la centrale a été de stabiliser le personnel sur cette base où il vit toute la semaine, en augmentant les salaires, et les avantages.

Une stratégie d'autant plus indispensable que les autorités chinoises envisagent de poursuivre son extension avec deux nouvelles tranches, que les Français espèrent bien fournir. A ce jour, les discussions n'ont pas débuté. Comme à l'accoutumée, l'incertitude sera maintenue jusqu'au bout. Sur ce rivage de la mer de Chine, il faudra auparavant que les réacteurs de Ling Ao aient fait leur preuve comme ceux de Daya Bay.

Domènec Gallois et Philippe Lemaitre



2  
3  
4  
5  
6  
7  
8  
9  
10  
11  
12  
13  
14  
15  
16  
17  
18  
19  
20  
21  
22  
23  
24  
25  
26  
27  
28  
29  
30  
31  
32  
33  
34  
35  
36  
37  
38  
39  
40  
41  
42  
43  
44  
45  
46  
47  
48  
49  
50  
51  
52  
53  
54  
55  
56  
57  
58  
59  
60  
61  
62  
63  
64  
65  
66  
67  
68  
69  
70  
71  
72  
73  
74  
75  
76  
77  
78  
79  
80  
81  
82  
83  
84  
85  
86  
87  
88  
89  
90  
91  
92  
93  
94  
95  
96  
97  
98  
99  
100  
101  
102  
103  
104  
105  
106  
107  
108  
109  
110  
111  
112  
113  
114  
115  
116  
117  
118  
119  
120  
121  
122  
123  
124  
125  
126  
127  
128  
129  
130  
131  
132  
133  
134  
135  
136  
137  
138  
139  
140  
141  
142  
143  
144  
145  
146  
147  
148  
149  
150  
151  
152  
153  
154  
155  
156  
157  
158  
159  
160  
161  
162  
163  
164  
165  
166  
167  
168  
169  
170  
171  
172  
173  
174  
175  
176  
177  
178  
179  
180  
181  
182  
183  
184  
185  
186  
187  
188  
189  
190  
191  
192  
193  
194  
195  
196  
197  
198  
199  
200  
201  
202  
203  
204  
205  
206  
207  
208  
209  
210  
211  
212  
213  
214  
215  
216  
217  
218  
219  
220  
221  
222  
223  
224  
225  
226  
227  
228  
229  
230  
231  
232  
233  
234  
235  
236  
237  
238  
239  
240  
241  
242  
243  
244  
245  
246  
247  
248  
249  
250  
251  
252  
253  
254  
255  
256  
257  
258  
259  
260  
261  
262  
263  
264  
265  
266  
267  
268  
269  
270  
271  
272  
273  
274  
275  
276  
277  
278  
279  
280  
281  
282  
283  
284  
285  
286  
287  
288  
289  
290  
291  
292  
293  
294  
295  
296  
297  
298  
299  
300  
301  
302  
303  
304  
305  
306  
307  
308  
309  
310  
311  
312  
313  
314  
315  
316  
317  
318  
319  
320  
321  
322  
323  
324  
325  
326  
327  
328  
329  
330  
331  
332  
333  
334  
335  
336  
337  
338  
339  
340  
341  
342  
343  
344  
345  
346  
347  
348  
349  
350  
351  
352  
353  
354  
355  
356  
357  
358  
359  
360  
361  
362  
363  
364  
365  
366  
367  
368  
369  
370  
371  
372  
373  
374  
375  
376  
377  
378  
379  
380  
381  
382  
383  
384  
385  
386  
387  
388  
389  
390  
391  
392  
393  
394  
395  
396  
397  
398  
399  
400  
401  
402  
403  
404  
405  
406  
407  
408  
409  
410  
411  
412  
413  
414  
415  
416  
417  
418  
419  
420  
421  
422  
423  
424  
425  
426  
427  
428  
429  
430  
431  
432  
433  
434  
435  
436  
437  
438  
439  
440  
441  
442  
443  
444  
445  
446  
447  
448  
449  
450  
451  
452  
453  
454  
455  
456  
457  
458  
459  
460  
461  
462  
463  
464  
465  
466  
467  
468  
469  
470  
471  
472  
473  
474  
475  
476  
477  
478  
479  
480  
481  
482  
483  
484  
485  
486  
487  
488  
489  
490  
491  
492  
493  
494  
495  
496  
497  
498  
499  
500  
501  
502  
503  
504  
505  
506  
507  
508  
509  
510  
511  
512  
513  
514  
515  
516  
517  
518  
519  
520  
521  
522  
523  
524  
525  
526  
527  
528  
529  
530  
531  
532  
533  
534  
535  
536  
537  
538  
539  
540  
541  
542  
543  
544  
545  
546  
547  
548  
549  
550  
551  
552  
553  
554  
555  
556  
557  
558  
559  
560  
561  
562  
563  
564  
565  
566  
567  
568  
569  
570  
571  
572  
573  
574  
575  
576  
577  
578  
579  
580  
581  
582  
583  
584  
585  
586  
587  
588  
589  
590  
591  
592  
593  
594  
595  
596  
597  
598  
599  
600  
601  
602  
603  
604  
605  
606  
607  
608  
609  
610  
611  
612  
613  
614  
615  
616  
617  
618  
619  
620  
621  
622  
623  
624  
625  
626  
627  
628  
629  
630  
631  
632  
633  
634  
635  
636  
637  
638  
639  
640  
641  
642  
643  
644  
645  
646  
647  
648  
649  
650  
651  
652  
653  
654  
655  
656  
657  
658  
659  
660  
661  
662  
663  
664  
665  
666  
667  
668  
669  
670  
671  
672  
673  
674  
675  
676  
677  
678  
679  
680  
681  
682  
683  
684  
685  
686  
687  
688  
689  
690  
691  
692  
693  
694  
695  
696  
697  
698  
699  
700  
701  
702  
703  
704  
705  
706  
707  
708  
709  
710  
711  
712  
713  
714  
715  
716  
717  
718  
719  
720  
721  
722  
723  
724  
725  
726  
727  
728  
729  
730  
731  
732  
733  
734  
735  
736  
737  
738  
739  
740  
741  
742  
743  
744  
745  
746  
747  
748  
749  
750  
751  
752  
753  
754  
755  
756  
757  
758  
759  
760  
761  
762  
763  
764  
765  
766  
767  
768  
769  
770  
771  
772  
773  
774  
775  
776  
777  
778  
779  
780  
781  
782  
783  
784  
785  
786  
787  
788  
789  
790  
791  
792  
793  
794  
795  
796  
797  
798  
799  
800  
801  
802  
803  
804  
805  
806  
807  
808  
809  
810  
811  
812  
813  
814  
815  
816  
817  
818  
819  
820  
821  
822  
823  
824  
825  
826  
827  
828  
829  
830  
831  
832  
833  
834  
835  
836  
837  
838  
839  
840  
841  
842  
843  
844  
845  
846  
847  
848  
849  
850  
851  
852  
853  
854  
855  
856  
857  
858  
859  
860  
861  
862  
863  
864  
865  
866  
867  
868  
869  
870  
871  
872  
873  
874  
875  
876  
877  
878  
879  
880  
881  
882  
883  
884  
885  
886  
887  
888  
889  
890  
891  
892  
893  
894  
895  
896  
897  
898  
899  
900  
901  
902  
903  
904  
905  
906  
907  
908  
909  
910  
911  
912  
913  
914  
915  
916  
917  
918  
919  
920  
921  
922  
923  
924  
925  
926  
927  
928  
929  
930  
931  
932  
933  
934  
935  
936  
937  
938  
939  
940  
941  
942  
943  
944  
945  
946  
947  
948  
949  
950  
951  
952  
953  
954  
955  
956  
957  
958  
959  
960  
961  
962  
963  
964  
965  
966  
967  
968  
969  
970  
971  
972  
973  
974  
975  
976  
977  
978  
979  
980  
981  
982  
983  
984  
985  
986  
987  
988  
989  
990  
991  
992  
993  
994  
995  
996  
997  
998  
999  
1000

## Jean-Marie Chevalier, professeur à l'université Paris-Dauphine, directeur du Centre de géopolitique de l'énergie et des matières premières « A 25 dollars le baril, le prix du brut perturbe l'économie mondiale »

« Le prix du pétrole est-il toujours « politique » ?

— Sous contrôle politique, plutôt. Dans la hausse récente, il y a des facteurs conjoncturels, mais aussi une composante politique. Les stocks étaient tombés très bas car les opérateurs avaient anticipé un retour beaucoup plus précoce de l'Irak sur le marché, et donc un repli des prix. Ils se sont retrouvés dans l'obligation de restocker à l'entrée de l'hiver ; cela a provoqué une tension sur les cours qui ne s'est pas encore apaisée.

— L'Irak a été autorisé à exporter de nouveau le 10 décembre. Les États-Unis ont-ils voulu peser délibérément sur le marché ?

— Ils sont les seuls à pouvoir jouer les gendarmes du prix du pétrole, et ils ne s'en privent pas. L'approvisionnement du monde en pétrole est très dépendant de quatre pays : l'Arabie saoudite, l'Irak, le Koweït. C'est une zone où l'on ne tolérera pas le moindre élément perturbateur, la guerre du Golfe l'a bien montré.

— Depuis, les Américains mettent en œuvre une stratégie subtile consistant à garder de bonnes relations avec l'Arabie saoudite et le Koweït, et à contrôler les deux autres : dans le cas de l'Irak, par l'ONU interposée, et dans celui de l'Iran, en imposant un embargo sur les sociétés qui commercent avec Téhéran. C'est difficile à réguler, mais la diplomatie américaine déploie des trésors d'ingéniosité.

— N'est-ce pas plus simple de réguler le marché par la production, en mobilisant plus ou moins les capacités ?

— Les capacités de production sont relativement rigides, à l'exception de l'Arabie saoudite. Les Saoudiens peuvent passer presque instantanément de 8 à 12 millions de barils par jour (mbj). Cette très forte élasticité de l'offre est un cas unique. L'Arabie saoudite est proche des Américains, mais elle a aussi ses préoccupations intérieures. Des prix élevés l'arrangent, comme tous les pays producteurs. Prenez l'Algérie : la hausse lui a apporté un véritable ballon d'oxygène.

— Quel est, selon vous, le juste prix du pétrole ?

— On ne peut pas parler d'un juste prix, mais d'une fourchette. Je dirais que le prix est acceptable entre 12 et 24 dollars le baril. Plus bas, cela casse les pays producteurs et les producteurs marginaux ; plus haut, cela perturbe l'économie mondiale. Malgré le retour de l'Irak, on dépasse aujourd'hui le haut de la fourchette.

— Des prix élevés relaquent l'exploration et l'exploitation de gisements moins rentables. Cela devrait permettre de desserrer la contrainte.

— Le pétrole est un secteur vivant. L'exploration ne cesse jamais, et les coûts de production peuvent baisser. Pendant les dix ans où le marché a été favorable aux consommateurs, les producteurs ne pouvaient plus faire les prix, ils devaient les accepter. Ils

ont donc comprimé leurs coûts de production, par exemple en mer du Nord, ce qui leur a permis de survivre en période de bas prix. Maintenant, avec des prix élevés, ils reconstituent leurs marges.

— La hausse du prix du pétrole va-t-elle promouvoir l'utilisation du gaz comme énergie de substitution ?

— Nos économies ont fait d'importants efforts pour s'affranchir partiellement de la dépendance pétrolière. Elles y ont réussi dans la mesure où, depuis 1973, la consommation de pétrole a diminué en termes absolus, et la part du pétrole dans notre bilan énergétique davantage encore : en France, elle est passée, depuis vingt ans, de 60 % à 40 %. En revanche, pour nos approvisionnements en pétrole, nous dépendons plus que jamais du Proche-Orient.

— On constate effectivement un certain mouvement de substitution pétrole-gaz, mais il ne peut pas être très rapide. Le secteur du gaz fonctionne très différemment de celui du pétrole. D'abord, il n'y a pas de marché mondial, mais trois grands marchés conditionnés séparés, avec chacun des besoins différents : un marché américain, un marché européen et un marché asiatique. Ensuite, l'utilisation du gaz nécessite un lien fixe entre le gisement et la chaudière ou la cuisine, ce qui n'est pas le cas du pétrole. Les livraisons et les prix font l'objet de contrats à relativement long terme. Il n'y a pas, jusqu'à présent, de ventes « spot », comme pour le pétrole : une bonne partie du brut du Golfe part sans que l'on sache où il va aboutir.

— Quel avenir voyez-vous pour le gaz en Europe ?

— Actuellement, on assiste à une véritable ruée. Le gaz est la moins polluante des énergies fossiles et aussi la moins chère des sources d'électricité, grâce à la nouvelle technologie des turbines à gaz à cycle combiné. Tous les pays ne partent évidemment pas du même point. Le gaz représente 40 % du bilan énergétique des Pays-Bas, mais seulement 12 % en France et 20 % en moyenne en Europe.

— D'où vient le gaz ? En plus de notre production communautaire, les trois sources extérieures sont l'Algérie, la Norvège et la Russie. La plupart des tuyaux sont maintenant interconnectés. Le gaz algérien arrivait depuis longtemps, par la Sicile et l'Italie, jusqu'à l'arc alpin. Le 2 décembre, on a inauguré un deuxième gazoduc, par le Maroc et l'Espagne. La France est aussi alimentée par bateau depuis Arzew vers Fos.

— La deuxième grande source est la Norvège, qui achemine son gaz vers l'Allemagne, la Belgique et la France. Les Pays-Bas ont leurs propres ressources et sont les seuls à même de jouer, un peu comme l'Arabie pour le pétrole, un rôle de régulateur du marché, puisqu'ils ont des capacités de production et de stockage. Enfin, le gaz de Russie (30 % des ressources mondiales) arrive en Allemagne via l'Ukraine,

la Slovaquie, la République tchèque et bientôt la Pologne.

— Et tout ce gaz circule librement d'un pays à l'autre ?

— Le problème européen actuel est précisément celui-là : ouvrir les réseaux gaziers à la concurrence. L'idée de la Commission de Bruxelles est de permettre aux gros utilisateurs d'acheter leur gaz à qui ils veulent, et de le faire acheminer par les tuyaux des compagnies gazières. La directive « gaz » discutée à Bruxelles retient le principe de l'ouverture des tuyaux. Ce qui revient, ni plus ni moins, à casser les monopoles d'importation. Bruxelles demande en outre une transparence des comptes, de manière à distinguer les coûts d'importation, de transport, de stockage, de distribution. La France freine la libéralisation.

— En Allemagne, la déréglementation a commencé de facto. Auparavant, Ruhrgas avait le quasi-monopole d'importation du gaz,

qu'elle revendait ensuite aux sociétés locales. Le chimiste BASF et sa filiale Wintershall ont été autorisés à construire un tuyau pour le gaz russe qui court-circuite Ruhrgas et va aboutir à Zeebrugge, en Belgique. On a là, en devenir, le futur marché « spot » du gaz. En 1998, un gazoduc venant d'Angleterre, l'interconnector, y apportera le gaz anglais, rejoignant celui venu de Norvège, de Russie, plus le gaz naturel liquéfié (GNL) de plusieurs provenances. Cette interconnexion va beaucoup décloisonner le marché, au détriment des gaziers traditionnels qui sont tenus par des contrats à long terme passés il y a plusieurs années.

— Le gaz sert aussi à fabriquer de l'électricité. Est-ce que le monopole d'EDF sera également remis en cause ?

— Il est déjà remis en cause par la directive sur l'électricité. EDF a cependant des atouts. Ses centrales nucléaires sont payées, et un rap-

port récent révèle qu'elles vont durer plus longtemps que prévu, sans doute quarante ou cinquante ans au lieu de trente. D'autre part, EDF prend des positions internationales. Sa participation dans la compagnie suisse Arel renforce sa place en Europe.

— La nouvelle concurrence introduite par le gaz dans la production d'électricité oblige les acteurs à s'adapter. Ce qui a lieu en ce moment est très passionnant : on est en train de passer d'une logique mono-énergétique, verticalement intégrée et monopolistique, à une logique multi-énergétique, horizontale et concurrentielle.

— Malgré cette libéralisation, l'énergie ne reste-t-elle pas au cœur de nombreux conflits ?

— Il y a non seulement des conflits réels et potentiels, mais aussi des incertitudes de nature géopolitique, par rapport à certaines sources d'approvisionnement. Nous avons déjà cité le

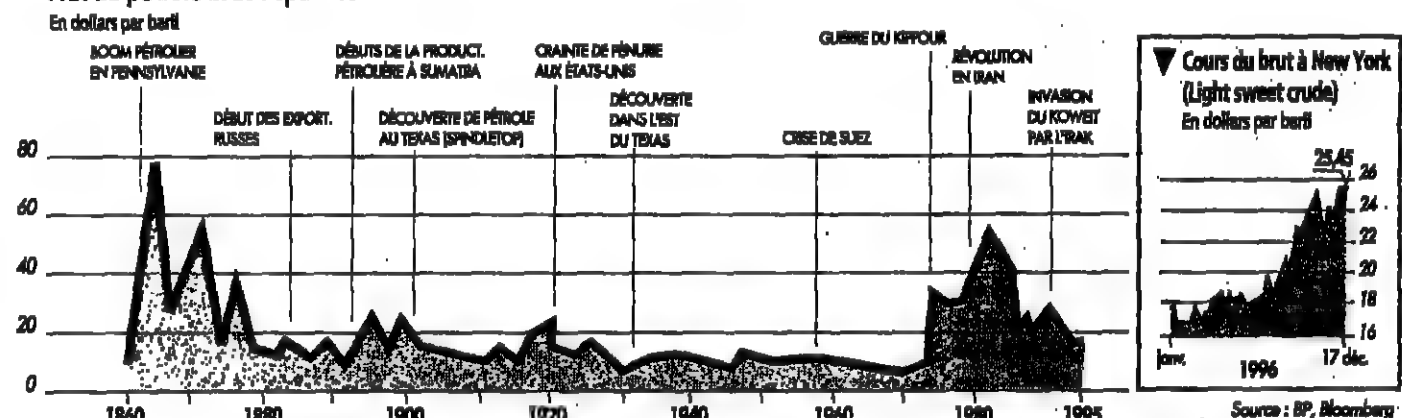
Golfe. On peut parler de l'Algérie, de la Russie. Et puis de l'ouverture de nouvelles routes pétrolières et gazières, par exemple en provenance des Républiques d'Asie centrale ex-soviétiques. Le Turkménistan dispose de ressources gazières aussi importantes que celles de l'Algérie.

— Si les conflits potentiels sont nombreux, il faut garder à l'esprit que les liens fixes comme les gazoducs ou les oléoducs sont aussi créateurs d'interdépendance, donc de solidarité. Avec le gazoduc Maghreb-Europe, l'Espagne, le Portugal, le Maroc et bientôt la France partagent le risque algérien. L'Algérie, elle, quelle que soit son évolution politique, a besoin des ressources en devises que lui procurent les exportations de gaz : les liens d'interdépendance l'emportent sur la dépendance.

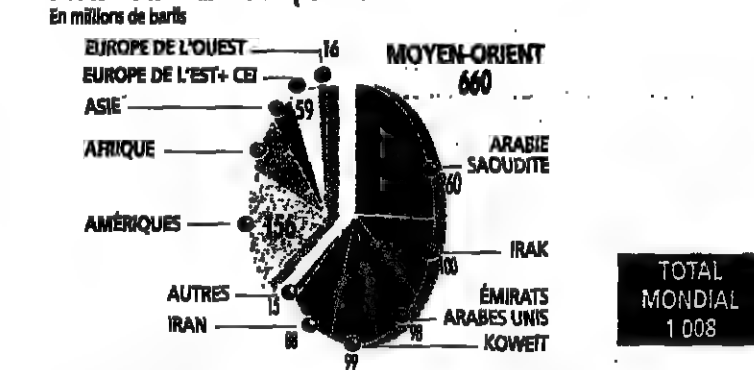
Propos recueillis par Sophie Gherardi

## Une matière première politique et cartellisée

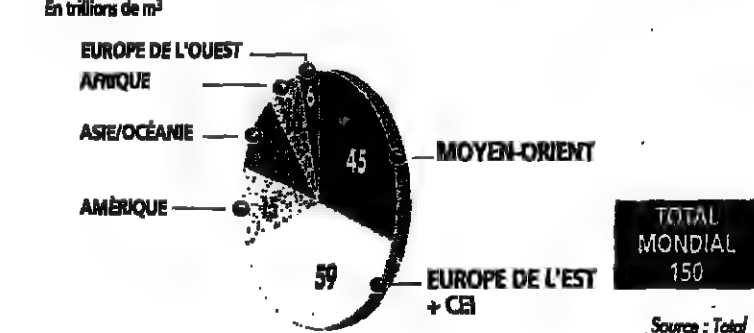
▼ Prix du pétrole brut depuis 1860



▼ Réserves mondiales de pétrole fin 1995



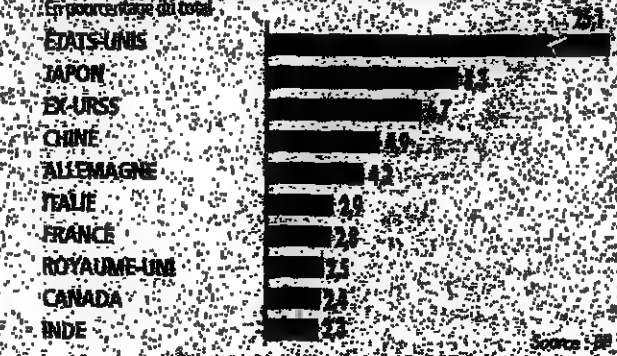
▼ Réserves mondiales de gaz fin 1995



▼ Les dix premiers producteurs de pétrole



▼ Les dix premiers consommateurs de pétrole



## Pétrole, gaz : les nouveaux enjeux géostratégiques

Suite de la page 1

Depuis, l'influence de ce cartel s'est considérablement réduite. L'organisation ne représente plus que 30 % de la production mondiale, devenant ainsi « un producteur d'appoint » face au développement des nouveaux gisements.

— Symbole de cette mutation : la mer du Nord, dont on annonce depuis plus de dix ans le déclin. Or, année après année, la production en Grande-Bretagne et en Norvège atteint de nouveaux records grâce à la mise en service de petits gisements qu'il aurait été impensable d'exploiter pour des raisons de rentabilité. Entre 1994 et 1995, 25 nouveaux champs ont été mis en production côté britannique et 10 côté norvégien. La Norvège est même en passe de devenir le troisième producteur d'hydrocarbures hors OPEP.

La technologie explique ce développement, avec en particulier la sismique en trois dimensions (3D) qui permet de mieux localiser les réservoirs d'huile. Le développement du forage horizontal facilite l'accès aux gisements réputés inaccessibles. Il est désormais possible d'explorer des réservoirs situés à huit kilomètres des installations.

— Simultanément, les forages en eau profonde, au-delà de 200 mètres, se multiplient. Inexistante voici dix ans, l'exploitation marine a de telles profondeurs ne cesse de se développer au large du Brésil, dans le golfe du Mexique et même sur les côtes d'Afrique de l'Ouest. Estimée actuellement à 1,5 million de barils/jour, elle avoisinera les 3,5 millions de barils/jour en l'an 2000, un niveau analogue à celui de l'Irak avant la guerre du Golfe. On peut désormais forer jusqu'à près de 2 000 mètres sous l'eau.

— « Quoi qu'en disent les Cassandre, l'industrie pétrolière et gazière continue à faire des découvertes tout à fait remarquables. Sur la période 1990-1995, dix champs géants ont été découverts », souligne Olivier Appert, directeur général adjoint de l'Institut français du pétrole (IFP) au début de l'année, faisant référence aux champs de Colombie, d'Algérie, mais éga-

lement aux découvertes off-shore à l'ouest des Shetlands ou dans le golfe du Mexique. Les coûts de développement, qui oscillaient entre 12 et plus de 20 dollars le baril en 1985 pour exploiter des gisements difficiles, est tombé aujourd'hui sous la barre des 10 dollars. « L'écart de coût entre les gisements non-OPEP les plus chers et ceux du Moyen-Orient s'est considérablement resserré, passant de 1 à 10 en 1985 à 1 à 3 ou 4 en 1995 », expliquait en novembre Olivier Appert lors d'un symposium à Edimbourg sur l'importance stratégique du pétrole et du gaz. Des travaux portent aussi sur l'augmentation de la récupération de l'huile dans les nappes, sachant qu'aujourd'hui seulement 30 % des liquides sont récupérés.

IMPORTATIONS AMÉRICAINES

Tous ces efforts visent à ne pas retomber trop vite sous la dépendance des pays de l'OPEP. Mais au rythme actuel d'extraction, le monde dispose de quarante-trois années de réserve. Si en Europe ou en Amérique du Nord les durées de vie des gisements sont respectivement de huit et dix-neuf années, elles atteignent quatre-vingt-treize ans pour les pays du Golfe. Cette simple donnée résume l'importance stratégique de cette

région. Elle explique également les relations très étroites nouées entre le premier producteur mondial, l'Arabie saoudite, et la première puissance économique de la planète, les États-Unis.

— Bien qu'ayant des derricks dans leur pays, les Américains ne cessent d'augmenter leurs importations pétrolières. Selon une étude du département de l'énergie réalisée en 1995, leur part pourrait dépasser 70 % de la consommation du pays au début du siècle prochain, contre 50 % actuellement. La moitié des importations d'hydrocarbures viendrait du golfe Persique... D'où l'importance pour les États-Unis d'être présents dans cette zone et leur volonté d'empêcher toute tentative de déstabilisation.

La guerre du Golfe, en 1991, fut avant tout motivée par la volonté des Américains de prendre le contrôle des gisements koweïtiens, de ne pas les laisser aux irakiens. Le poids de la diplomatie américaine est primordiale dans le règlement de ce conflit. Pour des considérations électorales et ne pas donner l'impression de soutenir le régime de Saddam Hussein, il aura fallu attendre la réélection de Bill Clinton à la Maison-Blanche pour qu'un assouplissement soit accepté par l'ONU, mal-

gré les gages donnés par Bagdad dès le mois de mai.

— Ces sept mois de retard ont été une aubaine financière pour les monarchies pétrolières du Golfe, souvent très endettées, qui ont profité de la fermeté des cours. Selon l'hebdomadaire *Pétrostratégies*, les revenus de l'OPEP devraient atteindre un niveau record cette année avec 155 à 160 milliards de dollars, contre 141 milliards de dollars en 1995. Ils retrouvent un niveau méconnu depuis quatorze ans, mais sont encore loin du niveau record de 1980, avec 276 milliards de dollars.

UNE AUBAINE POUR LE GOLFE

L'Arabie saoudite peut ainsi assouplir sa politique d'austérité et espérer calmer les tensions internes dans le royaume, provoquées par les islamistes, qui ont perpétré deux attentats contre des installations américaines.

— Comme pour toutes les matières premières, les analystes suivent avec attention l'évolution des cours pétroliers et tentent de se projeter dans le futur. A moyen terme, en raison de l'équilibre offre-demande, un consensus se dégage pour une stabilité des prix aux alentours de 17 à 20 dollars le baril. Or, depuis le début de l'année, tous les experts se sont trompés. La stabilité

des prix attendue jusqu'au retour de l'Irak et la chute ensuite ne se sont pas concrétisées. La réalité est à l'opposé, en partie à cause des prévisions.

— Après un hiver très rigoureux, les raffineries n'ont pas voulu reconstituer leurs stocks, attendant le retour imminent de Bagdad pour profiter de la baisse des prix annoncée. La faiblesse des réserves a alors amplifié les tensions sur le marché. De plus, aucun scénario n'avait prévu un réveil aussi brutal du marché, après les torpentes connues depuis le début de la décennie. Tous les pétroliers n'ont pu constater la flambée de 50 % des cours durant l'année, observant, incrédules, le retour du barilau-dessus des 25 dollars.

— Ce niveau est jugé aujourd'hui excessif et porteur de germes inflationnistes. Mais, au-delà du constat, les possibilités d'intervention sur les cours sont nulles. Ces erreurs d'appréciation confirment l'adage cité par Jérôme Bourdieu dans son ouvrage sur l'anticipation et les ressources finies : « Le marché du pétrole est un cauchemar pour ceux qui font des prévisions : rarement autant d'observateurs reconnus se sont autant trompés et aussi souvent. »

Dominique Gallois

هكذا من الاصل



## LES COMBUSTIBLES FOSSILES

### Questions-réponses

**1 Quels produits obtient-on à partir du pétrole brut ?**  
Le pétrole brut est raffiné pour obtenir toute une gamme de produits : propane, butane, essence automobile, carburateurs, gazoles, bitumes, fiouls. Les principaux procédés de raffinage sont la distillation, le craquage catalytique, l'hydrocraquage et le vapocraquage. En France, on compte 13 raffineries, contre 23 en 1978.

**2 Comment se répartit la consommation d'énergie dans le monde ?**  
En 1990, la consommation moyenne par habitant s'élevait à 1,66 TEP (tonne équivalente pétrole). La situation est très contrastée, allant de 7,7 TEP en Amérique du Nord à 3,22 en Europe occidentale et 2,91 en Europe centrale et orientale. En Amérique latine, la consommation descend à 1,29 TEP. 1,17 TEP au Proche-Orient et en Afrique du Nord, 0,53 en Afrique subsaharienne et 0,39 en Asie du Sud. Les transports sont, avec l'électricité, l'un des deux secteurs où la demande d'énergie croît le plus vite. Ils représentent environ 30 % de l'énergie utilisée par les consommateurs et 20 % de l'énergie brute produite.

**3 Comment se structure la demande ?**  
Selon le Conseil mondial de l'énergie, en 1990, les approvisionnements en combustibles fossiles commerciaux couvraient plus des trois quarts des besoins d'énergie de la planète, avec une prédominance pour le pétrole (31,8 %), le charbon (26,1 %) et le gaz naturel (19,3 %). L'énergie « traditionnelle » non commerciale (comme le bois et les excréments) représentait 10,2 % de la demande. L'énergie nucléaire, 4,5 %, l'hydroélectricité, 7,7 % et les nouvelles énergies renouvelables 2,3 %.

**4 Quels sont les risques de pollution à la houille et au charbon ?**  
Les combustibles fossiles (charbon, gaz et pétrole) restent dominants dans tous les scénarios, représentant entre 80 et 75 % du total. Le nucléaire et les autres énergies renouvelables progresseront de manière modeste. Aussi les émissions de gaz carbonique, dues principalement à la houille et au pétrole, vont s'amplifier. Selon les estimations de l'IPCC (Commission intergouvernementale sur les changements climatiques), les volumes de CO<sub>2</sub> augmenteront de 1,5 par an et encore plus rapidement dans les pays en voie de développement. Le risque de modification du climat, par aggravation de l'effet de serre, est bien réel.

**5 Quels investissements sont envisagés dans les métiers pétroliers ?**  
Selon l'Institut français du pétrole, malgré les progrès technologiques, les investissements devraient croître de 30 % sur la période 1996-2010. Au cours des quinze prochaines années, l'industrie du pétrole et du gaz va devoir mobiliser environ 2 700 milliards de dollars (2 500 milliards de francs), soit en moyenne 180 milliards de dollars par an, à comparer aux 130-140 milliards qu'elle a investis pendant la première moitié de la

précédente décennie. Près de la moitié de ces budgets iront vers l'exploration et la production.

**6 Quelles sont les différentes unités de mesure ?**  
La TEP : tonne équivalente pétrole est une unité qui rend comparables les diverses formes d'énergie de par leur pouvoir calorifique.

Le baril/jour : terme utilisé pour mesurer des capacités de production d'un puits, d'un pays producteur, d'une raffinerie.

Le baril : unité de référence dans l'industrie pétrolière. Le baril est tantôt une mesure volumétrique (un baril égale 159 litres ou 0,14 tonne), tantôt une unité de mesure de contenu énergétique. Ou partie de BEP (baril équivalent pétrole).

Un baril/jour est égal à 50 tonnes/an. 7,5 barils équivalent à une tonne de brut.

Brut : pétrole extrait du gisement avant raffinage. Les pétroles sont classés en fonction de leur densité, appelée degré d'API.

Brent : gisement découvert en 1971 au large d'Aberdeen et mis en exploitation en 1976. Ce champ britannique a donné son nom au brut de référence de cette région. Léger, son degré d'API est de 37.

**7 Quels sont les membres de l'OPEP ?**  
L'OPEP (Organisation des pays exportateurs de pétrole) ou OPEC (Organization of Petroleum Exporting Countries) a été fondée en 1960 à Bagdad par cinq pays producteurs : Arabie saoudite, Irak, Iran, Koweït et Venezuela. Huit autres pays ont rejoint l'organisation : Algérie, Émirats arabes unis, Indonésie, Libye, Nigeria, Qatar, Émirats et Gabon. Ces deux derniers pays ont quitté l'organisation en 1992 et 1996. L'objectif de l'OPEP est de coordonner les politiques pétrolières.

Lors de son dernier sommet à Vienne au mois de novembre, les onze pays ont maintenu leurs quotas de production à 25,03 millions de barils/jour, mais ils dépassent ce quota affiché, en produisant 28,8 millions de barils/jour. L'allocation accordée aux Irakiens est maintenue à 1,2 million de barils/jour pour permettre à Bagdad de satisfaire les besoins urgents de la population en reprenant ses exportations sous le contrôle des Nations unies.

**8 Quels sont les dix principaux acteurs du marché ?**  
Dans le classement mondial des 500 premières entreprises mondiales selon leur taille, les pétroliers arrivent au quatrième rang derrière les constructeurs automobiles américains General Motors et Ford, et le japonais Toyota. L'américain Exxon est le premier pétrolier mondial avec 110 milliards de dollars de chiffre d'affaires annuel en 1995, talonné par le groupe anglo-néerlandais Royal Dutch/Shell (109,8 milliards de dollars). Viennent ensuite l'américain Mobil (66,7 milliards), le britannique BP (56,9 milliards), le français Elf Aquitaine (43,6 milliards), l'américain Texaco (36,7 milliards), l'italien ENI (36,3 milliards), les américains Chevron et Amoco (32 milliards et 27,6 milliards) et le français Total (27,2 milliards de dollars).

## Le métier de patron aussi s'apprend tous les jours

**Formation**  
Les entreprises demandent de plus en plus du sur-mesure et de la rentabilité immédiate

Même au sommet de leur carrière, les dirigeants ont toujours besoin de se former, confirme le « patron des patrons » français. « Les dirigeants sont soumis aux mêmes contraintes que les hommes et les femmes qu'ils encadrent : ils doivent se former tout au long de leur vie, se mettre en permanence à l'écoute du monde extérieur, réapprendre chaque jour », témoigne Jean Gandois, président du CNPF, dans le dernier numéro de la *Revue française de gestion*, consacré au métier de dirigeant (novembre-décembre 1996).

La notion de dirigeant est large, et son champ varie selon les organisations. Elle inclut le patron de PME, les directeurs généraux des entreprises, mais aussi, de plus en plus, l'équipe dirigeante au sens large ou, dans les grands groupes, les directeurs de filiale, etc. Le tout dans un contexte de réduction des lignes hiérarchiques et de décentralisation de la décision.

Les raisons pour lesquelles les dirigeants se forment sont tout aussi variées : un contrôleur de gestion nommé directeur marketing s'initie à son nouveau métier à l'occasion du lancement d'un plan stratégique, une équipe suit un séminaire sur la conduite du changement ou encore des directeurs de filiale reçoivent une formation en droit social.

Les formations existantes répondent-elles aux attentes des intéressés ? Une étude récente de la Fnege (Fondation nationale pour l'enseignement de la gestion des entreprises), intitulée « La formation des cadres dirigeants et des futurs cadres dirigeants » (décembre 1996), fait le point sur la question à partir d'entretiens menés auprès de responsables de grandes entreprises industrielles et de services, nationales et internationales (Renault, Sodexo, Seb, Total, Casino, etc.). Quarante-quatre cadres dirigeants et dix-neuf responsables des ressources humaines ont accepté de répondre, certains sous le couvert de l'anonymat. L'étude, qui ne porte pas sur les entreprises de moins de 5 000 salariés, ne concerne donc pas les dirigeants de PME.

Les entretiens font apparaître des limites, certes marginales, à l'accès à la formation. Certains dirigeants n'ont pas toujours envie de redevenir élèves ou bien leurs agendas chargés constituent un handicap de taille, comme ce DRH d'un grand groupe international qui passe entre 120 et 130 jours par an en voyages d'affaires... « Nous ne connaissons pas exactement la part accordée par les entreprises à la formation de leurs cadres dirigeants », reconnaît Pierre Romelaer, professeur à l'université Paris-IX-Dauphine, qui a dirigé l'enquête. Sachant que l'expérience constitue, aux yeux des interviewés, une part indissociable de la formation.

Pour former leurs élites, les entreprises font plutôt appel à des experts extérieurs. Les noms fréquemment cités sont l'Insead de Fontainebleau, le groupe CPA (Centre de perfectionnement aux affaires), quelques grandes universités étrangères (Harvard, Louvain, Bocconi), l'Institut français de gestion, etc. « Mais la frontière entre formation interne et externe est très floue », souligne Pierre Romelaer. Cette entreprise « dictera » à l'Institut de formation quels sont les objectifs à atteindre, telle autre reproduira en interne le programme d'un cabinet de conseil ou d'une société concurrente.

Une tendance confirmée par Christian Aubert, directeur du CEPI (Centre de perfectionnement à la direction et à la gestion des entreprises), situé à Marcy-en-Brie, près de Lille : « L'entreprise a pris le pouvoir, elle demande de plus en plus du sur-mesure et de la rentabilité immédiate. Dans ce contexte, le temps de préparation des séminaires tend à devenir aussi long

que les interviews elles-mêmes. » Parfois, les formations sont organisées en partenariat avec d'autres firmes, mêlant cadres de l'industrie et des services.

Une telle initiative existe aussi dans le conseil, qui n'est pas représenté dans l'enquête. « Nous avons monté un consortium de formation avec quatre grands groupes industriels, destiné à des dirigeants potentiels », souligne Philippe Alouin, DRH Europe chez Arthur D. Little. « Le mélange des genres est voulu. Il permet aux individus de prendre conscience des invariants de la fonction et des spécificités liées à la culture d'entreprise », ajoute le DRH, qui préfère parler de processus de développement que de formation.

Les entreprises sont conscientes des risques de fuite du secret pro-

souvent de combler - à l'abri des regards - des lacunes de dirigeants. Le directeur du développement des ressources humaines de Kodak France, Vincent Bianco, évoque des « formations individuelles dans les business schools internationales ». Enfin, encore minoritaires mais jugés particulièrement efficaces, les accompagnements personnalisés, du type coaching (entraînement) ou parrainage, pourraient se développer à l'avenir, selon certains observateurs.

Ces deux termes recouvrent des réalités différentes selon les entreprises. Grosso modo, le premier a pour objectif le développement personnel du cadre, conseillé par un dirigeant confirmé ou un DRH aux moments-clés de sa carrière, tandis que le parrainage vise plu-

### Difficultés d'évaluation

Selon l'enquête publiée par la FNEGE (Fondation nationale pour l'enseignement de la gestion des entreprises), plus de la moitié des cadres dirigeants interrogés jugent l'impact de la formation fortement positif. Mais aucun ne souligne l'existence d'un dispositif de mesure ou d'appréciation de la performance à l'issue des stages. Selon les personnes interrogées, la formation renforce la culture d'entreprise, la stratégie, permet de développer des réseaux, et améliore les compétences... Une minorité critique cependant le fait qu'à l'issue des séminaires, le dirigeant se retrouve le « nez dans le guidon » et ne peut, pas plus qu'avant, faire passer ses idées. Des observateurs, qui n'ont pas participé à l'enquête, notent que dans certaines organisations, le parachutage de dirigeants aux postes de commande court-circuite la promotion interne. Les dispositifs de formation ne sont alors là que pour la « décoration ».

professionnel à l'occasion de ces rencontres, et certaines sont armées en conséquence : définition au préalable d'un code de conduite strict, certitude de l'absence de concurrents directs dans les séminaires, etc. En effet, il arrive que le cadre quitte l'entreprise à l'issue du cycle, soit pour une autre société, soit pour monter sa propre structure.

Plus d'un quart des entretiens soulignent également la création plus ou moins récente d'universités d'entreprise : chez Matra-Hachette, Nestlé, Cap Gemini, à la Générale des eaux, aux AGF, etc. Par ailleurs, quelques modules individuels existent permettant

tôt à favoriser l'insertion et la socialisation d'un jeune à fort potentiel par l'entremise d'un senior.

Mais les dispositifs de formation demeurent en grande majorité collectifs et la hiérarchie joue un rôle déterminant dans le choix des élus et des séminaires. Le DRH de Casino, Serge Boyer, note ainsi que « la hiérarchie est très présente ». Ailleurs, on signale que « les gens se voient refuser des formations de type personnel, universitaire ». Comme l'indique le rapport en conclusion, il s'agit d'un développement personnel très orienté vers les besoins de l'entreprise.

Clarisse Fabre

## La mutation des écoles de cadres en Russie

L'initiation à l'économie de marché a remplacé les cours de marxisme-léninisme sur les bancs des écoles de commerce russes. « Dans notre pays, depuis la fin des années 80, la formation initiale et continue des cadres a connu une transformation radicale. Même dans les universités d'enseignement général ou scientifique, les facultés de médecine par exemple, les étudiants connaissent les bases de l'économie libérale », explique Natacha Chmatko, directrice du Centre franco-russe de recherche sociologique à Moscou et directeur d'études associé à l'École des hautes études en sciences sociales à Paris.

Avant le passage à l'économie de marché dans l'ex-URSS, la formation des cadres dirigeants se divisait en deux filières complémentaires. D'une part, des écoles de commerce classiques situées à Moscou, telle l'Académie de l'économie nationale Orjondidze. D'autre part, une filière « idéologique », destinée à former des cadres de l'administration et du Parti communiste de l'Union soviétique (PCUS) : l'Académie des sciences sociales et l'Institut des sciences sociales du comité central du PCUS, l'École supérieure du Parti communiste, l'Université du marxisme-léninisme, pour ne citer que les principaux Instituts, également situés dans la capitale.

Ce « double profil » était indispensable pour faire carrière dans l'entreprise. Et tout directeur d'un site industriel - voire le chef d'atelier - se devait d'être membre du Parti communiste et d'être titulaire d'un diplôme politique. Par ailleurs, les deux cursus favorisaient des passerelles entre une carrière en entreprise et une autre au sein du parti.

C'est au tournant des années 90, avec la création des institutions de marché (bourses de matières pre-

mières et de marchandises, nouveau système bancaire, coopératives, nombreuses PME, etc.), que se sont développés de nouveaux centres de formation de cadres, en trois étapes : entre 1988 et 1989, des petites écoles et Instituts de formation (initiale et continue) en comptabilité et management, dont la majorité proposent des cours accélérés de une à trois semaines et forment des cadres moyens et techniques du secteur privé ; entre 1989 et 1991, des écoles de gestion mixte - en partenariat avec l'étranger - en management et marketing ; et, depuis 1991, année de la privatisation des entreprises d'Etat, l'ouverture d'écoles supérieures de formation des cadres dirigeants et la reconversion des écoles économiques d'Etat. Ainsi, l'Académie des sciences sociales du comité central du PCUS s'est transformée en Académie d'administration des dirigeants. Quant à l'Institut des sciences sociales, il a fermé ses portes et de ses cendres est née la Fondation Gorbatchev des réformes socio-économiques.

Les entrepreneurs russes sont-ils aujourd'hui suffisamment armés pour affronter l'économie libérale ? Les ingénieurs et les chercheurs en sciences et techniques ont été les premiers à entrer dans l'économie de marché dans de petites structures de type PME et coopératives. Puis le public s'est élargi aux dirigeants de grandes entreprises industrielles souvent issus de la Nomenklatura ou des banques d'Etat.

Selon plusieurs études, la majorité des patrons des entreprises non étatiques russes sont diplômés. Et l'importance du diplôme semble croître au fur et à mesure de la mise en place de l'économie de marché - en partenariat avec l'étranger - ou détenues à 100 % par du capital étranger recrutent des cadres diplômés d'une école supérieure de commerce, si possible spécialisés dans leurs domaines d'activité et pratiquant plusieurs langues étrangères.

Quant aux banques, elles recherchent des candidats qui, outre leurs diplômes, ont une expérience de l'ancien système bancaire. Quand elles embauchent, ces entreprises envoient souvent leurs cadres en formation accélérée et en stage à l'étranger. Mais, comme le souligne Natacha Chmatko, « les formations courtes, quand elles sont dispensées par des experts étrangers, sont encore insuffisamment adaptées au contexte russe ».

C. R.

### Bibliographie

- Les hommes du pétrole, de Daniel Yergin (Stock, 1991, 564 p., 180 F).
- Le pétrole, d'Étienne Dalemout et Jean Carrière (PUF, « Que sais-je ? », 1992, 128 p., 40 F).
- L'énergie pour le monde de demain, Commission du Conseil mondial de l'énergie (Éditions Technip, 1993, 376 p., 460 F).
- L'énergie nucléaire en 110 questions, sous la direction de Claude Mandil (Le Cherche-midi, 1996, 218 p., 85 F).
- Anticipations et ressources finies, le marché pétrolier dans l'entre-deux guerres, de Jérôme

- Bourdieu (Éditions de l'École des hautes études en sciences sociales, 1996, 218 p., 180 F).
- Energy policies of IEA countries, 1996 Review, International Energy Agency (OCDE/IEA, Paris, 1996, 358 p., 380 F).
- World Energy Outlook, 1996 Edition, International Energy Agency (OCDE/IEA, Paris, 1996, 300 p., 350 F).
- L'Agence internationale de l'énergie publie chaque année une série de rapports thématiques. Renseignements à l'IAIE, 9, rue de la Fédération, 75739 Paris Cedex 15, Fax : 01-40-57-65-59.

## Euro★mba

How to manage in Europe

**MBA européen compatible avec l'activité professionnelle**

Formation au Management International de 24 mois dispensée en langue anglaise par télé-enseignement, utilisant les moyens multimédia

Inclut six semaines d'enseignement résidentiel dans les pays des institutions universitaires partenaires (Allemagne, Espagne, Finlande, France, Irlande, Pays-Bas)

Diplôme universitaire  
"European Master of Business Administration"

Groupe ESC Nantes Atlantique  
8 rue de la Justice - BP 11222  
44111 NANTES CEDEX 3  
Tél : 02 40 37 34 34 - Fax : 02 40 37 34 07  
E-mail : felicia@escna.fr

IAE Aix-en-Provence  
Boulevard des Canaux  
13546 PUYRICARD  
Tél : 04 42 38 88 88 - Fax : 04 42 38 88 88  
E-mail : kirmann@commin-iaa.fr

**L'expertise européenne**



## LES INDICATEURS DE L'ÉCONOMIE INTERNATIONALE (données nationales, OCDE, ans)

	États-Unis	Allemagne	France	Grande-Bretagne	Italie	Canada
Production industrielle (en %)						
Dernier mois connu	nov. +0,8	oct. +3,8	oct. -2	sept. -1,7	oct. -0,2	sept. -2,0
Cumul sur 12 mois	+4,7	+6,5	+0,7	-1,1	-2,3	+0,5
Taux de chômage (en %)						
Dernier mois connu	nov. 5,4	oct. 3,4	oct. 10,7	sept. 11,5	oct. 11,7	oct. 8,1
Un an avant	5,6	3,2	9,7	11,5	11,7	9,4
Indice des prix (en %)						
Dernier mois connu	nov. +0,3	oct. +0,2	oct. -0,1	sept. -0,5	oct. +0,3	nov. +0,1
Sur 12 mois	+3,3	+0,5	+1,4	+1,5	+2,5	+3,3
Solde commercial (en milliards)						
Dernier mois connu	sept. -16,1	nov. +901,4	sept. +9,1	sept. -10,1	sept. +3 638,1	sept. -0,9
(monnaies nationales)						
Cumul sur 12 mois	-159,5	+7 072,7	+92,5	+132	+63 830,4	-12,8
(monnaies nationales)						
Cumul sur 12 mois (en dollars)	-159,5	+65,7	+62,6	+22,4	+41,0	-19,8
Croissance du PIB (en %)						
3 <sup>e</sup> trimestre 1996 (rythme annuel)	+2	+0,4	+3,3	+3,7	+1,6	+3,3
Sur 12 mois	+2,2	+3,2	+1,9	+1,8	+0,5	+2,3
Solde des paiements courants en % du PIB						
1996 (estimations OCDE)	-2	+1,8	-0,5	-0,9	+3,2	-1,5
Déficit public en % du PIB						
1996 (estimations OCDE)	-1,9	-4,8	-4,1	-4,3	-6,7	-4,8
1995	-2	-3,9	-3,5	-4	-7,2	-5,7
1994	-2,2	-3,9	-3,5	-4	-7,2	-5,7
Debt publique en % du PIB 1995	64,3	81,3	58,1	52,4	124,7	54
1994	64,3	81,3	58,1	52,4	124,7	54
1993	64,3	81,3	58,1	52,4	124,7	54

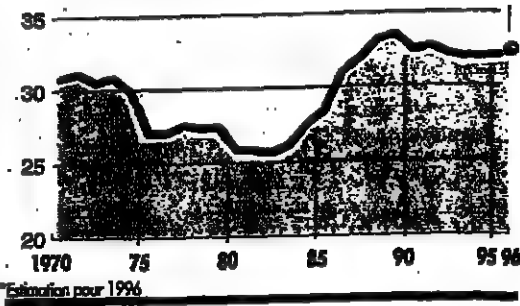
## LA SANTÉ DES ENTREPRISES FRANÇAISES S'AMÉLIORE

La meilleure santé des sociétés françaises depuis dix ans a pour première origine le redressement de leur taux de marge, c'est-à-dire de la part de l'excédent brut d'exploitation dans la valeur ajoutée. Tombé à moins de 25 % au début des années 80, ce ratio est remonté jusqu'à 33,5 % en 1989, avant de s'éroder lentement jusqu'à 32 % en 1992. Strictement maintenu depuis lors, il reste supérieur au point haut des années 70. En fin de période, le poids des charges salariales est passé sous la barre des 60 % de la valeur ajoutée, mais ce recul a été compensé par un allourdissement des impôts à la production, notamment de la taxe professionnelle. Au cours des prochains trimestres, le taux de marge devrait se redresser en liaison avec les gains de productivité engendrés par la reprise de l'activité.

En collaboration avec le groupe Crédit national - BFC

## Taux de marge

En % de la valeur ajoutée



Source : Insee

## À RETENIR EN FRANCE

PIB (en milliards de francs)	7 675	PIB (en milliards de dollars)	37 911	Population (en millions)	25 990 000	Nombre de dépenses	3 100 800
------------------------------	-------	-------------------------------	--------	--------------------------	------------	--------------------	-----------

## Marché unique des services : encore un effort vers la libéralisation

Un nouvel effort pour libéraliser les services européens a été engagé par le Conseil européen de Dublin : il a demandé que le prochain Conseil de juin 1997, à Amsterdam, adopte un programme d'action en ce sens. Cette décision fait suite au récent rapport de la commission sur l'impact réel de la libéralisation des services entreprise depuis 1986, selon lequel il reste beaucoup à faire (Commission européenne, 1996, *Le Marché unique et l'Europe de demain*, Publications officielles de la CE).

La Commission constate d'abord que toutes les barrières à la concurrence intra-européenne existantes en 1986 n'ont pas été éliminées. Dans certains secteurs, comme l'énergie, rien n'a vraiment changé. Dans les autres, bien des obstacles ont été éliminés, mais des barrières-clés cloisonnent encore les marchés européens : mesures fiscales dans la banque, droits des contrats dans les assurances, plein accès au réseau téléphonique réservé de fait aux monopoles publics, terminaux d'aéroport utilisés par la compagnie aérienne du pays dans le seul but de bloquer ses concurrents, quasi-impossibilité pour les firmes audiovisuelles d'un

**Commerce international**  
Des Etats membres de la Communauté, France en tête, ont pris des mesures qui annulent les effets des directives européennes

Etat membre de s'établir librement dans les autres marchés européens, etc.

A cette longue liste de demi-mesures, certains Etats membres ont ajouté des mesures contraires aux effets des directives de libéralisation. Ainsi, la France a octroyé des subventions d'une ampleur inégalée jusqu'à présent : 20 milliards de francs à l'Air France (soit 500 000 francs par employé), au moins 30 milliards au Crédit lyonnais (soit 500 000 francs par em-

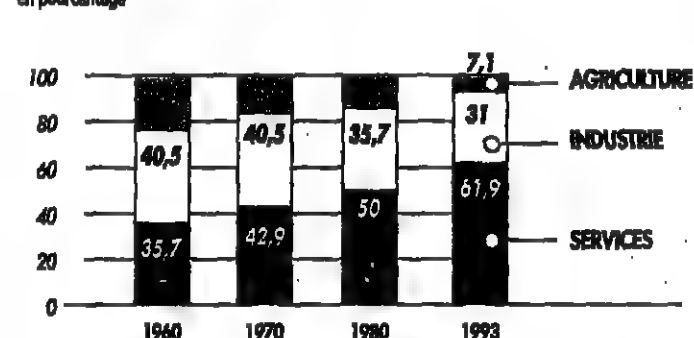
ployé, mais les besoins pourraient atteindre 135 milliards, soit 2 millions par employé), pour n'évoquer que les cas les plus connus.

Les Etats membres ont pris ces demi-mesures et ces contre-mesures pour protéger des producteurs inefficaces de services. En France, le résultat se passe de commentaires. Entre 1990 et 1995, la rentabilité des banques françaises est la moitié de celle des banques des cinq plus grands pays industriels (et moins du tiers de celle des seules banques américaines et britanniques). Entre 1992 et 1995, le prix moyen du billet d'avion croît de 2 % par an en France, contre 0,5 % dans l'ensemble de la Communauté. En août 1996, un Français paye ses appels téléphoniques 40 % plus cher qu'un Anglais, une firme française 30 % plus cher que sa concurrente britannique.

Les Français croient que l'on libéralise alors qu'on ne libéralise pas, ou bien moins qu'on ne le dit. Dès lors, ils imputent à une libéralisation annoncée des maux qui découlent de notre inertie : les entreprises françaises sont en difficulté à cause de leur manque de compétitivité dans le reste du monde, non pas à cause de marchés français

## Evolution de l'emploi européen

en pourcentage



Source : Eurostat

ouverts à tous les vents.

Comment en est-on arrivé là ? D'abord, parce que les gouvernements français de tous bords sont obsédés par la politique macro-économique. Dès lors, ils voient les privatisations moins comme un moyen d'introduire la concurrence, pour le plus grand bénéfice des consommateurs, que comme le moyen indolore de réduire un déficit budgétaire public incontrôlé. Ils préfèrent privatiser des entreprises protégées de la concurrence, pour

lesquelles les futurs actionnaires sont prêts à payer davantage. A ce petit jeu, il y aura des surprises : l'euro profitera bien plus aux efficients banques américaines et britanniques qu'aux exsangues banques françaises ou allemandes.

Ensuite, parce que très peu de gouvernements français osent défendre l'idée que libéraliser ne crée pas de chômage. Pourtant, il y a maintenant assez d'expériences étrangères pour clarifier le débat. Ou le progrès technique est la vraie

force qui pousse aux licenciements : en ce cas l'on débâche, monopole public ou non (pensons à la SNCF depuis 1960). Ou l'on débâche à cause de la libéralisation : en ce cas, les nouvelles firmes qui entrent sur le marché devenu concurrentiel créent, en général, assez d'emplois pour compenser les licenciements du monopole démantelé.

La libéralisation des services français dans le cadre du marché unique européen doit désormais se faire sans réticences. Sinon, nous raterons une nouvelle échéance : la libéralisation des services au niveau mondial. A cet égard, le récent Livre blanc du gouvernement britannique en faveur d'un libre-échange total mondial, en l'an 2020, est à méditer (Foreign Office and Department of Trade and Industry, 1996, *Free Trade and Foreign Policy: A Global Vision*, The Stationery Office). En étudiant les propositions concrètes nous ferait reprendre confiance en nos grandes capacités d'exportateurs de services. L'enjeu est capital : 70 % des Français travaillent dans

Patrick Messerlin  
professeur à l'IEP-Paris

UN CHIFFRE  
- 255LA COTE DE CONFIANCE  
DES CONSOMMATEURS  
FRANÇAIS

C'est pire que jamais ! Si l'on en croit l'indice de confiance des consommateurs européens que l'Insee vient de faire paraître, les Français sont lanternes rouges. Alors que les consommateurs anglais (+110) et néerlandais (+120) apparaissent franchement optimistes en novembre, que les Italiens (+195) et les Allemands (+140) le sont beaucoup moins, les Français, eux, ont sombré dans la dépression. Ils semblent ne s'être jamais franchement relevés du plan de rigueur d'Alain Juppé : depuis plus d'un an, leur moral navigue dans les trente-sixième dessous, entre -250 et -271. Ces indicateurs de confiance sont établis à partir de questionnaires adressés aux ménages sur leur situation financière, leurs perspectives d'achats importants et la situation économique générale. Le chiffre obtenu est un indice entre les opinions favorables (+) et défavorables (-).

## En Ethiopie, de la guérilla aux affaires

Les anciens guérilleros du Front populaire de libération du Tigré (FPLT), noyau dur de la coalition gouvernementale éthiopienne, ont le ciel avec eux. Mise à part la première année, la croissance économique a été au rendez-vous depuis leur arrivée au pouvoir à Addis-Abeba en 1991, grâce à de bonnes récoltes et à un apport financier international d'environ 1 milliard de dollars par an. Le PIB éthiopien a ainsi progressé de 28,8 % de juillet 1992 (l'exercice court du 1<sup>er</sup> juillet au 30 juin) à juillet 1996, soit une croissance annuelle moyenne de 6,6 %, supérieure aux objectifs fixés avec le Fonds monétaire international (+6,2 %). Pour 1995-1996, la progression a été de 7,7 % (et de 5,6 % dans l'agriculture), selon une note récente du poste d'expansion économique français d'Addis-Abeba.

Du fait des bonnes conditions climatiques, de l'importation massive d'engrais et d'un petit développement de la mécanisation, la récolte agricole a atteint, l'an dernier, le niveau record de 8,7 millions de tonnes, et celle de la fin 1996-début 1997 s'annonce encore meilleure. Autrefois symbole de famine, l'Ethiopie s'est trouvée en 1996 proche d'un équilibre alimentaire théorique. Toutefois, la faible

**Afrique de l'Est**  
Sous le nouveau gouvernement d'Addis-Abeba, la croissance annuelle moyenne, de 1992 à 1996, a été de 6,6 %

capacité monétaire des populations et les difficultés de transport maintiennent la consommation céréalière au strict minimum et n'excluent pas l'existence de poches de famine dans des zones isolées.

L'Ethiopie demeure l'un des pays les plus pauvres du monde, soumis à une triple dépendance : vis-à-vis de l'aide financière internationale (36 % des recettes du budget 1996-1997), des conditions climatiques pour son agriculture et du prix mondial de sa principale culture de rente (le café). L'an passé, les recettes d'exportation du café n'ont pu être maintenues à 300 millions de dollars que grâce à la hausse de la production, qui a compensé la baisse du prix de vente sur le marché mondial. Par

ailleurs, l'endettement extérieur s'accroît (un rééchelonnement doit être discuté avec les Etats créanciers fin décembre ou début 1997), de même que le poids du service de la dette publique interne et externe (22,1 %).

Malgré des avancées, l'investissement privé (local ou étranger) n'est pas en mesure de compenser la baisse des investissements publics dans l'industrie. Outre le chômage très important, l'exode rural grandissant et la pauvreté toujours massive, un récent rapport du FMI estimait que la production alimentaire par tête d'habitant était en déclin, de même que le ratio du nombre d'habitants par hôpital ou celui des enfants scolarisés dans l'enseignement primaire.

En revanche, la politique économique est globalement conforme aux vœux des institutions de Bretton Woods : en septembre 1996, les taux d'intérêt ont été réduits à 10,5 %, le contrôle des changes libéralisé et les prix des carburants relevés. Du coup, la désinflation est à l'œuvre depuis le début de l'année, le taux de change de la monnaie nationale s'est stabilisé aux environs de 6,4 birr pour 1 dollar (mais le taux parallèle est encore de 7,4 pour un dollar) et les réserves en devises ont atteint 900 millions de dollars, soit l'équi-

	Population	Taux de mortalité	Espérance de vie	PIB par habitant
Ethiopie	56,5	7,5	48 ans	100
Kenya	26,6	4,7	58 ans	280
Tanzanie	30	5,8	51 ans	130

Source : Banque mondiale

valent de trente-cinq semaines d'importation au lieu de treize semaines en 1992-1993.

Au regard de ces résultats macro-économiques, les bailleurs de fonds n'ont qu'à se louer des performances du gouvernement éthiopien. Telle a d'ailleurs été la tonalité dominante lors de la réunion du groupe consultatif de la Banque mondiale sur l'Ethiopie qui, fait exceptionnel, s'est tenue à Addis-Abeba du 10 au 12 décembre. Le FMI considère maintenant comme un bon élève un pays dont les dirigeants, le premier ministre Meles Zenawi en tête, étaient encore, il y a quelques années, de fervents admirateurs du régime stalinien d'Enver Hodja en Albanie.

En fait, les institutions de Bretton Woods, tout comme la diplomatie américaine, s'appuient de plus en plus souvent sur ce type de nouveaux dirigeants africains, issus de mouvements armés d'origine nationaliste révolutionnaire. C'est le cas, par exemple, de Nel-

son Mandela en Afrique du Sud, de Yoweri Museveni en Ouganda, de Issayas Afewerki en Erythrée, et peut-être demain des dirigeants du Front patriotique rwandais de Kigali. En privé, les experts de la Banque mondiale ou du FMI les jugent-ils ouverts à leur concept de « good governance » que les vieilles élites africaines corrompues du Zaïre ou du Kenya.

Pourtant, si le premier ministre éthiopien a sacrifié en octobre dernier son vice-premier ministre Tamrat Layne, limogé pour corruption, il n'a pas perdu de vue l'idée qu'à la faveur de la libéralisation et des privatisations, ses compagnons du FPLT puissent se tailler une position dominante dans le secteur privé. Sous couvert de développement régional, des dirigeants de ce parti ont déjà créé un vaste réseau de sociétés commerciales regroupées dans le holding Effort (Endowment Fund for the Rehabilitation of Tigray).

Francis Soler



ENERGIE, CHIMIE, SANTÉ,  
des marchés à l'échelle du monde.

http://www.elf.fr

فكتا من الاصل



LIVRES ET REVUES

# Le Noël des consultants

par Jean-Gustave Padioleau

Ouverture-Manche, le sacre des consultants est achevé. L'un d'entre eux apparaît dans une série télévisée d'excellente facture, *Inspector Morse*, où il donne la réplique au rôle principal. L'inspecteur Morse enquête dans la ville universitaire d'Oxford. Un tannet « intello », passionné de musique classique, amateur d'alcool et de dames, il conduit une vieille Jaguar.

Héros paradoxal, Morse représente l'exemple même du policier « inefficace » à première vue. En face, le personnage du consultant, familier des armes du « re-engineering » et du « downsizing », est là pour tenter de réduire les coûts de la police.

Cette reconnaissance sociale est méritée. L'industrie anglosaxonne du conseil affiche des performances sensationnelles. Le *Financial Times* du 16 décembre crédite Coopers & Lybrand d'une croissance de 34 % entre 1994 et 1995, le score d'Andersen Consulting est de 22 %, Ernst Young se contente d'un modeste 9 %. Ces succès intriguent. Les crânières, les astuces, mais aussi les réussites des professionnels du conseil activent une nouvelle industrie : mettre à jour les tours de main, dénoncer les tautologies, rallier les prétentions des consultants.

En Amérique, un « cartoonist », Scott Adams, se régale des marottes du nouveau management grâce à la complicité d'un personnage d'une malice merveilleuse : Dilbert. Ses deux ouvrages apparaissent en tête de la liste des best-sellers du *New York Times*.

Le nouveau magazine *Information Strategy*, publié par *The Economist*, révèle sous un titre moqueur, « Consultants or Conmen ? » (consultants ou escrocs ?), des moyens simples pour contenir les honoraires des sociétés de conseil. Dans un article de la *Harvard Business Review*, publié par *l'Essentiel du management*, Henry Mintzberg dénonce la « frime » des modes managériales des années 80. L'universitaire de McGill et de l'Insead isole cinq recettes « infaillibles pour ruiner son entreprise » (« ne s'intéresser qu'aux résultats financiers », « rationaliser, licencier et éliminer », etc.).

Cet exercice de style permet à Henry Mintzberg de prôner le retour du bon sens dans la gestion. « Il est temps de compresser les compresseurs d'efficacité. Trop de dirigeants se prennent pour des stratèges. Éliminez les formules magiques qui commencent par "re" ou "d". Les grandes entreprises n'ont pas besoin de grands leaders. »

Richie d'un brio peu commun, un ouvrage tout récent, *The Witch Doctors* (Les Sorciers du management), d'épargne personne, ou presque. L'enquête est menée par deux rédacteurs en chef de *The Economist*, familiers des tribus du conseil. L'analyse des bonnes raisons de croire aux idées fausses des gourous est remarquable. Lorsque l'école de Paris du Management perçoit dans les consultants français de « modernes Sorciers », nos voisins britanniques sont plutôt sensibles aux superstitions nourrissant leur audience.

Henry Mintzberg et les enquêteurs de *The Economist* partagent deux convictions : à deux exceptions près – Peter Drucker, Charles Handy –, le monde du conseil et des gourous se distingue par une inculture troublante, dopée par un sabir étrange, le « managementese ». Plus, dans un mouvement d'ensemble, ces auteurs affirment que la gestion n'est « certainement pas une science ».

Saisons-nois condamnées à l'obscurantisme ? La sagesse managériale n'enrichit pas de profiter des richesses de la littérature. Les établissements de MBA, foyers d'écoulement de consultants, ne devraient-ils pas inscrire d'urgence des romans dans leurs programmes ? *L'Homme sans qualités*, de Robert Musil (« Points », Seuil, deux tomes), ou bien encore l'œuvre d'un comptable, romancier du dimanche, Italo Svevo (*La Conscience de Zeno*, « Le Livre de poche », LCF). La rencontre d'un constructeur de charpentes métalliques avec un écrivain-châliote, Primo Levi, éclaire les contrastes des mondes du travail concret et abstrait (*La Clé à molette*, 10/18). Enfin, *L'Art de faire des dettes* (« Petite Bibliothèque », Rivages) par un conseiller d'Etat farfadet, Jacques-Gilbert Yubert (1786-1846), lecteur attentif du *Traité d'économie politique* de Jean-Baptiste Say (1809) permet de s'instruire avec le sourire.

**THE DILBERT PRINCIPLE et DOGBERT'S TOP SECRET MANAGEMENT HANDBOOK** de Scott Adams  
New York, Harper Business, 1996, 336 p. et 330 p.

**« CONSULTANTS OR CONMEN ? »**  
*Information Strategy*, décembre 1996-janvier 1997, vol. 1, no 3, pp. 14-17.

**« MANAGERS, MÉFIEZ-VOUS DU MANAGEMENT ! »**  
de Henry Mintzberg  
*l'Essentiel du management*, décembre 1996, pp. 132-137, 18 F.

**THE WITCH DOCTORS**  
de John Micklethwait et Adrian Wooldridge  
New York, Times Book, 1996, 367 p.

## PARUTIONS

● **LES MARCHÉS BOURSIERS DANS LE MONDE, SITUATION ET ÉVOLUTIONS**, d'Hervé Gastinel et Eric Bernard  
Deux jeunes experts pleins de talent (inspection des finances, chargé de mission à la COB) nous offrent un panorama alerte et comparatif des fameux marchés boursiers. Utile et décapant (Montchrestien, 158 p., 60 F.).

● **LES POLITIQUES FONCIÈRES**, de Joseph Comby et Vincent Renard  
Un « Que sais-je ? » de grand cru. De Ricardo à Maurice Allais, tous les grands économistes se penchent sur ce facteur de production particulier, la terre. Joseph Comby et Vincent Renard explorent les politiques foncières. Un exposé passionnant et d'avant-garde (PUF, « Que sais-je ? », 128 p., 40 F.).

● **LES PIÈGES DE L'ARGUMENTATION EN ÉCONOMIE ET DANS LES AUTRES SCIENCES SOCIALES**, de Janine Bremont, Jean-François Couet et Marie-Martine Salort  
Comment éviter les généralisations abusives et les amalgames, décoder les indicateurs et graphiques qui servent de base à l'analyse ? C'est à ces interrogations qu'essaie de répondre cet ouvrage, conçu pour aider à la compréhension des données économiques. (Liris, 158 p., 85 F.).

● **LE SYSTÈME BANCAIRE AMÉRICAIN**, d'Hélène Intrator  
Beaucoup ignorent, mais, au pays de la déréglementation et de la concurrence, le système bancaire a vécu, pendant plus de soixante ans, à l'abri d'une juridiction instantanée dans les années 30. Son abolition est en cours, et c'est l'occasion de rappeler les mutations qui ont jalonné l'existence des banques et des caisses d'épargne américaines. (PUF, coll. « Que sais-je », 128 p., 40 F.).

# Comment créer 50 000 emplois en un an et exporter plus

par Olivier Dassault

Le commerce extérieur de la France connaît aujourd'hui des excédents records (même s'il faut relativiser les statistiques, en décomptant le commerce des départements d'outre-mer). C'est le résultat d'années de labeur, de percées technologiques et de suivi commercial. Cet acquis, il nous faut le consolider, et surtout le diffuser auprès des PME (petites et moyennes entreprises), car ce sont elles qui peinent encore des glissements d'emplois. L'exportation concerne déjà plus d'un poste de travail sur quatre, près d'un sur trois dans le secteur industriel, mais nous pouvons faire plus et mieux. Les moyens de progresser sont simples et peu onéreux.

J'ai suggéré, et je réitère ma demande, que l'Etat exonère de charges sociales, pendant un an, toute première embauche d'un cadre « export » spécifique dans une PME n'en disposant pas. Cette mesure pourrait concerner chaque année mille personnes, essentiellement des jeunes diplômés, et occasionner en un an 50 000 milliards de chiffre d'affaires de plus, puisque chaque agent commercial spécialisé engendre, en moyenne, plus de 1 million de francs de commandes par an. Pour les finances publiques, le coût d'une telle disposition serait de l'ordre de 3 milliards de francs sur un an, pour cinquante mille nouveaux emplois directs. Il faut enfin savoir que chaque

milliard d'exportations supplémentaires occasionne entre deux mille cinq cents et cinq mille emplois nouveaux, en comptant les tâches dites induites, de la production au service après-vente. Une procédure existe déjà, dans le cadre des contrats de plan, mais il convient d'aller beaucoup plus loin, nettement plus vite.

Il faudrait que l'Etat exonère de charges sociales, pendant une année, toute première embauche d'un cadre « export » spécifique, dans une PME n'en disposant pas

L'objectif est simple et ambitieux. A structures industrielles, financières et humaines comparables, nos PME réaliseraient 150 milliards de francs d'exportations, chaque année, si elles se tournaient autant vers l'étranger que leurs ho-

mologues allemandes. Certes, exporter comporte un risque, mais, la aussi, la puissance publique peut intervenir, par exemple en constituant un fonds de garantie pour les nouvelles PME exportatrices à partir des excédents, aujourd'hui structurels, de la Coface, organisme garantissant les « risques pays » sur les grands contrats.

Dernière suggestion, tout aussi simple : la réforme en cours du service national ne doit pas faire disparaître les jeunes coopérants en entreprise (CSNE) qui effectuent leurs obligations militaires à l'étranger, en prospectant pour des firmes françaises. Nous en disposons de près de quatre mille, qui constituent une force commerciale travaillant déjà sur le terrain. Ces procédures doivent se développer à l'avenir, sur la base du volontariat, et beaucoup plus systématiquement au bénéfice des PME, pourquoi pas dans le cadre financier de la solidarité régionale ?

Chaque progrès de nos exportations bénéficie à la communauté nationale dans son ensemble, concourt à la croissance, à l'emploi, à la réduction des déficits. La mondialisation des échanges, qui fait parfois si peur à ceux qui redoutent le changement, peut aussi être notre chance. A nous de la saisir.

Olivier Dassault est député RPR de l'Oise.

# Le pessimisme est-il raisonnable ?

par Dominique Vallet

Aujourd'hui, en France, le pessimisme est le sentiment le mieux partagé : l'indice de confiance des consommateurs est au plus bas, l'humour des patrons bien sombre ; quant aux économistes, ils passent leur temps à s'accuser de prévoir une reprise. Face à un chômage massif dont la croissance vient contredire les promesses de réduction de la fracture sociale, face aux dysfonctionnements multiples du système français, il n'est pas difficile d'être morose, découragé ou cynique. Pourtant, un diagnostic conjoncturel réaliste conduit à anticiper une amélioration à court terme.

Notre environnement extérieur est plus porteur qu'on ne le pensait il y a quelques mois. Subitement conduite, la manœuvre d'ajustement en douceur de l'économie américaine a été une réussite incontestable : la croissance attendue pour 1997 atteint 2,4 %, l'inflation reste contrôlée (3 %), et les déficits budgétaires et publics devraient se réduire. Au Canada, la rigueur budgétaire a freiné la croissance en 1995 et 1996, mais elle s'est traduite par un recul prononcé des taux d'intérêt ; la croissance attendue pour 1997 dépasse 3 %. Depuis 1992, si le Japon peine à sortir d'une phase de stagnation, les perspectives de croissance, à moyen terme, y sont favorables. Quant aux pays émergents d'Asie, d'Amérique latine ou d'Europe de l'Est, leur bonne performance devrait perdurer.

Plus près de nous, le fait marquant, depuis quelques mois, c'est le renforcement de la crédibilité de l'Union monétaire européenne. La volonté de limiter les déficits budgétaires à ce qui est autorisé par le traité de Maastricht est réelle, malgré la porte laissée entrouverte à quelques ingénieux artifices comptables. La rigueur affichée par le budget italien, suivie du retour de la lire dans le système monétaire européen, de même que les efforts du gouvernement allemand sont les plus récents exemples de cette volonté commune à l'ensemble des pays de l'Union européenne. L'insécurité budgétaire générale a été, et demeure, un frein à la croissance des demandes intérieures en Europe continentale. Mais elle s'est partiellement accompagnée d'un relâchement des taux d'intérêt, très marqué sur le court terme. La détente monétaire, par ses effets sur la demande sensible aux taux, devrait contrebalancer en partie les effets négatifs de la rigueur budgétaire. Les prévisions de croissance en Europe pour 1997 sont d'ailleurs le plus souvent supérieures aux estimations pour 1996.

La France devrait ressentir pleinement les effets d'entraînement d'un environnement international plus porteur. La croissance de nos exportations de produits manufacturés a déjà repris vigoureusement, même si, dans les résultats d'ensemble, elle est masquée par la baisse des livraisons de produits agricoles et agroalimentaires. Malgré leur humeur noire, les Français ne refusent pas de consommer. Au contraire, 1996, de ce point de vue, a été une bonne surprise. Le réveil de la consommation, malgré la quasi-stagnation du pouvoir d'achat, s'est traduit par une baisse importante du taux d'épargne. En 1997, même avec une légère remontée du taux d'épargne, la consommation pourrait à nouveau soutenir la croissance d'ensemble, si la progression du revenu disponible reprend et si les taux d'intérêt se maintiennent à un niveau raisonnable. L'écart inhabituel entre indice de confiance (à très bas niveau) et consommation (en progression) reflète le désarroi des ménages, leur déception de voir les promesses électorales se tuer en prélèvements accrus, leur inquiétude face à un chômage croissant, et non pas un quelconque refus de consommer.

L'humour des patrons est elle aussi bien sombre, et les défillements d'entreprises progressent à nouveau. Cependant, les anticipations personnelles sont mieux orientées que les perspectives globales, sans doute influencées par la morosité ambiante et l'incertitude sur la demande. Depuis le printemps, la production s'est installée sur une pente positive, en France comme en Europe. Les carnets de commandes, sur le

marché hexagonal comme à l'exportation, sont mieux remplis, et l'essentiel du mouvement de déstockage est derrière nous. La fuite décriée des taux d'intérêt, avec le recul de l'endettement, allège sensiblement la charge de la dette, et la santé financière de l'appareil productif est satisfaisante. L'investissement, après sa stagnation qui a freiné la croissance cette année, pourrait reprendre l'an prochain, même si l'enquête de l'Insee auprès de l'industrie suggère une progression encore modeste (croissance attendue de 3 % à 4 % pour l'investissement productif).

On entend trop souvent dire que les entreprises feraient la grève de l'investissement. La réalité est plus simple : face à une demande incertaine et fluctuante, les entreprises n'ont pas besoin d'investir massivement ; le simple remplacement des équipements anciens suffit à satisfaire la demande, comme en témoigne le niveau encore assez bas des tensions sur les capacités de production. Mais, à partir du moment où les perspectives s'améliorent en Europe, elles pourraient, sans réelle contrainte financière, accélérer leurs investissements.

Dans le cadre de l'ouverture internationale, la stratégie de désinflation compétitive, suivie par tous les gouvernements français depuis 1983, a été une réussite

Dans ces conditions, malgré un chômage aggravé, il n'y a pas lieu d'être pessimiste sur la croissance française à court terme, même s'il faut s'attendre à des phases conjoncturelles contrastées (ralentissement en fin d'année, en France comme en Allemagne). Demande extérieure plus dynamique, maîtrise des prix, compétitivité satisfaisante, détente monétaire, santé financière des entreprises, meilleure orientation du revenu disponible... devraient concourir à une saine reprise : un peu plus de 2 % en 1997, après un peu plus de 1 % en 1996, selon le consensus des prévisionnistes.

Si l'on se tourne vers les évolutions de moyen-long terme, il apparaît que les politiques économiques mises en œuvre depuis quinze ans ont été, à bien des égards, pertinentes et efficaces.

A partir du moment où l'on choisissait l'ouverture internationale, il fallait en accepter les règles. De ce point de vue, la stratégie de désinflation compétitive, suivie avec constance par tous les gouvernements français depuis 1983, a été une réussite, saluée comme telle par les observateurs étrangers. Sur la dernière décennie, l'inflation est mieux maîtrisée qu'à l'étranger. Aut-il pour autant évoquer la déflation des années 30 ? Rappelons les ordres de grandeur : entre 1929 et 1933, la production française a reculé de 30 % en valeur (17 % pour les volumes, 16 % pour les prix) ; entre 1990 et 1996, le PIB en valeur croît de 21 % (+ 7 % pour les volumes, + 13 % pour les prix). Il n'y a donc pas de commune mesure entre les deux périodes.

Malgré la sous-évaluation du dollar et les dépréciations de la livre, de la peseta, et surtout de la lire, la compétitivité-prix des produits français est, dans l'ensemble, satisfaisante, et la compétitivité hors-prix (qualité, en particulier) en progression continue. Même s'il est dû, en partie, à un décalage conjoncturel, l'excédent commercial et courant obtenu par la France depuis 1992, montre que la stratégie de désinflation compétitive a réussi à desserrer la contrainte extérieure. Dans un secteur particulièrement vulnérable, le contrat US Air-Airbus est l'illustration d'un succès de la technologie européenne, qui parvient à surmon-

ter le handicap d'un dollar sous-évalué ; l'équilibre commercial auquel la France est parvenue avec l'Asie du Sud-Est (Japon exclu) vient relativiser les inquiétudes sur la capacité de notre appareil productif à lutter avec celui des pays émergents à bas salaires.

La solidarité monétaire européenne est nécessaire, dès lors que l'on veut participer pleinement à la construction de l'Union monétaire. On peut certes regretter qu'elle se soit traduite hier par une rigidité du couple mark-franc et une politique monétaire excessivement rigoureuse en France, alors que les exigences n'étaient pas les mêmes des deux côtés du Rhin. Il est facile d'ironiser sur le gradualisme prudent de la Banque de France indépendante. Mais au total, la détente monétaire a été impressionnante : baisse des taux courts (à trois mois) de 500 points de base depuis mars 1995 (et même de 800 points de base depuis le début de 1993), recul des taux longs de plus de 200 points de base, en deux ans. Les taux réels à court terme sont désormais revenus à un niveau historiquement normal (1,6 %), ce qui n'est pas encore le cas pour les taux réels longs (4,50 %). Le retour de l'écart de taux courts France-Allemagne en dessous de 40 centimes, tout comme l'annulation de l'écart sur les taux longs, constituent enfin une reconnaissance par les marchés de la crédibilité de la politique monétaire française.

Dans ce contexte, même si elle exprime une inquiétude fondée sur la parité future de l'euro par rapport au dollar, la proposition surprenante de Valéry Giscard d'Estaing apparaît à la fois impraticable (une détente monétaire autonome peut conduire à une réévaluation vis-à-vis du mark), inutile (la compétitivité France-Allemagne est excellente) et agressive (la concentration avec le premier de nos partenaires est un préalable à l'euro). Brader une crédibilité obtenue au prix de longues années d'effort serait contre-productif.

Pour enrayer la spirale de la dette, pour alléger les prélèvements obligatoires, il n'y a pas d'autre voie que la politique d'assainissement financier, comme le président de la République l'a réaffirmé récemment. Par-delà la nécessaire respect des critères de Maastricht, aucun agent économique, pas même l'Etat, ne peut, indéfiniment, dépenser plus qu'il ne gagne. La maîtrise des dépenses publiques et sociales est donc un impératif auquel la France ne peut échapper.

Au total, ces politiques – désinflation compétitive, rigueur monétaire, assainissement financier –, ont atteint leur but premier et demeurent nécessaires. Mais sont-elles suffisantes pour atteindre l'objectif ultime de la politique économique, la diminution du chômage ? A l'évidence, la réponse est négative : si elles permettent d'atteindre, sur le moyen terme, le rythme de croissance le plus élevé possible compatible avec l'ouverture internationale, ce rythme, même dans les scénarios les plus favorables, est tout à fait insuffisant pour une résorption du chômage.

Il ne s'agit pas de nier le lien positif entre croissance et emploi : la fin de la dernière décennie a montré qu'une croissance forte (au rythme de 4,5 % après 1,8 % en moyenne les années précédentes) se traduisait par des créations d'emplois (alors que plus de 100 000 emplois disparaissent entre 1980 et 1987, près de 800 000 sont créés entre 1987 et 1990), permettant d'absorber la croissance de la population active et de réduire le chômage (de 1980 à 1987, le nombre de chômeurs augmente de plus de 1 000 000, de 1987 à 1990, il diminue de près de 400 000).

Mais c'est aujourd'hui l'émergence d'une politique active de l'emploi, qui incite à une vision moins sombre de l'avenir. A partir du moment où l'on admet que le progrès économique, sous sa forme actuelle, n'a plus tant pour effet de créer du travail que de produire plus et mieux avec moins de travail, il n'y a pas d'échappatoire : seule une autre répartition du travail pourra diminuer le chômage.

Dominique Vallet est le directeur des études et de la stratégie du Groupe Crédit national/BFCE.

RE,  
monde.



# Secteurs de Pointe



EES FINANCE est un éditeur spécialisé dans la conception et la commercialisation de progiciels financiers pour les banques, les assurances et les établissements financiers. Le succès en France et au Luxembourg de notre progiciel de gestion de portefeuilles GLOBAL PORTFOLIO II, nous conduit à créer plusieurs nouveaux postes :

## Ingénieur consultant

Mission : vous prenez en charge les projets d'installation de nos nouveaux clients et participez aux phases d'avant-vente avec notre équipe commerciale.

Profil : de formation ingénieur grande école ou Bac + 5, vous avez au moins 5 ans d'expérience. Vous maîtrisez parfaitement, sur un plan fonctionnel, les marchés financiers et la comptabilité et, sur un plan technique, un LAG et un SGBD-R. Ce poste est basé au Luxembourg et requiert la maîtrise de l'anglais ou de l'allemand. Réf. IC1296

## Ingénieurs technico-commerciaux

Mission : vous prenez la responsabilité d'un ou plusieurs de nos clients, notamment sur le plan de l'assistance, du conseil aux utilisateurs, de l'étude de leurs besoins et de la mise en œuvre de solutions. Vous participez aux projets d'installation.

Profil : de formation ingénieur grande école ou Bac + 5, vous possédez une première expérience réussie dans le développement de logiciels, ainsi qu'une forte motivation pour la finance de marchés. Ces postes basés à Paris ou au Luxembourg requièrent la maîtrise de l'anglais ou de l'allemand. Réf. ITC1996

Nous souhaitons intégrer des candidats à fort potentiel qui pourront évoluer rapidement au sein de notre groupe.

Nous vous remercions d'adresser lettre de motivation manuscrite, CV, photo et rémunération actuelle sous la référence choisie, à notre conseil EUROSEV, 121 Bd Diderot, 75012 Paris.

**EuroServ**



Le Centre National de la Recherche Scientifique recrute par voie de concours au titre de l'année 1997

## 285 CHERCHEURS

Niveau doctorat ou travaux équivalents dans les disciplines suivantes : Physique, mathématiques, sciences pour l'ingénieur, chimie, sciences de l'univers, sciences de la vie et sciences de l'homme et de la société.

Pour obtenir tous renseignements sur les postes à pourvoir, composer sur le Minitel : 3614 CNRS (0,37 F/mn)

ou consulter le serveur WEB du CNRS : <http://www.cnrs.fr>  
Date limite de dépôt des dossiers : 17 janvier 1997 à 18 heures.

UN GROUPE  
PAPETIER  
RENFORCE LA  
STRUCTURE  
DE SES USINES  
ET SOUHAITE  
L'ARRIVER  
D'UN

## Chef de Fabrication (Réf. CF/M)

pour l'une de ses usines (2 machines à papier). Agé de 30/35 ans, papeter ou chimiste de formation avec une expérience de chef de fabrication dans l'industrie papetière, vous êtes motivé pour prendre la responsabilité totale de la production, la transformation et la logistique.

Nous souhaitons également engager un

## Responsable de Production (Réf. RP/M)

pour une usine (2 machines à papier). Agé de 35/45 ans, papeter ou chimiste de formation, déjà expérimenté au poste de responsable de production dans l'industrie papetière. Pour un candidat de valeur, évolution possible vers une direction d'usine.

Dans les deux cas, le mobilité est indispensable et notre cabinet de recrutement vous garantit la plus grande confidentialité.

Merci d'adresser votre candidature en précisant la réf. choisie (sur enveloppe et lettre) à CANDISSIMO - BP 80 - 92105 BOULOGNE Cedex, qui transmettra.

## L'ASSEMBLÉE NATIONALE RECRUTE PAR CONCOURS LE

### RESPONSABLE DES ÉTUDES DU SERVICE INFORMATIQUE

Le responsable des études assure la cohérence du système d'information : à ce titre, il participe à l'élaboration des schémas directeurs et au choix des équipements techniques. Il exerce une fonction de veille technologique et de conseil auprès des autorités. Il est responsable de la mise en œuvre des projets nouveaux et à cette occasion doit mobiliser les ressources internes ou piloter des ressources externes. Il est le responsable technique d'une équipe de 12 informaticiens, en collaboration avec les autres équipes du service. Les candidats devront avoir une expérience des environnements techniques de pointe et avoir exercé une activité de chef de projet ou de responsable de domaine avec encadrement d'équipe.

■ Rémunération à la hauteur des responsabilités ■

**Calendrier des inscriptions : jusqu'au 20 janvier 1997 (15h45)**

**CONDITIONS RELEVANTES POUR CONCOURIR**

- Posséder la nationalité française
- Être âgé(e) de 20 à 40 ans au 1<sup>er</sup> janvier 1997
- Être titulaire d'un diplôme d'ingénieur à la date de clôture des inscriptions (20 janvier 1997) et justifier de 10 années au moins d'expérience professionnelle dans le domaine de l'informatique.

**Date de clôture des candidatures : 20 janvier 1997**

Le programme et la nature des épreuves figurent dans le dossier d'inscription à demander au :  
SERVICE DU PERSONNEL DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE  
233, boulevard Saint-Germain - 75007 PARIS.

PLASTURGIE  
NORMANDIE  
AXE CAEN-ROUEN

## DIRECTEUR DE SITE DE PRODUCTION

50 personnes

CA 80 MF

**JMLP**

PMI, jeune et moderne, implantée dans un cadre agréable, nous sommes la filiale française d'une importante firme multinationale. CA 250 Mds FF.

Nous fabriquons en très grande série des produits destinés aux industries de l'audiovisuel et de l'informatique.

Notre activité concerne principalement l'injection des matières plastiques et, avec une technologie très automatisée, nous travaillons en flux continu.

Impliqué dans la politique du groupe, vous aurez à superviser les différentes fonctions : production, maintenance, gestion, commercial...

Véritable homme de terrain, vous coordonnerez l'activité de vos différents services et vous en assurerez l'animation.

Ingénieur Généraliste, âgé d'environ 35 ans, vous connaissez par expérience la complexité et la diversité des problèmes concrets que rencontre quotidiennement une PMI.

Nous vous offrons d'être la cheville ouvrière de notre forte croissance.

Votre anglais est parfaitement opérationnel.

Merci de bien vouloir adresser votre dossier de candidature en indiquant votre rémunération actuelle, s/réf. N°96350-02, à notre Société Conseil JMLP Consultants SA Actis Technopole - 12 rue du Col. Rémy 14000 CAEN. Confidentialité assurée.

Spécialisés dans le système d'information des entreprises (conseil, maîtrise d'œuvre, développement de progiciels) nous sommes amenés à renforcer nos équipes pour faire face au développement de notre société.

## ■ CONSULTANTS en système d'information (Réf. CST)

De formation grande école, votre savoir-faire en environnement industriel ou bancaire (logistique, distribution, vente, gestion de production, comptabilité/Finance) s'appuie sur une expérience de 4 à 8 ans de consulting en conduite de projets de mise en œuvre de systèmes d'information. Vous disposez d'une excellente culture en technologie de l'information et d'une bonne connaissance fonctionnelle des progiciels ORACLE applications, SAP R/3, BAAN...

## ■ INFORMATIENS (Réf. INF)

De formation ingénieur, vous justifiez de 2 à 3 ans d'expérience en environnement grands systèmes (MVS-COBOL/DB2/CICS) et client/serveur (Powerbuilder-Visual Basic, Sql). Vous participerez au développement de nos progiciels et applications informatiques chez nos clients.

Merci d'adresser votre dossier de candidature en précisant la référence à Anne Bougmont-Artaud, Courthéoux et Associés - 19, rue Louis Le Grand - 75002 Paris.

Aucun renseignement ne sera fourni par téléphone.

Doubler le CA de la Société, porter la part de l'international à 80%, tels sont les défis majeurs lancés pour l'an 2000. Si vous vous sentez capable de relever ce défi, rejoignez le Département Marketing International d'une Société française leader dans son domaine (lié au monde de l'automobile).

## Chef de Produit Automobile Ingénieur Mécanicien

Profil : Ingénieur mécanicien (Etsa, Sudria), vous avez acquis une expérience de 6 à 7 ans minimum dans un poste de responsabilité "terrain" (accessoires auto, pneus, batteries, constructeurs automobiles) dans un environnement international (anglais indispensable, allemand apprécié), et vous vous passionnez pour le domaine de l'automobile.

Mission : Nous vous confierons l'étude, le suivi et le développement des produits automobiles et de leurs marchés. Lien vital entre la Direction du Marketing, la Direction technique et les différents services commerciaux, vous anticiperez les besoins futurs des marchés et les transformez en spécifications produits.

Ce poste est basé à Aubervilliers (93).

Merci d'adresser un dossier de candidature complet (CV, photo, lettre manuscrite, prétentions de salaire) en indiquant la référence 14748 sur lettre et enveloppe à Publipanel - 13 rue Rosenwald - 75015 Paris, qui transmettra.



Le Groupe MARTEK, composé de 3 sociétés spécialisées dans la Conversion d'Énergie et la Mesure Électrique, réalise un CA de 150 MF, avec 200 personnes. Afin de permettre notre évolution et d'atteindre une taille significative au niveau européen, nous recherchons pour une filiale un

## RESPONSABLE RECHERCHE & DÉVELOPPEMENT

Rattaché au Président, responsable d'une équipe de 6 personnes et en relation avec les services commerciaux et production, vous avez un rôle d'organisateur et d'animateur, afin de développer de nouvelles gammes de produits adaptés aux besoins du marché.

Agé de 30/45 ans, vous êtes de formation ingénieur en Électronique (ENSEEIT, SUPELEC...). Une expérience confirmée de Responsable R&D, Chef de Projet ou Responsable de BE dans le secteur de la Conversion d'Énergie vous a permis de développer des qualités de leadership, de rigueur et de réactivité.

Merci d'adresser lettre + CV, sous réf. 9667, à notre Conseil AL PARTNERS - 86/88, Grande Rue 92310 Sèvres.

**AL PARTNERS**

مكتبات الامارات



# Le Monde des Cadres

## EUTELIS

cabinet de conseil,

filiale de France Télécom et de Deutsche Telekom, a pour vocation d'accompagner le changement dans les organisations et le développement dans les entreprises. Nous lions nos prestations de conseil à la maîtrise des Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication (NTIC). La croissance de nos activités nous conduit à rechercher des

## Consultants

en management et NTIC, organisation et NTIC, stratégie et NTIC.

A 35/45 ans environ, vous êtes diplômé(e) d'une grande école (d'ingénieur ou de gestion) ou d'un troisième cycle ; vous possédez une expérience réussie dans les domaines du management, de l'organisation, de la stratégie, acquise au sein d'une entreprise. Votre connaissance du marché des services est un atout.

Merci d'adresser votre candidature (CV + lettre de motivation) sous référence CP à : Michel Tordisco, Eutelis SA, 26 rue Bénard, 75014 PARIS.

## AGENCE D'INFORMATIONS FINANCIERES

recherche :

## CHEF DE PRODUIT MARKETING ET COMMERCIAL

En charge du développement du CA d'un service d'informations en temps réel spécialisé sur les valeurs de la Bourse de Paris. Mise en œuvre et suivi de l'évolution des produits. Contacts au plus haut niveau dans la communauté financière. 27/30 ans. Diplômé d'une école de commerce avec bonne connaissance informatique et expérience commerciale.

Esprit d'initiative, responsable et indépendant.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite + CV) à : Mme Fontaine  
OPTION FINANCE - 1, rue du Colonel-Pierre-Avia - 75503 PARIS CEDEX 15

## L'UNIVERSITE JOSEPH FOURIER de GRENOBLE

### RECRUTE

### 36 ENSEIGNANTS-CHERCHEURS

### POUR LA RENTREE UNIVERSITAIRE 1997

12 Professeurs des Universités

24 Maîtres de Conférences

Renseignements :

36.15 = KLUB (2,23 mn) "Recrutement des Enseignants Chercheurs" Université Grenoble I  
Internet : <http://www.ujf-grenoble.fr>

Meilleurs Voeux  
pour 1997

publival

27, Route des Gardes - 92190 MEUDON



Autoroutes du Sud de la France

## Chargé de communication

Mi-temps - CDD 1 an

Rattaché au responsable du service presse/communication interne, vous préparez et suivez les grandes manifestations internes et externes de la société. Vous gérez et contribuez au développement des relations presse et rédigez des communiqués et dossiers de presse.

Idéalement âgé de 28/35 ans, vous possédez une formation supérieure (bac + 5) ou un troisième cycle de communication (CELSA, INCOM...). Disposant d'une expérience de 3 à 5 années au sein d'un service communication, vous avez notamment une bonne pratique de la presse écrite, parlée et télévisée.

Votre sens relationnel lié à d'excellentes qualités rédactionnelles, votre volonté d'intégrer une équipe jeune au sein de laquelle vous ferez valoir votre dynamisme, vous permettront d'envisager les meilleures opportunités.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous référence 25001 à notre conseil Onoma, 29 rue de Berri, 75008 Paris.

Onoma

GRUPE COURTAUD

## Juristes Ressources Humaines

## Carrières Européennes en Entreprises

couplage avec un ou plusieurs des titres suivants

NRI - HANDELSBLAD - EL PAIS - Le Monde - Süddeutsche Zeitung - BERLINGSKE TIDENDE  
COMPTON BELLA ROMA - LE SOIR - De Standard - NITEL INDEPENDENT - THE IRISH TIMES



## LA COUR DE JUSTICE DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES À LUXEMBOURG

organise un concours général sur titres et épreuves pour la constitution d'une réserve de recrutement de (m/f).

### JURISTES LINGUISTES (traducteurs) de langue française (Concours Général CJ/LA/19)

Les traitements et les avantages sociaux sont identiques à ceux des autres institutions de l'Union européenne.

Conditions requises : ☐ être ressortissant d'un Etat membre des Communautés européennes ; ☐ être né(e) après le 31 janvier 1962 ; ☐ formation juridique complète sanctionnée par un diplôme universitaire en droit français (maîtrise ou licence délivrée avant l'entrée en vigueur de l'arrêté du 7 avril 1977) ou en droit belge (licence ou doctorat) ou par un diplôme juridique équivalent ; ☐ parfaite maîtrise de la langue française ; ☐ bonne connaissance de deux langues officielles des Communautés européennes ; une de ces langues officielles doit être soit l'allemand soit l'anglais soit le finnois soit le grec.

De plus amples renseignements ainsi que l'acte de candidature obligatoire peuvent être obtenus sur simple demande écrite (réf. Journal Officiel des C.E. n° C 384 A du 19 décembre 1996).

• Cour de justice des Communautés européennes, Division du Personnel, L-2925 LUXEMBOURG  
• Bureau d'information et de Presse de la Commission européenne, 288, boulevard Saint Germain, 75007 PARIS  
• C.M.C.I./Bureau 320, 2, rue Henri Barbusse, 13241 MARSEILLE Cedex 01  
• Bureau d'information et de Presse de la Commission européenne, rue Archimède 73, B-1040 BRUXELLES.

La date limite pour le dépôt des candidatures est le 31 janvier 1997.

### International Consulting Opportunities

SSE, Software Services and Education Centre LTD, has been established at Bangalore, India with initial funding by the European Commission (EC) and the Government of India to promote co-operation between the EU and India in the field of computer software, both to explore market opportunities in EU and India and to enhance global competitiveness by taking advantage of cost-effective solutions in India. To enhance its market reach within the EU, SSE wants to establish strategic alliances with consulting organisations across the EU to provide value-added consulting services to companies in the EU and India on market positioning strategies and cross border alliances. For achieving its aggressive timetable, SSE has the following requirements (m/f)

### Business Development Manager Europe, based in Brussels

SSE wishes to recruit a dynamic individual or small consulting organisation to represent SSE in Europe and to develop strategic alliances across the EU with consulting organisations and institutions and provide consulting inputs. The ideal candidate will be an independent consultant with a base in Brussels. Familiarity with EC initiatives towards India and experience in implementing EC related projects for industry co-operation between Europe and Asia will be an added advantage.

Compensation will include a retainer fee for the first year to develop alliances across the EU and revenue sharing based on consultancy assignments for SSE in the first and future years.

### Regional Strategic Alliance Partners based in EU countries

SSE wants to establish strategic alliances with consulting organisations across the EU to provide together with SSE value-added consulting services to companies in the EU and India on market positioning strategies and cross border alliances.

The compensation will be primarily based on revenue sharing on consultancy assignments for EU and India companies.

Applications including c.v. of the key individual, track record of the organisation or individual in international market strategy consultancy and details of experience working on EC initiatives may be sent immediately under sealed envelope to Price Waterhouse, boulevard de la Woluwe 62, B-1200 Brussels, clearly marking the envelope with "SSE". The positions are immediate requirements and the candidates will be interviewed in February 1997.

For additional information on SSE, please visit their website at: <http://www.sseblrsoft.net>

SSE - Creating Euro-Indian IT Partners



## Carrières Internationales



AMS is a business and information technology consulting firm on the move. We partner with clients to achieve breakthrough performance in the telecommunications and financial industries. As Europe's fastest growing consultancy in 1994 and 1995, we are committed to excellence, innovative solutions and the continued development of our professional staff.

### SOFTWARE DEVELOPERS / SYSTEM ARCHITECTS

#### Une opportunité d'excellence

- Travailler au sein d'un groupe international en partenariat avec les principaux acteurs du marché européen des télécommunications.
- Apporter des solutions innovantes afin de les accompagner dans l'optimisation de leurs systèmes d'information.
- Dès votre arrivée, vous participerez activement à nos projets. Vous travaillerez côte à côte avec des professionnels de l'informatique venant de tous les pays du monde.

#### Profil Recherché

- **SOFTWARE DEVELOPERS:** Vous contribuerez à toutes les étapes de nos projets: analyse des besoins, conception, développement et mise en production des systèmes informatiques de nos clients.
- **SYSTEM ARCHITECTS:** Vous concevrez des architectures munies d'interfaces graphiques (GUI) en utilisant des techniques traditionnelles et de pointe comme l'objet, les plateformes de type client-serveur...

#### Votre Personnalité

- Vous possédez un diplôme d'ingénieur avec ou sans expérience et de bonnes capacités d'analyse.
- Une connaissance du marché est appréciée.
- Une pratique du COBOL, C, C++, JCL, UNIX, Sybase ou DB2 est un plus.
- Une bonne maîtrise de l'anglais est indispensable.

### Balancing people and technology

ams

Management Systems

Faites parvenir votre CV et une lettre de motivation en anglais à:  
AMS Management Systems Europe S.A./N.V. Attn. Françoise Bookx,  
Boulevard E. Jacquain 159, B-1210 Bruxelles, Belgium  
ou via E-mail au format MIME ou UU à: european\_careers@mail.amsinc.com  
Venez découvrir nos opportunités sur Internet: <http://www.amsinc.com>

## Conseil et Audit

## Juristes Ressources Humaines

**DE LA COMPLEXITÉ À L'ESSENTIEL**

Le secteur bancaire traverse une période riche et complexe : fusion, restructuration, organisation, passage à l'Euro, évolution de la technologie des Systèmes d'Information sont les chantiers des cinq prochaines années. Pour les accompagner, nos clients (plus de 200 établissements financiers) recherchent des consultants d'exception.

**consultants**

PARIS - LONDRES - GENEVE - SÃO PAULO

Diplômé(e) d'une grande école, vous possédez une première expérience de 3 à 7 ans dans une banque à un poste opérationnel ou en cabinet conseil dans l'un des domaines suivants :

- conception et mise en place de nouvelles organisations;
- restructuration des systèmes d'information;
- évolution des systèmes de place.

Vous savez et aimez être un interlocuteur fiable et inventif, un management souple et repensé sur la confiance vous convient plutôt bien, et vous pensez comme nous que l'on peut être à la fois sérieux et proche de ses clients, alors envoyez-nous... **Nous irons ensemble à l'essentiel.**

Nous attendons votre dossier de candidature (lettre CV, rémunération actuelle) sous référence ESC/CONSUL à notre conseil EUROGROUP PARTICIPATIONS, 17 rue Louis-Rouquier, 92300 Levallois-Perret.

Notre société figure parmi les centres de recherche les plus innovants dans son domaine de prédilection. Adossé à un groupe européen leader, nous donnons aux Ressources Humaines une place importante et recrutons pour nos sites deux

**Responsables  
des Ressources  
Humaines**  
• Paris • Ouest

Vous êtes rattaché au Directeur Recherche et Développement et coordonnez la mise en place d'une politique Ressources Humaines innovante.

Chargé d'impulser une dynamique en matière de gestion de l'emploi et des carrières, vous êtes le conseil de notre réseau de Responsables de Personnel présents sur les sites.

De formation supérieure avec spécialisation Ressources Humaines (Celsa, Ciffop...), vous justifiez de 5 à 7 ans d'expérience en tant que Responsable des Ressources Humaines ou Chef de Département.

Vous êtes considéré comme un expert dans le domaine de la gestion de l'emploi et reconnu comme un homme de dialogue capable de mobiliser ceux qui travaillent autour de vous.

Notre société est en mesure de vous faire évoluer.

**ornicar**  
GROUPE H&C CONSEIL

Merci d'adresser lettre, CV, prétentions, en précisant la référence M/1221, à notre Conseil ORNICAR, 92 rue Jouffroy d'Abbans, 75017 Paris.

هتدوامن الاصل